00032708

THE
ASIATIC SOCIETY OF BOMBAY
TOWN HALL, BOMBAY-400 023.

Digitized with financial assistance from the
Government of Maharashtra
on 02 April, 2016

VIE

POLITIQUE ET MILITAIRE

DE

NAPOLÉON,

RACONTÉE PAR LUI-MÊME,

AU TRIBUNAL DE CÉSAR, D'ALEXANDRE ET DE FRÉDÉRIC.

Vol II
32708
ac

Tome Deuxième.

Je fus ambitieux; tout homme l'est, sans doute:
Mais jamais roi, pontife, ou chef, ou citoyen,
Ne conçut un projet aussi grand que le mien.

(VOLTAIRE, *Mahomet.*)

PARIS,

CHEZ ANSELIN, SUCCESSEUR DE MAGIMEL,

LIBRAIRE DE LA GARDE ROYALE ET DES TROUPES DE TOUTES ARMES,

RUE DAUPHINE, N° 9.

1827.

Fo 923.14405
Nap/Nap/vie

32708

00032708

NAPOLÉON

AU TRIBUNAL DE CÉSAR, D'ALEXANDRE ET DE FRÉDÉRIC.

CHAPITRE VII.

L'Angleterre refuse d'exécuter le traité d'Amiens. Nouvelle rupture. Invasion du Hanovre. Occupation d'une partie du royaume de Naples. Les Anglais dominent dans tout l'Indostan. État de l'Europe. Préparatifs pour une descente en Angleterre. Pitt rentre au ministère. Bill de défense. Conspiration de Georges et de Pichegru. Érection de l'empire. Maxime de Napoléon en matière de gouvernement. Il est proclamé empereur, et cette dignité sera héréditaire dans sa famille. Il est couronné par le pape. Il part pour l'Italie. Organisation de la grande-armée. Brouille avec la Russie. Sortie des flottes. Napoléon revient à Boulogne.

Situation intérieure de la France.

TANDIS que la victoire et les négociations concouraient à l'envi à relever la gloire de la France, tout marchait dans l'intérieur au gré de mes désirs. L'état se recréait avec une rapidité merveilleuse. Je m'en occupais avec ardeur : à part

les incorrigibles du faubourg St.-Germain et quelques démocrates exaltés, toute la nation applaudissait à mes travaux, et chacun manifestait son admiration avec enthousiasme. Pour ne pas être accusé de suffisance en faisant moi-même le panégyrique de ces travaux, je vais rapporter les propres expressions d'un homme qui fut mon admirateur comme idéologue, et mon ennemi comme fanatique et comme historien.

« Glorieux par la guerre, glorieux par la paix, « Napoléon effaçait, aux yeux éblouis des peu- « ples, l'éclat des plus brillantes renommées de « l'antiquité et des temps modernes : le souvenir « de ses exploits en Égypte, en Italie, électrisait « toutes les pensées, faisait le charme de toutes « les conversations. La teinte antique de ses pro- « clamations et de ses discours transportait aux « plus beaux siècles d'Athènes et de Rome, et « décélait un grand génie comme une grande ame.

« C'est lui qui a retiré la république de la « détresse, et l'a deux fois portée au plus haut « degré de gloire et de puissance. Il part, elle « retombe; il revient, elle se relève. Ses ennemis « ont triomphé en son absence; nouvel Hercule, « il les terrasse à son retour.

« Son éloignement fut le signal de la guerre; « sa présence fut celui de la victoire et de la « paix, non seulement avec l'Autriche, mais en-

« core avec la Russie, l'Angleterre, la Turquie, « le Portugal, l'Allemagne et le prince d'Orange.

« Il a obtenu des barbares eux-mêmes un « traité favorable à la France : Tunis et Alger sont « devenus nos amis; les Français n'ont plus à « redouter les cruautés du farouche Africain ; « leurs vaisseaux sillonnent librement la Médi- « terranée ; les pirates de la Libye n'insultent « plus le drapeau républicain. C'est lui seul qui « étouffa les discordes civiles, rendit aux exilés « leur patrie, au pape Pie VI les honneurs et la « paix du tombeau. C'est lui qui, en traitant « avec Pie VII, a calmé les consciences et préservé « la morale.

« Il a immortalisé son siècle par la rédaction « de plusieurs codes importants. Nos finances « lui doivent leur prospérité ; les magistrats, le « paiement de leurs honoraires ; l'armée, l'hon- « neur de ses drapeaux et la régularité de sa « solde ; les voyageurs, la commodité des routes ; « les commerçants, la restauration des canaux ; les « navigateurs lui devront un jour la liberté des « mers.

« Partout la France reprend son antique éclat : « les palais outragés par le temps ou par la fureur « des hommes se réparent ; de nouveaux monu- « ments s'élèvent pour attester un jour notre « gloire. La main des arts ajoute partout en France

« aux beautés de la nature ; les ruines, signes dé-
« plorables des discordes passées, disparaissent ;
« des édifices magnifiques s'achèvent, sous l'em-
« pire d'un gouvernement magnanime. Tels sont
« les fruits de la paix qu'il a conquise, de la con-
« corde qu'il a ramenée.

« La révolution est terminée, l'atelier des
« malheurs du monde est fermé. »

Ces éloges ne sont eux-mêmes qu'une répétition de ce qui se disait en France. Les orateurs à la tribune ; les magistrats par leurs députations ; les écrivains dans leurs productions, ne trouvent pas de phrases assez sonores pour faire retentir l'Europe de mes hauts faits, et interpréter dignement les éclats de la reconnaissance nationale. On m'enivrait d'encens. Quelque exagérées que fussent les expressions de ceux qui s'annonçaient ainsi comme les échos de l'opinion publique, ma conscience me disait qu'au fond leurs éloges étaient vrais, et que je les méritais.

Toutefois je sentais qu'il manquait une chose à tout notre système ; c'était du définitif. Bien que mon désir fût de faire à la révolution un établissement à la fois solide et raisonnable, je voyais que je ne pouvais y parvenir qu'après avoir vaincu de grandes résistances, car il y avait encore antipathie entre les anciens et les nouveaux régimes. Ils formaient deux masses dont les intérêts

étaient précisément en sens inverse. Tous les gouvernements qui subsistaient en vertu de l'ancien droit public se croyaient exposés par les principes de la révolution, et celle-ci n'avait de garantie qu'en forçant l'ennemi à traiter ou en l'écrasant, s'il refusait de la reconnaître.

J'étais l'homme qui devait terminer de manière ou d'autre cette lutte; je me trouvais à la tête de la grande faction qui avait voulu anéantir le système sur lequel roulait le monde, depuis la chute des Romains. Comme tel, je me trouvais en butte à la haine de tout ce qui avait intérêt à conserver cette rouille gothique, et c'était à tort, puisque seul je pouvais ramener l'ordre et rapprocher les intérêts des deux partis. Si les factions raisonnaient et se prêtaient à des concessions volontaires, en huit jours nous eussions été d'accord.

Un caractère plus souple que le mien aurait pu louvoyer pour laisser une partie de cette question à décider au temps; mais dès que j'eus vu le fond du cœur de ces deux factions, dès que j'eus la conviction qu'elles partageaient le monde comme au temps de la réforme, je compris qu'il serait long et difficile de les réunir. Je résolus néanmoins de tout faire pour y parvenir. La question était plus compliquée que le prétendu manuscrit de Ste.-Hélène ne le suppose. Elle ne

se réduisait point à faire triompher la révolution ou à succomber avec elle, mais bien à la réconcilier avec ses ennemis du dehors, et à calmer ceux du dedans jusqu'à ce qu'une fusion complète de leurs intérêts avec les nôtres ait eu le temps de s'opérer : il fallait pour cela deux générations. J'aurai occasion de démontrer plus tard que l'auteur du manuscrit confond à tort la révolution dans ses rapports avec la France seule, et la révolution dans les différentes phases qu'elle parcourut relativement aux puissances étrangères; il confond surtout l'époque de l'empire reconnu avec l'époque de la république.

En rejetant ce qu'il y a d'absolu dans son système, je veux bien néanmoins en admettre les conséquences pour l'époque de 1803, à laquelle nous étions arrivés. J'avais consacré deux ans entiers à cicatriser les blessures de la France, à rapprocher les intérêts et les opinions, à éteindre les passions. J'y avais réussi au-delà de toute espérance. Il n'y avait pas à se méprendre néanmoins sur cet état de choses. Les royalistes le considéraient comme un acheminement à la contre-révolution, et leurs adversaires trouvaient que je m'avançais trop dans cette carrière qu'ils redoutaient.

Créer au-dedans un seul intérêt français et le faire respecter et sanctionner par l'étranger, tel

était le but évident de la mission qui m'était confiée. Je compris donc que pour donner à la France une assiette durable, il fallait réconcilier ses institutions intérieures avec les anciennes dynasties, puis la rendre assez forte pour qu'on ne l'attaquât plus impunément. Il fallait avoir pour nous la majorité de l'Europe, afin que la balance penchât de notre côté. Il n'y avait que deux moyens d'avoir cette majorité, celui des alliances volontaires, ou celui des soumissions opérées par l'ascendant de notre puissance. Dans l'impossibilité d'obtenir le premier, je dus bien adopter le second.

Nouveaux griefs que me donne l'Angleterre.

Je donnais tous mes soins à obtenir ces résultats, lorsque mes relations avec l'Angleterre se brouillèrent de nouveau. La paix d'Amiens ne semblait avoir été pour elle qu'un moyen de venir reconnaître mon édifice, afin de mieux l'attaquer. Jamais elle ne se disposa à exécuter entièrement le traité. Au lieu de rendre Malte, la possession de cette île forteresse fut prônée par ses écrivains comme la clef de la Méditerranée, et l'unique moyen que l'Angleterre eût de résister dans cette mer à l'alliance de la France et de l'Espagne : le cabinet de St.-James résolut donc de la garder.

Au lieu d'évacuer l'Égypte, le général Stuart occupait encore Alexandrie, et semblait vou-

loir s'y fixer. J'envoyai Sébastiani pour rétablir nos anciens rapports dans le Levant et s'assurer de l'évacuation promise. On sonna le tocsin contre sa mission, parce que son rapport, fait en forme de reconnaissance militaire, annonçait que j'avais de nombreux partisans dans ce pays, et prêtait au gouvernement anglais le projet de s'y maintenir.

D'un autre côté, j'avais des griefs non moins puissants dans les attaques personnelles, à la fois injurieuses et grossières, que se permettaient chaque jour les journaux Anglais et ceux de l'émigration. L'Angleterre exhalait plus d'animosité contre moi que jamais Guillaume n'en avait montré contre Louis XIV, et cependant la situation des deux puissances était en sens inverse, car aujourd'hui le prétendant au trône légitime se trouvait en Angleterre, et elle nous renvoyait avec usure le mal que les Stuarts avaient voulu lui faire avec l'appui de la France. J'avais donc double droit de me plaindre. Un général, placé par la victoire à la tête du plus puissant état de l'Europe, insulté tous les jours par des journaux et des pamphlets où l'on reconnaissait trop bien le doigt du ministère anglais, devait en être exaspéré. Plus susceptible qu'un prince né sur le trône, je ne pouvais voir sans indignation qu'au lieu de reconnaître le mérite de mes entre-

prises militaires et de mon administration, on s'acharnât à présenter mes victoires comme des boucheries sans art; mon gouvernement comme despotique et usurpateur; mes principes et mon cœur comme ceux d'un Caligula.

Je portai des plaintes; on m'opposa les lois anglaises sur la liberté de la presse : j'observai que des réfugiés étrangers n'avaient pas le droit de brouiller deux puissances à l'ombre des abus de la presse, et je demandai qu'on éloignât ces brouillons d'Europe en leur appliquant *l'alienn-bill.*

L'Angleterre, qui refusait cette concession, prétendait nous faire souscrire à tout ce qui lui convenait. Peu satisfaite d'avoir aidé à nous dépouiller de St.-Domingue, elle voulait encore nous ruiner par un traité de commerce : celui de 1786 avait été trop impopulaire en France pour que je me décidasse à le renouveler. Sans doute l'exportation des produits territoriaux de la France peut compenser aux yeux de certains ministres la perte des manufactures : mais nous avions trop besoin de remplacer nos colonies par un bon régime industriel, pour jamais recevoir des Anglais des marchandises que la France peut produire. Je repoussai le traité de commerce et insistai pour l'évacuation de Malte. Le cabinet de Londres m'envoya lord Withworth sous le

Elle m'envoie lord Withworth.

prétexte d'aviser aux moyens de conserver la paix, mais plutôt pour m'exciter à la guerre, car cet envoyé n'avait rien de ce qui pouvait nous concilier.

Explication trop franche avec ce diplomate.

Quelques semaines après son arrivée, j'eus avec lui un long entretien, où je développai peut-être avec trop d'abandon ma situation et celle de l'Europe. Je lui déclarai : « Qu'il était indigne « de faire des traités pour refuser de les exécuter « dès le lendemain ; que rien ne me ferait re- « noncer à l'évacuation de Malte ; que j'aimerais « mieux voir les Anglais campés sur les hauteurs « de Montmartre, que de les voir en possession de « cette île. »

Je me plaignis des journaux, mais surtout de l'asile et de la solde qu'on accordait à Georges et consorts, au lieu de les reléguer au Canada, ainsi qu'on l'avait promis. « Chaque vent qui « souffle d'Angleterre, lui dis-je, ne m'apporte « que haine et animosité ; comment voudrait-on « que je ne fusse pas exaspéré ! !

« En abordant la question de l'Égypte, je l'as- « surai que le voyage de Sébastiani n'avait eu « aucun but hostile. Il n'eût tenu qu'à moi d'y « envoyer 25 mille hommes pour aider la Porte à « en chasser les Anglais, dont la présence m'au- « torisait à le faire ; *que, quelque désir que j'eusse « d'y établir une colonie, je ne l'avais pas fait,*

« *parce qu'il ne valait pas la peine de troubler*
« *la paix du monde et de paraître l'agresseur,*
« *pour conquérir un pays qui tôt ou tard tombe-*
« *rait dans les mains de la France, soit par la*
« *dissolution de l'empire turc, soit par arrange-*
« *ment avec la Porte.* » Paroles indiscrètes que l'adroit Withworth ne laissa point tomber, et dont l'Angleterre se prévalut pour justifier sa conduite!

Après avoir témoigné mon désir de la paix, j'énumérai les chances réciproques de la guerre, j'abordai franchement la question de la descente et tous les dangers qu'elle me présentait; mais il y avait une chance de succès sur cent, et c'était assez pour me décider à l'entreprendre. Je lui rappelai que j'avais 480 mille hommes sous les armes prêts à y paraître au premier signal; que l'Europe ne voulait plus s'allier à l'Angleterre et se sacrifier pour elle; que malgré cela je désirais la paix. « Je suis le plus puissant sur terre; vous « dominez toutes les mers : si nous nous enten- « dions bien, nous gouvernerions le monde; nous « le bouleversons, au contraire, par le moindre « différent. Si je n'avais pas éprouvé à chaque « occasion l'animosité de l'Angleterre, j'aurais « tout fait pour me la concilier; participation aux « indemnités; influence sur le continent; traité « de commerce; j'aurais tout accordé à une puis- « sance qui m'eût témoigné de la considération

« et de la bienveillance, tandis que je devais tout « refuser à d'implacables ennemis. »

Déclaration hostile de Georges III.

Cette longue conférence fut loin de rien raccommoder; les Anglais n'y virent que mon désir de coloniser l'Égypte et s'en autorisèrent pour garder Malte, pour armer et prendre l'initiative de la guerre. Le 8 mars, un message du roi au parlement ne laissa plus de doute à ce sujet. Cette déclaration m'indigna, car les allégations étaient injustes. Depuis quand en effet les *projets supposés et lointains* d'un cabinet sur une province appartenant à un tiers seraient-ils une cause légitime de rupture? L'Angleterre ne niera pas que, déjà sous Walpole et Georges I^er^, elle ambitionnait l'Amérique du sud; le désir vague de son ministère de s'établir dans ce pays eût-il été un motif légitime de rupture pour la France?

Violente sortie que je fais à son négociateur.

Je ne pus dissimuler mon ressentiment à Withworth à sa première apparition aux Tuileries; et je l'apostrophai peut-être avec trop de vivacité: « Nous avons déjà fait la guerre pendant dix ans, « vous voulez encore la faire dix autres années; « vous m'y forcez! » puis me tournant vers les ambassadeurs étrangers, je leur dis: « Les Anglais « veulent la guerre; s'ils me forcent à tirer l'épée, « je ne serai pas le premier à la remettre dans le « fourreau. *Ils ne respectent pas les traités, il faut « les couvrir de crêpe noir.* »

Sentant que j'étais allé un peu loin, je m'adressai de nouveau à Withworth en ces termes. « Pourquoi ces armements, contre qui ces mesures? « Je n'ai pas un vaisseau de ligne armé dans les « ports de France: si vous voulez vous battre, je « me battrai; il est peut-être possible de détruire « la France, mais non de l'intimider. Vous dites « vouloir la paix, exécutez donc les traités. Malheur à ceux qui ne les respectent pas; ils en « seront responsables à toute l'Europe, dont ils « causeront la ruine! » Je me retirai ensuite trop agité pour ne pas craindre de me laisser entraîner de nouveau.

Ultimatum anglais rejeté.

Cependant mes ministres ayant proposé de souscrire à tout arrangement pour rassurer les Anglais sur l'Égypte, ils feignirent de consentir à ne pas conserver Malte comme propriété, mais de se réserver le droit de l'occuper pendant dix ans. Ils demandaient en outre, 1° qu'on leur fît céder l'île de Lampedouse par le roi de Naples; 2° que mes troupes évacuassent la Hollande et la Suisse; 3° qu'on assurât une indemnité en Italie au roi de Sardaigne. A ces conditions, ils reconnaîtraient le roi d'Étrurie et la république ligurienne. Ferme dans ma résolution de ne pas déroger aux conditions du traité d'Amiens, je rejetai ces différents articles, et il fallut de nouveau courir aux armes. J'avoue que c'était mettre beau-

coup en jeu pour un mince avantage; j'aurais pu sans honte et sans danger admettre ces propositions qui peut-être n'étaient pas sinc[illegible].

J'occupe de nouveau Naples.

Je ne pouvais faire la guerre qu'en m'assurant des compensations pour les colonies que nous pourrions perdre, et des pays maritimes pour nous aider à la soutenir. Mes troupes rentrèrent dans le royaume de Naples afin d'occuper de rechef la presqu'île de Tarente et de fermer les ports de la péninsule au commerce anglais. St.-Cyr conclut à cet effet une nouvelle convention et occupa les Abruzzes.

Mes troupes envahissent le Hanovre.

Mes troupes, renforcées en Hollande, passèrent le Rhin; et pénétrèrent dans le Hanovre dont Mortier prit possession. Les troupes hanovriennes, acculées au nombre de 15 mille hommes sur le bas Elbe, capitulèrent à Artlenbourg, et furent licenciées sous condition de rentrer dans leurs foyers.

Effet produit par ces invasions en Europe.

Ces invasions nous convenaient certainement beaucoup; mais elles n'étaient pas du goût des autres puissances: on leur reprochait d'être contraires aux principes reconnus du droit public, qui ne permettent pas à une puissance d'envahir tout ce qui est à sa convenance. La Russie avait quelque intérêt au sort de la Hollande, et l'Autriche ne voyait pas sans déplaisir le sol germanique violé par l'entrée dans le Hanovre. Toutefois, comme le cabinet de Vienne sentait que j'étais

en guerre avec le roi Georges, il ne pouvait pas m'interdire de justes représailles contre ses états; il se consenta d'échanger quelques notes diplomatiques insignifiantes.

La paix de Lunéville, quoique imposée à l'Autriche, la laissait assez puissante pour qu'elle redoutât de courir les chances incertaines de la guerre, dont tout l'avantage se réduirait à faire une diversion utile aux Anglais. Thugut avait cédé le ministère au comte de Cobentzel, homme d'état plus modéré. Je pouvais espérer de conserver avec elle des relations amicales.

La Prusse s'engraissait de sa neutralité, et n'avait aucun motif de la rompre.

La Russie m'observait, et réclamait en faveur de la Hollande, de Naples et du roi de Sardaigne. L'Italie était entrée, à peu de chose près, dans mon système.

Nouveaux rapports avec l'Espagne.

L'Espagne fit quelques difficultés de prendre de nouveau part à la guerre, qui avait été nuisible à ses ports et à ses colonies; elle cherchait à se soustraire au traité de St.-Ildefonse, se flattant de pouvoir conserver sa neutralité. Des débats eurent lieu à ce sujet depuis le 6 juin jusqu'au milieu d'octobre 1803. Il m'était indifférent que la marine espagnole se réunît à la nôtre pour l'instant, et j'étais bien aise que le commerce de l'Espagne prospérât à l'ombre de la neutralité,

car la France y avait toujours la meilleure part. Toutefois, pour ne pas renoncer aux avantages du traité, je fis convertir le contingent en un subside annuel de 60 millions par une convention signée à Madrid le 19 octobre entre Beurnonville et Cevallos, ministre des affaires étrangères.

Les Anglais la provoquent.

L'Angleterre eut vent de ce traité, car elle ne tarda pas à prendre un ton menaçant. Au fait, cet état de choses ne convenait pas au ministère britannique : il lui fallait sinon la neutralité absolue de l'Espagne, du moins l'admission du commerce anglais dans ses ports du continent; si elle devait en être exclue, la guerre était préférable. La négociation dura un an, et prit un caractère hostile dès que le ministère eut appris, par l'amiral Cochrane, qu'une escadre de 10 à 12 vaisseaux français, réfugiée de St.-Domingue au Ferol, allait y être armée et réparée, et que les Espagnols faisaient des préparatifs.

Le parti de la guerre avait à Londres de nombreux sectateurs. La décadence de la marine espagnole dispensait de la ménager; elle ajoutait peu aux forces matérielles de la France; ainsi, durant la guerre, toutes les possessions de l'Amérique espagnole resteraient à la merci des expéditions anglaises, ou à l'influence de ses agents, qui y fomenteraient l'esprit d'indépendance : les vaisseaux, les galions devien-

draient la proie de ses croisières et de ses armateurs.

Cet intérêt était trop évident pour ne pas amener une rupture. Le cabinet de Londres donna ordre à ses vaisseaux de courir sur les Espagnols, et plusieurs frégates, revenant du Mexique avec 15 à 20 millions en piastres ou en lingots d'or, furent attaquées et enlevées par l'amiral More sans déclaration de guerre préalable. On cria à la piraterie; l'Angleterre se justifia en disant que l'Espagne était alliée de la France et lui fournissait des secours. L'Espagne se vengea en déclarant enfin formellement une guerre à laquelle elle s'était vainement flattée d'échapper en conservant des relations amicales avec le gouvernement anglais.

Le Portugal avait aussi acheté sa neutralité au prix d'un tribut annuel de 16 millions stipulé par le traité du 25 décembre, signé à Lisbonne entre le général Lannes et le ministre portugais. Le reste de l'Europe était également en bonne harmonie avec nous. Afin de resserrer nos liens avec les États-Unis d'Amérique, je venais de leur céder la Louisiane contre le paiement de 70 millions. Il me convenait mieux de la savoir dans leurs mains que de l'exposer à passer dans celles des Anglais, à cause de son voisinage du Mexi-

Le Portugal achète sa neutralité.

que et des États-Unis dont je voulais également bannir leur commerce.

Succès inouïs des Anglais dans l'Inde.

La guerre était à peine commencée que déjà les Anglais retiraient tous les fruits des succès obtenus dans les années précédentes. Ils doublaient leur puissance dans l'Orient par la soumission de l'Indostan. La mort de Tippoo les avait débarrassés d'un rival dangereux; mais il restait encore un adversaire plus puissant, de race maratte, c'était le célèbre Scindiah.

Il était parvenu à ressaisir le pouvoir sur la caste mahométane de Schah-Alloun : il tenait de fait le sceptre du Mogol. Tant que cet empire existait, la puissance anglaise pouvait être douteuse. La capitulation de l'armée d'Égypte diminuait, il est vrai, le danger. A peine fut-elle connue dans l'Inde, que Wellesley enhardi fit attaquer l'armée de Scindiah. Selon l'usage de la compagnie, il appuyait les intérêts des Musulmans contre les Marattes, comme il avait précédemment soutenu les intérêts des indigènes et du Nizam contre le musulman Tippoo. La victoire ne fut pas long-temps balancée : les troupes disciplinées à l'européenne par Peyron trahirent le prince maratte, qui fut défait par Lake et Wellington dans une bataille décisive près d'Assye. Delhi et Agra tombèrent au pouvoir des Anglais, qui, maîtres du riche empire du Mogol,

étendent aujourd'hui leur domination sur 40 millions d'Indous.

Ce triste événement est la plus belle apologie que l'on puisse faire de mon expédition d'Égypte, dont le but était de l'empêcher; malheureusement le coup était irréparable, et, bien qu'il eût fourni sous Louis XVI un sujet de guerre à outrance contre l'Angleterre, je n'avais pas le moyen de m'y opposer, tant les circonstances étaient changées. Au surplus, nous n'apprîmes ces fâcheux événements en Europe qu'au commencement de 1803, au moment où l'Angleterre proclamait déja la rupture de la paix d'Amiens. Le général Decaen, que j'avais envoyé prendre possession de l'Ile-de-France et du pauvre comptoir de Pondichéry, ne pouvait pas grand'chose au milieu de cette puissance colossale; il fut bientôt contraint d'abandonner ce faible poste sur le continent et de se borner à défendre l'Ile-de-France.

Chances pour une descente en Angleterre.

Le continent n'offrant point encore de symptômes d'une attaque prochaine contre la France, j'en profitai pour menacer l'Angleterre d'une descente. Quoique difficile, cette opération a toujours été regardée comme possible; et une fois exécutée, la prise de Londres était à peu près certaine. La capitale occupée, il se fût élevé un parti puissant contre l'oligarchie. Peut-être

eussions nous couru quelques dangers; mais Annibal en passant les Alpes et César en débarquant en Épire, en Afrique ou en Angleterre, regardaient-ils derrière eux?

Londres n'est située qu'à peu de marches de Calais; et l'armée anglaise, disséminée pour la défense des côtes, ne se fût pas réunie à temps pour couvrir cette capitale. Sans doute que cette expédition ne pouvait être tentée avec un corps d'armée; mais son succès eût été certain avec 150 mille hommes qui se fussent présentés devant Londres cinq jours après leur débarquement.

Les flotilles n'étaient que le moyen de débarquer ces 150 mille hommes en peu d'heures, et de s'emparer de tous les bas-fonds. C'est sous la protection d'une escadre réunie dans la mer des Antilles, et venant de là à toutes voiles sur Boulogne, que devait s'opérer le passage. Si la combinaison de cette réunion de l'escadre ne réussissait pas une année, elle réussirait une autre fois. Cinquante vaisseaux partant de Toulon, de Brest, de Rochefort, de Lorient, de Cadix, iraient se réunir à la Martinique; leur sortie seule ferait trembler pour les deux Indes, et tandis que les Anglais iraient courir à leur recherche au cap de Bonne-Espérance et dans la mer des Antilles, ces vaisseaux reviendraient devant Boulogne et assureraient le débarquement en Angleterre.

Il ne me fallait que dix heures pour descendre avec 150 mille vieux soldats aguerris et victorieux dans un pays dénué de places fortes et d'armée régulière. On a cru que le patriotisme des Anglais les porterait à se lever en masse pour la défense de leur pays, et que la retraite de mon armée deviendrait dès lors impossible. Ce patriotisme aurait pu être un obstacle dans toute autre circonstance, mais en mettant à mon avant-garde les principes démocratiques qui avaient trouvé tant de partisans en Angleterre, nous aurions du moins établi une scission, et balancé par là les efforts du reste de la nation. Si jamais le système de propagande fut un instrument de succès, c'était bien en cette occasion. Au surplus, l'expérience seule aurait pu décider la question; elle n'a pas été achevée.

Un motif plus puissant aurait pu m'empêcher de tenter l'entreprise, c'était la situation équivoque de mes relations avec le continent et notamment avec la Russie. L'Autriche, à son instigation ou à celle du cabinet de Londres, pouvait recommencer la guerre le jour où je mettrais le pied dans les îles britanniques, et nous enlever ainsi le fruit de dix ans de victoires pour une expédition douteuse. Il est constant que la descente ne serait jamais bien prudente sans l'alliance de l'une de ces puissances, et cette considération

ne contribua pas peu à mon mariage quelques années après.

Préparatifs pour l'effectuer.

Dans tous les cas, comme la menace ne me coûtait rien, puisque je ne savais que faire de mes troupes, il valait autant les tenir en garnison sur les côtes qu'ailleurs. Ce seul appareil a obligé l'Angleterre à se mettre sur un pied de défense ruineux. C'était autant de gagné.

Pendant 1803 et 1804, je couvris de camps les falaises de Boulogne, de Dunkerque et d'Ostende; des escadres considérables se préparèrent à Brest, à Rochefort, à Toulon; les chantiers de France étaient couverts de prames, de chaloupes, de bateaux canonniers, de grandes et petites péniches; on employa des milliers de bras à creuser des ports sur la Manche pour recevoir ces nombreuses flottilles.

De son côté, l'Angleterre courut aux armes. Pitt, loin de se laisser abattre par l'imminence du danger, crut devoir reprendre les rênes de l'état dans ces circonstances difficiles. Il ne se contenta pas du fameux bill de défense (18 juin 1804), il abandonna le travail paisible de l'échiquier, endossa l'uniforme, et ne rêva que machines de guerre, bataillons, forts, batteries. Le vieux et vénérable Georges III quitta ses maisons royales et passa journellement des revues; des camps s'élevèrent sur les dunes de Douvres, des

comtés de Kent et de Sussex. L'armée anglaise, qui n'était que de 70 mille hommes en 1792, fut successivement portée à 150 mille hommes, tant milices régulières que troupes de ligne, sans compter les forces employées au dehors des trois royaumes. Le danger de la patrie fit enrégimenter 300 mille volontaires (fencibles). Indépendamment des forces navales, qui s'élevaient à 470 bâtiments, une flottille de 800 canonnières couvrit les côtes d'Angleterre et d'Irlande. Les deux armées se voyaient; elles n'étaient plus séparées que par le détroit. Ces mesures coûtaient cher à l'Angleterre; mais il faut avouer aussi qu'elles ranimèrent l'esprit militaire de ses habitants, et les préparèrent à me combattre sur terre.

Complots ourdis contre moi.

Malgré ces immenses préparatifs de défense, le ministère n'était pas sans inquiétude sur le résultat de mes menaces: pour faire diversion, on organisa un complot contre moi. Afin de mieux réussir, on avait mis en mouvement une multitude de conspirateurs. Aussi en fûmes-nous informés dans les vingt-quatre heures, tant les confidences allaient bon train.

Comme je voulais cependant punir des hommes qui ne cherchaient qu'à troubler l'état, je fus obligé d'attendre, pour les faire arrêter, qu'on eût rassemblé contre eux des preuves irrécusables.

Pichegru était à la tête de cette machination : cet homme, qui avait plus de bravoure que de talents, avait voulu jouer le rôle de Monck ; il allait à sa taille.

Ces projets m'inquiétaient peu, parce que je connaissais leur portée, et que l'opinion publique à cette époque ne les favorisait pas. Les royalistes m'auraient enlevé ou égorgé qu'ils n'en eussent pas été plus avancés. Chaque chose a son temps.

Les factions, quoique debout, avaient émoussé leurs forces ; la peur qu'elles avaient l'une de l'autre rattachait les hommes raisonnables à mon char. Les chefs royalistes, tout-à-fait oubliés depuis la pacification de la Vendée, cherchaient à reparaître sur l'horizon politique. C'était une conséquence naturelle de l'accroissement de mon autorité. Je refaisais la royauté ; c'était chasser sur leurs terres. Ils ne se doutaient pas que ma monarchie n'avait pas de rapport à la leur. La mienne était toute dans les faits ; la leur toute dans les droits. La leur n'était fondée que sur des habitudes ; la mienne s'en passait : elle marchait en ligne avec le génie du siècle ; la leur faisait d'inutiles efforts pour le retenir.

Les républicains s'effrayaient de la hauteur où me portaient les circonstances : ils se défiaient de l'usage que j'allais faire de ce pouvoir. Ils

tremblaient que je ne remontasse une vieille royauté à l'aide de mon armée. Les royalistes accréditaient ce bruit, et se plaisaient à me présenter comme un imitateur inconsidéré des anciens monarques. D'autres, plus adroits, répandaient sourdement que je ne prenais la peine de restaurer le pouvoir, que pour en faire hommage aux Bourbons, lorsqu'il serait en état de leur être offert.

Les têtes médiocres, qui ne mesuraient pas ma force, ajoutaient foi à ces bruits. Leur résultat était de renforcer le parti royaliste, et de me décrier dans le peuple et dans l'armée; car ils commençaient l'un et l'autre à douter de mon attachement à leur cause. Je ne pouvais pas laisser courir une telle opinion, parce qu'elle tendait à nous désunir. Il fallait à tout prix détromper la France, les royalistes et l'Europe, afin qu'ils sussent tous à quoi s'en tenir avec moi. Une persécution de détail contre des propos ne produit jamais qu'un mauvais effet, parce qu'elle n'attaque pas le mal à sa racine. D'ailleurs ce moyen est devenu impossible.

J'appris bientôt que Moreau avait eu des relations avec ces conjurés. Ceci devenait plus délicat, parce qu'il avait une popularité colossale. Il était clair qu'on devait le gagner. Il avait trop de réputation pour que nous fussions bons voi-

sins. Le plan de campagne de 1800, qu'il ne sut ou ne voulut pas apprécier, avait jeté entre nous la pomme de discorde et dévoilé ses prétentions. Il se croyait trop de supériorité pour m'obéir passivement. Il fallait trouver une manière honnête de nous séparer : il la trouva en frondant à tout propos les mesures de mon gouvernement sans se laisser toucher par les avances que je lui faisais pour me l'attacher.

On a dit que j'étais jaloux de lui : c'est une erreur ; mais il l'était beaucoup de moi. Je l'estimais, parce que c'était un bon militaire. Il avait pour amis tous ceux qui me portaient envie, c'est-à-dire beaucoup de gens. Ils en auraient fait un héros, s'il avait péri. Je n'en voulais faire que ce qu'il était, c'est-à-dire un homme secondaire. J'ai réussi : l'absence l'a perdu, ses amis l'ont oublié, et on n'y a plus songé.

Attentat sur le duc d'Enghien.

Un incident plus grave vint se rattacher à ce fameux procès. Ma police extérieure avait reçu à la fois des avis certains du complot formé contre moi à Londres par Georges, Pichegru, et autres agents royalistes, ainsi qu'à Stuttgardt par un agent anglais nommé Drake. L'accord qui existait entre ces projets n'était pas bien démontré. A la même époque, le duc d'Enghien se trouvait sur les bords du Rhin, et on assurait que Dumouriez venait d'y arriver. Aussitôt grande rumeur parmi

la gent fouchéenne; nul doute que le prince ne soit l'ame du complot : que viendrait faire sans cela un Bourbon aux portes de Strasbourg, dans un pays où il a d'étroites relations, à la vérité, mais où il court des dangers? Comment croire que sa présence et celle de Georges et de Pichegru à Paris ne fussent pas une chose concertée? En concentrant la révolution sur ma tête, j'avais rendu plus facile le projet de la renverser. Il semblait que le premier consul disparaissant, il n'y avait plus qu'à présenter un drapeau blanc pour le remplacer. On se trompait; mais toutes les circonstances de cet événement cadraient d'une manière incroyable avec celles qui me portaient à fixer l'opinion de la France.

Le désir de me plaire excita les chefs de la police secrète à dévoiler cette trame; quelques lettres saisies suffirent pour me décider à faire enlever ce prince, persuadé, d'après les rapports, que nous trouverions dans ses papiers mille preuves pour une de ses projets.

Il m'importait d'un côté de faire cesser les clameurs du parti qui avait voulu la révolution sans démagogie, mais qui craignait la réaction royaliste, et de l'autre de dégoûter les chefs des royalistes de l'envie de semer de nouveaux troubles en France. Je résolus donc de frapper un coup décisif, indispensable pour fixer l'opinion

des deux millions de Français qui avaient adhéré à la révolution et combattu pour elle.

Des ordres furent donnés à Strasbourg pour faire passer de nuit une petite colonne à Kehl, afin d'entourer le village d'Ettenheim, où séjournait le duc d'Enghien, d'y enlever, ainsi qu'à Offenbourg, tous les étrangers qui s'y trouvaient et de les conduire à Paris. Mon aide-de-camp Caulaincourt, qui se trouva être de service, fut porteur de ces ordres, dont il devait justifier l'exécution près du grand-duc de Baden. On sait que Dumouriez ne se trouva pas, parce qu'il y avait eu une méprise dans les noms; on avait pris le comte de Thumeri pour lui. Tout fut d'ailleurs ponctuellement exécuté.

La police continuait à assurer l'existence d'un grand complot et l'arrivée prochaine de plusieurs malles de papiers qui le prouveraient de reste. Mon projet était d'assembler une haute cour nationale, d'y appeler une partie du sénat, de la haute magistrature et des chefs de l'armée, et de faire prononcer un jugement solennel: mes ordres furent donnés à cet effet. Le colonel des cuirassiers Préval, officier distingué, avait été appelé de Compiègne pour faire le rapport de l'affaire d'après la législation existante. Comme son père avait été sous le duc d'Enghien colonel du même régiment, il repoussa noblement cette tâche. Dans l'intervalle, la police

avait fait examiner les papiers du prince ; on reconnut qu'il n'y existait aucun indice du complot. Il fallut renoncer à l'idée d'un jugement solennel par la haute cour, parce que l'absolution du prince rendrait plus odieuse la violation du territoire de l'empire et toute la conduite de cette affaire. Il restait deux partis à prendre : le premier et le seul raisonnable, de le détenir jusqu'à la paix générale par mesure de haute police, comme ayant voulu exciter des troubles en Alsace ; le second, de le livrer à une commission militaire comme émigré ayant porté les armes contre la France, sauf à recourir à la réclusion jusqu'à la paix, s'il était acquitté par la commission. Je m'arrêtai au dernier moyen, qui fut aussi l'avis des principaux fonctionnaires.

On voit que je fus conduit par la fatalité dans cette circonstance ; car si j'avais su qu'on ne trouvât aucune trace d'un complot avéré je me serais gardé de faire violer le territoire de Baden, et de me donner tout l'odieux d'un enlèvement qui tournerait contre moi, quelle qu'en fût l'issue. Ce furent les infames rapports de ma police occulte qui causèrent tout le mal. Si nous eussions pris les malles de papiers qu'elle annonçait, et que la culpabilité du prince eût été reconnue par une haute cour nationale, tout eût été d'accord avec les principes les plus sévères et avec mon premier dessein.

Chacun sait que la commission militaire condamna le prince sur ses propres aveux, parce qu'il avait envahi, en 1793, le territoire français à main armée. Chacun sait aussi qu'on me laissa ignorer l'appel qu'il fit à mes sentiments, car on ne me parla de cette démarche et de la lettre qu'il voulut m'écrire, qu'après l'exécution du jugement, qui, selon la coutume des lois militaires, se fit séance tenante. Je fus étranger aux détails affligeants qui accompagnèrent cette catastrophe; c'est assez d'avoir à répondre sur le fond... Je fus entraîné par de perfides suggestions, par de faux rapports, par la force des événements. En le considérant comme coup d'état, je pus me consoler d'un attentat qui devait jeter la terreur parmi les partisans d'un retour à l'ancienne monarchie, faire cesser les désordres intérieurs, et donner aux trois millions de Français qui m'avaient élevé sur le pavois un gage de ma rupture éternelle avec les Bourbons.

Le procès de Moreau et des conspirateurs auxquels on l'avait associé se fit avec plus de solennité, et traîna encore plusieurs mois : il fut condamné au bannissement. Les autres coupables exigeaient moins de ménagements. C'étaient tous les vieux habitués de conspiration dont il fallait purger une fois pour toutes la France. Nous y avons réussi, car il n'en a plus reparu dès lors.

Pichegru fut trouvé étranglé dans son lit. On

ne manqua pas de dire que c'était par mes ordres. Je fus totalement étranger à cet événement; je ne sais pas même pourquoi j'aurais soustrait ce criminel à son jugement. Il ne valait pas mieux que les autres, et les tribunaux étaient là pour le juger. Je n'ai jamais rien fait d'inutile dans ma vie.

Nécessité de rendre à la France un gouvernement héréditaire et stable.

On a beaucoup argumenté sur cet événement, et sur le parti que j'aurais dû prendre à cette époque décisive. Chacun a fait des commentaires selon ses vues : les uns voulaient que j'achevasse de terrasser l'hydre révolutionnaire, en restant consul, pour préparer aux Bourbons un lit de roses à leur retour. D'autres voulaient que j'alliasse les intérêts de la révolution aux miens, en restant consul à vie; ce qui eût consolidé, selon eux, la république et la liberté, tout en assurant une durée convenable à la première magistrature.

Ces raisons sont bonnes pour des écoliers. *Le gouvernement électif donne lieu à d'éternelles convulsions. Il est pitoyable, là même où il est remorqué par une dynastie légitime*, comme en Pologne, ou dans l'empire germanique. Mais dans un état dont le gouvernement de droit se trouve réfugié chez l'étranger, un système électif est le comble de l'absurdité. Comment éviter en effet que chaque élection ne devienne le motif d'une guerre civile, où l'étranger interviendrait? Heureux si, à chaque consul, on était quitte pour la perte d'une province, d'une colonie, ou d'une

portion de l'indépendance nationale ! Si l'Angleterre fût restée élective après Cromwell, Louis XIV et les Stuarts l'eussent subjuguée et morcelée.

Certes, s'il n'eût été question que de moi, j'aurais fort bien pu rester maître de l'état avec le titre que j'avais ; mais il s'agissait de la France, et je l'aimais assez pour rappeler plutôt les Bourbons que de la laisser avec un consul électif.

On a écrit des milliers de volumes sur les maximes de gouvernement et sur les institutions les plus convenables aux états, sans qu'on soit beaucoup plus avancé pour cela que du temps de Xénophon.

Exposition de mes principes en fait de gouvernement.

Ces controverses agiteront probablement encore fort long-temps le globe, parce qu'on les soutient ou sans bonne foi d'une part, ou sans expérience des affaires de l'autre. Les uns, professant des théories impraticables, brouillent tout dans l'espoir chimérique d'augmenter ce qu'ils nomment les libertés du peuple : chose fort respectable sans doute, mais très-vague et que chacun prétend définir selon ses intérêts ou ses passions. Bon nombre de cerveaux creux croient même fermement à la possibilité d'un gouvernement populaire ou à la démocratie pure.

D'autres veulent le gouvernement de l'aristocratie, soit sous la forme patricienne dans les républiques, soit par l'influence de la haute no-

blesse dans les monarchies. Ceux-ci ont leurs jacobins qui, sous le masque de défendre les prérogatives publiques contre le trône, ne défendent que leurs priviléges féodaux aux dépens de l'administration royale : tels furent le sénat de Stockholm, les diètes polonaises et même les parlements français. Enfin, sous une troisième bannière marchent ceux qui prêchent le pouvoir absolu, soit qu'ils aient pris ce goût dans le maniement des affaires, soit qu'ils affectionnent un pouvoir dont ils espèrent s'arroger un jour l'autorité ; tels furent tous les états dominés par des prêtres ambitieux. Il semble pourtant que l'histoire et la raison pourraient réduire les différentes théories sur les gouvernements à leurs plus simples expressions, et mes auditeurs ne trouveront pas mauvais sans doute que je développe ce que j'en ai pensé dès que j'eus acquis quelque expérience dans la conduite des affaires.

La démocratie n'est réellement dominante que là où le peuple choisit directement ses chefs, et où ceux-ci rentrent successivement dans la classe du peuple. Elle n'a jamais existé que nominalement et dans de petits états ; même à Rome elle ne fut que passagère. Partout le peuple, mis en mouvement par des ambitieux, retombe en peu d'années dans les griffes de l'aristocratie.

Dans la situation où l'Europe se trouve au-

jourd'hui, aucun grand état ne saurait exister sous la forme d'une république démocratique; à peine les petits cantons suisses ont-ils pu s'y maintenir : et il suffit de savoir ce qui s'y passe pour juger de la profondeur des vers de Corneille :

> Mais quand le peuple est maître on n'agit qu'en tumulte,
> La voix de la raison jamais ne se consulte;
> Les honneurs sont vendus aux plus ambitieux,
> L'autorité livrée aux plus séditieux, etc.

L'exemple des États-Unis, que les idéologues se plaisent à citer à tout propos, est aux yeux d'un sage publiciste la meilleure preuve qu'un gouvernement républicain énerve les moyens d'une nation, à moins qu'il ne dégénère en dictature odieuse. La faiblesse des Américains est telle, qu'avec dix millions d'habitants ils ont subi, en 1814, l'affront de voir leur capitale prise et saccagée par une seule division anglaise arrivant par mer! Un tel scandale n'a pu être que le résultat du système qui s'oppose, dans les républiques, à l'établissement d'une armée régulière respectable, et qui enchaîne l'action du gouvernement par toutes les entraves possibles.

Une république ne peut échapper à ce danger qu'avec un pouvoir absolu, comme celui du comité de salut public; et il n'est pas d'homme sensé qui puisse le souhaiter à sa patrie, en le

préférant à une monarchie tempérée, mais fortement constituée. Les États-Unis, sous un gouvernement plus fort, seraient déja maîtres du continent américain, du moins jusqu'à Panama. D'ailleurs, on ne saurait en rien les assimiler à la France. Une nation qui n'a pour voisins que de faibles peuplades d'Iroquois, ou des colonies européennes séparées de leur centre d'action et de puissance par deux mille lieues d'Océan, n'a rien à redouter: quels que soient les éléments de son gouvernement, il sera toujours supérieur à ceux qui l'avoisinent. Les États-Unis au centre de l'Europe n'eussent pas existé dix ans après la paix de 1783. Les mœurs d'un peuple entièrement neuf, laborieux, agricole, sans prolétaires, sans noblesse, sans préjugés, sans voisins dangereux, pouvaient y faire fleurir le régime démocratique. Toutes les données étaient différentes en France: ce n'est pas avec une vieille monarchie dépravée qu'on fait des Romains ou des Spartiates.

L'aristocratie a l'avantage de concentrer l'action du gouvernement dans des mains moins inhabiles, moins dangereuses que celles d'une multitude ignorante; mais l'aristocratie est toujours égoïste exclusive, jalouse. *Un monarque ennoblit le mérite plébéien; l'aristocratie le repousse*: un patricien de Berne ou de Venise est plus or-

gueilleux qu'un duc et pair ou un grand d'Espagne.

Outre cela, une aristocratie s'entend toujours d'un gouvernement électif dont les magistratures sont temporaires et passagères. Un grand état ne peut être électif sans être certain de sa ruine. Combien l'empire germanique n'a-t-il pas vu de guerres intestines pour l'élection de ses empereurs? Et quel a été le résultat du système électif en Pologne où, tantôt la France, tantôt la Russie, tantôt la Suède, venaient donner un roi?

Le gouvernement monarchique héréditaire est donc pour une grande nation le seul convenable; le seul qui puisse tenir d'une main ferme les rênes de l'état, procurer la tranquillité intérieure, et suivre fortement un bon système de politique extérieure.

La grandeur ou la décadence des empires n'est jamais le fruit de quelques désordres intérieurs, de quelques institutions plus ou moins populaires, elle vient toujours du dehors. L'empire grec avec ses lâches empereurs et ses marmitons (1) serait encore debout si Mahomet II ne

(1) Dans le bas-empire, c'était un honneur d'avoir un titre dans la maison et jusque dans les cuisines de l'empereur. On comptait plus de cinq mille marmitons au palais de Byzance.

fût venu à Constantinople : les Romains dégénérés seraient encore maîtres de l'Italie, malgré de mauvaises lois et d'indignes princes, si Attila, Genseric et Théodoric n'y eussent mis bon ordre ; la Pologne aurait son anarchie et son *liberum veto*, sans les voisins qui l'ont partagée.

La politique extérieure est donc le premier besoin d'une nation civilisée : or il n'y aura jamais de bon système de politique là où l'autorité diplomatique sera dans les mains de chambres délibérantes ; les comités secrets mêmes ne peuvent rien pour diminuer le danger d'abandonner la politique nationale à des assemblées tumultueuses, de livrer le secret de l'état à cinq cents législateurs divisés d'opinion et ordinairement peu versés dans ces matières.

C'est dans la monarchie seule qu'un peuple entouré de monarchies peut trouver son salut. Ce point admis, il reste à savoir si la monarchie doit être absolue, si elle doit être limitée : dans ce cas, par qui et à quel point elle sera limitée ?

C'est ici que toutes les théories viennent se confondre, et que toutes les doctrines échouent contre les passions et les faiblesses humaines. Si la nation impose des limites au trône par ses députés, ces législateurs auront donc l'initiative de la loi ? Dans ce cas, les députés de la génération

présente pourront être sages, probes, attachés aux lois qu'ils auront faites; mais ceux de la génération suivante penseront-ils de même? n'accuseront-ils pas de servilité les députés qui se seront contentés du rôle de conseillers respectueux? ne voudront-ils pas lutter pour étendre le champ de ce qu'ils nommeront les libertés publiques? Honteux du peu de pouvoir que les lois leur accordent, ne voudront-ils pas les réformer, et la lutte une fois engagée entre le trône qui veut maintenir et les novateurs qui veulent renverser, ne finira-t-elle pas comme celle de l'Assemblée constituante et de l'Assemblée nationale?

Les révolutions d'Angleterre, de Suède, de Pologne, de Carthage, de Rome, de Florence, en un mot, toutes les pages de l'histoire, ne déposent-elles pas en faveur de ces vérités?

Si les députés n'ont pas l'initiative de la loi, ils perdent de leur influence; mais ils conserveront, avec l'impossibilité de faire le bien, toute la faculté de faire le mal. Ils auront le rejet des lois; ils refuseront les subsides, susciteront tous les embarras au gouvernement; et si l'étranger, habile à en profiter, attaque le pays, ses provinces seront démembrées, les factions s'appuieront sur les baïonnettes étrangères. La Fronde, la Ligue,

la guerre de Pologne avec Charles XII et avec Catherine, sont là pour le prouver.

Dans le gouvernement limité, il y a encore à décider si la résistance sera exercée par l'aristocratie ou par les communes. L'une et l'autre seront dangereuses; parce qu'il est dans la nature des grandes assemblées délibérantes de trouver qu'elles n'ont jamais une part assez considérable à l'autorité, et pour l'acquérir elles troublent l'état.

Enfin, il faudra tracer une ligne de démarcation bien difficile entre les libertés politiques du peuple et les prérogatives de l'autorité. La presse sera-t-elle libre? chaque écervelé pourra-t-il décrier sans cesse et tous les jours les actes du gouvernement, sans ôter à celui-ci la considération intérieure et extérieure, sans soulever les passions de la multitude, toujours prête à applaudir à tant de faux prophètes qui se déclarent les oracles de l'opinion publique?

La liberté *illimitée* de la presse périodique est la véritable boîte de Pandore. Il n'y a pas de gouvernement qui puisse y résister, surtout après des révolutions qui ont soulevé mille intérêts et mille passions contraires. Il n'y a pour s'en assurer qu'à lire le *Père Duchesne* de 1793, le *Miroir* de 1798, la *Quotidienne*, le

Journal des Hommes libres, la *Gazette*, le *Drapeau blanc*, etc. (1).

Si la presse doit être limitée, elle ne saurait être asservie, car s'il est un mal plus déplorable que la licence de la presse, c'est son asservissement au profit de la barbarie, du fanatisme : sa licence mène au comité de salut public, son asservissement mène à l'inquisition ; l'une convient à la démagogie, l'autre à un monstre comme Philippe II. C'est un juste système de répression qu'un législateur sage doit chercher.

Pénétré de toutes ces vérités, je me suis convaincu que le meilleur des gouvernements est le gouvernement héréditaire d'un seul, administrant dans l'intérêt général et national, et non pour des coteries privilégiées ; éclairé par des assemblées consultatives, lesquelles auraient tout le pouvoir nécessaire pour donner de bons conseils, mais aucun pour arrêter la marche du char de l'état, s'il leur prenait fantaisie de le faire pour flatter des utopies ou des ambitions personnelles. A ces bases fondamentales il faudrait ajouter :

1° Un système d'élections bien mûri, qui as-

(1) La censure est nécessaire à l'état, mais non la destruction de la presse et l'esclavage de la pensée.

sure une représentation convenable, dans la chambre des communes, à tous les intéressés; c'est-à-dire à la propriété, à l'industrie et au gouvernement lui-même, car il est absurde de supposer la possibilité de faire marcher une administration qui n'aurait aucune part à la discussion des lois.

2° L'égalité des citoyens devant la loi et dans les emplois publics.

3° Une noblesse ou notabilité viagère pour services rendus à l'état, n'admettant d'héréditaire que la pairie pour les aînés des familles, dont les chefs auraient acquis, par d'illustres victoires ou d'habiles négociations, des droits à la reconnaissance nationale; mais ne donnant cette pairie que pour deux ou trois générations, afin d'ouvrir ses rangs à de nouveaux services rendus, et forçant les fils de pairs à servir à leur tour sous peine de déchéance.

4° L'indépendance des tribunaux, et des garanties pour la liberté individuelle, sauf les cas de haute trahison.

5° Un bon code pénal pour la presse, et un tribunal de censure composé d'hommes recommandables, inamovibles et considérés.

6° Une religion nationale indépendante des prêtres étrangers.

Sans doute ces institutions n'offriraient jamais une perfection à laquelle il n'y eût rien à redire, car je ne crois pas, comme les doctrinaires, à la possibilité de cette perfection dans l'ouvrage des hommes; mais je les envisage comme indispensables pour mettre l'administration publique à l'abri des déclamateurs, qui croient que l'on mène les états avec des phrases; pour la garantir enfin des intrigants qui, affectant de le croire aussi, ne demandent que les occasions de jouer un rôle, sans s'inquiéter de ce qui peut en résulter pour la tranquillité publique, la grandeur et la sûreté de la nation.

Tels ont été constamment mes points de vue depuis 1804; tels ont été aussi les motifs de ma conduite aux différentes époques où des orages intérieurs ont agité mon gouvernement.

Établissement de l'empire résolu.

Guidé par de semblables maximes, je ne pouvais croire à la possibilité de conserver la forme républicaine, et je savais qu'au fond la majorité des Français s'en souciait peu; ce que voulait la France, c'était sa grandeur. Je la lui avais assurée; il n'y avait que moi qui pusse lui en faire espérer la durée. La France voulait donc que je régnasse sur elle. Tout était précaire dans le système du consulat, parce que rien n'y était à sa place. Il y existait une république de nom, une

souveraineté de fait; une représentation nationale faible, un pouvoir exécutif fort; des autorités soumises, et une armée prépondérante.

Rien ne marche dans un système politique où les mots jurent avec les choses. Le gouvernement se décrie par le mensonge perpétuel dont il fait usage: il tombe dans le mépris qu'inspire tout ce qui est faux, parce que ce qui est faux est faible. Il n'y a plus qu'un secret pour bien mener le monde, c'est d'être fort, parce qu'il n'y a dans la force ni erreur, ni déception; c'est le vrai mis à nu.

Je sentais la faiblesse de ma position, la fragilité de notre édifice. Il fallait établir quelque chose de solide pour servir de point d'appui aux intérêts nés de la révolution : l'établissement de l'empire fut résolu, et un sénatus-consulte du 18 mai 1804 le déclara héréditaire dans ma famille. Carnot fut le seul homme marquant qui s'y opposa.

Je ne pouvais pas devenir roi, c'était un titre usé; il portait avec lui des idées reçues. Mon titre devait être nouveau, comme la nature de mon pouvoir. Je n'étais pas l'héritier des Bourbons, et n'avais aucun droit à leur couronne, bien que je l'eusse trouvée à terre; mais rien ne s'opposait à ce que j'en misse une autre sur mon front. Je pris le nom d'empereur, parce qu'il était plus grand et moins défini.

Mes ennemis, et j'entends par là les deux fac- Impossibi-

lité où je me trouvais de rappeler les Bourbons.

tions opposées, ne m'ont jamais pardonné cette démarche, mes partisans mêmes en ont été étonnés. On a été jusqu'à dire que j'avais réellement hésité à rappeler les Bourbons, et que les menaces des champions du 18 brumaire m'en avaient seules détourné.

On m'a fait peu d'honneur par ces suppositions qui tombent d'elles-mêmes. Je savais trop le monde, les hommes et les choses, pour ignorer que, si même je me contentais du titre de connétable, de maire du palais, ou de tout autre dont il aurait plu aux princes de me décorer, six mois ne se passeraient pas sans que je fusse ou exilé ou factieux. Nouveau Charles-Martel, aurai-je pu me flatter de régner sous le nom d'un nouveau Chilpéric, et porter mes aigles victorieuses, unies aux lis, des bords de l'Elbe à ceux du Tage? Un tel rôle n'est possible que sous une monarchie unie, quand la nation est d'accord, et qu'un prince imbécille est le seul obstacle qui se trouve placé entre le pouvoir absolu et un grand capitaine. Mais après une révolution effroyable dont tous les éléments sont encore en présence!.... c'est une absurdité.

Je ne doutais nullement des bonnes intentions des princes; mais je ne doutais pas davantage de la fausse position dans laquelle ils se trouvaient. L'heureux mot du comte d'Artois, *Il n'y*

a rien de changé en France, si ce n'est qu'il s'y trouve un Français de plus, est sublime; mais c'est une noble utopie, comme la balance des pouvoirs de Sièyes, la paix perpétuelle, etc. Les princes rentraient avec les royalistes de toutes les conditions; ils avaient à traiter pour les intérêts de cent mille familles nobles, qui leur eussent demandé, comme en 1816, *s'il n'y avait qu'une légitimité*. Les princes eussent été placés à la tête de la contre-révolution, et moi à la tête de ceux qui ne pouvaient pas la tolérer. J'aurais porté ma tête sur l'échafaud ou consolidé mon ouvrage; l'alternative n'était pas agréable. Il n'y aurait eu qu'un moyen d'arranger la chose, c'eût été de faire le Monck en France, et d'aller ensuite chercher un refuge en Italie, en plaçant la couronne de roi des Romains sur ma tête. Une lettre anonyme fort spirituelle m'en avait donné le conseil à l'époque des négociations de Campo-Formio, et j'ai pensé qu'elle venait de Louis XVIII. Mais, eussé-je été plus légitime roi d'Italie qu'empereur des Français? l'Autriche se fût-elle accommodée de la fondation d'un état qui l'expulsait pour jamais de la Lombardie? la France m'eût-elle soutenu? et, dans la certitude contraire, quel insensé eût quitté le commandement de 500 mille Français victorieux, pour celui de 30 peuples italiens qui ne s'entendaient pas entre eux, qui

n'étaient pas encore fondus et amalgamés pour former une seule nation, enfin qui n'avaient rien de prêt pour leur défense ?

Résultats de l'établissement de l'empire.

Revenons à l'empire. Jamais révolution ne fut aussi douce que celle qui renversa cette république pour laquelle on avait répandu tant de sang ; c'est qu'on maintenait la chose ; le mot seul était changé, c'est pourquoi les républicains n'ont point redouté l'empire. D'ailleurs les révolutions qui ne déplacent pas les intérêts sont toujours douces.

La révolution étant enfin terminée, elle devenait inébranlable sous une dynastie permanente. La république n'avait satisfait que des opinions ; l'empire garantissait les intérêts et les opinions.

Ces intérêts étaient ceux de l'immense majorité, parce qu'avant tout les institutions de l'empire garantissaient l'égalité. La démocratie y existait de fait et de droit, dégagée de tous ses inconvénients. La liberté seule y avait été restreinte, parce qu'elle ne vaut rien pour les temps de crise ; mais la liberté n'est à l'usage que de la classe éclairée de la nation, encore en fait-elle rarement bon usage : l'égalité sert à tout le monde. C'est pourquoi mon pouvoir est resté populaire, même dans les revers qui ont écrasé la France.

Mon autorité ne reposait pas, comme dans les vieilles monarchies, sur un échafaudage de castes

et de corps intermédiaires ; elle était immédiate, et n'avait d'appui qu'en elle-même ; car il n'y avait dans l'empire que la nation et moi. Mais dans cette nation tous étaient également appelés aux fonctions publiques. Le point de départ n'était un obstacle pour personne ; le mouvement ascendant était universel dans l'état. Ce mouvement a fait ma force, je n'ai pas inventé ce système : il est sorti des ruines de la Bastille ; il n'est que le résultat de la civilisation et des mœurs que le temps a données à l'Europe. On aura de la peine à le détruire ; il se maintiendra par la force des choses, parce que le fait finit toujours par se placer là où est la force. Or, la force n'était plus dans la noblesse depuis qu'elle avait permis au tiers-état de porter les armes, et qu'elle n'avait plus voulu être la seule milice de l'état. Elle n'était pas non plus dans le clergé depuis que le monde en avait reconnu l'abus et le danger.

Le gouvernement le plus sage est celui qui sait s'appuyer sur la partie la plus vigoureuse de la nation, en lui imposant des limites pour la maintenir dans une direction salutaire : c'est le parti que j'ai pris en jetant un édifice tout neuf.

La chute des préjugés avait mis en France la source des pouvoirs à découvert. Il fallait donc refaire l'autorité sur un autre plan ; il fallait qu'elle se passât du cortége des préjugés ; il fal-

lait qu'elle se passât de cet aveuglement qu'on appelle la foi. Elle n'avait hérité d'aucuns droits; il fallait donc qu'elle fût entière dans le fait, c'est-à-dire dans la force.

Je ne montais pas ainsi sur le trône comme un héritier des anciennes dynasties, pour m'y asseoir mollement sur les prestiges des habitudes et des illusions; mais pour mettre les lois en accord avec les mœurs, et pour rendre la France redoutable, afin de maintenir son indépendance.

Etat de l'Europe après mon avénement au trône.

Je m'attendais bien que la reconnaissance de cet empire ne se ferait pas sans opposition: Louis XVIII, retiré alors à Varsovie, avait donné le signal à tous les souverains par une protestation énergique contre ce qu'il nommait mon usurpation. Outre cela, l'atmosphère politique du continent n'était plus aussi serein. La Russie annonçait des intentions moins favorables.

Brouille de la Russie.

L'empereur Alexandre était jeune et passionné pour le militaire; nourri dès son berceau des grandes actions de Catherine et de Pierre-le-Grand, cherchant avec avidité l'occasion de se montrer leur digne successeur, il devait courir la même carrière que moi: soit qu'il s'alliât à mes projets contre l'Angleterre, soit qu'il se réunît à l'Angleterre pour s'opposer à mes desseins, nous devions nous rencontrer dans les champs de la gloire. Dans l'un et l'autre cas, il ne manquerait pas d'a-

grandir les destinées de son empire, et de se placer dans l'histoire au niveau de ses illustres aïeux. Jusqu'en 1803 il avait paru assez disposé en ma faveur. Le canon de Copenhague, retentissant en quelque sorte jusqu'à Cronstadt et St.-Pétersbourg, avait sonné l'alarme contre les prétentions anglaises. C'en était assez pour faire pencher ce prince en ma faveur, et la bonne intelligence avec laquelle nous réglâmes de concert la grande affaire des indemnités d'Allemagne, en 1803, prouve assez dans quelles dispositions il était à cette époque pour moi.

Mais dès lors une multitude d'événements entraîna Alexandre dans un autre sens.

Il avait proposé, à la fin de la même année, sa médiation pour la paix avec l'Angleterre ; on demandait au préalable que j'évacuasse la Hollande, l'Italie et la Suisse. Quant à ce dernier point, je ne fis nulle difficulté ; mais les autres conditions en pouvaient me convenir, vû l'incertitude de la réussite de cette médiation : c'est tout ce qu'on aurait pu exiger de moi en signant un traité préliminaire. Je proposai un armistice et un congrès en laissant les choses au point où elles étaient jusqu'à la paix. Le cabinet de Londres exigea, avant d'admettre la médiation, que j'évacuasse le Hanovre, et, dans l'impossibilité de nous entendre, il fallut renoncer à traiter. Mon refus mit de la

froideur entre la Russie et moi : Marcoff quitta Paris, où il ne laissa que d'Oubril comme chargé d'affaires. Le caractère et les sentiments personnels de l'ambassadeur entrèrent pour beaucoup dans ma première brouille avec la Russie, peut-être eût-elle éclaté à une autre occasion ; nous devions tôt ou tard nous trouver en présence ; mais à cette époque j'étais entièrement adonné à mes projets sur l'Angleterre ; et on regrettera peut-être un jour de ne les avoir pas laissé achever. Comme l'a dit un historien judicieux : « Il « est de l'intérêt général de l'Europe que la supé- « riorité maritime appartienne à une puissance « continentale, puisque c'est le seul moyen de « sauver les principes du droit des gens, et de « faire intervenir toutes les forces du continent « dans le maintien du libre parcours des mers. » Tant que mon génie et mon activité étaient dirigés vers les îles britanniques et sur les côtes de la Manche, il ne fallait pas les en détourner. Malheureusement les passions des hommes sont quelquefois plus fortes que les choses. L'empereur de Russie avait à se plaindre de ce que je ne donnais pas au roi de Sardaigne l'indemnité qui avait été promise pour le Piémont par le traité du 11 octobre 1801 ; il y allait de son honneur d'insister. Ses troupes occupaient encore la république des Sept-Iles, dans

l'intention sans doute de ne s'en dessaisir qu'après l'exécution de ce qui avait été convenu entre nous sur l'Italie. La neutralité du nord de l'Allemagne, violée pour occuper le Hanovre, l'inquiétait sur mes vues ultérieures. La violation du territoire de son beau-père, l'électeur de Baden, lors de la saisie du duc d'Enghien, lui paraissant un attentat à l'honneur de sa famille, acheva de l'irriter. Dès le 7 mai, il avait adressé des notes énergiques à la diète de Ratisbonne contre cette violation du territoire de l'empire, dont il demandait réparation. Le roi de Suède, Gustave IV, beau-frère de l'empereur Alexandre, et gendre comme lui de l'électeur de Baden, jeta feu et flamme dans toute l'Europe. Jaloux de jouer un rôle, la tête toute montée de celui de Gustave-Adolphe, dont il n'était que le ridicule homonyme, il se persuadait être au temps où 30 mille Suédois tenaient la balance de l'Europe; il régentait tous les gouvernements qui ne s'empressaient pas de l'imiter.

Elle ne me reconnait point comme empereur.

Le sénatus-consulte qui me conférait la couronne impériale compliquait la difficulté : autant cet événement intéressait la France, autant il intéressait toutes les anciennes dynasties. La reconnaissance de mon empire semblait entraîner l'abandon des anciens principes de la légitimité et du droit divin. Cependant, tout

bien considéré, on pouvait aussi y voir un hommage éclatant rendu aux avantages du système héréditaire, un triomphe de la monarchie sur la révolution. L'empereur Alexandre, l'envisageant sous ce point de vue, eût sans doute sacrifié l'amour-propre de dynastie à l'intérêt de l'état, si nous eussions vécu alors en bonne intelligence; mais, au point où nous en étions, c'était un grand motif de rupture ajouté à tous ceux qui existaient déja. En effet, d'Oubril remit, le 28 août 1804, une note qui était un vrai manifeste, et demanda ses passeports. Toutefois, il faut en convenir, la Russie ne se mit point immédiatement en état de guerre. D'Oubril resta même à Mayence jusqu'à la fin d'octobre; et on me laissa entrevoir la possibilité d'éviter une rupture, si je donnais les satisfactions demandées pour Baden et le Piémont. Ne l'ayant pas mise à l'épreuve, j'ignore si cette assertion était sincère.

L'Autriche se décide à me reconnaître.

Le cabinet de Vienne, moins scrupuleux ou plus disposé au maintien de la paix, ne fit aucune difficulté de me reconnaître en qualité d'empereur. Cet événement me rassurait; car la Russie était trop loin de moi pour m'atteindre, et je résolus de ne point lui céder.

La Prusse, l'Espagne, le Danemarck s'empressèrent de me notifier la reconnaissance d'une

dignité qui, loin de leur déplaire, devait resserrer nos rapports et leur donner plus de stabilité. Ce qui me surprit davantage, ce fut l'hésitation de la Porte à reconnaître mon empire. Depuis que la paix de 1801 nous avait réconciliés, nous avions eu quelque peine à renouer avec elle nos anciennes relations, déjà ébranlées par la révolution. Ce n'est pas que les Turcs fussent fort sensibles au sort de la famille des Bourbons, on sait comment ils traitent eux-mêmes leurs princes; mais tous les membres du Divan n'avaient pas oublié l'ancienne alliance qui avait uni l'empire ottoman à la France. Ils se rappelaient combien leurs guerres en Hongrie avaient secondé François I^er^ contre Charles-Quint, et Louis XIV contre Léopold I^er^; et combien, à leur tour, ils étaient redevables à ces premiers d'avoir fait de puissantes diversions aux coups que l'Allemagne leur portait. Dans la dernière guerre de 1789 à 1791, Louis XVI, embarrassé dans son intérieur, n'avait rien pu faire en faveur des Turcs, et avait laissé à l'alliance anglo-prussienne le soin d'intervenir pour la paix. Ce fut le premier coup porté au crédit de la France; les désordres de la révolution, la destruction de l'état de Venise, l'acquisition des îles Ioniennes, les discours publics de Monge pour la résurrection de la Grèce, et, par-dessus tout, l'expédition

Les Turcs ne s'y décident pas.

d'Égypte, avaient soulevé le Divan contre la France républicaine, et produit l'étrange phénomène de l'étendard de Mahomet déployé à côté des bannières russes et anglaises.

Sentant le besoin de me raprocher d'eux, j'envoyai le maréchal Brune en qualité d'ambassadeur : il se trouvait à Constantinople lorsque je mis la couronne impériale sur ma tête. Les Anglais ne négligèrent rien pour prévenir le Divan contre moi, en me peignant comme l'auteur de l'expédition d'Égypte, sur laquelle, disaient-ils, j'avais encore des projets : ils s'étayaient à cet effet des vagues propos tenus à lord Withworth, et de la mission de Sébastiani. La Russie, alors décidée à rompre, les secondait vivement. Brune ne sut pas détruire ces préventions, et revint en France sans avoir obtenu ma reconnaissance formelle, mais aussi sans refus : il laissa Ruffin à Constantinople; et je me hâtai de le confirmer, pour laisser la porte ouverte à un rapprochement.

Le pape vient à Paris pour mon sacre.

Dans ces entrefaites, j'avais obtenu du pape Pie VII qu'il vînt à Paris pour nous entendre sur tout ce que le concordat aurait pu laisser de douteux entre nous et sur les intérêts temporels du saint-siége : je voulais en profiter pour me faire couronner et sacrer.

J'espérais, par la solennité que la main du

saint-père imprimerait à cette auguste cérémonie, faire disparaître tout ce que mon ascension au trône pouvait avoir d'illicite aux yeux du vulgaire.

Le vénérable pontife, reconnaissant de la paix que j'avais rendue à l'église, et se promettant d'obtenir de moi la restitution des provinces détachées de ses états, n'hésita point, malgré son grand âge, à franchir les Alpes pour venir jouer le même rôle qu'Étienne III avait joué en 754, en plaçant la couronne des fils de Mérovée sur la tête de Pépin, père de Charlemagne, chef, comme moi, d'une dynastie nouvelle : c'était le seul exemple de cette nature que le vicaire de Jésus-Christ eût donné aux rois chrétiens.

Je n'attendais pour me faire couronner que l'émission du vœu national, consulté sur le grand acte qui me conférait l'empire. Le dépouillement en étant achevé, une députation du sénat conservateur me présenta enfin, le 1^er^ décembre, le résultat de cet imposant plébiscite. Sur quatre millions de citoyens actifs, plus de trois millions et demi avaient voté pour l'affirmative : Henri IV n'avait pas régné sur la France par un vœu aussi unanime.

Dès le lendemain, je fus sacré par le pape à l'église de Notre-Dame. Quant à la couronne, ne voulant pas la tenir d'un pontife, je la posai moi-même sur ma tête après la bénédiction sacerdo-

tale. Une députation de tous les corps de l'armée assistait à cette imposante cérémonie, et en doublait l'éclat, déja relevé par la présence des grands corps constitués de l'état, des ministres, ambassadeurs, sénateurs, législateurs et préfets. Jamais Paris n'avait vu, même sous Louis XIV, rien qui pût éclipser la pompe de cette grande journée, à laquelle il ne manqua que le beau temps.

Déclaration de ma politique au corps législatif.

Pour y mettre le complément, je sentis le besoin de montrer des sentiments pacifiques. L'ouverture du corps législatif, fixée au 25 décembre, m'en fournissait le moyen. Je déclarai solennellement que je ne voulais réunir aucun territoire à l'empire, mais que je saurais en soutenir l'intégrité; que je ne voulais point augmenter mon influence, mais que je ne laisserais pas déchoir celle que j'avais acquise. Mon ministre des affaires étrangères déclara à la chambre que l'Angleterre reviendrait de son erreur; qu'elle serait convaincue de l'impuissance de ses efforts; qu'elle n'avait qu'à perdre dans une guerre sans but; en un mot, que son cabinet reviendrait à d'autres sentiments lorsqu'il serait bien convaincu que jamais la France ne consentirait à lui laisser le droit de rompre les traités, et que nous ne ferions jamais la paix à d'autres conditions qu'à celles du traité d'Amiens.

J'offre encore la paix au roi d'Angleterre.

Peu de jours après, je pris le parti d'écrire encore directement à Georges III pour lui

proposer la paix, et lui démontrer qu'une coalition ne ferait qu'accroître la puissance continentale de la France. Non seulement l'aliénation mentale de ce prince le mettait hors d'état de me répondre, mais le ministère repoussait ces appels directs aux sentiments du roi, comme étant opposés aux maximes fondamentales du gouvernement anglais. Aussi lord Mulgrave adressa-t-il à Talleyrand quelques phrases insignifiantes. Il fallait, disait-il, avant de répondre à ces ouvertures, s'entendre avec les puissances du continent sur les moyens de stipuler des engagements capables de pourvoir à la sûreté de l'Europe, et de prévenir les dangers dans lesquels elle s'est trouvée enveloppée.

Nous verrons bientôt quels étaient ces moyens proposés par l'Angleterre à l'empereur de Russie, dans une note dictée par Pitt, au même instant où j'écrivais ma lettre.

Organisation de la grande armée.

A peine les fêtes du couronnement furent-elles terminées, que je songeai à faire des préparatifs plus sérieux pour la descente en Angleterre. Mon armée campait depuis deux ans sur les dunes de la Manche, sans autre délassement que ses exercices militaires : jamais on n'en vit de plus belle ni de plus martiale.

J'avais employé ce temps à perfectionner son organisation : l'expérience avait démontré la

nécessité d'adopter un système plus fort que les divisions isolées qui avaient prévalu durant la révolution. Je fis des corps d'armée de trois divisions commandées par des maréchaux. Ce nombre suffit pour soutenir le premier choc contre toute une armée. Je pouvais dès lors considérer chacun de ces corps comme une aile, et avoir la facilité de renforcer une partie de ma ligne en y portant un ou deux corps de plus; enfin cette concentration simplifiait l'expédition des ordres de mouvements.

Je formai des réserves de cavalerie plus puissantes, en me bornant à donner une brigade légère à chaque corps d'infanterie; je donnai des cuirasses et des uniformes élégants à ma grosse cavalerie, qui ressemblait auparavant à des gendarmes de police, et n'avait rien de ce qui doit constituer la première arme, si ce n'est le courage naturel au cavalier français. Un officier proposa à cette époque de former des lanciers; on se moqua de lui, parce que nos hussards avaient toujours battu les hulans autrichiens, et j'ai eu lieu de regretter plus d'une fois le peu d'attention qu'on donna à son projet. On a mal apprécié les lanciers, parce qu'on les avait toujours employés aux avant-postes, où ils combattaient individuellement sans avantages. Mais dans les charges en lignes serrées,

les lanciers sont également redoutables à l'infanterie qu'ils peuvent mieux atteindre, et à la cavalerie armée de sabres qui ne peut rien contre eux.

Au milieu de tous ces soins, je commis une faute, ce fut de désorganiser l'état-major. J'avais eu à me plaindre de plusieurs adjudants-généraux de l'armée d'Italie qui faisaient le métier de frondeurs, et m'avaient indisposé contre leurs camarades. Je donnai le coup de mort à un corps qui doit être l'ame d'une bonne armée; je supprimai le grade de chef de bataillon à l'état-major, en sorte qu'un capitaine ne pouvait pas devenir colonel (1) : tous les bons officiers sentirent que pour avancer, il fallait désormais quitter l'état-major et entrer dans la ligne. Les officiers supérieurs de l'état-major seuls restèrent, parce que leurs places étaient bonnes, et que cet ordre au surplus ne les frappait pas; mais leurs meilleurs subalternes quittèrent sans hésiter. J'y attachais peu de prix, dans l'idée que l'échelle de mes mouvements s'agrandirait proportionnellement à mes forces, et que ces officiers ne seraient destinés qu'à porter mes ordres. Dans le fait, ils ne furent plus que des courriers.

(1) On a dévié à l'ordonnance en nommant plus tard beaucoup d'officiers de ce grade à l'état-major; mais le mal était fait.

Ce n'eût pas été un mal, si j'avais pu commander toujours en personne, et me trouver partout à la fois; mais, en détruisant la pépinière de cette classe d'officiers qui doit être propre à tous les travaux militaires, je désorganisais les moyens de suppléer à ma présence sur le théâtre de guerre où je ne serais pas présent.

Ces réflexions, que j'ai eu lieu de faire dans mon exil, m'ont convaincu que cette circonstance n'a pas peu contribué à nos revers. Berthier, qui sortait de l'ancienne école d'état-major, au lieu de prendre la défense du corps dont il était chef naturel, se plaisait à renchérir sur les humiliations que je lui prodiguais : il croyait me faire sa cour, et, en vrai Narcisse, il a flatté ce travers jusqu'au bout.

Je donnai le commandement des corps d'armée à des hommes éprouvés dans maintes batailles. J'avais nommé, à mon ascension au trône, seize maréchaux de France parmi les généraux qui avaient eu jusque là des commandements en chef; tous ne furent pas d'abord appelés à mon armée.

Bernadotte eut le premier corps : c'était un homme fin, d'un extérieur brillant; les plans d'opérations qu'il avait faits comme ministre de la guerre, prouvaient qu'il était meilleur lieutenant que général en chef.

Marmont, jadis mon aide-de-camp et officier

d'artillerie, commanda le 2e, quoiqu'il ne fût pas maréchal alors. J'ai eu trop à m'en plaindre pour le juger : la postérité s'en chargera.

Davoust fut mis à la tête du 3e corps : cet homme, qui avait reçu une bonne éducation, avait la tête fortement organisée et des idées de guerre très-justes. Ses manières rudes et un caractère à la fois soupçonneux et dur lui ont fait beaucoup d'ennemis, et dans les graves circonstances où il s'est trouvé, l'esprit de parti s'est déchaîné contre lui avec une grande injustice. Sévère, mais juste envers ses subordonnés, mieux qu'aucun autre il sut maintenir l'ordre et la discipline parmi ses soldats : aucun de mes maréchaux n'exigeait plus de ses subordonnés, et aucun ne les fit servir avec autant d'exactitude.

Le 4e corps était confié à Soult. Celui-ci, d'un physique mâle, d'un esprit étendu, laborieux, actif, infatigable, avait fait preuve en Suisse, à Gênes, de talents supérieurs : on lui reprochait d'être trop ambitieux.

Lannes avait le 5e corps. Couvert de gloire et de blessures, ce brave manquait de principes faits sur la guerre; mais il y suppléait par un jugement admirable, et sur le champ de bataille il ne le cédait à aucun de ses collègues.

Ney commandait au 6e corps. Il est assez connu

de toute l'Europe pour me dispenser d'entrer dans de grands détails sur ce qui le concerne. Si, entraîné par une fatale destinée, il ne fut pas le chevalier sans reproches, il fut incontestablement le chevalier sans peur (1). Lannes fut peut-être aussi brillant que lui dans maintes attaques; mais la force d'ame que Ney déploya dans le grand désastre de 1812, où il commanda successivement tous les corps d'armée, lui assigne le premier rang parmi les braves de tous les jours. De même que plusieurs de ses collègues, il n'entendait point la guerre en grand sur la carte; mais sur le terrain, rien n'égalait son assurance, son coup-d'œil et son aplomb.

Le 7^e^ corps, aux ordres d'Augereau, se forma plus tard à Brest. Son chef avait cueilli la palme

(1) La faiblesse de Ney, en 1815; ne peut être appréciée que par ceux qui l'ont approché de très-près; si elle parut inexcusable et contraire à toutes les règles de la morale, du moins l'intention fut-elle d'un bon français : Ney se crut appelé à décider de la guerre civile, et il sacrifiait tout pour l'éviter. De même qu'il l'avait fait à Fontainebleau, il foula aux pieds les principes par un amour mal raisonné pour la patrie; mais il n'était ni un traître, ni un ambitieux. C'était un preux et vaillant guerrier qui fut inconséquent, et plus à plaindre qu'à blâmer. On aurait dû se contenter de juger sa faute et le condamner par contumace; il eût été assez puni à vivre loin de la France.

à Castiglione : un physique imposant et des manières soldatesques avaient fait sa fortune ; mais si son auréole jeta encore un peu d'éclat à Arcole, il n'a rien fait depuis pour justifier sa réputation.

Murat fut mis à la tête des réserves de cavalerie. Le titre de mon beau-frère et celui de duc souverain de Berg qu'il reçut plus tard le plaçaient de fait au nombre de mes lieutenants destinés à commander plusieurs corps. Cet officier de cavalerie, qui avait dû à sa bonne mine, à son courage et à son activité, l'honneur d'être mon aide-de-camp et mon parent, n'a jamais été à la hauteur de la réputation colossale que je lui avais faite. Il avait de l'esprit naturel, un courage brillant et une grande activité ; mais il a prouvé que tel brille au second rang qui s'éclipse au premier.

Un homme d'une trempe différente fut mis à la tête de l'armée d'Italie. Sa victoire de Zurich lui donnait des titres à obtenir de préférence le commandement d'une armée isolée. Masséna reçut de la nature tout ce qui fait un excellent homme de guerre : doué d'un grand caractère, d'un courage éprouvé et d'un coup-d'œil qui lui inspirait les résolutions les plus promptes et les plus heureuses, on ne peut lui refuser une place distinguée parmi les capitaines modernes. Cependant il faut avouer qu'il brillait plus dans les combats que dans le conseil.

Brune, Mortier et Bessière furent aussi du nombre des élus. Le premier ne manquait pas de certain mérite : c'était pourtant à tout prendre un général de tribune bien plus qu'un militaire redoutable. Le second, moins brillant, était plus solide: son calme et son sang-froid, passés en proverbe parmi les soldats, lui avaient valu plus d'un succès, et il était du nombre de ceux qui pouvaient conduire un corps sous ma direction. Quant à Bessière, il avait fait ses preuves près de moi à l'armée d'Italie, où il commandait mes guides à cheval. Il n'avait pour lui qu'un grand esprit d'ordre et une valeur reconnue. Il était méthodique et d'une timidité excessive dans le conseil.

Lefebvre, duc de Dantzick, était un vrai grenadier. Enfant de la nature, il ne devait rien qu'à son esprit naturel, à une grande bravoure, et à son caractère simple et naïf. Il savait se faire aimer du soldat et le mener droit à une position: c'était tout son mérite.

Jourdan avait commandé en chef une grande armée. Victorieux à Fleurus dans une circonstance des plus décisives, il avait dû à la fortune une grande partie de sa réputation. Bon administrateur, laborieux, homme d'ordre et intègre, ayant de l'instruction, il eût été fort bon chef d'état-major d'une grande armée sous un chef qui l'eût bien dirigé.

Moncey, Pérignon et Serrurier n'ayant plus combattu sous l'empire, on nous dispensera de nous étendre sur leur compte; les deux premiers avaient commandé en chef avec distinction aux Pyrénées, et leurs opérations en 1794 et 1795 annonçaient du talent. Placés dans les rangs des sénateurs, ils ne figurèrent plus à la tête des troupes, si ce n'est un instant dans la crise qui amena l'ennemi sous les murs de Paris.

Macdonald et Lecourbe ayant commandé des armées auraient eu des droits au bâton de maréchal; toutefois le premier avait si mal manœuvré à la Trebbia que je crus devoir ajourner sa promotion. Lecourbe aussi s'était laissé battre en 1799 vers Philipsbourg: néanmoins, il avait montré une si grande aptitude pour la guerre des montagnes en Suisse, et pris ensuite une si grande part aux victoires de Moreau en 1800, qu'il l'eût mieux mérité que bien d'autres. Quelques propos malveillants lui étaient échappés contre moi à l'époque du procès de Moreau, et je n'étais point en position d'employer mes ennemis.

On voit par le portrait de ces généraux, qu'excepté Masséna, Soult, et peut-être Davoust, je n'aurais pu confier le commandement d'une ar-

mée à aucun d'eux (1). Cependant je croyais en avoir plus qu'il ne m'en fallait, voulant diriger moi-même tout l'ensemble des grandes opérations, et ayant plus besoin de vaillants lieutenants que d'habiles collègues.

Nonobstant les petits défauts que nous avons signalés, la constitution militaire de l'empire était la plus solide de l'Europe; car les autres puissances n'avaient pas encore fait les progrès qu'elles firent depuis, en nous imitant et en nous surpassant même en plusieurs points.

Mon armée se prépare pour l'embarquement.

Le premier corps occupait le Hanovre; le 2e se trouvait en Hollande au camp de Zeist; les 3e, 4e, 5e et 6e depuis Ambleteuse à Montreuil; le 7e à Brest. 120 mille fantassins, 12 mille cavaliers, 8 mille dragons à pied qui se monteraient en Angleterre. 4 mille artilleurs, 450 pièces de campagne, 7 mille chevaux, étaient prêts à s'embarquer, et s'embarquèrent même plusieurs fois. 2200 bateaux, chaloupes ou péniches, armés de plus de 5 mille pièces de canon, répartis en autant d'escadrilles qu'il y avait de sections dans l'armée, étaient destinés au transport des troupes, en profitant pour tenter le passage, du mo-

(1) Le Vice-Roi, Saint-Cyr, Suchet et Oudinot n'ont été nommés que postérieurement.

ment où nos flottes auraient sinon balayé la Manche, du moins éloigné pour quelque temps les forces ennemies du canal.

Tout le matériel de l'expédition était à bord, et il suffit de récapituler l'énormité de ces préparatifs (1) pour prouver que, si je ne fus point arrêté par les difficultés de cette gigantesque entreprise, je ne fus point au-dessous des devoirs qu'elle m'imposait. Le grand ordre qui régnait dans cette immense flotille, les exercices fréquents par lesquels j'habituai les troupes à embarquer et à débarquer en moins d'une heure au signal convenu, le soin avec lequel chacun fut instruit de ce qu'il aurait à faire, tout en un mot avait été prévu pour assurer le succès de cette grande opération.

Parallèle de mon projet avec celui de César.

Je ne m'attacherai point à réfuter ici le parallèle qu'on a voulu établir entre l'expédition de César et mon projet de descente; parallèle absurde, puisqu'il n'y eut rien de semblable, si ce n'est le

(1) Cet embarquement se composait de 14 millions de cartouches, 90 mille coups de canon, 32 mille fusils de rechange, 1500 mille rations de biscuit, 1300 mille pierres à feu, 30 mille outils du génie, 11 mille selles et harnachements, 450 pièces de canon, 7400 chevaux à bord de bâtiments disposés pour écuries, enfin 160 mille hommes de toutes armes.

lieu choisi pour l'embarquement; or le choix de ce lieu, dicté par les situations géographiques, ne dépendait point des combinaisons du général.

César, vainqueur des Gaules, attaquait avec des légions romaines les peuplades sauvages et divisées de la Bretagne; il avait une flotte supérieure aux mauvaises barques des Bretons en nombre, en force de bâtiments et en manœuvre. Il était sûr d'arriver et sûr de sa retraite; bien mieux, il allait à une victoire certaine.

J'allais, au contraire, m'attaquer à la nation la plus industrieuse, la plus fière du globe; à une nation reine des mers, qu'elle dominait avec 140 vaisseaux de haut bord, armés de 15 mille pièces de canon; à une nation qui présentait une population de 15 millions d'habitants; et pour peu que la guerre traînât en longueur, je devais compter, même en déduisant l'Irlande, qu'on m'opposerait au moins 200 mille hommes sans expérience, peu aguerris, mais animés de l'amour de la patrie. L'expédition de César était un jeu d'enfant, la mienne était l'entreprise des Titans, voilà la seule comparaison qu'on puisse faire. A la vérité, je n'allais pas soumettre et occuper comme lui la fière Albion; j'allais ruiner ses chantiers, ses arsenaux, ses manufactures, puis revenir en France et me présenter à l'Europe

dans l'attitude victorieuse qui me permettrait de lui dicter la paix.

Quelques craintes que mes démêlés avec la Russie pussent me donner sur le parti que prendrait le continent, j'avoue que je fus trompé par l'attitude pacifique de l'Autriche, surtout après la reconnaissance formelle de mon empire, qu'elle venait de faire tout récemment. Si elle persistait dans ce système et la Prusse dans une neutralité qui lui était si profitable, rien ne s'opposait à l'exécution de mon projet. Dans le cas contraire, je calculais que l'Autriche, n'étant pas sur le pied de guerre, ne s'exposerait pas à agir avant d'avoir fait de longs préparatifs et sans attendre l'arrivée des Russes. Or, il ne me fallait que trois semaines pour opérer la descente, entrer dans Londres, ruiner les chantiers et détruire les arsenaux de Portsmouth et de Plimouth. Si je réussissais, le bruit de cet exploit ne suffirait-il pas pour empêcher la guerre continentale? Et au pis aller, ne pourrais-je pas en levant une double conscription remplacer les troupes embarquées, reporter mon armée au complet, et tenir tête à l'orage sur le Rhin et l'Adige?

La promptitude avec laquelle j'espérais frapper le grand coup, et revenir ensuite, était la principale chance sur laquelle je fondais l'espoir d'un succès; et je ne me dissimulais ni la té-

mérité, ni la difficulté de l'entreprise ; mais mon génie consistait à embrasser rapidement, du même coup-d'œil, et les obstacles et les moyens de les surmonter.

Sortie de nos flottes pour se réunir aux Antilles et revenir dans la Manche.

Encouragé par tant de motifs, je donnai les ordres au ministère de la marine de préluder à la descente par la réunion de nos forces maritimes. Pour y réussir, il fallait donner un rendez-vous lointain à nos différentes escadres de Toulon, Cadix, Rochefort et Brest. Je résolus de les diriger vers la Martinique, d'où elles reviendraient débloquer celle du Ferrol ; pour s'avancer réunies dans le canal et favoriser l'expédition. Nos mesures furent très-habilement prises à cet effet ; car elles ne tendaient pas seulement à assurer la jonction de sept à huit escadres dispersées à Toulon, Cadix, Ferrol, Rochefort, Brest ; mais encore à porter l'alarme dans les établissements anglais des Deux-Indes, et à éloigner ainsi la majeure partie des forces navales anglaises de leurs côtes au moment où les nôtres y reparaîtraient. On profiterait de la sortie de ces escadres pour porter des troupes de débarquement aux colonies. Le général Lauriston devait reprendre Surinam et les établissements hollandais sur le continent de l'Amérique, où il importait de ne pas laisser prendre pied aux Anglais ; Reille s'emparerait de Ste.-Hélène

pour intercepter la navigation de l'Inde et favoriser nos croisières contre le commerce de la compagnie, puis il chercherait ensuite à jeter garnison française au cap de Bonne-Espérance. D'autres détachements balaieraient les Antilles et reprendraient Ste.-Lucie, Tabago, St.-Pierre, etc., déjà tombées au pouvoir de l'ennemi.

Première sortie de Rochefort.

L'amiral Missiessy appareilla heureusement de Rochefort, le 4 janvier, avec cinq vaisseaux et quelques bataillons de débarquement; mais battu peu de jours après par une tempête, il lutta treize jours entiers contre tous les élémens; il n'arriva pas sans avarie aux Antilles. Il débarqua au commencement de février à la Martinique les secours en hommes et munitions qu'il y portait, puis fit attaquer l'île de la Dominique par le général Lagrange, qui s'en empara à l'exception du fort Rupert; il démantela les différentes batteries du Roseau, et ne voulant pas perdre du temps à un siége, il se rembarqua après avoir traité de même les îles de St.-Chrystophe, de Newis et de Monserrat. Il reçut l'ordre de revenir en Europe, vu que l'escadre de Toulon avait été forcée par la tempête à rentrer dans ce port. Cependant il parvint en route à débloquer un moment la ville de Santo-Domingo, dernier poste que nos troupes tinssent à Saint-Domingue, et où le général Ferrand se défen-

dait avec un courage digne d'un meilleur sort. Missiessy n'avait pas rempli sa mission à mon gré, je le remplaçai par le contre-amiral Lallement, dans le commandement de l'escadre de Rochefort, qui reçut l'ordre de remettre en mer.

Villeneuve sort deux fois de Toulon.

L'amiral Villeneuve n'avait pas montré la même constance à lutter contre les mauvais temps. Sorti de Toulon, le 18 janvier, à la tête de 18 vaisseaux ou frégates, et battu, comme Missiessy, par le gros temps, il eut un vaisseau démâté, et trois frégates forcées à gagner les côtes de Corse, ce qui lui inspira la fatale résolution de rentrer dans le port. Il ne remit à la voile que le 30 mars, lorsque l'escadre de Rochefort était déjà en route pour revenir; circonstance qui devint funeste, ainsi qu'on le verra.

Arrivé devant Carthagène, Villeneuve voulut rallier à lui l'escadre espagnole de 7 vaisseaux qui s'y trouvait; mais les autorités de cette nation lui répondirent que l'escadre avait une autre destination. Il prit alors le chemin de Cadix, où il ne rencontra que cinq vaisseaux anglais qui se hâtèrent de prendre le large. Villeneuve se réunit ici au petit nombre de bâtiments prêts à appareiller, et eut alors 14 vaisseaux et 6 frégates avec lesquels il cingla vers les Antilles, et mouilla le 14 mai à la Martinique. Il y rallia quatre vaisseaux espa-

gnols sortis de Cadix immédiatement après son passage, sous les ordres du brave amiral Gravina.

L'amiral Gantheaume, qui devait appareiller de Brest pour la même destination avec 20 vaisseaux, ne put y parvenir, ayant devant lui l'amiral Cornwallis avec des forces supérieures, et n'ayant su profiter assez tôt du gros temps pour assurer cette sortie. Il fallut, pour plus de sûreté, adopter la résolution de faire revenir Villeneuve, et d'opérer la jonction vers Brest, en lui laissant le soin de débloquer ce port : l'ordre lui en fut envoyé par l'amiral Magon, sorti à cet effet de Rochefort avec deux vaisseaux.

Gantheaume n'ose pas sortir de Brest.

Nelson, instruit de la sortie de l'escadre de Toulon, s'était persuadé qu'elle était destinée pour l'Égypte. Le rassemblement du corps de St.-Cyr, à Tarente, au fond de la presqu'île de Naples, et les troupes prises à bord de l'escadre, rendaient cette conjecture plus probable que toute autre. Aussi Nelson courut-il chaque fois jusqu'aux bouches du Nil. Il ne fut pas peu surpris d'apprendre que Villeneuve avait débloqué Cadix, et continué sa route dans l'Océan.

Nelson court en Égypte.

Quoiqu'il n'eût que dix vaisseaux abîmés par une croisière de deux ans, l'amiral anglais fit voile pour Lisbonne, aussitôt que le vent lui permit de franchir le détroit; et certain, par les nou-

velles qu'il y reçut, que les Français cinglaient vers les Indes occidentales, il résolut de les suivre le 11 mai, au moment où Villeneuve mouillait déja à la Martinique. Celui-ci ne sut pas profiter de l'avance qu'il avait sur l'ennemi, ni des troupes de débarquement que je lui avais données; il se borna à l'attaque du rocher du Diamant où les Anglais avaient fait le dépôt de leur croisière dans les Antilles. Important comme poste secondaire, ce rocher ne l'était point assez pour fixer exclusivement l'attention de l'amiral français, et la prise en était assez difficile, faute d'espace pour y débarquer. Le colonel Boyer, chargé de l'entreprise avec quelques compagnies, se glissant de grotte en grotte et de rocher en rocher, hissant ses tirailleurs avec des cordes, parvint à emporter ce petit Gibraltar et à y faire 150 prisonniers. Cette escalade périlleuse autant que pénible est un des plus beaux faits d'armes de cette guerre maritime.

Opérations de Villeneuve aux Antilles.

Après avoir perdu inutilement trois semaines à attendre la flotte de Brest, Villeneuve se décida à opérer contre les îles anglaises, et tira à cet effet des renforts de troupes de la Guadeloupe et de la Martinique; lorsque le contre-amiral Magon lui apporta, le 6 juin, l'ordre de revenir en Europe, afin de se réunir à l'escadre du Ferrol et de Rochefort, et de dé-

Il revient en Europe.

bloquer ensuite Brest où Gantheaume l'attendait avec 21 vaisseaux, ceux-ci reçurent l'ordre de sortir en rade pour prendre part à la bataille, si elle avait lieu.

Instruit, en même temps, de l'arrivée de Nelson à la Barbade, Villeneuve, s'appuyant sur l'ordre qui le rappelait, appareilla le 10 août, sans même se donner le temps de mettre à terre les troupes de débarquement qu'il avait emmenées et que j'ordonnais de laisser à la Martinique, pour pousser avec succès la guerre dans les Antilles.

Nelson revient aussi en Angleterre.

Nelson, ayant appris son départ, ne douta nullement qu'il n'attaquât la Trinité, et courut au secours de cette île. Désabusé, il revint sur Antigoa : ce ne fut que plusieurs jours après qu'il sut enfin que Villeneuve reprenait la route d'Europe. Alors il se dirigea vers Cadix, envoya en toute hâte des avisos pour en prévenir les stations et l'amirauté; puis, après avoir vainement cherché des renseignements sur la marche de notre escadre, il retourna avec deux vaisseaux en Angleterre, et envoya les 9 autres renforcer la flotte de Cornwallis devant Brest, persuadé un peu tard que la réunion de toutes nos forces sur ce point était notre unique objet.

CHAPITRE VIII.

Projet de Pitt pour abaisser la France. Troisième coalition. Campagne de 1805. Batailles d'Ulm et d'Austerlitz. Opérations en Italie et Tyrol. Démêlés avec la Prusse. Traités de Vienne et de Presbourg. Les électeurs de Bavière et de Wurtemberg prennent le titre de roi. Masséna envahit le royaume de Naples. Guerre maritime. Bataille navale de Trafalgar.

Origine d'une nouvelle coalition.

La sortie de forces navales si considérables, et la présence de 160 mille braves en face et à vingt lieues de ses ports, étaient bien faites pour inspirer de justes alarmes à l'Angleterre; elle sentit le besoin de s'en débarrasser à tout prix. A peine Pitt fut-il replacé à la tête du ministère, que cet infatigable ennemi de la France chercha dans toutes les cours de l'Europe des alliés à nous opposer.

Le voile qui couvre l'origine de la troisième coalition n'a été jusqu'à ce jour soulevé qu'à demi; la Russie paraît en avoir donné l'impulsion; d'autres l'attribuent au cabinet de Londres, et quoi qu'il en soit, tous deux ne pouvaient tarder à s'entendre, dès que l'ambassade russe avait quitté Paris sans que j'eusse satisfait à aucun de

ses griefs, et que celle de Suède venait d'imiter son exemple.

Le cabinet de St.-James travaillait de tout son pouvoir à envenimer ces ressentiments: le prince Czartorinski, ministre des affaires étrangères, ayant laissé entrevoir au ministère anglais les dispositions où l'empereur Alexandre était de s'opposer, à main armée, à tout empiétement ultérieur de ma part, Pitt saisit avec avidité cette ouverture, et une négociation fut entamée à l'instant pour ourdir une coalition formidable, seul moyen de détourner l'orage prêt à fondre sur l'Angleterre. On a dit que ces communications de Czartorinski étaient une manœuvre concertée d'avance par des hommes dont l'attachement à l'Angleterre n'était point un secret.

Il ne suffisait plus à notre implacable rival d'imposer des limites à la puissance française; il voulait encore contester celles qui venaient d'être sanctionnées par des traités, nous faire rétrograder dans les limites de 1792. Sans cela, comment promettre à l'Autriche un agrandissement qui pût l'entraîner à la guerre? comment y décider la Prusse?

Projet de Pitt pour nous reléguer dans les limites de 1792.

La fameuse note du 16 janvier, qui proposait à l'Europe le partage de nos dépouilles, est un monument curieux, et qui justifie tout ce que

j'ai pu faire pour mettre la France en état de résister à de semblables projets (1).

Pitt proposait de rendre la Lombardie à l'Autriche; le roi de Sardaigne ne recouvrerait pas seulement le Piémont, la Savoie et Nice, on lui donnerait encore la république de Gênes pour le fortifier contre nous. La Prusse obtiendrait la Belgique pour me séparer de la Hollande, et arracher celle-ci à mon influence. Les petits états de la rive gauche du Rhin, qui nous avaient été cédés à Campo-Formio, à Lunéville, seraient donnés à la Prusse, à l'Autriche ou à d'autres princes allemands qui prendraient part à la ligue.

Autant il eût été naturel que les grandes puissances s'armassent pour empêcher mon agrandissement ultérieur, autant il était injuste et impolitique de vouloir nous remettre dans les limites de 1792. C'eût été fort bien si les autres états eussent voulu rentrer aussi dans les mêmes limites qu'ils avaient à cette époque. Mais la Russie, l'Autriche et la Prusse n'avaient-elles pas partagé la Pologne en 1795? L'Angleterre n'avait-elle pas acquis la moitié de l'Inde? La France, au

(1) Voyez cette note aux pièces justificatives, n° V.

contraire, n'avait-elle pas perdu son alliance de famille avec l'Espagne, l'Autriche, la Sardaigne et Naples? Ses alliés dans l'Inde n'étaient-ils pas devenus des provinces anglaises : la ruine de St.-Domingue ne lui ravissait-elle pas la suprématie dans les Antilles : n'eût-elle pas été dès lors dans *un état relatif inférieur de moitié à l'état de* 1792? *Descendre quand tous ses ennemis montent, ne doit pas être le sort d'une grande nation victorieuse depuis dix ans; vouloir me faire subir une telle ignominie, c'était me mettre dans la nécessité de mourir les armes à la main, ou de subjuguer l'Europe.*

La peur de mon ascendant et de mon génie entreprenant peut expliquer l'adhésion des puissances continentales à ce projet émané du cabinet de Londres; mais la peur de me voir sans cesse exposé au même danger doit expliquer aussi le parti que j'ai pris de me rendre dominant en Europe pour y échapper. Ainsi une crainte réciproque, portée à l'excès, devient souvent la cause des démêlés politiques les plus violents et pousse les hommes au-delà des bornes raisonnables, surtout après des révolutions.

La Russie négocie avec lui.

Quelque mal disposé que le cabinet russe fût pour moi, il était impossible qu'il ne trouvât pas le projet de Pitt exagéré; mais un nouvel incident leva tous ses scrupules. J'avais senti que l'Italie

ne pouvait pas rester sous la forme républicaine à côté de mon empire ; c'eût été un contre-sens. Je ne pouvais pas non plus en abandonner les rênes à d'autres qu'à moi, puisque l'Europe me les avait concédées et que la péninsule était nécessaire à mes projets maritimes.

Je mets la couronne d'Italie sur ma tête.

La députation italienne qui était venue assister à mon couronnement fut constituée en *consulte* d'état sous la présidence de Melzi ; et après quelques semaines de débats, elle me présenta, le 17 mars, l'acte constitutionnel qui érigeait la république italienne en royaume héréditaire et m'en décernait la couronne.

Pour satisfaire l'Europe, du moins momentanément, je fis proposer d'abord cette couronne à mon frère Joseph, espérant par ce simulacre de séparation, diminuer l'impression fâcheuse qu'un tel accroissement de puissance pourrait produire.

Mais Joseph montrant quelques scrupules d'accepter un trône tributaire, prétendait me dicter l'abolition des traités qui soumettaient l'Italie à une contribution annuelle de 30 millions ou à l'entretien de 30 mille Français nécessaires pour la protéger.

Je me consolai facilement de ces scrupules incompatibles avec mes projets, et les levai en plaçant sur ma propre tête la couronne de fer des rois lombards qu'avait ceinte Charlemagne,

et qui se trouvait enfouie depuis des siècles dans le reliquaire du palais de Monza. Pour répondre d'avance aux réclamations de mes ennemis, je promis néanmoins de placer cette couronne sur la tête d'un fils adoptif, et de la séparer de celle de France dès que les Anglais auraient rendu Malte et que les Russes auraient évacué la république des Sept-Iles : ce qui me permettrait alors d'évacuer aussi le royaume de Naples, et de rendre la Lombardie à une espèce d'indépendance.

Dans le fait, que je fusse président à vie ou roi, peu importait à l'Europe; l'essentiel était que dès aujourd'hui la couronne d'Italie fût séparée de celle de France, ou du moins qu'on en eût la certitude après ma mort. C'était surtout ce que l'Autriche voulait : du reste, elle aimait mieux avoir sur sa frontière un royaume qu'une république démocratique.

Je me rendis le 18 mars au sénat pour lui annoncer cet important changement. C'était le cas de renouveler à la face de l'Europe l'exposé de mes vues politiques. Je le fis en ces termes.

« Le génie du mal cherchera en vain des prétextes pour mettre le continent en guerre. Ce « qui a été réuni à notre empire par les lois constitutionnelles de l'état, y restera réuni. *Aucune « nouvelle puissance n'y sera incorporée;* mais les « lois de la république batave, l'acte de média-

« tion des dix-neuf cantons suisses, et ce premier « statut du royaume d'Italie, seront constamment « sous la protection de notre couronne; et nous « ne souffrirons jamais qu'il y soit porté atteinte. « Dans toutes les circonstances et dans toutes les « occasions, nous montrerons la même modéra- « tion, et nous espérons que notre peuple n'aura « plus besoin de déployer ce courage et cette « énergie qu'il a toujours montrés pour défendre « ses légitimes droits. »

Alliance entre la Russie et l'Angleterre.

Ce que je prenais pour de la modération, ne parut pas tel au reste de l'Europe. L'empereur Alexandre, au moment où il reçut cette nouvelle, négociait avec l'Angleterre sur le projet de Pitt du 16 janvier. Il jugea qu'il n'y avait plus à hésiter pour se décider à la guerre. Il signa sans tarder, le 11 avril, un traité offensif et défensif avec le cabinet de Londres. Cependant, par une sage réticence, la Russie n'y stipula point sur le sort de la Belgique et des provinces rhénanes : il n'y fut question que de l'évacuation de Naples, de la Hollande, de la restitution du Piémont au roi de Sardaigne et de l'indépendance de la Suisse. Il s'engagea à mettre d'abord 115 mille hommes en campagne, et pour lui en faciliter les moyens sans obérer ses finances, l'Angleterre lui assura un subside de 50 millions. Par un

article subséquent les forces promises furent portées à 180 mille combattants. Bien que toutes ces premières démarches eussent été faites dans le plus grand secret, je ne pouvais guère m'abuser sur les dispositions hostiles de la Russie; mais tant que l'Autriche ne se déclarait pas, que pouvais-je redouter d'ennemis dont j'étais séparé par de grandes puissances et un intervalle de 500 lieues impossible à franchir?

L'Autriche hésite à y adhérer.

Peut-être eussé-je détourné l'orage, si j'avais consenti, pour acheter le repos de l'Autriche, à laisser la république italienne entièrement indépendante; mais, je le répète, c'eût été un contre-sens dans l'organisation de l'Europe, et dès qu'elle se donnait un gouvernement monarchique, il fallait bien saisir la couronne, ou la voir sur la tête d'un prince étranger; ce n'était pas pour cela que nous l'avions conquise. D'ailleurs, qui pouvait garantir que ma modération n'eût pas été prise à Vienne pour de la faiblesse? ce cabinet m'avait montré trop de malveillance pour que je pusse m'y fier; et je crus avoir assez fait en m'engageant éventuellement à cette séparation par l'acte solennel dont je viens de parler.

En effet, la plupart des anciennes dynasties étaient effrayées de me voir sur le trône. Quelques politesses que nous nous fissions, elles me considéraient encore comme un adversaire d'an-

gereux; car je ne régnais qu'en vertu d'un système qui détruisait l'autel que le temps leur avait élevé. J'étais à moi seul une révolution. L'empire les inquiétait comme la république; elles le redoutaient davantage, parce qu'il était plus vigoureux.

Avec de la modération et du temps, je serais parvenu à les rassurer; mais la malheureuse nécessité où je me trouvais de fermer Naples, la Hollande et le Hanovre aux Anglais, sema l'alarme contre moi. J'avais beau protester que ce n'était que des démarches défensives, on n'en crut rien, et les grandes puissances se persuadèrent qu'il était de leur politique de m'attaquer le plus tôt possible, c'est-à-dire avant que j'eusse pris toutes mes forces.

L'Autriche hésita néanmoins quelque temps, soit qu'elle redoutât l'issue de cette lutte où elle serait destinée à recevoir les premiers coups, soit qu'elle voulût mieux s'y préparer. Persuadé qu'il ne fallait rien précipiter, mais attendre au contraire le moment le plus opportun, le cabinet de Vienne penchait à faire des démonstrations et à obtenir un sursis par la voie des négociations; il n'était pas d'ailleurs d'accord avec les Anglais sur l'organisation à donner au continent.

Voyage en Italie.

Au moment où mes escadres faisaient voile vers la Martinique pour y assurer une jonction

plus facile et plus avantageuse que dans les mers d'Europe, je résolus de me rendre en Italie pour me faire couronner à Milan comme je l'avais été à Paris. Ce voyage remplissait plusieurs buts également importants. Le premier était d'augmenter la sécurité des Anglais et de leur donner entièrement le change sur mon projet; le second, d'imposer à l'Autriche par ma présence sur ses frontières; le troisième, d'exciter l'esprit public des Italiens, en m'offrant à leurs regards entouré d'une pompe nouvelle pour ces contrées, et qui devait ranimer en eux l'amour de la gloire et de la patrie. En me rendant à Lyon, je m'écartai pour visiter Brienne, ce berceau de mon éducation française, à laquelle je sentais tout ce que je devais, et où la fortune me ménageait un si sanglant revers. Lyon me reçut avec plus d'enthousiasme que jamais; le luxe dont j'entourais ma cour était le gage de la prospérité de ses manufactures : la gloire et l'intérêt étaient ici d'accord dans les acclamations des braves Lyonnais.

Travaux d'Alexandrie, camps de manœuvres à Marengo et Castiglione.

J'ordonnai en passant à Alexandrie les immenses travaux qui allaient en faire en quelques années la place la plus formidable de l'Europe et la clef de l'Italie. Vingt millions furent affectés à ce grand projet. Placée dans le bassin méridional du Pô, à une distance

convenable de Turin, de Gênes, de Milan, de Plaisance, de Parme, Alexandrie était destinée à devenir le refuge d'une grande armée en cas de revers, et la base offensive de toutes nos opérations dans l'Italie septentrionale. Peut-être Pavie ou Crémone eussent-elles mieux convenu pour des opérations contre l'Autriche, et pour mieux dominer la ligne du Pô; mais, comme point politique, Alexandrie remplissait mes vues. Seize régiments d'infanterie rassemblés dans un camp de manœuvres près de Marengo, pour y donner le simulacre de la bataille que nous y avions gagnée, devaient rappeler à l'Autriche toute notre supériorité sur ses armées; un autre camp de 17 régiments assemblés dans le même but autour de Castiglione, attestaient au cabinet de Vienne que j'étais prêt à me mesurer avec lui dès qu'il lui en prendrait envie.

Je me fais couronner à Milan.

Mon couronnement eut lieu à Milan le 26 mai, avec une solennité digne de la superbe cathédrale où il se fit. Jamais même sous Charlemagne une pompe pareille n'avait frappé les Italiens. Après avoir été sacré par l'archevêque-cardinal Caprara, je saisis la couronne de fer des rois lombards et la posai sur ma tête. Milan était dans un enthousiasme voisin de l'ivresse, et la Lombardie le parta-

geait d'autant plus franchement que le clergé même m'élevait aux nues comme le restaurateur des autels. Le pape, qui voyageait à deux journées de moi, avait répandu ses bénédictions sur les peuples soumis à ma puissance, et relevé ainsi l'éclat de mes lauriers aux yeux de la multitude.

La renommée n'aura pas assez de ses cent voix pour redire à nos neveux avec quelle activité je fis marcher de front, dans ce voyage, les travaux pour l'organisation de cette monarchie italienne; les ordres pour l'armée expéditionnaire de Boulogne; les instructions pour mes escadres courant les mers; les soins que réclamaient les affaires intérieures de la France; enfin, mes négociations avec l'Europe et le projet pour la réunion de Gênes à mon empire. Déjà un des plus éloquents écrivains de ce siècle (1), à qui il ne manque que des points de vue plus fermes pour égaler les plus grands historiens de l'antiquité, a pris soin de tracer cet intéressant tableau que la postérité placera à côté des plus beaux morceaux de Tite-Live. En quittant Milan, je laissai les rênes de l'Italie à Eugène avec le titre de Vice-Roi; ce jeune prince était digne, sous tous les rapports, de

(1) Mathieu Dumas, *Précis des événements militaires.*

ma confiance, il devint le plus fidèle de mes amis et un de mes meilleurs lieutenants. Peu de temps après la souveraineté de Luques fut donnée à ma sœur Élisa Bacchiochi. Je me rendis à Gênes, dont je pris possession solennellement et avec un appareil qui fit oublier un moment aux Génois le changement qui allait résulter dans leur position par l'acte de réunion du 4 juin.

Lorsque je crus le moment venu où la flotte de l'amiral Villeneuve se rapprocherait des parages de la Manche, je partis de Turin au milieu d'une parade et me rendis dans le plus grand incognito en trois jours à Paris, puis à Boulogne, où tout se disposait pour l'embarquement.

Retour de nos flottes en Europe.

Pendant que je posais ainsi à Milan, à Turin, à Alexandrie, à Mantoue et à Gênes, les pierres d'attente des plus vastes desseins, l'amiral Villeneuve faisait route pour revenir en Europe, ainsi qu'il en avait reçu l'ordre. Ce retour, auquel les Anglais n'étaient nullement préparés, était fait pour leur donner des inquiétudes : ils n'avaient que dix vaisseaux sous l'amiral Calder devant le Ferrol où l'on en comptait dix-huit, tant français qu'espagnols. Il n'y avait que cinq vaisseaux sous l'amiral Stirling devant Rochefort, où nous en avions six et autant de belles frégates, qui trouvèrent bientôt l'occasion de sortir sous les ordres de l'amiral Lallemant. Villeneuve

ayant plus de quinze jours d'avance sur les avisos anglais, il semblait facile de surprendre Calder devant le Ferrol, de lui donner chasse, de rallier l'escadre combinée de ce port, d'arriver sur Rochefort et de s'avancer avec quarante vaisseaux vers Brest. Mais par une fatalité inconcevable, les avisos anglais, favorisés par de rudes coups de vents, firent route avec une telle rapidité qu'ils arrivèrent à temps pour informer leurs stations; celle de Rochefort eut l'ordre de venir sans délai joindre Calder : dès lors la jonction projetée ne put s'opérer sans combat.

En effet, Calder, se trouvant à la tête de quinze vaisseaux et trois frégates, rencontra, le 22 juillet, à la hauteur du cap Finistère, Villeneuve qui avait dix-neuf vaisseaux et huit frégates. Un temps brumeux les empêchait de se reconnaître bien exactement; tous les deux formèrent la ligne, et se livrèrent bord à bord, une de ces batailles en ordre parallèle où l'art ne peut entrer pour rien. Deux vaisseaux espagnols maltraités tombèrent en dérive au milieu des Anglais et furent pris; d'ailleurs, aucun résultat notable ne signala cette journée.

Villeneuve donna même chasse le lendemain à l'escadre ennemie, qui fit retraite et leva la croisière du Ferrol pour aller rejoindre la flotte devant Brest; mais le gros temps le décida à

Villeneuve entre au Ferrol, et en part pour Cadix.

entrer de son côté, le 25 juillet, dans la baie de Vigo, ne pouvant à cause du vent atteindre le port qu'il cherchait à gagner. Il y revint toutefois quelques jours plus tard, et, après s'être fait joindre par cinq vaisseaux français et dix espagnols, il fit voile, le 13, avec ses trente vaisseaux pour Vigo, puis pour Cadix, où il arriva le 21 août, à l'instant même où je comptais qu'il paraîtrait devant Brest, et où Ganthearume manœuvrait pour le favoriser.

L'amiral Collingwood avait repris le blocus de Cadix; il n'avait pas la moitié de cette force, et on devait croire que Villeneuve saurait du moins en profiter pour le surprendre et l'accabler en le plaçant entre les feux de la côte et ceux de notre flotte. Il ne sut rien faire et se borna à entrer dans ce port. Il avait tellement perdu la tête par la grande responsabilité qui pesait sur lui, qu'il oublia même de laisser à Vigo des instructions éventuelles pour l'amiral Lallement qui le cherchait avec six beaux vaisseaux français sortis de Rochefort, et qui parut en effet deux jours après lui à Vigo. Mais ignorant sa marche, cet amiral se trouva hors d'état de le rejoindre, et s'en fut croiser dans l'Océan entre l'Irlande et la pointe de Biscaye.

Aussitôt que Cornwallis fut instruit de la jonction de nos flottes, il renvoya Calder avec vingt

vaisseaux au cap Finistère pour les observer ou les combattre. Ne les trouvant plus au Ferrol, l'amiral anglais poussa jusqu'à Cadix, où il se réunit avec Collingwood. Cette circonstance était faite pour assurer l'exécution de mon projet, si Villeneuve, fidèle à mes intentions, eût cinglé vers Brest. En effet, ou il eût rencontré Calder en route, ou bien ils se fussent croisés : dans le premier cas, ayant trente-huit vaisseaux contre vingt, il l'aurait battu, ce qui eût mis Cornwallis dans la nécessité de débloquer Ganteaume pour le secourir ; dans la seconde hypothèse, Villeneuve se croisant avec Calder paraîtrait devant Brest, y surprendrait Cornwallis avec des forces inférieures de moitié, ce qui était bien la chance la plus heureuse et en même temps la plus probable.

Déviant, au contraire, de mon plan, Villeneuve, au lieu de paraître en triomphe devant Brest, allait se confiner à l'extrémité de la péninsule, où il se trouvait avec trente-trois vaisseaux et 10 mille hommes de débarquement loin de tous les intérêts de la France. Suites de ses fautes multipliées.

Ainsi échoua, par la pusillanimité d'un seul homme et la circonstance fortuite de la marche rapide de deux avisos, le plan le plus profondément conçu que j'aie jamais médité ; car je veux bien croire que, malgré son peu d'énergie, Villeneuve eût pleinement exécuté sa mission, si, au

lieu de trouver au cap Finistère les deux escadres de Calder et de Stirling en mesure de le recevoir, il eût surpris devant le Ferrol le seul Calder en position de croisière et hors d'état de lutter.

La direction de Villeneuve sur Cadix ruinait tout espoir d'exécuter la descente pour cette campagne, puisque les Anglais, éclairés sur nos desseins, seraient désormais en mesure de les déjouer. D'ailleurs, les rapports que je reçus au même instant de mon ambassadeur à Vienne me signalant les préparatifs menaçants de l'Autriche, me décidèrent à tourner sur le continent qui me provoquait, les coups dont je m'étais flatté de pouvoir, si non terrasser l'Angleterre, du moins la mettre hors d'état de dominer les mers et de dicter des lois à l'univers.

L'Autriche accède à la nouvelle coalition.

En effet, mon voyage en Italie avait achevé de lever tous les doutes de l'Autriche, qui depuis quatre mois suivait avec l'Angleterre et la Russie des négociations actives pour renouer une coalition. Le général Winzingerode, aide-de-camp de l'empereur Alexandre, en était l'agent le plus actif. Nous venons de dire que le cabinet de Vienne penchait à essayer les voies d'une médiation armée avant de se décider ouvertement à une rupture. C'est le langage ordinaire de ceux qui ont besoin de gagner du temps; l'Autriche nous a montré à Prague ce qu'elle entend par médiation.

Cependant, pour complaire à François II, ou pour essayer lui-même les voies pacifiques, l'empereur Alexandre résolut d'envoyer M. de Nowosiltzof à Paris. Ce négociateur poussa jusqu'à Berlin; mais la nouvelle que je venais de réunir, le 4 juin, la république de Gênes à la France lui fit donner l'ordre de ne pas poursuivre son voyage. Cette réunion détruisait effectivement tout espoir de rapprochement, car ce territoire était le seul qu'on pût offrir au roi de Sardaigne à la place du Piémont. D'ailleurs, comment espérer de me faire renoncer à la couronne d'Italie, quand je venais de réunir plus récemment à mon empire un pays dont la paix de Lunéville proclamait l'indépendance? Dès lors la guerre était inévitable.

Mission inutile de Nowosiltzof.

Les publicistes aux gages de l'Angleterre en ont rejeté toute la faute sur moi; comme si le projet de nous arracher la Belgique et les provinces du Rhin n'était pas déja une déclaration de guerre. Cependant, je dois en convenir; de tous les actes de ma politique, il n'en est peut-être point de plus difficile à expliquer que cette réunion intempestive de la république de Gênes. Le moment n'en était point opportun; j'allais quitter l'Italie pour me rendre à Boulogne en toute hâte et faire préparer l'embarquement de mon armée pour être prêt à appareiller dès que

Villeneuve se présenterait dans la Manche. Il était de mon intérêt de ménager l'Autriche pour paralyser les intentions hostiles de la Russie. Dès que le cabinet de Vienne m'avait reconnu en qualité de président de la république italienne, j'étais fondé à espérer qu'il reconnaîtrait aussi mon titre de roi, qui ne changeait rien à l'état des choses si la couronne devait se séparer après moi. Mais ajouter à ce grief celui de détruire une république consacrée par les traités, et dévoiler ainsi, par ces réunions successives, des vues plus étendues sur le reste de la péninsule italienne, au mépris formel de tous les engagements, c'était provoquer une coalition générale au moment de faire voile vers la Tamise (1).

(1) Napoléon doit se trouver ici dans un embarras évident pour expliquer sa conduite. Il a dicté, à Ste.-Hélène, tous ses points de vue sur la descente. Il a tracé à Villeneuve des instructions qui paraissent ne laisser aucun doute sur la réalité de son projet. Beaucoup de gens n'y ont jamais cru. Ce qui est certain, c'est que la conduite de Napoléon en Italie semblait faite pour provoquer la guerre continentale, et autorise à croire qu'il aimait mieux chercher des lauriers en Autriche qu'en Angleterre. Mais s'il a voulu la guerre continentale, comment expliquer l'idée de compromettre, sans but, toutes les forces navales de l'Espagne et de la France, réunies dans la Manche? Si au

L'époque de l'adhésion tacite de l'Autriche au traité de Pétersbourg du 11 avril n'est pas connue : mais dès le milieu de juillet elle combinait un plan d'opération pour le cas où la négociation armée n'atteindrait pas son but; elle y adhéra formellement le 9 août, sauf adoption des changemens qu'elle avait proposés pour la réorganisation du continent.

Premier plan des coalisés.

Le premier plan des coalisés était de mettre 400 mille hommes en campagne, savoir : 250 mille Autrichiens, 115 mille Russes et 45 mille Suédois ou autres petits états subsidiaires des Anglais. L'Autriche trouva ces troupes insuffisantes pour agir efficacement en Italie et contre la formidable barrière du Rhin. Elle répliqua par un mémoire assez bien rédigé, où elle prétendait que l'état militaire de la France, supposé au complet à 600 mille hommes, il fallait nécessairement augmenter les forces agissantes. *Le difficile étant de faire arriver les Russes avant que je ne les prévinsse et que je ne fondisse sur les Autrichiens, on jugeait indispensable*

---

contraire il a voulu descendre en Angleterre, pourquoi ne pas différer de six mois les changemens en Cisalpine et la réunion de Gênes, qui devaient nécessairement lui amener une double guerre sur les bras ?

(*Éditeurs.*)

d'agir avec la plus forte masse en Italie et de rester sur la défensive en Allemagne. La proposition était juste; la conséquence qu'on en tirait absurde : c'est précisément parce que la réunion des Russes en Allemagne était le nœud gordien, qu'il fallait placer le gros des forces autrichiennes sur la ligne d'opérations où cette réunion devait s'opérer; ligne qui était d'ailleurs la plus courte pour moi et la plus importante. L'égoïsme du cabinet de Vienne l'aveugla; il ne faisait la guerre que pour reconquérir l'Italie, et il en conclut faussement que c'était là où il devait porter ses efforts. L'Autriche s'exagéra aussi les forces que je pourrais opposer. Elle crut qu'elle aurait sur les bras la totalité de notre état militaire, ce qui n'était pas possible, ayant tant de côtes à garder : je ne pourrais jamais lui opposer en campagne au-delà de 250 mille hommes.

Le cabinet de St.-Pétersbourg envoya le général Winzingerode à Vienne pour discuter et convenir du plan définitif. Il observait que de Brody à Braunau, les Russes avaient 284 lieues, et de Boulogne à Braunau, la grande armée en aurait 274. Ainsi, en comptant le temps nécessaire pour que je pusse recevoir la nouvelle de l'entrée des Russes sur le territoire autrichien, et celui de mettre l'armée en marche par diffé-

rentes lignes d'étapes pour traverser la France, les Russes devaient arriver avant moi sur l'Inn, et même sur l'Iser. Alexandre promit qu'il tiendrait de bonnes réserves toutes prêtes, de manière à excéder encore le contingent auquel il s'engageait.

L'Autriche se décida, et il fut définitivement arrêté : Plan définitivement arrêté par les coalisés.

1° Quelle agirait,

en Italie, avec	130 mille fantassins et	13,500 chev[x].
en Tyrol, avec	50 mille hommes et	2,000 »
en Allemagne, avec	66 mille fantassins et	23,000 »
en corps détachés,	28 mille hommes et	1,500 »
TOTAL...	274 mille fantassins et	40,000 chev[x].

2° Que la Russie porterait 100 mille hommes en Allemagne, dont la moitié y serait rendue vers le 20 octobre; qu'elle ferait partir un corps de Corfou pour débarquer à Naples, s'y réunir aux Anglais et aux Napolitains, et marcher de concert sur le Pô. Un troisième corps anglo-russe descendrait dans le Hanovre et dans la Poméranie, et se joindrait à l'armée suédoise sous les ordres du roi Gustave IV; enfin, une quatrième armée russe assemblée sur le Bug, aux portes de Varsovie, menacerait la Prusse, soit pour la contenir, soit pour l'entraîner.

Cependant les espérances des cabinets coalisés Efforts des

coalisés pour entraîner l'Allemagne.

se brisèrent contre la ferme volonté de Frédéric Guillaume, qui voulait à tout prix conserver sa neutralité. Les alliés lui demandèrent même le passage par la partie polonaise de ses états, et il n'y répondit qu'en assemblant aussitôt sur la Vistule des forces suffisantes pour faire respecter son territoire.

Je ne reçus qu'un peu tard des avis certains sur les vues de la coalition; mais dès le mois de juillet, j'eus des indices de son existence par les rassemblements des Autrichiens en Italie, et des Russes sur le Bug. Ces derniers ne m'eussent pas inquiété, si l'Autriche fût restée neutre dans ma lutte avec l'Angleterre. Je lui fis demander des explications par Talleyrand; Cobentzel en donna de mauvaises. Je fis signifier au cabinet de Vienne qu'il retirât ses troupes, ou que je prendrais ses armements pour une déclaration de guerre. En attendant, nous nous apprêtions de part et d'autre au combat.

L'Autriche, appréciant de quel intérêt la Bavière pouvait être pour elle, fit tous ses efforts pour l'entraîner dans l'alliance: elle n'y réussit pas; l'électeur Maximilien Joseph se rappelait trop bien le rôle joué par ses ancêtres, et les prétentions récentes du cabinet de Vienne pour s'agrandir à ses dépens; il était d'ailleurs personnellement attaché à la France, et certain que

j'arriverais à temps pour le secourir, ce prince résolut de se jeter dans nos bras, si les troupes impériales envahissaient ses états.

L'électeur de Wurtemberg inclinait pour la coalition, aussi-bien que celui de Baden, et leurs relations de famille avec la Russie rendaient la chose toute naturelle; mais leur proximité de Strasbourg et de Mayence leur faisait craindre d'en être victimes, et donnait du poids aux démarches de mes ministres pour les attirer dans nos rangs.

Les Autrichiens ouvrirent la campagne plus maladroitement qu'ils ne l'avaient jamais fait. Ils s'imaginèrent me prendre au dépourvu. Cette prétention leur fut funeste. Je m'étais mis en mesure de frapper sur la Tamise, si le continent demeurait tranquille; ou sur le Danube, si le continent me provoquait et me forçait à renoncer à ma grande entreprise. J'étais parti de Paris pour Boulogne en annonçant à Cobentzel que je ne voulais que la paix du continent, et que, plein de confiance dans les protestations pacifiques de son maître, j'allais donner la dernière main aux préparatifs de descente. J'avais prescrit de fréquents simulacres d'embarquement pour habituer les troupes à l'exécuter en peu de temps; nous étions parvenus à mettre 150 mille hommes à bord, prêts à appareiller en

Les Autrichiens entrent en Bavière.

une demi-heure; le matériel était embarqué depuis long-temps : j'ordonnai de redoubler ces simulacres, de mettre embargo dans tous les ports. Une avant-garde du corps de Ney appareilla de Montreuil pour longer la côte et se réunir au camp de Boulogne. Le corps de Soult fut embarqué tout entier durant deux jours : mes équipages le furent aussi. Ces mesures trompèrent Cobentzel; il annonça à Vienne que dans huit jours je serais en mer. Les Autrichiens le crurent sur parole, et inondèrent aussitôt la Bavière avec 84 mille hommes sans attendre les Russes. Ils se flattaient d'entraîner ainsi l'électeur dans leur parti de gré ou de force, ce qui leur eût procuré un renfort de 20 mille hommes, et l'avantage de porter le théâtre de la guerre jusque sur le Rhin; mais c'était éloigner le moment de la jonction avec la grande armée russe, et en augmenter les difficultés.

Leur calcul fut doublement trompé; Maximilien Joseph, instruit des projets de l'ennemi, se prépara à partir de Munich, et dès que les Autrichiens passèrent l'Inn, il se retira à Wurtzbourg avec toute son armée et sa cour. Les Autrichiens n'en continuèrent pas moins leur marche qui n'était dès lors plus qu'une extravagance sans but. Après avoir traversé la Bavière et franchi l'Iser et le Lech, ils virent

s'établir sur le Danube et l'Iller. L'archiduc Ferdinand les commandait de nom; mais il avait ordre de déférer entièrement aux avis du général Mack, que toute l'Allemagne croyait un grand général, quoiqu'il eût déjà montré son incapacité en Flandres et à Naples. L'archiduc Jean avec 40 mille hommes occupait le Tyrol. Une autre armée de 100 mille hommes, aux ordres de l'archiduc Charles, s'avança sur l'Adige, prête à envahir l'Italie.

La nouvelle des préparatifs hostiles du cabinet de Vienne et des menaces qu'il faisait à la Bavière et à l'Italie, arriva presque en même temps que celle du combat livré par Villeneuve à l'amiral Calder et de sa retraite sur Vigo.

L'armée quitte les côtes de la Manche, et marche sur le Danube.

Lors même que l'expédition eût été mon unique projet, il fallait bien y renoncer dans de pareilles circonstances. En 24 heures, mon armée, prête à tout, fit demi-tour à droite et se mit en marche pour l'Allemagne: l'embargo fut mis sur la poste aux lettres, et depuis six jours nos colonnes filaient à marches forcées sur la Lorraine, qu'on ne songeait encore à Paris qu'à leur embarquement. Cependant je ne pouvais pas laisser mon immense flotille aux coups des Anglais: j'organisai un corps d'armée à Boulogne avec

32708

les 3es bataillons (les bataillons de dépôt) de la grande armée et j'en laissai le commandement à Brune. Un autre corps sous Collaud garda Anvers et Flessingue; enfin quatre camps de réserve furent établis à Strasbourg, Mayence, Juliers et Alexandrie. Les maréchaux Lefèvre et Kellermann organisaient à Mayence les conscrits destinés aux corps de la grande armée et en formaient, en attendant de les faire entrer en ligne, des divisions de réserve et de garnison. Indépendamment de ces forces susceptibles d'être mobilisées, il fallait mettre nos autres ports, nos côtes et celles de Hollande, à l'abri de tout danger, et préparer les moyens secondaires pour porter toute notre énergie au-dehors. Je fis rétablir l'institution si précieuse des gardes nationales, en me réservant toutefois le droit d'ordonner moi-même leur organisation, et de déterminer l'époque et le nombre de celles qui seraient mobilisées. Ce moyen pouvait nous donner au besoin 100 mille hommes pour la garde de l'intérieur, et c'était beaucoup. Une conscription de 80 mille hommes fut décrétée pour pourvoir à temps au recrutement, et tenir les corps actifs au complet. Des marchés considérables furent passés pour organiser à Strasbourg les transports d'artille-

rie, avec des chevaux et conducteurs soudoyés en Alsace, en Suisse, en Lorraine.

Je devais croire aussi que les Anglais et les Russes reprendraient le projet d'une descente en Hollande, ou du moins qu'ils viendraient reprendre possession du Hanovre, et que, basés sur ce pays, ils pourraient bien inquiéter la république batave. Je proposai à la Prusse d'occuper cet électorat que Bernadotte quittait pour marcher en Autriche; et dans l'incertitude du parti qu'elle prendrait, je chargeai mon frère Louis du commandement en Belgique et en Hollande.

Masséna, qui commandait 50 mille hommes en Italie, eut la tâche de s'opposer aux forces doubles de l'archiduc Charles. St.-Cyr devait d'abord s'emparer de Naples, et licencier l'armée avant que les Russes et les Anglais pussent le prévenir et l'attaquer : mais un traité de neutralité ayant été signé le 27 septembre avec le duc de Gallo, ministre du roi de Naples; pour mettre les états de son maître à l'abri des Anglais et de la coalition, St.-Cyr dut alors évacuer le royaume en toute hâte pour se porter sur l'Adige et renforcer Masséna.

Je me réservais à la tête de la grande armée de punir Mack de la témérité avec laquelle il venait s'offrir à mes coups. Nos colonnes

Passage du Rhin.

volèrent sur le Rhin avec une grande rapidité. Les réserves de cavalerie sous les ordres de Murat, soutenues du corps de Lannes, passèrent ce fleuve à Kehl le 25 septembre (1). Ils

---

(1) ÉTAT DE LA GRANDE ARMÉE EN 1805.

Bavarois, 2 divisions, Wrède et Deroi.

1er Corps, Bernadotte; 4 divisions d'infanterie, Drouet, Rivauld; cavalerie, Kellermann.

2e Corps, Marmont; divisions Boudet, Grouchy, Dumonceau; cavalerie, Guérin.

3e Corps, Davoust; division d'infanterie, Bisson, Friant, Gudin; cavalerie, Fauconnet.

4e Corps, Soult; divisions d'infanterie, Saint-Hillaire, Vandamme, Legrand; cavalerie, Margaron.

5e Corps, Lannes; divisions Suchet; Gazan, Oudinot, grenadiers réunis.

6e Corps, Ney; divisions, Dupont, Loison, Malher; cavalerie, Colbert, dragons à pied, commandés par Baraguey d'Hilliers.

7e Corps, Augereau; divisions Desjardins, Mathieu.

Réserve de cavalerie sous Murat.
- divisions de cuirassiers, Nansouty, d'Hautpoult.
- — de dragons, Klein, Walter, Beaumont, Bourcier.
- — légère, Treillard.

Gardes, Mortier; gardes à pied, 8 bataillons; Bessières, gardes à cheval, 14 escadrons.

N. B. Soult avait d'abord 4 divisions, mais Suchet en fut détaché. Mortier eut ensuite un corps tiré des autres: il eut les divisions Dupont, Gazan et Dumonceau.

menaçaient ainsi les débouchés de la forêt Noire, pour donner le change à l'ennemi et masquer les manœuvres tendant à tourner sa droite. Le 26 septembre, les corps de Ney, de Soult et de Davoust effectuèrent également leur passage; le premier débouchant vis-à-vis de Carlsruhe, se dirigea sur Stuttgard. L'électeur de Wurtemberg refusa de laisser passer son quartier-général à Louisbourg, et les troupes électorales, faute d'ordres, lui ayant fermé les portes de Stuttgard, Ney fit avancer son artillerie pour les enfoncer. Le général Pfuhl jugea plus prudent de les ouvrir, et fut improuvé par son maître. Soult traversa le fleuve à Spire, se dirigeant sur Heilbronn; et Davoust à Manheim, se dirigeant sur Neckar-Els. Marmont passa à Mayence et se porta à Wurtzbourg, où il trouva le corps de Bernadotte, venant du Hanovre, réuni à l'armée bavaroise qui comptait environ 25 mille hommes.

Pendant que ces mouvements préparatoires s'exécutaient, j'eus soin de m'attacher l'électeur de Wurtemberg, un peu exaspéré de la manière dont Ney avait forcé l'entrée de sa capitale. Dès mon arrivée à Louisbourg, je conclus avec ce prince un traité qui m'assurait un corps auxiliaire de 8 mille hommes. J'en avais déja fait un pareil depuis trois se-

maines avec l'électeur de Baden pour un corps de 4 mille hommes. Celui de Hesse-Darmstadt en promit autant. Ces troupes ne prirent aucune part à la guerre; mais elles servirent à garder mes communications, et cela valait mieux que de les compter dans les rangs ennemis.

Direction de mes masses sur Donawerth.

La force totale des troupes que j'avais à ma disposition à la droite du Rhin s'élevait à 180 mille hommes, en comptant les Bavarois. Je résolus de mettre à profit cette supériorité pour détruire l'armée ennemie en me jetant sur ses derrières et en coupant ainsi ses communications avec les Russes qui arrivaient par la Moravie. Les corps de Ney, de Soult, de Lannes, la cavalerie de Murat et ma garde, se dirigèrent vers Donawerth et Dillingen; les corps de Davoust et de Marmont marchèrent à Neubourg; et Bernadotte, joint aux Bavarois, se dirigea sur Ingolstadt. Les deux derniers traversèrent dans leur marche, la principauté d'Anspach, possession prussienne qui se fiait sur sa neutralité. Cette circonstance que je crus insignifiante, d'après ce qui s'était passé en 1796 et 1800, pensa nous brouiller avec la Prusse. (1) Augereau, qui venait de

(1) En 1796, Jourdan et l'archiduc Charles passèrent sur

Brest avec le 7^{e} corps, ayant plus de chemin à faire, fut destiné à couvrir notre droite du côté des Grisons et à garder l'espace entre le Rhin et le haut Danube.

Si les Autrichiens avaient commis une faute grave en prenant trop tôt l'initiative, ils étaient du moins excusables par l'espoir qu'ils avaient eu d'entraîner la Bavière, de gré ou de force dans leur parti ; mais lorsque le départ de la cour de Munich et de son armée pour Wurtzbourg eut détruit cette espérance, on ne comprend pas qu'ils aient poursuivi leur marche jusqu'à Ulm, et qu'ils y soient restés. S'ils avaient le moindre renseignement de la rapidité avec laquelle mes colonnes volaient de Boulogne sur le Rhin, ils seraient impardonnables d'avoir compromis le succès de la campagne, en engageant partiellement des forces dont l'accord seul pouvait faire triompher la coalition : s'ils l'ignoraient, la chose était encore plus absurde, car toute la France et l'Allemagne le savaient.

Mack commet la faute de m'attendre sur le Danube.

Je ne perdis pas une minute pour punir Mack de cette bévue. Nous étions établis sur

Mon armée tourne la droite des Autrichiens à Donawerth, et se jette sur leurs derrières.

plusieurs points du territoire neutralisé par les Prussiens : en 1800, Starray et Augereau combattirent aussi vers Nuremberg, sur le même territoire.

le Danube, comme en 1800 nous l'étions sur le Pô. La conduite de Mack nous secondait merveilleusement. Ce trop fameux disciple de Lascy ne sut prendre aucun parti décisif. Il s'était flatté de couvrir la ligne du Danube en portant sa droite vers Rain sous le général Kienmayer, son centre à Guntzbourg et la gauche sous le canon d'Ulm. Il se mettait ainsi en bataille faisant face du côté du Rhin, quand nous débouchions déjà sur l'extrémité de sa ligne pour l'assaillir à revers.

Kienmayer était trop faible pour nous empêcher seul de passer le Danube. Le 6 octobre, Vandamme, soutenu des autres divisions de Soult, s'empara du pont de Donawerth ; le lendemain, Murat avec sa cavalerie passa à la rive droite et poussa jusqu'à Rain, après avoir forcé le passage du Lech. Kienmayer se replia sur Aicha. Davoust et Marmont débouchèrent par Neubourg dans la même direction. Le 8, Soult se porta directement de Donawerth à Augsbourg. Ney remonta la rive gauche du Danube, de Dillingen à Guntzbourg ; Murat, suivi de Lannes, remonta la rive droite du fleuve. Arrivé à Wertingen, il y trouva un corps de douze bataillons que le général Auffemberg amenait d'Inspruck, et que Mack dirigeait trop tard au secours de Kienmayer. Notre ca-

valerie, aidée des grenadiers d'Oudinot, dispersa ce corps et lui enleva trois mille prisonniers. D'un autre côté, Kienmayer n'osa pas accepter le combat et se replia sur l'Iser. Le 9, Soult arriva à Augsbourg, et Marmont s'y porta également. Davoust prit par Aicha. Murat avec sa cavalerie, s'établit à Zumarshausen. Plus de 120 mille hommes s'étaient ainsi répandus comme un torrent sur les communications de l'ennemi avec Vienne.

Mack perd la tête.

Mack, frappé de cécité et ne comprenant rien à nos manœuvres, crut se tirer d'embarras par un changement de front en arrière; il étendit sa droite vers Memmingen, son centre entre l'Iller et Gunzbourg, et maintint la gauche sous le canon d'Ulm, sans avoir aucun projet arrêté pour parer aux chances qui le menaçaient (1). Je fis mes dispositions en conséquence. Bernadotte et Davoust reçurent ordre de se rendre à Munich, autant pour suivre Kienmayer que pour contenir l'armée russe qui accourait à son secours, et avait dépassé Lintz. Soult se porta par Landsberg à Memmingen, afin de fermer à Mack le chemin

(1) Les Autrichiens n'ayant rien publié sur leurs désastres de cette campagne, on n'a jamais bien connu les opérations et les combinaisons de Mack.

du Tyrol. Moi-même je me dirigeai sur Ulm par la rive droite du Danube, avec la cavalerie de Murat et les corps de Lannes et de Marmont.

Manœuvre pour lui couper la route de la Bohême.

Ce n'était pas tout de couper Mack de sa base de l'Inn et de la grande route de Vienne par Munich; le but de ce général étant sa jonction avec les Russes, il aurait pu aisément gagner la Bohême, en filant d'Ulm par la gauche du Danube sur Nordlingen et Monheim. Ce mouvement était d'autant plus à craindre, que l'ennemi en se dirigeant sur nos derrières eût enlevé tous nos parcs, nos dépôts et nos traînards; et qu'en détruisant les ponts du Danube, il ne risquait rien de notre part. J'avais prévu tous ces inconvénients en renforçant Ney de la division Gazan, des dragons à pied de Baraguey d'Hilliers, et de la division de cavalerie Bourcier. Il lui fut ordonné de remonter la rive gauche du Danube avec 40 mille hommes, dans le triple but de couvrir nos communications, de couper celles de l'ennemi et de masquer Ulm, seul débouché des Autrichiens. Cependant, pour ne pas me priver entièrement de la coopération d'une force si considérable, je prescrivis à Ney de s'emparer des ponts sur le Danube, et d'y faire passer des avant-gardes qui seraient chargées

de les couvrir et d'informer le maréchal de ce qui se passerait de mon côté, afin qu'il pût venir prendre part à la bataille décisive, si elle se se livrait à sa portée. Il eut à cette occasion une belle affaire à Gunzbourg, dont il emporta le pont; il occupa de même ceux d'Elchingen et de Leipheim. Sa droite sous Dupont s'établit à Albeck. L'arrivé de Murat à Burgau contribua à lui assurer ces succès, en prenant à revers les troupes qui lui étaient opposées.

Fautes de Murat.

Bien que nous fussions supérieurs en nombre, ces mouvements multipliés avaient un peu éparpillé l'armée; et me rappelant l'échauffourée de Marengo, je crus en éviter la récidive en confiant à Murat les corps de Ney, de Lannes et des réserves de cavalerie, pour donner plus d'ensemble à mes détachements. Cette mesure me permettrait aussi de voler de ma personne au-devant de Russes, s'ils débouchaient sur Munich avant que Mack ne fût détruit. J'eus lieu de m'en repentir : Murat ne comprit point les motifs des instructions à Ney; il se persuada que l'ennemi se concentrait derrière l'Iller pour se baser sur le Tyrol, et ordonna au maréchal de quitter entièrement la rive gauche du Danube, afin de s'avancer de Gunzbourg et d'Elchingen sur la Roth, et de là sur Ulm et Wiblingen. C'était découvrir en-

tièrement la route de Bohême et nos propres communications. Heureusement que Ney prit sur lui de n'en exécuter qu'une partie : il fit passer la division Loison d'Elchingen sur la Rotl, et se disposa à l'aller joindre par Leipheim à Kissendorf ; mais il laissa Dupont et Baraguey d'Hilliers sur la rive gauche du Danube, en dépit des ordres du grand-duc de Berg.

Je ne fus instruit de cette particularité que plus tard ; elle me donna une grande idée du talent de Ney ; je sus, depuis que j'en étais redevable à un de ses officiers.

Mesures de Mack pour se sauver.

Mack, revenu enfin de la stupeur où nos manœuvres hardies et rapides l'avaient plongé, sentit qu'il était temps de chercher une issue. Un conseil de guerre fut assemblé, et après d'orageuses délibérations, il décida, dit-on, que l'archiduc Ferdinand se mettrait à la tête d'un corps d'élite de 20 mille hommes pour s'ouvrir un passage par la route de Heidenheim et Nordlingen (1). Mack tiendrait Ulm avec le

(1) Les Autrichiens n'ayant jamais rien publié sur cette désastreuse campagne, nous n'avons rien appris de leurs opérations que par ouï-dire. Les uns portent ce conseil à la suite de l'affaire de Gunzbourg, le 10 ; d'autres seulement après l'affaire d'Elchingen, dans la nuit du 14 au 15. L'archiduc et Mack ne furent pas d'accord.

reste pour favoriser ce mouvement, et sans doute il se flattait de pouvoir ensuite se jeter lui-même en Tyrol. S'il est vrai que les généraux autrichiens aient adopté ce plan de retraite excentrique à la Bulow, cette résolution était le digne complément de toutes les sottises qu'ils avaient déja commises. C'était en jetant 4 mille hommes seulement dans Ulm et se serrant en masse avec tout le reste qu'ils pouvaient se flatter de gagner ou la Bohême ou le Tyrol, et non en se morcelant sur toutes les routes. En agir ainsi, c'était vouloir ruiner leur armée en détail.

Quoi qu'il en soit, un corps de 25 mille hommes était sorti d'Ulm par la rive gauche le même jour où Ney, mal dirigé par Murat, rappelait la division Loison, d'Elchingen sur la Roth, et partait de Gunzbourg avec celle de Malher pour la joindre : mes généraux semblaient s'être ainsi donné le mot pour ouvrir à l'ennemi une issue qu'il ne devait plus espérer. Pour surcroît de contrariété, Baraguey d'Hilliers, chargé de se réunir à Dupont vers Albeck afin de marcher de concert sur Ulm, n'en fit rien. Dupont, arrivé seul le 11 octobre au village de Haslach, avec 6 bataillons et 3 régiments de cavalerie, y donna sur tout le corps de bataille de Mack. La fortune répara ces fautes. Combat de Haslach.

Le général autrichien voulut s'étendre par ses ailes pour envelopper notre petite troupe : sa nombreuse cavalerie fit des mouvements à perte de vue, et courut au loin à gauche pendant que Dupont réunissait ses efforts sur le centre à Jungingen. Ce village fut pris et repris jusqu'à six fois. La 9^{e} légère, qui avait mérité à Marengo le surnom d'incomparable, et la brave 32^{e}, l'honneur de l'ancienne armée d'Italie, s'immortalisèrent dans cette occasion. Grace à tant de vaillance, Dupont enfonça la 1re ligne ennemie, enveloppa et prit une colonne isolée, se maintint jusqu'à la nuit, et se mit avant le jour en retraite sur Albeck, emmenant près de 3000 prisonniers. Il laissait à la vérité un champ de bataille jonché du tiers de sa division : la cavalerie, qui s'était promenée derrière lui, enleva 9 pièces de canon et ses équipages; mais il avait triomphé avec 7 mille hommes de plus de 20 mille et arrêté le mouvement de l'ennemi; il revenait couvert de gloire et de trophées. Baraguey d'Hilliers, qui devait le seconder, s'arrêta lâchement à Languenau sous prétexte de ne pas compromettre ses troupes; étrange manière de voler au secours de son collègue! Le lendemain, Ney, induit en erreur par Murat qui prétendait toujours livrer bataille sur l'Iller, avait rappelé Dupont à Gunzbourg

pour ne pas le laisser compromis seul sur la rive gauche.

J'appris à Augsbourg, le 12, le mouvement que Murat avait prescrit à Ney ; j'avais eu d'abord le projet de me porter avec Davoust sur Munich où l'on craignait l'approche des Russes et de l'archiduc Jean ; mais je sentis que, sans ma présence sur le Danube, on ne ferait que des sottises ; je me rendis en toute hâte à Pfaffenhofen, et dirigeai ma garde sur Gunzbourg. Marmont marcha sur l'Iller ; Lannes dut garder Weissenhorn et Pfuhl ; Soult se rabattit de Landsberg sur Memmingen pour couper la route du Tyrol. Je reçus, dans la matinée du 13, l'avis du combat inégal soutenu par Dupont ; il n'y avait pas de temps à perdre, je courus à Kissendorf au quartier général de Ney, à qui j'avais déja fait réitérer par Berthier l'ordre de reprendre la position d'Elchingen, ne comprenant rien aux motifs qui avaient pu la faire abandonner. Ce maréchal venait de partir pour Fallheim dans l'intention de reprendre le pont d'Elchingen où une canonade assez vive se faisait entendre.

Je cours sur le Danube pour investir Ulm.

Mack, instruit le 12 de la disparition de Dupont, avait lancé le corps de Werneck pour le suivre à Albeck ; le corps de Laudon dut se porter à Elchingen afin de masquer ce débouché. Le général autrichien ne savait où donner de

Les Autrichiens occupent Elchingen.

la tête; à peine était-il débarrassé de Dupont qu'il apprit que Soult venait de tomber sur son extrême droite à Memmingen, d'investir la division de Spangen dans cette ville, et de refouler les troupes de Wolfskehl sur Ochsenhausen. Il fit partir en toute hâte le général Jellachich d'Ulm le 13 pour aller couvrir cette route, et peut-être même pour délivrer Spangen. Il était déja trop tard : enveloppé par 25 mille hommes dans une ville ceinte de murailles et d'un vieux parapet, manquant de vivres et de munitions, Spangen s'était rendu le 13 avec environ 7 mille Autrichiens. L'idée de pousser Werneck sur Heidenheim tandis que Jellachich s'en allait vers Biberach, montre assez à quel ennemi nous avions à faire.

Ils détachent Jellachich sur Biberach.

Les divisions autrichiennes de Laudon et de Riesch, campées sur les hauteurs d'Elchingen, devaient protéger la marche de Werneck et sans doute, celle de l'armée qui se disposait à le suivre. C'était leur avant-garde qui, au moment de mon arrivée à Kissendorf, fit attaquer, le 13 octobre, le pont d'Elchingen où le général Malher n'avait qu'un régiment : l'officier qui y commandait fit couper une arche pour se couvrir contre des forces supérieures, en se repliant sur la rive droite. Ney, qui voyait réaliser tout ce qu'il avait prédit à Murat, se

Ils brûlent le pont d'Elchingen.

hâta de rassembler la division Malher sur ce point, et il y marcha lui-même avec celle de Loison. Les Autrichiens, menacés à leur tour par l'approche de ces forces, n'eurent rien de mieux à faire que d'incendier le reste du pont; ce qu'ils ne purent néanmoins exécuter qu'en partie.

Ney fit tous les préparatifs pour le rétablir, afin de forcer le passage et de retourner à la rive gauche où il était trois jours auparavant. Je trouvai ainsi à mon arrivée tout le mal réparé et mes dispositions prévues et parfaitement exécutées : il s'agissait de combiner les moyens d'y faire concourir le reste de mon armée. Lannes, qui occupait Pfuhl et Kirchberg en face d'Ulm, dut se préparer à soutenir Ney au besoin; Marmont reçut l'ordre de venir relever Lannes dans sa position et de se mettre à cheval sur l'Iller. Soult, aussitôt qu'il eut fait mettre bas les armes aux Autrichiens qu'il cernait à Memmingen, se dirigea vers Achstetten, afin de couper la route de Biberach. Dupont, recevant l'ordre de se porter de nouveau de Brenz sur Albeck, aurait favorisé Ney dans l'attaque d'Elchingen. Tout se disposait ainsi pour l'entier investissement de l'ennemi : quelque parti qu'il prît désormais, sa perte dépendait de la journée du 14.

Ney se dispose à réparer les fautes commises.

Bataille d'Elchingen.

Il faisait depuis plusieurs jours un temps affreux; nous étions dans la boue jusqu'aux genoux; le Danube était débordé; le pont, en partie brûlé, venait d'être réparé imparfaitement. Le 14 octobre au matin, le temps s'éclaircit un peu; Ney en grande tenue passa au point du jour avec les voltigeurs du 6e léger et les grenadiers du 39e. Le village d'Elchingen s'élève en amphithéâtre sur la berge à quelque distance du Danube; il est entouré de jardins clos de murs qui se dominent successivement, et un vaste couvent en couronne la sommité. C'est un des postes les plus formidables qu'on puisse imaginer. Il fallut emporter les premières maisons pour protéger le passage et la formation des troupes, ensuite débusquer l'ennemi de maison en maison à mesure que nos pelotons débouchaient. Une telle opération, exécutée en face de 15 mille hommes et de 40 pièces de canon, exigeait toute l'intrépidité de Ney qui ne déploya jamais un courage plus brillant (1).

Après quelques chances balancées, le couvent

(1) Il avait eu une altercation vive avec Murat, et comme pour le provoquer à un défi de bravoure, il s'était mis, en grande tenue, à la tête de la colonne dont il dirigea chaque bataillon : présent partout où le danger se montrait, il semblait chercher le trépas; la mort ne voulut pas de lui.

fut escaladé par le 6e léger, et toute la division parvint à s'établir sur le plateau, gagnant la gauche de l'ennemi par la chapelle de St.-Wolffgang. Ici une bataille rangée s'engage; Ney sent qu'il faut opérer un changement de front pour ne pas être culbuté au Danube et pour débarrasser le passage; mais en étendant sa droite sur les hauteurs il faut assurer sa gauche, point décisif où les Autrichiens tiennent à la faveur d'un bois et d'où ils peuvent reprendre Elchingen. L'intrépide 69e régiment est chargé d'emporter ce bois qui doit être la sauve-garde de notre nouvelle ligne. Il s'y précipite avec enthousiasme; la terreur devance ses pas et la mort l'accompagne: tout ce qui résiste est renversé.

Dans le même temps la cavalerie de Colbert et de Bourcier exécute des charges brillantes, soutenue par l'infanterie de Loison; bientôt la division Malher défile à son tour sur le pont et vient mettre Ney en état de poursuivre ses succès. L'ennemi enfoncé est rejeté par Kesselbrun sur Haslach dans la direction d'Ulm avec perte de 20 canons et 3 mille prisonniers: un corps détaché parvient seul à prendre le chemin d'Albeck où tout porte à croire que la division Laudon devait se retirer pour suivre Werneck. Ney, informé de la présence d'un corps ennemi sur la droite, ne crut pas devoir passer la nuit

vers Haslach, et pour mieux protéger les ponts, il revint sur les hauteurs d'Albeck où il plaça son quartier-général.

Pendant que Ney cueille des lauriers si chèrement achetés, le général Dupont lutte entre Albeck et Languenau contre l'infanterie de Werneck qui semble vouloir prendre l'offensive.

Investissement d'Ulm.

Le 15 au matin, les armées sont encore en présence, mais dans une position telle que la ruine de celle de l'ennemi est inévitable. Mack, avec sa gauche devenue la droite, occupe les hauteurs de Lahr et de Mohringen devant Ulm; Werneck s'étend au nord jusqu'au-delà d'Albeck vers Nerenstetten.

La pluie qui a cessé le 14, reprend de plus belle, malgré un temps affreux nos troupes redoublent d'ardeur. Ney dirige les deux divisions Loison et Malher sur Haslach : la cavalerie de ma garde le soutient. Dupont, qui est encore isolé, se trouve entre Albeck et Languenau en face de forces supérieures. Lannes passe le pont d'Elchingen, et cherche à rétablir celui de Thalfingen pour venir seconder Ney; Marmont le remplace sur les hauteurs de Pfuhl et au pont de Kirchberg sur l'Iller; Soult continue à s'approcher d'Ulm, au sud, par la route de Biberach; enfin Murat, avec la cavalerie, débouche aussi d'Elchingen sur les hauteurs de la rive gauche.

On voit par ces positions que les Autrichiens, tournant le dos au Rhin, semblent avoir pris la place de mon armée, qui, à son tour, paraît venir de Vienne et avoir pris la place des Autrichiens. C'était la répétition de Marengo avec plus de chances et de supériorité encore en notre faveur. Le combat ne fut pas long; Mack, renonçant à l'espoir de tenir devant Ulm; rentre dans la place (1). Son arrière-garde est pressée, partout l'ennemi épouvanté fuit en désordre.

Ulm, revêtue d'une enceinte bien bastionnée avec fossés pleins d'eau, est située dans un fond dominé par les hauteurs du Michelsberg et de la Tuilerie. Kray y avait établi, en 1800, un fort camp retranché, seul système par lequel la place soit susceptible d'une longue défense. Dès lors les ouvrages extérieurs avaient été rasés : Mack avait commencé à en faire relever le relief, mais ce travail n'était qu'ébauché. Ney se jette à la tête de la division Malher sur le Michelsberg; la redoute est enlevée; Loison suit de près; Suchet enlève l'ouvrage de la Tuilerie.

Maître du Michelsberg et plongeant entière- Ney veut l'emporter.

(1) On croit que ce fut ici seulement que l'archiduc Ferdinand, voyant qu'on était séparé de Werneck, résolut de partir avec 5 mille chevaux pour se réunir à lui et gagner la Bohême.

ment sur la ville, Ney aperçoit encore quelques Autrichiens au dehors et lance le 5o^{e} régiment sur la porte de Stuttgard. Son but était d'effrayer l'ennemi et de le sommer ensuite de se rendre, car aucune disposition n'était faite pour soutenir cette tentative. Les braves du 5o^{e}, jaloux de n'avoir pris aucune part à l'affaire d'Elchingen, abordent impétueusement l'ennemi, pénètrent pêle-mêle avec lui jusque sous la porte; un bataillon se jette même dans le retranchement de droite. Suchet, apercevant cette attaque, y envoie le 17^{e} léger sans savoir quel est le but de Ney: ce régiment s'entasse à la porte avec le 5o^{e}; mais les Autrichiens, découvrant du haut des remparts que l'effort est isolé, reprennent courage, enlèvent les premiers pelotons qui ont pénétré, et referment la herse. Ney, satisfait, envoie un officier pour sommer Ulm et menace Mack d'une attaque plus sérieuse.

Murat marche contre Werneck.

Pendant ces tentatives audacieuses, Dupont se trouve pressé entre Albeck et Languenau par Werneck. On ignore si celui-ci, coupé d'Ulm par le combat d'Elchingen, cherche à se rapprocher de Mack, ou s'il ne veut que s'emparer de Languenau pour assurer sa retraite. J'avais peine à croire à ce rapport. Éclairé enfin sur l'état des choses, et voyant que décidément l'ennemi est coupé en deux, j'ordonne aussitôt à

Murat de marcher par Albeck avec trois divisions de dragons pour seconder Dupont : je prends toutes les dispositions pour renforcer les postes de Guntzbourg et de Donawerth par les dragons à pied, et je m'attache plus particulièrement à consommer la ruine de la moitié de l'armée ennemie qui s'est sauvée dans Ulm, persuadé que l'autre ne saurait échapper à nos escadrons. L'archiduc Ferdinand y était entré avec Mack; mais le prince, voyant le sort inévitable qui allait frapper les débris de son armée, résolut de se mettre à la tête de ce qui lui restait de cavalerie, de se jeter par Geislingen sur Aalen, pour aller rejoindre l'infanterie de Werneck et gagner avec lui la Bohême (1).

Le lendemain 16, je fis lancer quelques obus sur Ulm; à la suite de cette menace, j'envoyai le colonel Ségur pour sommer Mack en le menaçant de l'assaut et de la perte de la garnison : je l'autorisai à accorder six jours. Mack en demanda huit; il prétendait être soutenu par les Russes qu'il croyait à Dachau; il se vanta au parlementaire d'être fermement résolu de manger ses trois mille chevaux plutôt que de se

Je fais sommer Mack.

(1) Tels sont les renseignements reçus par Napoléon; d'autres versions feraient croire que l'archiduc dut commencer sa retraite avant l'affaire d'Elchingen.

rendre ; c'était avouer qu'il manquait de vivres, et j'avais bien calculé que son invasion avait été trop rapide pour lui donner le temps d'amasser de grands magasins. Tout ce qu'il avait amené ou requis dans le pays suffit à peine pendant les quinze jours qu'il chôma sur l'Iller.

Ségur fut renvoyé à Ulm le 17 : Berthier l'y suivit de près, et après quelques pourparlers, Mack envoya le prince de Lichtenstein à mon quartier-général pour en finir. Je lui peignis en couleurs les plus noires la situation désespérée dans laquelle il se trouvait ; je lui parlai d'assaut, lui rappelant qu'à Jaffa l'obstination du scheik m'avait forcé à faire passer 4 mille Turcs au fil de l'épée : il s'en retourna bien convaincu qu'il ne lui restait qu'à capituler.

Il capitule conditionnellement.

Certain que Munich était occupée par Bernadotte, Wrède et Davoust ; que l'archiduc Ferdinand se trouvait poursuivi sur Nordlingen par des forces supérieures, et que les Russes ne songeaient pas encore à passer l'Inn ; en un mot, qu'il y avait impossibilité absolue à ce qu'il fût secouru, le maréchal autrichien consentit à rendre la place, le 25 octobre, s'il n'était pas délivré avant cette époque : en attendant, il en remit une porte au maréchal Ney. A l'instant même je détachai le corps de Lannes sur Aalen pour seconder Murat dans la poursuite de l'archiduc.

A peine vingt-quatre heures s'étaient écoulées depuis cette honteuse transaction que nous reçûmes la nouvelle des avantages signalés remportés par mon beau-frère sur les troupes de l'archiduc Ferdinand. Infatigable dans les succès, Murat atteignit d'abord l'arrière-garde de Werneck, le 16, à Languenau; la reconnaître, la charger de concert avec Dupont et la culbuter, fut pour lui l'affaire d'un instant. Deux mille prisonniers tombèrent en son pouvoir. Il se remit avant le jour à la poursuite du corps principal sur la route de Neresheim. Embarrassé par un convoi de 500 voitures d'artillerie et d'équipages, Werneck ne put éviter d'être atteint par nos soldats à qui la victoire donnait des ailes; et, forcé à recevoir un engagement désavantageux, il perdit encore un millier d'hommes. L'archiduc, désespérant de se tirer d'affaire avec cette infanterie, se sépara de nouveau d'elle avec sa cavalerie, et prit la route de Nuremberg.

Défaite de Werneck.

Werneck, assailli alors, le 18 à Trochtelfingen, près Nordlingen, débordé et entouré avec des troupes exténuées et manquant de tout, capitula avec environ huit mille hommes. La voix publique accusa ces vieux guerriers, qui s'étaient illustrés dans maintes batailles, d'avoir ainsi mis bas les armes devant des forces à peu près égales: le fait est qu'on n'est pas enveloppé par de la

Il se rend prisonnier.

cavalerie inférieure en nombre, quand on a de la bonne infanterie et du canon. Le grand convoi, qui avait filé à gauche, fut pris le même jour, à Topfingen, par une brigade de dragons.

Mack en fait autant.

Informé dans la soirée même de ces succès importants, je sentis le parti que je pouvais en tirer. Il m'importait d'accélérer un dénouement; les corps entassés autour d'Ulm manquaient de tout. Nous avions fait nos marches rapides sans aucun magasin : à la vérité, nous parcourions un cercle si vaste, et le pays est si riche, que nos troupes n'avaient pas manqué tant qu'elles marchaient; mais en position avec des masses réunies, il en est tout autrement. D'un autre côté, je brûlais de me rendre sur l'Inn de crainte que Bernadotte et Davoust n'y fussent exposés seuls à l'arrivée de l'armée russe. J'appelai Mack à mon quartier-général; il eut la bonhomie d'y venir. Je lui fis part de la prise de Werneck, je lui démontrai que Bernadotte et Wrède avaient culbuté Kienmayer au-delà de l'Inn, en lui enlevant deux mille prisonniers; que Soult, ayant passé le Danube au-dessus d'Ulm, occupait en forces les routes du Tyrol et du Voralberg; enfin, je lui proposai de me rendre la place sans attendre un délai désormais inutile et sans but. Le pauvre homme avait tellement perdu la tête, qu'il donna dans le piége. Il oublia qu'il venait

de publier une proclamation fulminante contre le premier qui oserait parler de capitulation, et qu'il voulait manger jusqu'au dernier de ses chevaux plutôt que de se rendre. Aveuglé par la proposition captieuse de laisser à Ulm le corps entier de Ney, estimé suffisant pour le bloquer, il crut sauver son honneur et sa réputation par une combinaison ridicule, dont le dernier de ses soldats ne pouvait être dupe (1). Il consentit donc à rendre Ulm le lendemain.

En conséquence de cet article additionnel, 30 mille Autrichiens défilèrent devant moi le 19 au matin, conduits par seize généraux : ils déposèrent leurs armes pour être transportés en France. Beaucoup de ces soldats exaspérés jetaient leurs fusils au sortir de la ville, ne voulant pas les déposer en faisceaux, et témoignant ainsi toute l'indignation que les bévues de leurs chefs excitaient en eux. 40 drapeaux, 60 canons,

(1) Sous prétexte de paralyser le corps de Ney à Ulm, Mack semblait impatient de mettre le sceau à son humiliation, et anticipa de six jours la reddition, qui rendait disponible les corps de Soult, de Marmont, la garde et Napoléon lui-même. D'ailleurs il était absurde d'imaginer que Ney seul eût suffi avec 25 mille hommes pour en investir 30 mille dans une place d'une étendue considérable, et à cheval sur le Danube.

3 mille chevaux de cavalerie, furent en outre les trophées de ce grand événement. Au nombre des généraux prisonniers se trouvaient Klenau, Giulay, Gottesheim, deux princes de Lichtenstein dont toutes les pages de notre histoire attestaient la valeur et les talents.

J'avais déja remporté, depuis dix ans, bien des succès éclatants; mais jamais je n'avais joui d'un triomphe pareil à celui d'une armée entière défilant à mes pieds et déposant ses armes, ses drapeaux et ses canons. Placé sur une éminence qui domine la ville et tout le bassin du Danube, je pus contempler à mon aise ce spectacle qui me promettait désormais de si hautes destinées. Mack vint s'y ranger auprès de moi avec d'autres généraux. Pendant que leurs colonnes défilaient, je les consolai des vicissitudes de la guerre; je déplorai l'aveuglement du cabinet qui les avait envoyés à leur perte dans le seul intérêt de l'Angleterre. Tout entier à mes projets de descente, je ne demandais rien à l'Autriche: c'était des vaisseaux, des colonies, du commerce qu'il me fallait. Quel intérêt pouvait-elle donc avoir à détourner mes coups d'une puissance qui causait tous les malheurs du continent? Jusque là c'était à merveille; mais, entraîné par mon sujet, j'accompagnai cette allocution de menaces indirectes contre la maison impériale: « Tous les

« empires ont une fin, lui dis-je, et l'empereur « doit frémir à la seule pensée que le temps de « la maison de Lorraine pourrait être venu. » J'avais quelque droit d'être superbe, après des événements si glorieux, uniquement dus à l'habileté de mes combinaisons; mais ce sentiment n'entrait pour rien dans mes discours. Je voulais imprimer la terreur à Vienne et y dicter la paix. J'ai toujours été plein de confiance dans ma supériorité; mais l'orgueil ne m'a point aveuglé. Toutefois cette sortie faite dans un but pardonnable péchait par la forme, et je sentis que j'aurais pu m'en dispenser.

Sort des débris de l'armée de Mack.

De toute l'armée de Mack, le corps de Kienmayer, l'archiduc Ferdinand avec 3 mille chevaux, et la division Jellachich, ayaient seuls pu se soustraire à la destruction; encore la dernière, échappée d'Ulm sur la route de Fussen, étant demeurée à la garde de ces défilés du Tyrol, ne tarda-t-elle pas à y être enveloppée.

L'archiduc, après avoir abandonné Werneck à son sort, suivit d'abord le chemin de Nuremberg, puis se rabattit ensuite sur l'Altmuhl et Donawerth pour gagner la route de Cham. Il fit suivre le chemin de Nuremberg à son arrière-garde afin de tromper Murat, parvint ainsi à lui faire perdre ses traces, et rentra en Bohême avec 2 à 3 mille chevaux.

La postérité, plus éclairée que nous sur les combinaisons de Mack et du cabinet de Vienne, départira à chacun d'eux la portion de blâme qui leur appartient. On a dit que Mack avait au milieu de son armée un parti puissant qui lui en voulait, qu'il fut contrarié et mal obéi, qu'on dissémina son armée malgré lui. Tout cela est fort possible; mais un général en chef ne doit pas consentir à être l'instrument de la perte de son armée; quand on le place entre le déshonneur et la gloire, entre le salut de l'état et la perte de son armée, il doit savoir prendre un parti digne de lui. Mack, confiné dans Ulm, aurait dû au moins tenter de sortir pour suivre Jellachich vers Fussen : il est toujours temps de capituler honteusement sans brûler une amorce.

Une armée de 80 mille hommes se trouvait ainsi détruite comme d'un coup de baguette, sans grande bataille et sans qu'il m'en eût coûté six mille hommes. Le début de la campagne était brillant; mais rien n'était décidé, si nous ne parvenions à battre les Russes qui arrivaient à marches forcées au secours de leurs alliés. Avant même que Mack eût remis Ulm, je fis partir Soult pour Landsberg et Munich; Lannes et Murat prirent la même direction aussitôt après la défaite de l'archiduc Ferdinand.

La Prusse

Malgré tous nos succès, ma position allait

devenir plus compliquée. Le roi de Prusse, qui avait ordonné dès le 8 septembre de mobiliser 60 bataillons et autant d'escadrons pour faire face aux Russes sur la Vistule, venait de recevoir la nouvelle de la violation de son territoire d'Anspach par nos troupes. Aussitôt sa politique de dix ans est renversée ; un cri général de vengeance s'élève dans toute la monarchie. Le cabinet prussien ordonne la formation de quatre corps à Hof, Hildesheim, Munster, la réserve à Berlin. Une division entre dans le Hanovre abandonné par les troupes de Bernadotte, et y rétablit le gouvernement de l'électeur ; en même temps des notes me sont adressées pour demander satisfaction de la violation du territoire. Toutefois l'entière destruction de l'armée de Mack suspendit un moment cette ardeur guerrière.

menace de se joindre à la coalition.

J'avais bien un peu compté sur ce résultat ; je me croyais certain du succès de mes opérations, dès que Mack était resté vers Ulm, et je pensais, en autorisant la marche de mes troupes, que j'aurais toujours le temps et les moyens de satisfaire Frédéric Guillaume, si mon plan réussissait.

Pour dissiper l'orage qui s'amoncelait de nouveau autour de nous, il était plus urgent que jamais de profiter des immenses avantages que je venais de remporter, et de l'ascendant qu'ils

Je dirige toutes mes forces sur l'Inn.

devaient me procurer sur la première armée russe qui, par le désastre de celle de Mack, allait se trouver livrée à nos coups comme elle. En effet, Kutusof venait d'arriver avec 40 mille hommes à Braunau sur l'Inn, où il recueillit la colonne de Kienmayer que Bernadotte et Wrède avaient poursuivie et entamée dans deux combats. Le général Merfeldt s'était réuni à elle avec quelques renforts et en avait pris le commandement. Le premier mouvement des ennemis fut de se reporter en avant sur Haag; mais la nouvelle de la capitulation d'Ulm ne les laissa pas longtemps dans la douce illusion de reprendre l'offensive.

Je n'eus pas plutôt achevé l'expédition des prisonniers pour la France, et ordonné les travaux pour faire mettre Augsbourg à l'abri d'attaque avec une belle tête de pont sur le Lech, que je me rendis en poste, le 24 au soir, à Munich. Après y avoir passé trois jours, je courus sur l'Inn dans l'espoir assez fondé de détruire Kutusof comme son prédécesseur. Sans doute je m'attendais à plus de résistance; mais la disproportion de moyens était telle que je ne pouvais mettre aucun doute dans le résultat. Soult et Marmont avaient pris également le chemin de l'Inn. Lannes, que la capitulation de Werneck avait rendu disponible, se rabattit bientôt sur la

Bavière, et Murat même, bien qu'il eût couru jusqu'à Nuremberg après les débris du prince Ferdinand, se rejeta avec son activité ordinaire par Neumarck sur Ratisbonne, et arriva presque aussitôt que moi sur l'Inn.

Passages de l'Inn et de la Salza.

Augereau avait passé le Rhin à Huningue le 26 octobre : je laissai à ce maréchal et à Ney le soin de détruire les corps restés en Tyrol, de concert avec la division bavaroise du général Deroi. Tout étant prêt pour le passage de l'Inn, nous nous ébranlâmes, le 28 octobre, sur trois colonnes. Bernadotte, soutenu de Marmont, passa à Wasserbourg et se dirigea sur Saltzbourg dont le corps de Merfeldt avait pris la défense. Davoust trouva les Russes au pont de Muhldorf qu'ils brûlèrent; il le fit rétablir, et atteignit la Salza à Burghausen dont il fallut également réparer le pont détruit, ce qui donna aux alliés le temps de gagner deux journées d'avance. La réserve et Soult suivaient la même route. Lannes, à la gauche, marcha de Landshut sur Braunau. Partout l'ennemi, pénétré du danger auquel il s'exposerait en engageant une affaire générale, décampa à l'approche de nos colonnes après quelques coups de canon échangés. Il évacua sans coup férir la place de Braunau, dont l'enceinte bastionnée n'avait pas même été armée, tant les Autrichiens se croyaient sûrs d'envahir

la France plutôt que de nous voir à Vienne. C'était un excellent poste pour servir de base sur l'Inn, de concert avec Saltzbourg, qui est également pourvue d'un corps de place respectable, quoique dominé. Nous pouvions dès lors considérer la Salza et l'Inn comme une excellente base d'opérations, puisque la Bavière, Ulm, Ingolstadt et tout l'intervalle jusqu'au Rhin, étaient à nous ou pour nous.

Passage de l'Inn, de la Traun.

La Salza et l'Inn franchis, Murat prit la tête de la poursuite avec sa cavalerie; le 29, il eut un engagement à Ried avec l'arrière-garde de Kienmayer; le 31, une affaire plus sérieuse eut lieu à Lambach: nous nous y trouvâmes pour la première fois aux prises avec l'infanterie russe; un corps de 4 mille hommes voulut tenir en-deçà de la Traun pour donner le temps aux équipages de passer ce défilé. La division Bisson les assaillit; le 17e de ligne avait à se venger de la Trebbia et le fit avec gloire: il trouva néanmoins des adversaires dignes de lui; ce ne fut qu'après un rude combat dans lequel Bisson fut blessé que l'ennemi, voulant se mettre en retraite, se vit culbuté avec une perte notable.

Observations relatives à ma marche sur Vienne.

Je résolus de continuer sans désemparer ma marche sur Vienne. Des Aristarques m'ont blâmé; ils voulaient que je restasse sur l'Inn pour y reprendre de nouvelles forces: ils ne rougissent

pas de nommer ma marche sur Austerlitz une extravagance. Le principal motif qu'ils en donnent, c'est qu'une armée prussienne menaçait de se porter sur le haut Danube. N'en déplaise à ces messieurs, j'ai toujours su compter les marches. Il faut du temps à une armée pour venir de Berlin à Ulm, surtout quand cette armée a commencé à faire face aux Russes sur la Vistule, et qu'engourdie par vingt ans de paix, elle n'est pas mobilisée. La règle de guerre la plus incontestable c'est de frapper un ennemi qui n'est pas en mesure. Kutusof était venu au-devant de mes coups, il fallait l'en punir. En restant sur l'Inn, j'aurais permis à l'archiduc Charles, à Ferdinand, à Kienmayer, à Kutusof de se réunir dans la haute Autriche avec l'armée d'Alexandre, et 200 mille hommes me fussent tombés sur le corps, bien pourvus de tout : sans compter encore les Prussiens, que ma position sur l'Inn n'eût point empêchés de s'avancer sur le haut Danube. Ne valait-il pas autant me conseiller de revenir à Strasbourg? En effet, si j'étais resté à Passau, rien ne se fût opposé à ce que le duc de Brunswick ne marchât par Nuremberg sur Ulm. Le remède à une telle opération, c'était ou de décamper derrière le Rhin, ou de prévenir l'ennemi en attaquant les Russes : l'un était honteux, l'autre glorieux ;

il n'y avait pas à balancer. J'ai mieux jugé que mes censeurs, en sentant que mon intérêt était de battre successivement des corps si éloignés. J'étais supérieur dans les batailles, je devais les chercher. Si je perdais une affaire, je pouvais évacuer jusqu'au Danube, où m'en remettre à la médiation de la Prusse, que j'aurais alors rendue arbitre des négociations.

En occupant Vienne, je faisais trembler Berlin; je profitais des ressources immenses de l'Autriche; je rompais tout concert entre l'armée russe et l'archiduc Charles; j'étais maître de tous les mouvements. Il faut que l'envie de dénigrer soit bien forte pour tirer des conclusions aussi fausses que celles des détracteurs de ce projet. Si les Prussiens marchaient en Souabe, l'archiduc Charles sur la haute Autriche, et l'empereur Alexandre sur le Danube, se poster sur l'Inn, c'eût été choisir le point où ces trois masses pouvaient concerter leurs opérations et leur assigner un point commun. Passe encore qu'on eût conseillé cette position, si le motif eût été de se mettre à l'abri d'être tourné par les Prussiens; mais on serait tourné sur l'Inn aussi-bien qu'à Vienne, dès que l'ennemi se placerait sur le haut Danube et sur les communications avec la France. D'ailleurs, lorsque ma marche sur Vienne fut décidée, j'ignorais encore le parti

que prendrait la Prusse. Elle criait très-haut; mais quand on veut la guerre, on fait moins de bruit, et je savais qu'au fond elle désirait atteindre son but par des menaces. J'avais l'intention de lui offrir une satisfaction convenable; ce ne fut qu'au milieu de novembre qu'elle parut sérieusement pencher pour nos ennemis.

L'empereur Alexandre se rend à Berlin et traite avec la Prusse.

L'empereur Alexandre, instruit de la sensation produite à la cour de Berlin par l'événement d'Anspach, avait jugé à propos de se rendre dans cette ville, certain qu'il entraînerait, par ses manières séduisantes, un prince qui avait résisté jusque là à toutes les séductions de sa diplomatie. Un traité fut signé le 3 novembre entre ces deux puissances; et je n'en eus la certitude qu'à l'arrivée du comte Giulay à mon quartier-général aux portes de Vienne.

Reprenons mon mouvement sur cette capitale. Je suivis avec le gros de mon armée la rive droite du Danube. Deux corps marchaient par les montagnes, autant pour couvrir la marche que pour tourner les fortes rivières qui coupent cette route. Nous serrions l'ennemi de si près que malgré l'excellente position de la Traun, il ne nous arrêta pas une minute, et nous abandonna la ville de Lintz avec son beau pont sur le Danube. Il n'était pas difficile de juger tout le parti que j'en pouvais tirer. Je résolus aussitôt

d'y faire passer un corps de 20 mille hommes commandés par le maréchal Mortier (1) avec ordre de descendre la rive gauche, afin de donner de l'inquiétude aux Russes pour leurs communications avec la Moravie, et de les obliger ainsi à tous céder sans combat les fortes positions qui défendent les approches de Vienne. S'ils prétendaient y tenir, ce corps pouvait s'emparer de leurs ponts, les couper entièrement de la Moravie et compléter leur investissement. Pour assurer cette opération, le capitaine de marine Lostanges dut former une flotille considérable de bateaux du Danube, et descendre le fleuve à sa hauteur.

Opérations de Masséna en Italie.

Tandis que mes vastes desseins se succédaient et s'exécutaient ainsi avec une ponctualité qui m'étonnait moi-même, mon armée d'Italie n'avait guère moins de bonheur, et remplissait avec la même précision, la tâche qui lui était dévolue. Les Autrichiens avaient commis trois fautes capitales dans leur plan de campagne : la première, d'engager offensivement leur partie faible; la seconde, de rester inactifs en Italie avec

(1) Ce nouveau corps était composé de la division Dupont, qui avait quitté Ney aux affaires d'Ulm, de celle de Gazan, tirée du corps de Lannes, et de la division batave du général Dumonceau, détachée du 2e corps.

leur partie forte; la troisième, d'employer une armée dans le Tyrol, où elle resta spectatrice de la défaite des autres jusqu'à ce que son tour fût venu. L'archiduc Charles devait avoir au-delà de 100 mille hommes sans compter les garnisons et les corps du Tyrol. Il est probable que cette armée ne se trouva pas en mesure à l'ouverture de la campagne, autrement on ne concevrait pas pourquoi elle ne passa pas l'Adige le jour même ou Mack franchit l'Inn. Peut-être l'archiduc dut-il attendre que la jonction de Kutusof et de Mack fût opérée sur le Lech; mais ce n'en était pas moins une fausse combinaison. *A la guerre, il faut agir partout où l'on se trouve plus en mesure et plus en forces que l'ennemi.* L'archiduc, prenant l'initiative, eût rejeté Masséna derrière le Mincio et peut-être derrière le Pô. Si ce succès n'eût pas sauvé Mack, si même il eût augmenté la distance que le prince aurait ensuite à parcourir pour revenir au secours de la monarchie menacée, il n'en est pas moins vrai que cela eût fait une heureuse diversion dès les premiers jours d'octobre, et que l'archiduc, instruit par le Tyrol des événements d'Ulm, eût pu se rabattre plus à son aise sur la Carinthie sans être pressé comme il le fut. Loin de prendre l'initiative, les Autrichiens en laissèrent l'avantage à Masséna. Les armées étaient séparées par l'Adige, qui, de-

puis le traité de Lunéville, formait la limite des deux empires; la ville de Vérone se trouvait coupée en deux; nous occupions la partie située à la rive droite, les Autrichiens tenaient l'autre moitié et les châteaux forts : on avait coupé deux arches des ponts.

Instructions données à Masséna.

Au moment du passage du Rhin par mon armée, j'estimai que Mack serait détruit ou forcé à une prompte retraite jusqu'à l'Inn, et que tôt ou tard l'archiduc serait appelé à un mouvement rétrograde. Soit pour lui ôter l'idée de passer l'Adige, soit pour être mieux à même de l'attaquer, j'engageai Masséna à s'emparer de la partie de Vérone appartenant à l'Autriche, à faire rétablir les ponts, et à s'établir à St.-Michel dans une position resserrée entre l'Adige et les montagnes, où la supériorité numérique de l'ennemi lui serait peu avantageuse; à moins qu'il n'osât passer l'Adige plus bas; ce qui eût été une de ces manœuvres audacieuses, à laquelle nous n'étions point habitués de sa part. Masséna s'acquitta à merveille de cette tâche délicate : il se saisit de Vérone et des ponts le 17 octobre, et déboucha conformément à mes ordres.

L'archiduc, plus occupé de sa sûreté que de la conquête de l'Italie, avait fait hérisser de retranchements la célèbre position de Caldiero et de Colognola, formée, comme on sait, d'un con-

tre-fort des montagnes du Tyrol, qui vient barrer la route de Vicence et s'abaisse insensiblement jusque vers l'Adige. Ces hauteurs, hérissées de vignobles, d'arbres, de rochers, et de redoutes, semblaient inexpugnables : Masséna resta en présence du 18 au 29 octobre; et l'archiduc, voyant que les événements de Souabe renversaient tout espoir de succès en Italie, ne jugea pas même devoir sacrifier des hommes pour le rejeter du moins au-delà de l'Adige.

Passage de l'Adige.

Masséna, instruit enfin le 28 de la capitulation d'Ulm et de la destruction de l'armée de Mack, s'apprêta à exécuter mes instructions, et le fit avec autant d'audace que d'habileté. Ne voulant pas que l'archiduc lui dérobât quelques marches à la faveur du poste redoutable qu'il occupait, il refoula les postes avancés le 29 et osa l'y attaquer dès le lendemain. Convaincu que tout espoir sur le centre serait inutile, il imagina de tourner la gauche en faisant passer l'Adige à la division Verdier renforcée près de Zevio, tandis qu'à l'extrémité opposée Molitor gagnerait les montagnes. Masséna, avec les divisions Duhesme et Gardanne, attaqua Caldiero (la division Serras à l'extrême gauche gardait Rivoli et l'espace entre le lac de Garda et l'Adige). Assaillir 80 mille hommes retranchés, avec 40 mille, était plus que téméraire; et pourtant il faillit réussir. Verdier

Bataille de Caldiero.

ne put pas exécuter son passage; Molitor fut ramené après des efforts héroïques. Nos soldats électrisés par les nouvelles d'Ulm, voulaient montrer qu'ils ne le cédaient pas à ceux de la grande armée. Le centre combattit avec fureur. Les Autrichiens débouchèrent offensivement entre leurs ouvrages avec une forte masse d'élite. Masséna la fit mitrailler sur la tête et assaillir sur les flancs; exposée à des pertes cruelles, sans pouvoir enfoncer nos braves, elle fut forcée à la retraite et entamée: le carnage ne finit qu'avec le jour.

Le lendemain, Verdier, plus heureux, termina son passage; mais, isolé au milieu de l'ennemi, il s'estima heureux de venir se joindre à la division Dupesme; non sans avoir été vigoureusement assailli et harcelé par la gauche des Autrichiens. Le 31, il y eut répétition de ces scènes sanglantes, glorieuses pour les deux partis, mais dont le résultat ne fut pas proportionné au dévouement et à l'animosité des combattants. Nos troupes couchèrent ces trois jours, pour ainsi dire, au pied des remparts ennemis. Cette affaire nous coûta plus de 6 mille hommes; les Autrichiens en perdirent pour le moins autant, car au centre leur grosse colonne avait cruellement souffert: on leur fit 2 mille prisonniers.

Retraite de l'archiduc.

L'archiduc avait fait filer ses *impedimenta*; il

se mit en marche, le 1er novembre, en laissant à Frimont le soin de couvrir la retraite. Pour le favoriser, on poussa la brigade Heister des hauteurs de Colognola dans la direction des châteaux de Vérone.

Dès que Masséna s'aperçut du mouvement de retraite, il se disposa à profiter des sacrifices qu'il avait faits pour ne pas laisser échapper l'ennemi. Frimont fut entamé et poussé derrière la Brenta. La brigade Heister, qui avait outrepassé ses instructions en s'avançant jusqu'au château de Vérone, fut enveloppée et prise au nombre de 4 mille hommes.

Quelle que soit la supériorité numérique d'une armée qui doit faire une retraite par suite d'événements qui se passent loin d'elle, le rôle de son arrière-garde n'en est pas moins pénible, car elle est toujours exposée seule à tous les efforts de l'ennemi; et comme l'armée cherche à accélérer sa retraite, elle n'est jamais disposée à rétrograder pour venir au secours de ses corps engagés. La Brenta, la Piave, le Tagliamento, l'Isonzo, facilitèrent celle de l'archiduc, qui atteignit enfin Laybach, sans avoir été entamé sérieusement, mais toujours serré de si près qu'il n'avait pu mettre dans sa marche toute la célérité commandée par les circonstances. Le seul inconvénient qu'il éprouva fut que les corps

de sa droite, engagés dans les montagnes de Sette Comuni et dans les gorges de la Brenta, furent un instant coupés, et durent se rejeter par Bellune et Primolan pour gagner la vallée de la Drave. Un combat d'arrière-garde très-vif eut lieu, le 12 novembre, au passage du Tagliamento. L'archiduc s'y était arrêté pour décider s'il marcherait par Tarvis et Villach afin de joindre l'archiduc Jean et de se diriger avec lui sur Saltzbourg; mais les nouvelles de notre impétueuse course sur Vienne le décidèrent à prendre la route de Laybach. L'archiduc avait jeté dans Venise une forte garnison qui, par sa position avantageuse, pouvait donner de grandes inquiétudes à Masséna. Le corps de St.-Cyr, revenu de Naples sur l'Adige, lui donna heureusement le moyen d'observer cette place et de continuer sa marche.

Celle de ma grande armée se poursuivait avec une ardeur que les fatigues semblaient redoubler, bien que le froid commençât à être assez vif et que depuis Lambach les routes et le sol fussent couverts de la neige.

Je reçois à Lintz l'électeur de Bavière et le comte Giulay.

J'avais séjourné deux jours à Lintz pour plusieurs motifs : le premier, d'y faire passer Mortier avec le corps dont on a déja parlé; le second, d'attendre l'électeur de Bavière. Nous avions couru avec tant de vélocité que ce respectable prince, réfugié comme on sait à Wurtzbourg,

ne m'avait plus trouvé à sa rentrée à Munich. Il vint me féliciter de triomphes auxquels il prenait bien sa part, et se concerter en même temps avec moi. Je l'engageai à réunir quelques détachements pour observer la frontière occidentale de Bohême de concert avec Baraguey d'Hilliers. La division Deroy, chargée de réduire Kufstein, devait ensuite prendre possession du Tyrol conjointement avec le corps de Ney.

Un point plus délicat réclamait toute ma sollicitude : les Russes, les Anglais, les Suédois, venaient de débarquer en Hanovre, et la Prusse, loin de nous couvrir de ce côté, prenait une attitude menaçante. Nous n'avions dans ces contrées que la seule garnison de Hameln, et il était à craindre que la Hollande ne devînt le point de mire des coalisés. J'annonçai hautement l'organisation d'une armée du Nord, dont mon frère Louis prendrait le commandement, et qui serait composée de six divisions, indépendamment du corps d'Augereau qui abandonnerait la Souabe pour prendre par Mayence la route des Pays-Bas. Je fis même répandre le bruit que j'allais arriver à Amsterdam et préparer un palais pour me recevoir.

Propositions d'armistice.

Enfin, je reçus aussi à Lintz un message de l'empereur d'Autriche : ce prince, instruit par le comte Giulay de ce qui s'était passé à Ulm, de ma conversation avec Mack, de la démoralisa-

tion de ses armées, des désastres causés au pays par la guerre, me renvoya ce général pour demander un armistice et me proposer la paix. L'empereur vint à Molck afin d'accélérer la conclusion de cette affaire. La démarche pouvait être sincère, mais j'avais des motifs d'en douter. Comment accorder une suspension d'armes qui eût permis aux alliés de réunir leurs trois armées sur le Danube, et donné le temps à la Prusse d'entrer en Bohême ou en Bavière? Comment croire à la sincérité d'une démarche pacifique dans de telles circonstances et avec de tels résultats? Pour m'inspirer une confiance aussi aveugle, il n'existait qu'un moyen, celui de me donner par l'armistice même des gages certains, en convenant de suite des préliminaires de paix, et en éloignant les armées dont la réunion pouvait devenir menaçante pour moi, si je ne profitais des avantages de ma position pour l'empêcher. J'exigeai que les Russes retournassent en Pologne, que l'Autriche licenciât les levées en masse de la Hongrie, et me cédât Venise et le Tyrol : sans cela, je serais forcé de continuer mes opérations sur Vienne.

On fut étonné de ces propositions, comme si j'avais dû quitter mes camps de Boulogne, voler avec 150 mille hommes sur l'Inn, et détruire une puissante armée autrichienne, pour m'en

retourner sans avantages, ainsi que j'étais venu. Certes, si l'Autriche avait voulu quitter à l'instant les rangs ennemis pour se placer au nombre de mes alliés et renouveler le traité de 1756, avec les changements commandés par les circonstances, j'aurais été injuste de la dépouiller; j'aurais dû lui laisser et le Tyrol et Venise. Mais ce n'était pas le cas: l'Autriche quittait la coalition pour avoir le temps de se refaire et d'attendre un moment plus opportun de recommencer la guerre. Peut-être eussé-je dû ajouter à la demande de ces deux provinces la proposition d'agrandir ensuite l'Autriche, si elle voulait renouveler l'alliance. Dans le fait, ces conditions, bien qu'elles ne fussent point hors de proportion avec mes succès, parurent un peu dures au cabinet de Vienne, qui attendait le secours de la grande armée russe, celui des archiducs Charles et Jean, sans compter l'appui que la Prusse promettait à la coalition. Au reste, cette négociation ne retarda pas une minute notre marche.

Opérations de Murat et Davoust.

L'ennemi nous avait abandonné l'Enns; Murat, Lannes et Soult le poussèrent vivement sur Amstetten. Ici le prince Bagration tint avec opiniâtreté (6 novembre) pour donner à Kutusof le temps de filer. Un combat s'engagea corps à corps dans les bois entre les grenadiers russes et ceux d'Oudinot. Nos soldats, plus intelligents,

plus impétueux, plus alertes et mieux armés, triomphèrent de l'opiniâtre acharnement de leurs vaillants adversaires : ceux-ci, forcés à la retraite, furent enfoncés par les housards, qui ramenèrent quelques centaines de prisonniers écharpés. Murat les poussa, le 6, jusqu'à Molk, d'où l'empereur d'Autriche venait à peine de partir.

La vallée du Danube, resserrée au sud, comme chacun sait, par les montagnes du Tyrol et de la Styrie, n'offre qu'une seule grande route depuis Lintz : elle suit le Danube plus ou moins près de son cours. Un chemin latéral va par le pied des montagnes sur Steyer et Waydhoffen ; mais ici il se rabat à gauche vers St.-Polten et rejoint la grande route, afin d'éviter la chaîne sauvage des Wilde Alpen dont un contrefort forme le Wiener Wald, chaîne boisée qui coupe la vallée transversalement jusqu'au Danube, entre St.-Polten et Vienne. La première de ces villes est située ainsi en-deçà du Wiener-Wald et à l'ouverture des défilés ; une arête assez rude, encaissée par la rivière de Trasen, offre à une armée la meilleure position pour couvrir Vienne de ce côté. Tous les rapports annonçaient que l'ennemi y recevrait bataille, d'autant plus que la seconde armée russe pouvait venir le joindre par Krems. Afin de tourner la position, je portai Davoust, Marmont et Bernadotte sur le chemin de Steyer ;

mais, instruit de la difficulté du chemin et du défaut de ressources pour l'armée dans un pays si sauvage, le dernier dut revenir dans la vallée du Danube, Marmont reçut l'ordre de descendre de Steyer sur Léoben, et Davoust de continuer sa marche jusqu'à Lilienfeld pour se rabattre sur Vienne. Ce maréchal gravissait, le 8 novembre, avec peine les montagnes rocailleuses qui séparent St.-Gaming de Mariazell, véritable patrie des chamois dont elles portent le nom, lorsque son avant-garde donna inopinément sur les colonnes de Merfeld qui avait pris le chemin de Léoben, sans doute de peur de tomber vers St.-Polten au milieu de mon armée. Fondre sur sa colonne, la couper en deux, en refouler une partie sur Neuhaus, et faire mettre bas les armes à 3 mille hommes, fut pour les braves du 1^er^ corps l'affaire d'une heure. Les débris de Merfeld regagnèrent Neustadt dans la plus grande confusion.

Kutusof passe le Danube à Krems.

La bataille sur laquelle je comptais à St.-Polten n'eut pas lieu. Kutusof, dont les troupes étaient harassées et réduites à 35 mille hommes, jugea avec raison qu'en passant le Danube à Krems, il se débarrasserait d'une poursuite importune qui lui coûtait chaque jour ses plus braves soldats, et abrégerait en outre de quatre marches le chemin qu'il avait à faire pour gagner Brinn. Il repassa donc le fleuve à Mautern, le 9 novembre, sur un

beau pont de 28 arches en bois, le seul qui existe entre Lintz et Vienne, et qu'il incendia après lui. Murat ne trouvant plus d'ennemis n'en continua qu'avec plus d'ardeur sa marche au-delà de St.-Polten, et poussa, le 10, jusqu'à Burkersdorf, à quatre lieues de Vienne. Soult, qui n'avait pas eu d'ordre de dépasser St.-Polten, se laissa entraîner à sa suite jusqu'à Sigartskirchen. J'étais resté avec mes gardes à Mölck. Bernadotte, revenu de Steyer, arrivait à St.-Polten.

Affaire de Dirnstein.

Kutusof, débarrassé pour l'instant de nous, allait avoir affaire à Mortier, qui longeait, comme on se le rappelle, la rive gauche du fleuve depuis Lintz. Ici les chances étaient pour le général russe, car il savait qu'il allait combattre, avec la masse de ses forces, un corps isolé que sa marche rapide avait encore morcelé. Mortier, uniquement préoccupé du désir d'entamer l'ennemi lorsqu'il passerait le Danube pour prendre le chemin de la Moravie, débouchait le 11 novembre avec vivacité des défilés de Dirnstein, dont le château est devenu célèbre par la détention de Richard Cœur-de-Lion : il n'avait avec lui que la division Gazan et une brigade de dragons; la division Dupont le suivait à une marche, et les Hollandais encore plus loin.

Après avoir passé Dirnstein, Mortier rencontra l'avant-garde de Miloradowich qu'il poussa jus-

qu'aux portes de Stein : mais ce succès, qui lui valut quelques centaines de prisonniers, le menait à sa perte ; car au même instant la division Doctorof, conduite par le général Schmidt, le plus habile des chefs d'état-major autrichiens, descendait par les montagnes derrière Dirnstein, et lui fermait la porte de ce terrible défilé, en même temps que le général Essen renforçait Miloradowich avec ses réserves et se jetait de front sur le plateau de Loïben ; un miracle seul pouvait le sauver. Mortier s'était rendu au-devant de la division Dupont, à laquelle il avait ordonné d'accélérer sa marche : en revenant à celle de Gazan, il trouva l'ennemi devant et derrière elle, et eut beaucoup de peine à la rejoindre en mettant l'épée à la main.

Placé dans l'alternative de se faire jour ou de mourir, il se décida à se frayer une issue. La chose n'était pas facile ; le chemin de Loïben à Dirnstein passe entre deux hautes murailles qui occupent une partie du profond défilé formé par les montagnes et le Danube ; les bataillons de Doctorof, massés dans ce gouffre en colonne très-profonde, n'offraient guère le moyen de les enfoncer ; on ne pouvait passer que très-difficilement à droite ou à gauche à cause des montagnes et du fleuve. Le major Henriod, à la tête du 100^e^ régiment, se précipite sur la tête de la co-

lonne ennemie; on s'égorge à la baïonnette: deux de nos pièces chargées à mitraille battent entre les murs dans tout le prolongement, et font d'autant plus d'effet que les Russes, n'ayant pu traîner un seul canon avec eux, n'ont d'autre arme que leur baïonnette. Le général Schmidt est frappé à mort par une de ces décharges. Doctorof n'était pas homme à lâcher follement prise; mais bientôt la brigade qu'il a détachée en amont du Danube pour assurer ses propres communications dans ce coupe-gorge est attaquée par la division Dupont. Doctorof se trouve ainsi lui-même entre deux feux, dans la situation où il comptait placer Mortier; il ne lui reste que peu de minutes pour s'écouler par le ravin qu'il a suivi en descendant des montagnes; car, si Dupont pénètre jusqu'à l'entrée de ce ravin, c'en est fait de la colonne russe, qui n'a point d'artillerie et ne saurait lutter. Elle se met en retraite en toute hâte; Mortier refoule son arrière-garde avec une facilité qui le surprend, et à peine a-t-il dépassé Dirnstein qu'au lieu d'ennemis il rencontre la colonne de Dupont. On peut aisément se dépeindre l'effet électrique que dut produire sur nos soldats la vue de leurs camarades et de leurs libérateurs! Mais ceux qui se sont trouvés à la guerre dans des situations pareilles peuvent seuls en apprécier tout le charme.

Cette jonction mit Mortier en état de repousser Essen et Miloradowich qui le pressaient en queue.

Après une pareille échauffourée, manquant de vivres, de munitions et d'artillerie, mon lieutenant crut prudent de repasser le Danube à Spitz à l'aide de la flotille; trop heureux d'en être quitte pour la perte de 12 à 15 cents hommes. Ce combat n'en coûta pas moins aux alliés, qui firent une perte plus sensible dans la personne du général Schmidt, l'ami, le compagnon d'armes de l'archiduc Charles : il tomba en brave à l'attaque de Loïben.

Nous entrons à Vienne.

Cet événement ne changeait en rien l'état des affaires. Je l'avais eu quelque sorte prévu; car, arrivé à Molck, j'arrêtai Murat et Lannes qui, outre-passant mes instructions, couraient sur Vienne plus vite que je ne le voulais : je fis même rétrograder Soult de Sigartskirchen à Mautern; Bernadotte demeura à Molck. Mais dès que j'appris à St-Polten, le 12, l'issue de cette affaire, et le retour de Mortier à la rive droite, je mesurai promptement ce qui me restait à faire. La position avancée de Murat sur Vienne, la certitude qu'aucun corps ennemi ne couvrait l'approche de cette ville, me donna l'espoir d'y entrer brusquement, d'y surprendre les immenses ponts du Danube, de déboucher par

la route de Moravie, avant que Kutusof ne pût la gagner de Krems.

J'étais stimulé de plus en plus par le retour du comte Giulay à mon quartier-général (12 novembre); au lieu de m'apporter l'adhésion de son souverain, aux conditions que je lui avais proposées, il venait m'annoncer que la Prusse s'était enfin décidée, le 3 novembre, à faire cause commune avec les Russes et les Autrichiens. Je connaissais la lenteur et l'irrésolution de ce cabinet; j'étais en mesure de frapper un grand coup et de porter la terreur en Europe en m'emparant de Vienne; cela suffirait pour détourner l'orage. D'ailleurs l'occupation de cette capitale forcerait l'archiduc Charles à se diriger vers la Hongrie et ouvrirait ma communication avec Masséna; dès lors je n'avais point à m'inquiéter de celle de Souabe si les Prussiens la menaçaient.

Pour réussir dans un si hardi dessein, il fallait un concours de circonstances inouïes; la fortune me servit au-delà de toute espérance. Je portai, le 13, mon quartier-général à Burkersdorf; Murat et Lannes arrivèrent devant Vienne, conformément à mes instructions.

État de cette ville.

Bâtie dans le superbe bassin formé au sud par les Alpes de Styrie, à l'est par les monts Crapacks, et à l'ouest par le mont Bisamberg, par la

chaîne de Bohême et les montagnes secondaires de la haute Autriche, Vienne est peut-être, après Constantinople et Naples, la capitale la plus agréablement située de l'Europe. Ayant servi long-temps de boulevard à l'Allemagne contre les rois de Hongrie et les Turcs, elle avait toujours été place de guerre et bien fortifiée. Prise par les Hongrois au milieu du XIII^e^ siècle, elle avait dès lors résisté à tous ses ennemis : chacun sait le fameux siége qu'elle soutint, en 1683, contre les Turcs, où, malgré la vaillance de ses défenseurs commandés par le comte de Stahremberg, elle eût succombé sous les coups du visir Kiuperli, si les Polonais, conduits par le grand Sobieski, n'avaient volé à son secours, et défait entièrement l'armée ottomane dans une grande bataille sous les murs mêmes de la ville. Cet événement, qui sauva l'Europe du croissant, comme Charles Martel l'avait délivrée des Maures dans les plaines de Tours, eût mérité aux Polonais plus de reconnaissance de la part de l'Autriche. L'ancienne enceinte de Vienne était fortement bastionnée, même du côté du rivage du Danube : elle contient environ 100 mille habitants ; mais d'immenses faubourgs, construits à mesure de l'accroissement de la population, en contiennent le double et l'entourent dans un espace de plus de 8000 toises. On les

avait couverts de lignes retranchées, sans doute pour les garantir contre les incursions des Turcs, si le cas se représentait. Ces lignes d'un mince relief, avec un fossé insignifiant, n'étaient pas à défendre; mais l'enceinte de la place eût exigé une attaque régulière : toute mon armée n'eût rien pu contre elle sans artillerie de siége. Vienne était, avec Prague, le grand arsenal de la monarchie autrichienne ; et, à l'exception des arsenaux anglais, il n'en existait aucun aussi considérable en Europe. Il s'y trouvait 2 mille pièces en bronze, dont 600 du calibre de siége, 100 mille fusils, etc.

Murat surprend les grands ponts du Danube.

Le corps de Merfeld avait traversé la ville pour se retirer sur la gauche du Danube ; son arrière-garde tenait le pont pour la destruction duquel on avait tout préparé. Si cette arrière-garde, réunie à la milice de Vienne, eût levé les ponts-levis et garni les remparts, il nous eût fallu passer le Danube ailleurs et renoncer à ces immenses captures : d'ailleurs ce passage n'est pas chose facile, et demande du temps et des moyens que nous n'avions pas sous la main.

L'empereur François, en quittant Molck, n'avait fait que traverser Vienne pour se rendre à Presbourg, et après avoir clos ici les séances de la diète hongroise, il en était reparti pour Brunn, afin de joindre l'empereur Alexandre dont l'ar-

mée devait s'y concentrer. Le monarque autrichien avait recommandé les habitants de sa bonne ville au comte de Wurbna son grand chambellan qu'il y laissait en qualité de gouverneur : loin d'exciter les Viennois à imiter leurs ancêtres, ce bon courtisan leur prêchait la soumission, et menaçait même de punir ceux qui oseraient songer à des résistances partielles capables de troubler le bon ordre. D'un autre côté, la plus grande partie de la noblesse s'était réfugiée en Hongrie. La tendre sollicitude d'un prince pour sa capitale et pour ses habitants est une fort belle chose ; mais est-elle le premier de ses devoirs ? Les homélies pathétiques de M. Wurbna étaient-elles bien de saison quand une résistance de dix jours eût pu sauver la monarchie ?

Avec de telles dispositions, nous ne devions pas éprouver grand obstacle ; aussi la régence, sans même attendre notre sommation, s'empressa-t-elle d'envoyer au-devant de moi le comte de Zinzendorf pour me proposer la reddition de Vienne. Murat avait déjà l'ordre d'accélérer sa marche. Le 13, au point du jour à l'approche des dragons de Sébastiani, les portes s'ouvrent : nos soldats traversent étonnés cette superbe cité ; les grenadiers d'Oudinot suivent ; on court au pont ; l'état-major fait des signes à

l'officier d'artillerie, placé avec une pièce au milieu du pont pour défendre l'approche, et donner, quand il en serait temps, le signal de la destruction.

Le bruit de la mission pacifique du comte Giulay s'était répandu, l'officier et le prince d'Auersberg croient qu'on parlemente et que l'armistice est signé (1); les nôtres approchent, on entoure l'officier et sa troupe, la colonne est sur le pont. Le prince d'Auersberg, désabusé, n'a plus de ressource que dans la fuite, et nos soldats, plus étonnés encore de la facile conquête de ce magnifique pont de 250 toises que de celle de Vienne, le franchissent à la course afin de poursuivre l'ennemi. Le prince d'Auersberg fut jugé par un conseil de guerre; mais son incurie avait causé un mal irréparable.

Instruit à Burkersdorf de cet étrange événement, je cours à minuit reconnaître le pont, et juger de ce qui me reste à faire; j'y passe la nuit au bivouac; je presse l'arrivée de mes trou-

(1) Les Autrichiens ont dit qu'on avait en effet envoyé un parlementaire, et que Murat avait affirmé l'existence d'un armistice. Les stratagèmes de cette nature ne sont pas nouveaux, mais, quoique tolérés par l'usage, ils n'en sont pas plus dans le droit des gens pour cela.

(*Éditeurs.*)

pes; je lance Murat par Stockerau sur la route de Znaïm, et je reviens avec ma garde établir mon quartier-général dans le beau palais de Schœnbrunn, le Versailles de l'Autriche.

Situation critique de Kutusof.

Kutusof, parti le 13 de Krems pour gagner la grande route de Moravie, apprit le lendemain la passage du Danube et la marche de Murat. Il se trouvait alors engagé entre les deux routes qui de Vienne et de Krems mènent à Znaïm; situation d'autant plus difficile que pour le harceler en queue, j'avais ordonné à Mortier et à Bernadotte de passer le Danube à Mautern à l'aide de la flotille.

Le général russe avait peu d'espoir de gagner, avant Murat, la route directe par Hollabrum, et, s'il y parvenait, Mortier pouvait encore forcer de marche et arriver par Schrattenthal à Znaïm en même temps que l'ennemi. Kutusof prit promptement son parti: il jeta Bagration avec un corps d'élite sur Hollabrum avec ordre de tenir jusqu'à la dernière extrémité, et il prit la traverse directe sur Schrattenthal.

Tenir avec 9 mille hommes contre Murat et Lannes, à deux journées en avant de l'armée, était une tâche épineuse; pour surcroît d'embarras, le général Nostitz, qui couvrait la retraite du corps autrichien sur Znaïm, sommé par Murat de se séparer des Russes sous prétexte qu'un ar-

mistice était conclu, le croit avec une inconcevable simplicité, et livre la route à nos colonnes de cavalerie, qui se présentent brusquement et à l'improviste devant Bagration : elles sont bientôt soutenues par les grenadiers d'Oudinot ; un combat des plus rudes s'engage ; les Russes débordés se mettent en retraite sur Schongraben.

Négociation maladroite de Murat.

Murat, qui brûle d'arriver à Znaïm avant Kutusof, puisque de là dépend peut-être la fin de la guerre et la ruine de cette armée, imagine de neutraliser Bagration, comme il a neutralisé Auersberg et Nostitz ; il lui envoie un parlementaire, mais cette fois la ruse tourne contre lui. Kutusof se distinguait surtout par une grande finesse : instruit de l'arrivée d'un parlementaire français, il imagine de sauver son armée en envoyant à son tour le général Winzingerode à Murat pour entrer en négociation et conclure un armistice. Winzingerode était aide-de-camp de l'empereur Alexandre ; il prend sur lui de stipuler au nom de ce prince : l'armée russe se retirera en Pologne par étapes ; les Français à cette condition suspendront leur marche sur la Moravie ; les armées respectives resteront jusqu'à ma ratification dans l'état où elles se trouvent. Murat donne ainsi dans le même piége que depuis trois jours il avait tendu deux fois à l'ennemi ; Kutusof ne peut pas sauver Bagration

qui est en face de nos vedettes; mais il force de marche avec son armée, pendant que le courrier vole à Schœnbrunn demander mon approbation. Mieux avisé que mon lieutenant, et certain qu'il avait été leurré, je le tançai vertement en lui ordonnant d'attaquer.

Le corps de Soult ayant rejoint Murat, la perte de Bagration paraissant inévitable : le 16, au soir, nos colonnes se précipitent sur lui; Oudinot, Vandamme, les dragons de Murat se disputent à l'envi l'honneur d'arriver les premiers. La droite des Russes est débordée, le centre enfoncé, malgré la résistance la plus honorable, au combat corps à corps dans les ruines fumantes du village de Gmund. La gauche de l'ennemi se trouve coupée; cependant, à la faveur de l'obscurité et d'une surprise, elle s'ouvre un passage à travers nos colonnes, et s'échappe, en nous laissant pour trophée un village rempli de morts et quelques centaines de prisonniers. Le tiers du corps de Bagration avait succombé dans cette lutte qui dura jusqu'à onze heures du soir; mais il eut la gloire de ramener le reste sain et sauf en présence de 40 mille hommes, dont il avait été en quelque sorte entouré.

Combat d'Hollabrunn ou Schongraben.

Ayant rejoint Murat, nous arrivâmes, le 17, à Znaim. Koutusof en était déjà parti pour Brunn,

Koutusof opère sa jonction.

et rien ne s'opposait désormais à sa jonction, qui s'effectua, le 19, à Wischau. Sébastiani poussa l'arrière-garde ennemie et ramassa beaucoup de soldats isolés.

Mesures prises à Schœnbrunn.

J'avais passé deux jours au palais de Schœnbrunn, et ce séjour délicieux n'avait point été pour moi une Capoue, car plusieurs motifs impérieux m'y retinrent, et jamais je ne déployai plus d'activité. Je n'attendais pas seulement des rapports certains sur ce que ferait Kutusof; j'avais encore à régler l'administration de l'Autriche, et à pourvoir aux besoins futurs de mon armée : une contribution de 100 millions fut frappée à cet effet. Outre cela, je me faisais éclairer par Marmont sur la route de Styrie pour apprendre ce que devenaient les armées de l'archiduc Charles et de l'archiduc Jean. J'avais à m'assurer de la Hongrie, royaume puissant, dont la diète venait d'ordonner de grandes levées; je poussai Davoust sur Presbourg pour en imposer à ce pays. Mortier, avec le 8e corps, vint occuper Vienne. Bernadotte passé à Mautern, marcha sur la Bohême avec le 1er corps et la division bavaroise de Wrède; ils s'avancèrent sur Iglaw pour contenir l'archiduc Ferdinand qui avait de nouveau réuni 12 à 15 mille hommes. Cette dissémination apparente de mes forces étomera les tacticiens qui prêchent

la concentration des masses; elle était néanmoins indispensable et une preuve de ma grande habitude de la guerre. Je savais qu'il fallait 10 à 12 jours à Kutusof pour joindre l'armée russe et se reconnaître après sa pénible retraite: Montrer des corps d'armée à Presbourg, à Iglaw, à Léoben; c'était agir à la fois sur le moral de la nation hongroise, sur l'archiduc Charles qui venait d'Italie, sur l'archiduc Ferdinand qui, défendant la Bohême: je rappellerais ensuite mes corps lorsqu'il faudrait frapper. Le sublime de l'art, c'est de savoir se diviser pour poursuivre; agir sur les esprits, tromper l'ennemi; mais de se réunir, quand il faut combattre. Jamais aucun général n'a poussé cet art aussi loin que moi. Pour se convaincre de la rapidité et de l'impétuosité de mon système, il suffit de se rappeler que j'étais, le 8 octobre, à Elchingen traitant avec Mack de sa sortie d'Ulm, et qu'un mois après je me trouvais à Brunn, ayant franchi l'Inn, la Salza, la Traun, l'Enns, le Danube, combattu à Amstetten, à Mariazell, à Krems, à St.-Polten, à Hollabrum.

Mes combinaisons remplirent parfaitement leur but: non seulement Davoust reçut des députés hongrois l'assurance que ce royaume ne troublerait point les opérations de l'armée, si elle ne foulait pas son territoire au-delà

de Presbourg; il y en eut même qui allèrent jusqu'à lui proposer de prendre les armes pour leur indépendance, si je voulais la protéger (1). Bernadotte explora la route d'Iglaw et s'assura que l'ennemi était hors d'état de nous nuire de ce côté. Marmont fit une utile diversion en faveur de Masséna et facilita ses opérations en occupant Bruck; je savais bien qu'il n'était pas de force à se mesurer avec l'archiduc, aussi n'en avait-il pas la mission; son but était en montrant à ce prince une tête de colonne dans les montagnes de Styrie, de le détourner d'une marche sur Vienne, et de le déterminer à préférer la route plus longue, mais plus sûre de la Hongrie. J'allongeais ainsi l'intervalle qui le séparait de l'armée russe; je retardais de beaucoup l'époque à laquelle il pourrait agir de concert avec elle; c'était un détachement bien employé: enfin, lorsque le temps serait venu, Marmont se rapprocherait de Vienne, y relèverait Mortier, et me permettrait de réunir mes forces entre le Danube et Brunn, pour agir à mon gré sur les deux armées ennemies, ou prendre en retraite la route qui me convenait le mieux. En atten-

(1) Après la paix, un des personnages les plus distingués du royaume fut condamné à 21 ans de prison pour avoir fait cette proposition.

dant, Davoust dut porter une de ses divisions à Neustadt, pour soutenir le 2e corps s'il avait une affaire dans les gorges de Sommering.

Succès de ma pointe sur Vienne et la Moravie.

J'appréciais de plus en plus la sagesse de la résolution que j'avais prise de pousser jusqu'à Vienne et de m'élever ensuite jusqu'en Moravie. Ce second mouvement était la conséquence du premier ; car pour réussir, il fallait élargir l'espace qui séparait les deux armées alliées et agrandir ma base de retraite, en la rendant plus facile sur Passaw. La Prusse n'était point encore en mesure d'agir immédiatement : 1° parce qu'elle attendait les troupes dont elle avait formé le cordon de la Vistule ; 2° parce qu'elle aimait mieux obtenir ce qu'elle désirait par une négociation que par la guerre. Ce cabinet était formaliste ; et, malgré la visite faite par l'empereur Alexandre au tombeau de Frédéric à Potzdam, le roi Frédéric Guillaume ne s'était engagé que conditionnellement. Il voulait essayer une dernière tentative pour m'amener à un arrangement.

Mon armée à Brunn.

Le 20, je portai mon quartier-général à Brunn. En arrivant dans cette ville, je fus stupéfait de voir que les Autrichiens n'avaient pas même jeté une mince garnison dans la citadelle, bonne place qu'on ne pouvait prendre sans un siége régulier. Je veux bien admettre que l'abus des

places trop nombreuses affaiblit les armées agissantes, et ne sauve pas un empire; mais dans la situation des affaires, l'occupation de Brunn était trop importante pour ne pas y laisser 2 à 3 mille hommes qui n'auraient pu être mieux employés. La place n'était pas en état complet de défense, car on ne s'attendait guère à ce qu'elle se trouvât si tôt exposée au milieu de nos bataillons. Toutefois, nous ne pouvions que la bloquer, et il suffisait de la tenir huit jours pour qu'elle remplît sa destination. Les corps de Lannes, Soult et Murat cantonnèrent entre cette ville, Austerlitz et Wischau. Nous eûmes ici quelques jours de repos, les premiers pour ainsi dire dont mes troupes eussent joui depuis Boulogne. Nous avions volé en moins de trois mois des côtes de l'Angleterre au fond de la Moravie, détruit une armée, soumis la capitale de l'orgueilleuse Autriche. Nos soldats trouvaient du vin et des vivres; mais la chaussure était dans un état déplorable, et ils marchaient pieds nus sur la neige. Ce repos était commandé autant par la nécessité de refaire un peu les troupes que par la situation où nos forces respectives se trouvaient. Profitons de ce moment de répit pour ramener notre attention sur ce qui se passait depuis un mois autour de moi; car, entraîné par

la rapidité et l'intérêt toujours croissant de ma marche, j'ai différé de parler des opérations des corps secondaires laissés sur nos derrières.

Opérations en Tyrol.

Pendant que je m'avançais avec tant d'impétuosité sur Vienne, Ney et Augereau n'avaient pas obtenu moins de succès dans le Tyrol. On sait que ce pays montagneux, formant comme un bastion dominant d'Italie et l'Allemagne, a toujours été regardé par les Autrichiens comme la clef des deux pays. Ils pensaient que les montagnes rendent maîtres de la plaine; et si cet axiome est vrai en tactique, il m'était réservé de prouver sa fausseté en stratégie. On débouche du Tyrol en Allemagne par cinq routes principales qui traversent la chaîne des Alpes et sont fermées par autant de forts à Feldkirch, Reiti (Fussen), Scharnitz, Leiten et Kufstein. L'archiduc Jean y commandait d'abord 45 à 50 mille hommes; on en avait tiré une partie pour seconder d'un côté Mack en Souabe, de l'autre l'archiduc Charles en Italie. Cependant, avec les milices, il lui restait bien encore 35 mille hommes. Ney, parti d'Ulm avec 20 mille hommes seulement, se présente vers Scharnitz le 5 novembre (1). Une division bavaroise menace Kufstein,

(1) Ney avait détaché la division Dupont, qui suivit dès

ou plutôt observe ce fort et couvre la Bavière; Augereau, qui vient de passer le Rhin à Huningue, s'avance par la forêt Noire sur Kempten, où il se trouvera en présence de la division Jellachich sortie d'Ulm la veille du combat d'Elchingen, et qui a cherché son salut dans le Voralberg. Ney, peu accoutumé à compter ses ennemis, veut brusquer le fort bastionné de Scharnitz qui ferme la gorge; il est repoussé. Une de ses colonnes grimpe les rochers, tourne et enlève le petit fort de Leutasch, descend à Seefeld sur les derrières de Scharnitz qui n'est fermé que du côté de l'Allemagne, force la garnison à chercher son salut dans la fuite, fait 5 à 600 prisonniers, et s'avance ensuite audacieusement sur Inspruck au centre des corps ennemis.

L'archiduc Jean se concentra sur le Brenner, pour couvrir la retraite du corps de Jellachich et du prince de Rohan, qui se trouvaient encore, l'un à Méran, l'autre dans le Voralberg, et auxquels il donna l'ordre de se replier en toute hâte sur Botzen. Ils n'en eurent pas le temps. Jella-

---

lors la marche de Murat; il avait employé une brigade à l'escorte des prisonniers. Il ne lui restait que 3 brigades, c'est-à-dire 12 bataillons, 6 escadrons. Il fut rejoint à Inspruck par les 4 bataillons qui avaient escorté les prisonniers.

chich, entouré à Dornbiren par Augereau, fut obligé de mettre bas les armes avec 5 mille hommes, et reconduit en Bohême sous condition de ne pas servir pendant un an. Le prince de Rohan, plus heureux, culbuta d'abord les postes de Loison à Botzen, le 19 novembre; mais, après avoir dépassé cette ville, il trouva les débouchés sur la Carinthie occupés par les troupes françaises. L'archiduc Jean, craignant pour ses derrières que la retraite du prince Charles découvrait entièrement, avait cru devoir abandonner le Brenner dans la nuit du 5, pour se mettre en retraite par Villach et Clagenfurth sur Cilly, où il fit sa jonction avec son frère. Rohan, isolé au milieu des montagnes du Tyrol, chercha encore à s'échapper du côté de l'Italie, dans l'espoir de gagner Venise en passant derrière Masséna: il descendit par les gorges de la Brenta sur Bassano. Saint-Cyr, qui bloquait Venise, marcha à sa rencontre et le défit à Castel-Franco. Le prince de Rohan, ne se voyant plus de ressources, mit bas les armes, le 24 novembre, avec environ 5 mille hommes. Masséna, qui se trouvait à cette époque sur l'Isonzo, détacha à la hâte sa réserve de grenadiers pour seconder Saint-Cyr dans cette opération: elle arriva lorsque tout était fini. A la suite de ces événements, Augereau vint se placer vers Ulm pour observer la Prusse; Ney remit le

Tyrol à une division bavaroise et marcha à Salzbourg.

Simulacre de négociations.

Revenons à mon armée où de plus grands événements se préparaient, et que nous avons laissée cantonnée, du 2 au 28 novembre, entre Wischau et Brunn, à deux ou trois lieues de l'armée russe, qui attendait sous Olmutz l'arrivée de ses gardes et réserves.

J'avais profité de ce temps pour envoyer le 25 le général Savary à l'empereur Alexandre, moins pour lui porter de nouvelles paroles de paix, que pour savoir du moins quelles seraient les conditions que les alliés y mettraient. Les Autrichiens m'envoyèrent en échange MM. de Stadion et Giulay pour avoir de mon côté la mesure de mes prétentions : ils espéraient que l'adhésion de la Prusse, la marche de l'archiduc Charles sur Vienne, et la réunion enfin opérée des forces russes et autrichiennes, me feraient rabattre des conditions que j'avais proposées à Molck. Jamais cependant on n'avait été plus loin de s'entendre, puisque les coalisés ne demandaient guère moins que le fameux projet de Pitt ; ils laissaient seulement entrevoir qu'on daignerait peut-être me laisser la Belgique, mais qu'il fallait évacuer l'Allemagne et l'Italie, tandis que je n'entendais pas seulement garder tout ce que j'avais, mais je demandais encore à l'Autriche les états de

Venise pour le royaume d'Italie, et le Tyrol pour les Bavarois. Le canon seul pouvait nous mettre d'accord. Cependant je proposai un armistice; les envoyés de l'Autriche ayant observé que cela dépendait de l'empereur de Russie, et qu'ils n'y étaient pas autorisés, je les engageai à se rendre à Vienne où l'on suivrait la négociation.

Le lendemain 28, le comte de Haugwitz, ministre de Prusse, arriva à mon quartier-général: il m'apportait les récriminations de son maître que je connaissais depuis un mois par toutes les gazettes d'Allemagne: il exigeait satisfaction pour la violation de son territoire et l'évacuation entière du sol germanique. Ces conditions n'avaient rien que je dusse repousser, puisqu'on n'y touchait point la question de l'Italie et de la Hollande; mais ce n'était pas ce que les autres alliés voulaient.

Nous en étions là, quand on vint m'annoncer que l'armée russe venait de lever ses camps d'Olmultz et d'enlever le poste de Wischau qui couvrait nos cantonnements. Je fis sentir à Haugwitz que je devais le quitter pour songer à la sûreté de mon armée, qu'il était probable que nous allions nous battre incessamment, et qu'il serait mieux placé à Vienne près de Talleyrand qu'à mes bivouacs: je l'engageai à se rendre dans cette

capitale, en l'assurant d'ailleurs que j'étais prêt à tout faire pour amener un accommodement. Je me disposai à lui préparer une réponse plus catégorique dans les champs d'Austerlitz.

Dispositions provoquées par la marche des alliés sur Wischau.

Les gardes et réserves russes, sous les ordres du grand-duc Constantin, étant arrivées le 25, l'armée ennemie s'était ébranlée, le 27, et avait aisément enlevé notre poste avancé de Wischau. Nous n'étions pas en mesure; car la difficulté de nourrir sur place une armée trop considérable m'avait porté à différer jusqu'à la dernière extrémité de concentrer toutes mes forces. D'ailleurs, il était urgent, comme on l'a déjà dit, de tenir la Bohême et la Hongrie en respect, et j'avais calculé qu'à la faveur de Brünn j'aurais toujours trois jours pour attirer à moi les corps de Bernadotte et de Davoust: j'avais tout prévu en leur ordonnant de s'échelonner vers moi de manière à n'avoir qu'une partie du chemin à faire. En conséquence, j'ordonnai à Murat, Lannes et Soult, de lever leurs cantonnements et de les rassembler en arrière vers Brünn, couvrant néanmoins cette place. Bernadotte reçut l'ordre de laisser la seule division bavaroise à Iglaw, et de se rabattre sur moi à marches forcées. Davoust dut accourir en toute hâte sur Nicolsbourg; Mortier devait remettre Vienne à la division Dumonceau du

corps de Marmont et se diriger aussi sur Brunn; Marmont lui-même eut l'instruction de quitter Neustadt pour se rapprocher de Vienne.

Les forces que j'avais sous la main ne m'excédaient pas 50 mille hommes; les alliés en avaient 80 mille; il leur importait donc de brusquer le dénoûment et de me pousser assez vivement pour me forcer à une bataille. Il est vrai que, grâces aux bonnes positions des environs et à la place de Brunn, qu'ils m'avaient si généreusement abandonnée, je n'aurais pas couru bien loin; cependant il n'en était pas moins de l'intérêt de l'ennemi de chercher à m'entamer, ou de me forcer à une affaire; à la guerre, il faut toujours entreprendre ce que l'on peut faire de plus conforme aux principes, c'est la fortune qui fait le reste. Lenteur des ennemis.

Je n'étais pas sans anxiété sur ce que l'ennemi entreprendrait. La réputation d'opiniâtreté des Russes me donnait à penser. Ils s'étaient battus à Hollabrunn, comme du temps de Frédéric à Zorndorf; mais l'empereur Alexandre, n'ayant jamais fait la guerre, se défiait trop de lui et de ses généraux dont la plupart n'avaient combattu que les Turcs; il n'était qu'auxiliaire des Autrichiens; ceux-ci connaissaient mieux leur propre pays, il se reposa sur eux du soin de le guider. C'était tout ce qui pouvait m'arriver de plus heu- Ils jugent mal mes projets.

reux ; car à la tête de leurs faiseurs se trouvait le même Weyrother que j'avais si bien traité à Roveredo, Bassano et Rivoli, et dont Moreau avait eu si bon marché à Hohenlinden. Les rapports de Savary et les discours d'un aide-de-camp que l'empereur de Russie venait de me renvoyer avec lui, m'avaient déjà donné la mesure de l'expérience de ses conseillers ; je vis qu'ils étaient fort disposés à faire des sottises, pourvu que j'eusse l'adresse de leur en fournir l'occasion.

Les alliés manœuvrent autour de ma position.

Dès les premiers pas, ils jugèrent mal la situation des choses. Le replacement de mon avant-garde leur fit croire que, loin d'oser leur livrer bataille, je ne songeais qu'à m'échapper en me retirant sur Vienne. Pénétrés de cette idée, au lieu de nous aborder franchement, ils s'amusèrent à faire de larges mouvements par leur gauche, et à se jeter dans des chemins de traverse avec l'intention de me couper la route de Vienne. C'était une faute bien gratuite ; car avec un peu de réflexion, ils eussent dû penser que je ne m'exposerais pas à diriger ma retraite du côté où venait l'archiduc Charles et où je pouvais trouver les ponts du Danube détruits, tandis que j'avais derrière moi la Bohême, pays neuf, fertile et où passe le chemin le plus direct pour regagner la Bavière. Ils avaient, à la vérité, quelque intérêt à manœuvrer dans la direction de la Hongrie pour pré-

parer une jonction avec l'archiduc : mais le temps n'en était pas encore venu ; ce prince se trouvait encore en Carniole, et l'armée russe attendait le corps d'Essen à Olmutz ; ce n'était donc pas le cas d'abandonner cette route pour se jeter inconsidérément sur celle de Goëding.

Le 29, les ennemis exécutèrent une petite marche de deux lieues et demie de Wischau jusqu'aux hauteurs de Kutchrom. Cette marche, quoique très-courte, indiquait l'intention prononcée de se diriger vers Austritz ; mais chez eux les idées de la veille n'étaient jamais celles du lendemain. Renonçant au projet de manœuvrer stratégiquement pour gagner entièrement notre droite, ils se reportèrent de nouveau sur nous. Ils ne le firent encore qu'à pas de loup. Le 30, ils bivouaquèrent à Hogieditz. Je passai cette journée à parcourir à cheval les environs ; je découvris qu'il ne tenait qu'à moi de bien appuyer ma droite et de déjouer le projet de l'ennemi, en occupant en force le plateau de Pratzen depuis le Santon jusqu'à Kresenowitz pour l'arrêter de front. Mais cela n'eût amené qu'un choc à chances égales, et je voulais quelque chose de mieux. La tendance des alliés à gagner ma droite était manifeste ; je crus pouvoir frapper à coup sûr en leur laissant la liberté de manœuvrer pour étendre leur gauche, et je ne plaçai sur les

Dispositions pour les recevoir.

hauteurs de Pratzen qu'un détachement de cavalerie.

Le 1er décembre, l'ennemi débouchant d'Austerlitz vint en effet se placer en face de nous dans la position de Pratzen, la gauche s'étendant vers Aujest. Bernadotte arrivé de Bohême, entra en ligne, et Davoust atteignit l'abbaye de Raigern avec une de ses divisions : celle de Gudin bivouaqua à Nicolsbourg.

Les rapports que je recevais de tous côtés sur la marche des colonnes ennemies me confirmèrent dans mon opinion. A neuf heures du soir, je parcourus ma ligne autant pour juger la direction des feux de l'ennemi que pour animer mes troupes. Je venais de leur faire lire une proclamation; elle ne leur promettait pas seulement la victoire, elle leur expliquait même la manœuvre qui devait nous la procurer. C'était la première fois sans doute qu'un général mettait toute son armée dans la confidence de la combinaison qui devait lui assurer la victoire. Je ne craignais pas que l'ennemi en fût instruit, il n'y aurait pas ajouté foi. Cette tournée donna lieu à un des événements les plus touchants de ma vie. Ma présence devant le front des corps d'armée communiqua de proche en proche un élan électrique qui gagna l'extrémité de la ligne avec la rapidité de l'éclair : par un mouvement spontané toutes les

divisions d'infanterie hissant des bottes de paille allumées au bout de grandes perches, me donnèrent une illumination dont le coup-d'œil à la fois imposant et bizarre avait quelque chose de majestueux. C'était le premier anniversaire de mon couronnement!

L'aspect de ces feux me rappela le souvenir des fagots de sarments avec lesquels Annibal trompa les Romains, et les bivouacs du camp de Liegnitz qui avaient sauvé l'armée de Frédéric en donnant le change à Daun et à Laudon. A mon passage devant chaque régiment, les cris de *vive l'empereur!* retentissent, et, répétés de loin en loin par chaque corps à mesure que j'avançais, ils vont porter dans le camp ennemi les preuves de l'enthousiasme qui anime nos soldats. Jamais scène guerrière ne présenta une pompe plus solennelle, et chaque soldat partageait la confiance que ce dévouement devait m'inspirer.

Cette ligne, que je parcourus jusqu'à minuit, s'étendait depuis Kobelnitz jusqu'au Santon. Le corps de Soult en formait la droite; placé entre Sokelnitz et Puntowitz, il se trouvait ainsi en face du centre de l'ennemi. Bernadotte bivouaquait derrière Girskowitz, Murat à gauche de ce village, et Lannes à cheval sur la chaussée de Brunn; mes réserves s'établissent en arrière de Soult et de Bernadotte.

En plaçant ma droite sous les ordres de Soult en face du centre ennemi, il était clair que ce serait sur lui que tomberait le plus grand poids de la bataille. Mais pour que son mouvement obtînt le résultat que je m'en promettais, il fallait commencer par éloigner de lui les troupes ennemies qui débouchaient vers Blasowitz et par la chaussée d'Austerlitz; il était probable que les empereurs et le quartier-général se trouvaient là (1), et qu'il fallait y frapper avant tout pour revenir ensuite sur leur gauche par un changement de front: c'était d'ailleurs le moyen de couper cette gauche de la route d'Olmutz.

Je me décidai donc à seconder d'abord le mouvement du corps de Bernadotte sur Blasowitz avec mes gardes et la réserve de grenadiers, pour refouler la droite ennemie et revenir ensuite sur la gauche, qui se trouverait d'autant plus compromise à mesure qu'elle s'avancerait au-delà de Turnitz.

Mon projet était bien arrêté dès la veille, puisque je l'annonçai à mes soldats: l'essentiel était de saisir le bon moment. J'avais passé la nuit

(1) Les gardes russes et le grand-duc y débouchaient, mais je ne pouvais pas savoir alors que l'empereur Alexandre fût présent avec Kutusof à la colonne de Kolowrath.

au bivouac; les maréchaux s'étaient rassemblés autour de moi pour recevoir mes derniers ordres.

Je montai à cheval à quatre heures du matin: la lune était couchée; la nuit froide et assez obscure, quoique le temps fût serein. Il m'importait de savoir si l'ennemi n'avait fait aucun mouvement de nuit qui pût déranger mon projet. Les rapports des grands-gardes confirmaient que tout le bruit allait de la droite ennemie à sa gauche; les feux paraissaient plus étendus vers Austerlitz. Au point du jour, un brouillard léger obscurcit un peu l'horizon, surtout dans les bas fonds; tout à coup ce brouillard tombe, le soleil commence à dorer de ses rayons les sommités des hauteurs, tandis que les vallons étaient encore enveloppés d'un nuage vaporeux. Nous découvrons très-distinctement les hauteurs de Pratzen, naguère couvertes de troupes, et abandonnées actuellement par la gauche de l'ennemi: il est constant qu'il a suivi son projet d'étendre sa ligne au-delà de Telnitz. Cependant je découvre avec la même facilité une autre masse marchant du centre vers la droite dans la direction d'Holubitz. Dès lors rien de plus sûr que l'ennemi offre lui-même son centre dégarni à tous les coups qu'il me plaira de lui porter. Il était huit heures du matin; les troupes de Soult étaient massées sur deux lignes de bataillons

en colonnes d'attaque dans le fond de Puntowitz. Je demande au maréchal combien de temps il lui faut pour gagner les hauteurs de Pratzen ; il me promet d'y être en moins de vingt minutes. — Attendons encore, lui répondis-je... quand l'ennemi fait un faux mouvement, il faut se garder de l'interrompre.

Bientôt la fusillade s'engage plus vivement du côté de Sokolnitz et Telnitz ; un aide-de-camp m'annonce que l'ennemi en débouche avec des forces menaçantes : c'était ce que j'attendais ; je donne le signal ; aussitôt Murat, Lannes, Bernadotte, Soult, s'élancent au galop. Je monte aussi à cheval pour me transporter au centre ; en passant devant les troupes je les excite de nouveau en leur disant : *L'ennemi vient se livrer imprudemment à vos coups, terminez la campagne par un coup de tonnerre.* Les cris de *vive l'empereur* attestent qu'on m'a compris et deviennent le véritable signal de l'attaque ; avant de la raconter, voyons ce qui se passait à l'armée des alliés.

Dispositions des alliés pour la bataille.

S'il faut en croire la disposition projetée par Weyrother, leur dessein était d'agir tactiquement sur le même plan qu'ils auraient d'abord voulu exécuter par des manœuvres stratégiques ; c'est-à-dire, d'opérer un effort par leur gauche renforcée pour gagner ma droite, me couper

la route de Vienne et me refouler battu sur Brunn. Bien que ma destinée ne fût pas attachée à cette route, et que je lui eusse préféré, comme je l'ai déjà dit, celle de Bohême; il est certain toutefois que ce projet ne laissait pas d'offrir des chances en faveur des alliés : mais, pour qu'il réussît, il ne fallait pas isoler cette gauche agissante; il était essentiel au contraire de la faire suivre successivement par le centre et la droite qui se fussent prolongés dans la même direction. Weyrother, ainsi qu'il l'avait fait à Rivoli, manœuvrait par les deux ailes, ou du moins, si ce ne fut pas son projet, il agit de manière à le faire croire.

La gauche sous Buxhowden, composée de l'avant-garde de Kienmayer et des trois divisions russes, Doctoroff, Langeron, et Pribichefski, comptait 30 mille hommes; elle dut s'avancer en trois colonnes des hauteurs de Pratzen par Aujest sur Telnitz et Sokelnitz, franchir le ruisseau qui forme deux lacs à la gauche et se rabattre sur Turas.

La 4e colonne sous les ordres de Kolowrath, avec laquelle marchait le quartier-général, formait le centre; elle devait s'avancer par Pratzen vers Kobelnitz, un peu en arrière de la 3e; elle se composait de 12 minces bataillons russes sous

Miloradowich et de 15 bataillons autrichiens de nouvelle levée.

La 5e, formée par 80 escadrons sous le prince Jean de Lichtenstein, devait quitter le centre derrière lequel elle avait passé la nuit, et seconder la droite en marchant vers la chaussée de Brunn.

La 6e, à l'extrême droite, composée de l'avant-garde de Bagration, comptait 12 bataillons, 40 escadrons destinés à attaquer sur la grande route de Brunn les hauteurs du Santon et de Bosenitz.

La 7e, composée des gardes sous le grand-duc Constantin, formerait la réserve de l'aile droite sur la chaussée de Brunn.

On voit que l'ennemi voulait déborder ma droite qu'il supposait étendue jusqu'à Menitz, tandis que mon armée était massée entre Schlapanitz et la route de Brunn, prête à tout événement.

Leur centre se trouve dégarni.

D'après cette disposition, Buxhowden, déjà plus avancé que le reste de l'armée, s'était encore mis en mouvement avant les autres colonnes; outre cela, la cavalerie de Lichtenstein avait remanché du centre vers la droite, en sorte que les hauteurs de Pratzen, clef de tout le champ de bataille, se trouvaient dégarnies.

A l'instant où j'en donne le signal, toutes mes colonnes s'ébranlent. Bernadotte franchit le défilé de Girskowitz et s'avance sur Blasowitz, soutenu à gauche par Murat; Lannes marche à la même hauteur des deux côtés de la chaussée de Brunn; ma garde et mes réserves suivent à quelque distance le corps de Bernadotte, prêtes à donner sur le centre si l'ennemi veut y reporter ses forces. Je me jette sur le centre avec le gros de mes forces.

Soult part comme l'éclair du ravin de Kobelnitz et Puntowitz à la tête des divisions St.-Hilaire et Vandamme, soutenues par la brigade Levasseur. Deux autres brigades de la division Legrand sont laissées en flanqueurs pour masquer et disputer les défilés de Telnitz et de Sokelnitz à Buxhowden. Comme il est évident qu'il les forcera, le maréchal Davoust reçoit ordre de partir de Raygern avec la division Friant et celle de dragons du général Bourcier, pour contenir les têtes de colonnes russes jusqu'à ce qu'il nous convienne de les attaquer plus sérieusement.

A peine Soult a-t-il gravi la hauteur de Pratzen, qu'il donne impétueusement sur la colonne de Kolowrath (la 4e) marchant au centre derrière la 3e, et qui, se croyant garantie par celle qui la précédait, s'avançait en colonne de route par pelotons. L'empereur Alexandre, Kutusof Soult accable Kolowrath.

et son état-major sont avec elle. Tout ce qui arrive d'inattendu au milieu d'un quartier-général étonne et déconcerte : Miloradowich, qui marchait en tête, trouve à peine le temps de mener au combat les bataillons, à mesure qu'ils se forment; il est renversé, et les Autrichiens qui le suivaient éprouvent le même sort. L'empereur Alexandre montre du sang-froid et s'expose pour rallier les troupes; mais graces aux ridicules dispositions de Weyrother, il n'a pas sous la main une seule division disponible pour servir de réserve. Les troupes alliées sont poussées jusque vers Hostiradeck ; la brigade Kamenski, qui appartenait à la 3e colonne, assaillie ainsi sur son flanc droit, vient réunir ses efforts à ceux de Kutusof, et rétablir un moment les affaires : toutefois ce secours ne peut résister aux efforts combinés de St.-Hilaire, de Vandamme et de Levasseur; la ligne de Kolowrath, menacée d'être précipitée dans le vallon marécageux de Birnbaum, se replie sur Waschau, comme le prescrivait la disposition. Toute l'artillerie de cette colonne, embourbée dans la glaise à demi-gelée, nous est abandonnée, et l'infanterie, privée de canon et de cavalerie, ne peut plus rien contre Soult victorieux.

La gauche de l'ennemi est contenue.

Au moment où ce coup décisif se frappait, les deux colonnes de droite de Buxhowden s'é-

taient croisées et encombrées autour de Sokelnitz, d'où elles débouchèrent néanmoins malgré les efforts de la division Legrand ; Buxhowden lui-même débouchait également de Telnitz, les efforts de quatre bataillons seuls ne pouvant l'arrêter.

Dans cet instant, Davoust arrivait de Raygern, et la division Friant repoussait sur Telnitz les avant-gardes de l'ennemi : le combat prenant une tournure plus sérieuse vers Sokelnitz, Davoust ne laisse devant Telnitz que les dragons de Bourcier et remonte le ruisseau jusqu'à Sokelnitz avec la division Friant. Un combat des plus chauds s'engage sur ce point ; Sokelnitz pris et repris reste un moment aux Russes. Langeron et Pribichefski débouchent même contre les hauteurs de Marxdorf ; nos troupes disposées en croissant chargent plusieurs fois leurs flancs avec succès. Cette lutte assez sanglante n'était pourtant qu'accessoire, il suffisait de contenir l'ennemi, sans le repousser ; il n'y aurait même pas eu d'inconvénient à le laisser engager un peu plus.

Succès au centre et à notre gauche.

Tandis que les choses prenaient une tournure si favorable à notre droite, nous n'obtenions pas moins de succès au centre et à la gauche. Il arriva ici au grand-duc Constantin et aux gardes russes précisément ce qui était arrivé au quartier-

général et à la 4e colonne : ils devaient être en réserve et se trouvèrent assaillis les premiers.

Bagration s'étendait par la droite vers Dwaroschena pour déborder et attaquer la position du Santon. La cavalerie de Lichtenstein, rappelée du centre pour le seconder, s'était croisée en route avec les autres colonnes, en sorte que le grand-duc et les gardes arrivant vers Krug avant elle, se trouvèrent en première ligne, au moment où Bernadotte s'avançait sur Blasowitz, et Lannes sur les deux côtés de la chaussée de Brunn : le combat s'engagea aussitôt avec vivacité.

Arrivé enfin après une longue promenade à la droite du grand-duc, le prince de Lichtenstein commençait à se former quand les hulans de la garde russe, entraînés par une valeur intempestive, se jetèrent entre les divisions de Bernadotte et de Lannes pour atteindre la cavalerie légère de Kellermann qui se repliait devant eux. Victimes de cette ardeur, ils furent chargés par les réserves de Murat, culbutés, ramenés sous le feu de nos deux lignes d'infanterie qui en coucha par terre la moitié.

Cependant nos progrès du côté de Pratzen avaient forcé Kutusof de rappeler Lichtenstein au secours de son centre; et ce prince, également menacé à droite et à gauche, ne savait à qui en-

tendre et où porter les premiers secours; il se hâta d'envoyer quatre régiments de cavalerie qui arrivèrent pour être témoins de la défaite de Kollowrath. Le général Ouwaroff fut établi avec trente escadrons entre Bagration et le grand-duc, le reste de la cavalerie se plaça à sa gauche.

De son côté le grand-duc, voyant les colonnes d'infanterie française pénétrer dans Blasowitz et en déboucher, prend le parti de descendre des hauteurs pour leur épargner la moitié du chemin. Ce mouvement lui semble nécessaire autant pour sa propre sûreté que pour dégager le centre dont on commençait à être inquiet.

Tandis qu'un furieux combat d'infanterie s'engageait entre les gardes russes et la division d'Erlon, le grand-duc ordonne aux gardes à cheval (régiment de cuirassiers) de charger le flanc droit de celle-ci, qui se trouvait formé par le 4e régiment de ligne détaché de la division Vandamme pour couvrir l'intervalle. Les cuirassiers russes se jettent sur ce régiment, enfoncent un bataillon, mais paient de leurs plus braves l'honneur d'avoir enlevé l'aigle de ce bataillon. Cette échauffourée isolée n'était pas dangereuse; toutefois dans l'incertitude si l'ennemi la soutiendrait, je jugeai nécessaire de porter sur ce point le maréchal Bessières avec la cavalerie de ma garde. Il fallait en finir, je lui ordonne

de charger. La ligne russe, après la plus honorable défense, est obligée de céder aux efforts réunis de Bernadotte et de Bessières; l'infanterie des gardes, hors d'état de résister plus longtemps, se replie sur Krzenowitz. Les chevaliers-gardes qui arrivaient dans cet instant d'Austerlitz se flattent en vain de rétablir les affaires, ce régiment d'élite ne pouvait plus rien: chargé lui-même par mes grenadiers à cheval que je lance sous les ordres de Rapp, il est enfoncé et tout le centre prend alors le chemin d'Austerlitz.

Dans ces entrefaites, Murat et Lannes avaient attaqué avec succès le corps de Bagration et la cavalerie d'Ouwaroff qui le soutenait. Nos cuirassiers avaient enfoncé la gauche de cette aile pressée par les divisions Suchet et Caffarelli. Partout la victoire couronnait nos combinaisons.

Je joins mes réserves à Soult pour couper la gauche des alliés.

Certain que Bernadotte, Lannes et Murat seraient plus que suffisants pour achever l'ennemi de ce côté, je me rabattis à droite avec mes gardes et la réserve d'Oudinot, pour aider Soult à détruire l'aile gauche prise à revers et compromise au milieu des lacs. Il était deux heures quand Soult, enflammé par notre approche, réunit les divisions St. Hilaire et Legrand pour emporter Sokelnitz à revers, tandis que les troupes de Davoust l'assailliraient de front; Vandamme de son côté se précipite sur Aujest; ma garde et les

grenadiers suivent afin de renforcer au besoin ces différentes attaques.

La division Pribichefski, entourée dans Sokelnitz, met bas les armes; quelques fuyards seulement portent la nouvelle de ce désastre. Langeron, poussé à son tour, n'est guère plus heureux, et la moitié de sa troupe seulement parvient à rejoindre Buxhowden. Celui-ci, qui avait perdu cinq ou six heures avec la colonne de Doctorof dans une escarmouche inutile vers Telnitz, au lieu de se rabattre dès dix heures sur Sokelnitz, juge enfin qu'il était temps de songer à son propre salut; il se met en marche entre deux et trois heures pour revenir sur Aujest et sortir de la souricière où il se trouvait engagé, en longeant le fond entre les lacs et les hauteurs. Il débouchait du village en colonne, lorsque Vandamme se jette avec impétuosité sur son flanc, pénètre dans Aujest et coupe la colonne en deux. Buxhowden, hors d'état de revenir sur ses pas, continue sa route avec les deux bataillons de la tête, pour rejoindre Kutusof; mais Doctorof et Langeron, avec les 28 bataillons restants, se trouvent pressés dans le gouffre entre les lacs et les hauteurs couronnées par St.-Hilaire, Vandamme et mes réserves. La tête de la colonne du côté d'Aujest, escortant l'artillerie, veut fuir à travers les canaux formés par le desséchement du

lac, le pont se rompt sous le poids des canons. Ces braves gens, pour sauver leurs pièces, cherchent à traverser l'extrémité du lac gelé; mais la glace sillonnée par nos boulets, enfonçant sous le poids de cette masse, engloutit hommes et canons: plus de deux mille se noyèrent. Doctorof n'avait qu'un parti à prendre, celui de longer sous notre feu la rive du lac jusqu'à Telnitz, et de gagner une digue qui sépare le lac de ce nom de celui de Melnitz. Il parvint, non sans essuyer une perte énorme, à gagner Satschann, protégé par la cavalerie de Kienmayer qui fit des efforts digne d'éloges. Ils prirent ensemble le chemin de Czeitsch par les montagnes, vivement poursuivis par les nôtres. Le peu d'artillerie que l'ennemi avait sauvé du centre et de la gauche fut abandonné dans cette retraite, exécutée par des chemins horribles que la pluie de la veille et le dégel rendaient impraticables.

L'ennemi coupé d'Olmutz est rejeté sur la Hongrie.

La position de l'ennemi était cruelle; je l'avais gagné sur la route de Wischau, qu'il ne pouvait d'ailleurs pas suivre, parce qu'elle était déjà ravagée et que les débris de sa gauche n'auraient plus été en état de l'atteindre. Il fut donc forcé de prendre le chemin de la Hongrie; mais Davoust, dont une division arrivait à Nicolsbourg, pouvait par une marche de flanc le devancer à Gœding, tandis que nous le pressions vivement

en queue. L'armée alliée, affaiblie de 25 mille tués, blessés ou prisonniers et de 180 pièces de canon, outre une quantité de fuyards isolés, se trouvait dans le plus grand désordre. L'empereur d'Autriche ne voulut pas confier le sort de la monarchie à une dernière échauffourée qui perdrait tout. Il m'envoya le prince Jean de Lichtenstein pour me demander une entrevue; elle eut lieu le lendemain dans un bivouac sur le bord d'un fossé.

L'empereur d'Autriche me demande une entrevue.

Il n'était pas difficile de nous entendre; j'avais un puissant intérêt à en finir : l'archiduc Charles arrivait sur le Danube, la Hongrie excitée par sa présence pouvait se lever; les réserves de l'ennemi approchaient d'Olmutz; l'archiduc Ferdinand chassait d'Iglaw la division bavaroise de Wrède; la Prusse menaçait de déboucher de Saxe en Franconie avec 100 mille hommes. A la vérité, tout cela ne présentait que des embarras lointains, tandis que j'avais sous la main des troupes certains et immédiats.

Je fis sentir au prince de Lichtenstein qu'en consentant à un armistice, j'oubliais les intérêts du soldat victorieux pour prouver mon désir de la paix. Je persuadai de même l'empereur d'Autriche, en lui démontrant qu'il eût mieux fait de me laisser suivre mes projets contre l'Angleterre que d'en troubler l'exécution.

L'armistice fut conclu, les Russes durent retourner immédiatement en Pologne, et des négociateurs se réunir à Presbourg pour traiter de la paix définitive.

Observations sur cette bataille.

Jamais succès n'avait été plus éclatant, et j'ose dire, mieux mérité. La victoire avait été annoncée la veille; elle fut certaine dès qu'à dix heures du matin, Soult était maître de Pratzen et Bernadotte de Blasowitz. Sans doute elle fut facilitée par l'aveugle opiniâtreté avec laquelle Buxhowden marcha devant lui suivant la disposition, sans se laisser détourner par les attaques du centre. Si, entendant le canon tonner derrière lui, il eût rabattu aussitôt ses 60 bataillons sur Kobelnitz par la gauche du ruisseau, nous eussions été un peu embarrassés; cependant, massés autour de Schlapanitz, nous eussions reçu une bataille avec la chance qu'on a contre un ennemi divisé en deux, la victoire n'aurait point eu de résultat aussi brillant, mais j'aurais vraisemblablement toujours gagné le champ de bataille.

Il serait absurde toutefois d'imputer à Buxhowden un revers qui n'était dû qu'à la pitoyable disposition projetée par Weyrother, disposition qui laissa l'armée sans centre, et qui porta le quartier-général en première ligne dans cet intervalle où était le point décisif.

Il n'existait que deux bons moyens de m'as-

saillir : l'un était de soutenir successivement l'attaque de la gauche par le reste de l'armée en renonçant à la route d'Olmutz pour se baser sur la Hongrie, on le pouvait sans manquer aux règles de la stratégie, puisque l'archiduc Charles arrivait dans cette direction ; l'autre était, au contraire, de rapprocher la gauche du reste de l'armée pour conserver la route d'Olmutz derrière soi. A cet effet, Buxhowden aurait dû déboucher par Sokelnitz et Kobelnitz sur Marxdorf, au lieu de s'étendre aussi loin vers Telnitz. Telle fut la fameuse journée d'Austerlitz ; de toutes les batailles rangées que j'ai gagnées, celle dont je m'enorgueillis le plus, autant en raison de l'ennemi dont je triomphais qu'à cause des circonstances qui firent réussir toutes mes combinaisons, comme si j'eusse commandé les deux armées et que nous eussions fait des manœuvres convenues (1).

Je retourne à Vienne; position générale ; négociation de la Prusse.

Après l'armistice, je m'empressai de retourner à Vienne pour accélérer les négociations et mettre ordre aux affaires intérieures de mon ar-

(1) Ulm, Marengo, Iéna, Ratisbonne furent des victoires aussi brillantes; mais ce fut le résultat de manœuvres stratégiques et de plusieurs séries de combats. Les batailles tactiques les plus remarquables sont celles d'Austerlitz, de Rivoli et de Dresde.

mée ; j'avais aussi une réponse à donner à M. de Haugwitz.

Augereau se trouvait en Bavière, le corps de Ney, après avoir remis le Tyrol à une division bavaroise, arrivait à Salzbourg. Masséna et Marmont débouchaient sur Vienne. L'armée qui avait vaincu à Austerlitz se rapprochait de la capitale ; j'allais ainsi me trouver en mesure de frapper de grands coups, s'il prenait fantaisie aux coalisés de continuer la guerre. Ils avaient encore de puissants moyens, mais ils se trouvaient dispersés. L'archiduc Charles était trop éloigné pour pouvoir agir efficacement avec une armée démoralisée par sa longue retraite et par la défaite de toutes les forces de la monarchie. Il se serait exposé au contraire à avoir sur les bras mon armée victorieuse renforcée de Masséna, de Marmont, de Mortier ; car les Russes étaient pour un certain temps hors de portée. Les Prussiens.... Mais n'anticipons pas sur leur désastre, et ne nous occupons pour l'instant que des négociations qui l'ajournaient. Haugwitz sentit qu'il n'était plus temps de me menacer ; je lui proposai d'oublier la violation d'un territoire que les deux partis n'avaient pas mieux respecté en 1796 et 1800, lui offrant en récompense de lui céder l'électorat de Hanovre en échange du pays d'Anspach, de Clèves et de la principauté de Neuchâtel.

Traité de Vienne avec la Prusse.

La Prusse y gagnait trop pour que son ministre dût hésiter ; d'ailleurs c'était le moyen le plus honorable de remettre l'épée dans le fourreau, alors qu'elle l'avait tirée trop tard. Haugwitz accepta aveuglément, heureux d'apporter à son maître la nouvelle d'un agrandissement, au lieu d'une guerre redoutable ; moi, j'y gagnais aussi, puisque j'évitais la guerre avec un allié naturel, et que je compromettais la Prusse avec l'Angleterre.

Traité de Presbourg avec l'Autriche.

Le traité fut signé le 15 décembre, et celui avec l'Autriche, conclu à Presbourg le 26, mit fin à cette troisième coalition contre la France. L'Autriche la paya un peu cher ! je lui demandai les états vénitiens pour renforcer mon royaume d'Italie et mon système maritime ; elle me céda aussi le Tyrol et l'Inn-Viertel pour agrandir la Bavière. Afin de m'attacher irrévocablement ces braves alliés, j'érigeai la Bavière et le Wurtemberg en royaumes, et le Margraviat de Baden en grand-duché. Le pays de Salzbourg, cédé au grand-duc de Toscane par la paix de Lunéville, fut accordé à l'Autriche. Le duc de Toscane obtint le pays de Wurtzbourg qui le mettait plus dans ma dépendance : en échange du pays de Wurtzbourg et du duché de Berg que l'électeur me cédait, la Bavière reçut le pays d'Anspach, indépendamment de l'Inn-Viertel et du Tyrol.

Je fis en même temps proposer la paix aux Russes. Alexandre la refusa; ce refus était noble, car en acceptant la paix, il eût accepté l'humiliation de ses alliés. En refusant, il montra de la fermeté dans les revers et de la confiance dans la fortune : ce refus m'apprit que le sort du monde dépendait de nous deux. Cependant la guerre ne pouvait plus continuer entre nous, puisque nous nous trouvions séparés par des pays neutres. Les Russes retournèrent chez eux.

Opérations en Hanovre.

Pendant que je portais la foudre dans les rangs ennemis, ils s'amusaient à me faire au Nord une guerre assez bizarre. Pour utiliser l'humeur chevaleresque du roi de Suède Gustave IV, et le décider à porter ses forces sur le continent, la Russie et l'Angleterre lui avaient décerné le commandement d'une armée à laquelle il joindrait 15 mille Suédois. Après s'être réuni en Poméranie avec le corps de Tolstoy d'environ 10 mille hommes, il passa l'Elbe près de Lauenbourg et s'avança en Hanovre. En même temps, les troupes hanovriennes et quelques bataillons anglais débarquaient, sous le général Don près de Stade, et lord Cathcarth avec un autre corps anglais le suivait de près.

Ces forces, qui montaient à plus de 40 mille hommes, après avoir balayé le Hanovre où je n'avais plus que la garnison de Hameln, étaient

destinées à opérer contre la Hollande. Bien que j'eusse prévu le danger en envoyant mon frère Louis dans ce pays avec le cadre de ce que je nommais l'armée du Nord, il ne fallait pas moins que la victoire d'Austerlitz pour détourner cet orage; car l'attitude encore douteuse de la Prusse compliquait la question. Heureusement la folie de Gustave vint à mon secours. Furieux contre ses alliés, qui improuvaient le ton déplacé et menaçant qu'il prenait avec la Prusse, à l'instant même où l'empereur Alexandre traitait avec elle à Potzdam, le roi de Suède retourna en Poméranie, se démit du commandement de l'armée, et fit ainsi manquer toute l'opération. Après trois semaines de débats, Gustave se reporta à Lauenbourg; mais là le corps de Tolstoy fut mis à la disposition du roi de Prusse, qui négociait pour se charger de la sécurité du nord de l'Allemagne. Cette séparation déplut de nouveau à Gustave, et Tolstoy se porta dans le Mecklembourg, d'où il partit ensuite pour retourner en Russie, lorsque la paix avec la Prusse eut rendu sa présence en Hanovre tout-à-fait inutile. Les Anglais se rembarquèrent aussi, et Gustave, pour achever son roman, renvoya ses troupes en Poméranie, ne laissant que cinq cents hommes pour garder le pays de Lauenbourg aux Anglais.

La cour des Deux-Siciles avait donné, par sa La dynastie

de Naples a cessé de régner.

conduite inconcevable, la mesure de la haine qu'elle me portait. J'avais conclu, le 21 septembre, une convention de neutralité avec le marquis de Gallo, son ministre à Paris : ce traité, qui devait éloigner de son pays le fléau de la guerre et me donner la disposition du corps de St.-Cyr qui l'occupait, était à l'avantage de tous deux, et fut ratifié par le roi le 8 octobre. Cette transaction, qui semblait sauver le royaume de Naples, mit son gouvernement dans la plus fausse position. Avant qu'elle ne fût signée, la reine Caroline avait remué ciel et terre pour intéresser l'Angleterre, la Russie et l'Autriche à son sort : le plan des coalisés avait stipulé le débarquement de 12 mille Russes et de 6 mille Anglais, auxquels on comptait joindre 25 mille Napolitains, et s'avancer sur le Pô pour délivrer l'Italie. Ces forces parurent en effet au milieu de novembre dans la rade de Naples. Les recevoir au mépris des engagements pris récemment avec moi, c'était s'exposer à mon juste courroux ; repousser des alliés qu'on avait sollicités n'était guère plus loyal. Ferdinand, selon sa coutume, hésitait, mais les sentiments haineux de la reine l'emportèrent ; non contente de recevoir les coalisés, le 20 novembre, elle fit tout pour entraîner Ferdinand à joindre son armée à leurs troupes. Un plan d'opération fut arrêté pour porter ces for-

ces combinées en Toscane et prendre mon armée d'Italie à revers. Eugène, afin de tenir tête à ce nouvel ennemi, fut obligé de rassembler ce qu'il put de troupes franco-italiennes avec les gardes nationales du royaume, aux frontières de la marche d'Ancône.

Ainsi égarée par une haine aveugle, la reine sacrifia son peuple, sa famille, sa couronne, dans le seul espoir de me nuire. Tout homme impartial conviendra que, par cette conduite, elle autorisait d'avance ce qu'il plairait au vainqueur de décider de son sort. Si j'avais été vaincu, cette levée de boucliers m'eût causé de grands embarras en Italie; vainqueur, je ne fus pas fâché d'avoir un prétexte d'en finir, et de procurer ainsi une couronne à un de mes frères en me débarrassant d'un ennemi implacable. Le royaume de Naples devait entrer franchement dans le système de la France et de l'Espagne, comme à l'époque du pacte de famille. Dès que la reine était le seul obstacle à l'adoption de ce système, il fallait qu'elle en portât la peine.

Le lendemain même du traité de Presbourg (27 décembre), je lançai mon décret d'anathème sur cette cour inconsidérée; *je déclarai qu'elle avait cessé de régner*. Masséna avait déja reçu l'ordre, aussitôt après l'armistice, de compléter le corps de St.-Cyr à 30 mille hommes et de le diriger

sur Rome; je lui ordonnai après la paix de prendre le commandement lui-même en y ajoutant quelques renforts. Laissons-le courir à ce triomphe facile, et portons nos regards sur la guerre maritime, dont les opérations n'avaient pas été moins décisives, bien qu'elles eussent pris une tournure absolument opposée.

J'ordonne à l'amiral Villeneuve de retourner à Toulon.

On se rappelle que Villeneuve, sorti du Ferrol à la tête de 33 vaisseaux, était revenu, contre ses instructions, à Cadix au lieu de faire voile pour Brest, et que cette circonstance, réunie à la guerre du continent, m'avait décidé à renoncer à la descente.

Mécontent à juste titre de la conduite de cet amiral, j'avais ordonné qu'il fût remplacé par Rosily, et que la flotte combinée ressortît aussitôt pour entrer dans la Méditerranée, débloquer Carthagène, enlever la petite station anglaise devant Naples, débarquer les 10 mille hommes qu'elle avait à bord pour renforcer St.-Cyr à Tarente, et lui permettre de soumettre Naples. Villeneuve devait ensuite rentrer à Toulon, s'y rafraîchir, puis porter des croisières en tout sens dans la Méditerranée et dans l'Océan. Je tenais surtout à en avoir une à Ste.-Hélène pour enlever tout ce qui revenait de l'Inde. En convoitant alors la possession de ce rocher, qui eût pu croire que tant d'infortunes m'y attendaient!!

J'espérais, en donnant des craintes aux Anglais sur l'Égypte, les contraindre à tenir de grandes escadres dans la Méditerranée. Ce système était excellent pour former des marins, user les forces de l'ennemi et causer des dommages à son commerce : il convenait surtout dans la supposition que l'état des affaires sur le continent forcerait à renoncer pour bien des années encore à la descente.

Une preuve de ses avantages, c'est le succès qu'obtenait au même instant l'amiral Lallemant. On se rappelle que ce brave marin, n'ayant pu opérer sa jonction avec Villeneuve, avait croisé entre l'Irlande et la mer de Biscaye, où il tint la mer jusqu'à la fin de décembre, qu'il rentra triomphant à Rochefort avec un vaisseau de ligne capturé, grand nombre de prises et 1000 prisonniers, succès d'autant plus remarquable qu'il était remporté pour ainsi dire dans les eaux mêmes de l'Angleterre, et sur une mer sillonnée en tous sens par les bâtiments marchands de cette nation.

Cependant, malgré ce fait particulier, il est constant que ce système exposait nos forces navales à des engagements partiels qui les ruineraient en détail ; peut-être eût-il été plus avantageux de laisser notre flotte à Cadix, point saillant très-favorable pour sortir, et très-difficile

à bloquer par les gros temps qui, produits ordinairement par les vents du sud-ouest, laissaient les bâtiments anglais exposés à toute la fureur des flots sur une côte dangereuse. Trente vaisseaux dans Cadix eussent coûté cher à l'Angleterre, et ils eussent eu le champ plus libre pour la menacer partout, que s'ils restaient confinés à Toulon. La dépense excessive qu'ils occasionneraient dans un des ports les plus chers de l'Europe et l'inconvénient de faire cette dépense sur un sol étranger, étaient les seuls motifs qui pussent motiver le départ de la flotte. Mes ordres étaient impériaux; Villeneuve devait ressortir; toutefois, s'il était bloqué par 19 vaisseaux, il dépendait de lui de rester à Cadix: il prit le premier parti.

Nelson revient devant Cadix.

Tandis que par une exécution trop ponctuelle de ce malheureux ordre il courait à sa perte, l'amirauté anglaise, instruite de sa rentrée à Cadix, avait ordonné à Nelson de repartir en toute hâte de Portsmouth pour aller prendre le commandement général des forces britanniques dans ces parages. Il n'était pas homme à se faire attendre, et partit à l'instant avec les 2 ou 3 vaisseaux qu'il trouva sous sa main. Ce grand homme de mer arriva, le 17 octobre, à la flotte de l'amiral Colingwood et en prit le commandement.

Villeneuve mit à la voile, le 19, avec 33 vaisseaux et 9 frégates. Il est probable qu'il crut d'abord n'avoir affaire qu'aux 21 vaisseaux commandés par Colingwood et Calder; on assure qu'il fut instruit la veille de l'arrivée de Nelson, mais que, d'après les avis d'un capitaine marchand, il ne voulut pas y croire. D'un autre côté, comme j'avais hautement blâmé son peu d'activité à la Martinique, et qu'il avait de plus à se laver de son inaction à la bataille d'Aboukir ainsi que de son retour à Cadix, il pensa sans doute qu'il serait à jamais déshonoré, s'il prenait chasse avec des forces supérieures. Plein de cette idée, et sachant d'ailleurs que les grandes opérations dans la Manche ne dépendaient plus du parti qu'il prendrait, il se décida à combattre. Toutes les circonstances semblaient ainsi conjurées contre nous : le même amiral qui avait craint de s'avancer vers Brest pour y combattre des ennemis inférieurs et divisés, allait, par une énergie déplacée et intempestive, s'engager avec des forces égales contre le plus habile marin de notre siècle ; s'il s'était cru autorisé à dévier de mes ordres dans une opération aussi délicate qu'une jonction avec la flotte de Brest, comment n'osa-t-il pas les interpréter lorsqu'il ne s'agissait plus que d'une simple sortie sans but essentiel à remplir?

Rencontre des deux flottes.

Bataille mémorable de Trafalgar.

La rencontre fatale eut lieu, le 21 octobre, à la hauteur du cap de Trafalgar, un peu au sud-ouest de Cadix. Villeneuve pouvait encore réparer sa faute, s'il avait du moins pris des dispositions propres à faire pencher la fortune de son côté; mais se reposant sur l'ordre donné à tous les capitaines de venir au feu; et s'opiniâtrant à suivre les vieux errements du déploiement de sa flotte en ordre parallèle, il attendit que son adversaire vînt le traiter comme il avait traité l'escadre de Bruys à Aboukir. Quand on viole ses instructions, du moins faut-il savoir manœuvrer, vaincre ou mourir.

Nelson, plus habile que lui, saisit l'avantage du vent de nord-ouest qui soufflait, se forma en deux colonnes, coupa le centre avec 14 vaisseaux qui le séparaient de la droite tandis que 13 autres accablaient la gauche en la prolongeant successivement dans toute sa longueur. Il n'en fallait pas davantage pour rendre le succès certain; notre flotte, totalement battue, reprit le chemin de ses ports après avoir perdu 16 vaisseaux, au nombre desquels se trouvait l'amiral qui fut forcé d'amener. Quatre autres, qui s'étaient échappés sous Dumanoir, tombèrent plus tard dans la croisière de l'amiral Strachan sous Rochefort, et se rendirent à des forces presque égales.

Nelson, plus heureux que moi, fut frappé d'un coup mortel au sein même de la victoire; Gravina mourut de ses blessures : c'était un homme de génie qui mérita tous nos regrets. Villeneuve, renvoyé en France sur parole, redoutant les suites du conseil de guerre auquel il devait être livré, se poignarda à Rennes, et sauva sa mémoire d'une condamnation à laquelle il eût pu difficilement échapper.

Cette bataille, plus fatale que celle de la Hogue, et qui décida peut-être de l'empire du monde, si l'on pense que mes destinées et celles de l'Angleterre en dépendirent, ne coûta aux vainqueurs que 1600 tués ou blessés : exemple remarquable de la différence qui existe entre la guerre de mer et celle de terre. Les moindres combats d'avant-garde, depuis 1805 à 1815, ont coûté plus que cette grande victoire. On a immolé jusqu'à 30 mille hommes dans les batailles d'Eylau et de la Moscovie, sans obtenir d'autre résultat que le stérile honneur du champ de bataille, c'est-à-dire quelques toises de terrain.

Depuis cette époque nos flottes ne purent plus se montrer, et le reste de mon règne se consuma à les mettre en état de se mesurer de nouveau avec le léopard anglais.

Je reçus cette nouvelle dans ma marche sur Vienne : il ne fallut rien moins que mes étonnants succès d'Ulm et d'Austerlitz pour me consoler d'un tel désastre qui me força à adopter un système de politique entièrement neuf.

CHAPITRE IX.

Retour de Napoléon à Paris. Démêlés avec la Prusse. Nouveau traité imposé à Haugwitz. Mort de Pitt : il est remplacé par Fox. Système de Napoléon pour une puissance fédérative. Joseph, roi de Naples, Louis, roi de Hollande. Traités pour l'établissement de la confédération du Rhin. Négociations avec la Russie et l'Angleterre. Rupture avec la Prusse. Batailles d'Iéna; d'Auerstedt. Destruction de l'armée prussienne. Les Français s'emparent de la Hesse, du Hanovre et de tout le pays jusqu'à la Vistule.

Dès que la double paix avec l'Autriche et la Prusse eut rétabli le calme en Europe, du moins pour quelque temps, je me hâtai de retourner en France, où des soins non moins importants réclamaient ma présence.

Mon retour à Munich fut un vrai triomphe : depuis les guerres du brave Charles Théodore, allié de Louis XIV, et depuis le projet que l'Autriche forma pour s'emparer de leur pays en 1778, les bons Bavarois nourrissaient une haine invétérée contre l'ambition du cabinet de Vienne : ils me reçurent avec des acclamations si sincères et si touchantes, que jamais je n'éprouvai un sentiment de reconnaissance plus prononcé. La nation, appréciant ce qu'elle allait gagner

Mon retour à Munich. Enthousiasme des Bavarois.

en puissance et en considération par la couronne royale que je posais sur le front d'un prince dont elle chérissait les vertus, jugeait combien de pareils bienfaits différaient des procédés de l'Autriche envers elle.

Quelques vieux canons pris sur les troupes électorales en 1703, et que nous retrouvâmes dans l'arsenal de Vienne, renvoyés par mes soins à Munich avec un bon nombre de pièces autrichiennes conquises en expiation, y furent reconduits avec toute la pompe militaire. Un élan patriotique électrisa les Bavarois d'un bout du royaume à l'autre. Les couleurs nationales furent arborées par tous les citoyens avec un enthousiasme qui me rappela les premiers beaux jours de 1790.

Je profitai de ces dispositions pour resserrer nos liens par une alliance de famille. Le prince Eugène, vice-roi d'Italie, épousa la princesse Amélie, fille aînée du roi de Bavière, et Berthier, que je venais de placer au rang des souverains en lui donnant la principauté de Neufchâtel, épousa une nièce du roi.

Mon séjour à Munich fut célébré par de grandes fêtes; l'allégresse publique était à son comble. Je ne me promettais pas une réception aussi affectueuse à la cour de Wurtemberg dont l'électeur, prince d'un grand caractère, ne pro-

fessait pas les mêmes sentiments pour nous. Il n'avait cédé qu'à la force en se réunissant à moi au commencement de la campagne ; mais il était l'oncle maternel de l'empereur Alexandre, la position de ses états m'imposait l'obligation de le traiter à l'égal de la Bavière : c'en était assez pour m'y résoudre ; et j'espérais avec raison qu'en l'élevant sur le trône, je me l'attacherais irrévocablement. Je ne fus point trompé dans ce calcul.

Je reviens à Paris.

Mon retour à Paris n'offrit qu'une suite non interrompue de triomphes ; le spectacle du pont de Kehl surtout parut extraordinaire par la réunion d'une foule immense d'habitants des deux rives du Rhin, accourus sur mon passage. Louis XIV prétendait qu'il n'y avait plus de Pyrénées ; j'aurais pu dire avec plus de raison qu'il n'existait plus de barrière du Rhin entre la France et l'Allemagne. J'avais été précédé dans la capitale par la députation du sénat venue jusqu'à Vienne, pour me féliciter de deux victoires sans égales dans les annales de la France, et qui lavaient d'une manière si glorieuse l'affront sanglant que notre marine venait d'essuyer à Trafalgar. On m'apprêtait à Paris la réception la plus brillante ; j'y rentrai de nuit pour me soustraire à des solennités qui m'obsédaient, et

dont je savais si bien donner l'exemple quand elles pouvaient être utiles à mes projets.

Crise de la banque.

De nouveaux soins m'attendaient aux Tuileries. Le premier dont j'eus à m'occuper résultait d'un événement auquel j'étais loin de m'attendre : à l'instant où je fondais la puissance et la gloire de la France d'une manière qui semblait inébranlable, l'état faillit être troublé par une banqueroute inconcevable. Barbé-Marbois s'était mis en tête de faire valoir les fonds du trésor en plaçant 140 millions contre des délégations espagnoles sur la Vera-Cruz qui ne purent se réaliser. Il fut forcé d'avoir recours à la banque pour assurer le service ; celle-ci se trouva gênée à son tour, et ses billets, qui avaient bravé toutes les tempêtes révolutionnaires, furent discrédités au point qu'une multitude effrayée assiégeait les portes pour se faire rembourser. Jamais crise financière ne fut plus inopportune et plus bizarre. Arrivé à 9 heures du soir aux Tuileries, je passai la nuit à vérifier la situation du trésor, et dès 11 heures du matin un conseil de finance convoqué dut aviser aux moyens de remédier au mal. Je n'avais pas encore de trésor secret dans les caves des Tuileries, il fallut trouver des ressources pour faire face aux premiers besoins : nous y parvînmes heureusement; la confiance

reprit peu à peu, et tout Paris en fut quitte pour la peur. Ceci me prouva que la grandeur politique d'un état n'est pas toujours la mesure de son crédit, et me fit sentir la nécessité d'un trésor particulier pour parer aux événements.

Nouvelles combinaisons de ma position avec l'Angleterre.

A cette crise succédèrent de nouvelles complications politiques : les grands événements qui avaient signalé cette campagne de 1805 sur terre comme sur mer, changeaient de fond en comble la situation respective des deux rivales qui se disputaient le commerce et l'influence du monde. La journée de Trafalgar achevait de donner l'empire de la mer aux Anglais; il fallait adopter un nouveau système pour en contre-balancer les déplorables effets.

Un vieil adage avait dit : « *Qui est maître de « la mer l'est aussi de la terre.* » Quelque paradoxale que semble une telle assertion, on ne saurait nier qu'elle ne soit du moins spécieuse, lorsqu'on réfléchit sur l'importance des plus petits états qui parvinrent successivement à briller par la marine, et sur la grande extension que prit la domination des Romains aussitôt qu'ils furent débarrassés de la rivalité de Carthage. La découverte de l'Amérique et l'invention de la boussole durent encore doubler l'importance de la marine; et la puissance qu'elle procura successivement aux Hollandais, aux

Espagnols et aux Anglais, n'avait fait qu'ajouter de jour en jour à la force de ce préjugé.

Pénétré de ces vérités, et appréciant fort bien l'influence que doit donner l'empire des mers, je jugeais néanmoins avec raison que la principale cause de cette influence provenait de la division des peuples du continent; et que l'adage serait faux si jamais ces peuples venaient à s'entendre. Convaincu toutefois que la France n'atteindrait jamais l'apogée de sa prospérité et de sa puissance, si elle ne parvenait à lutter du moins avec égalité sur les mers contre l'Angleterre, je résolus de tout faire pour relever notre marine, et pour trouver dans les résultats des victoires d'Ulm et d'Austerlitz les moyens de sauver l'Amérique, délivrer l'Inde et débarrasser l'Europe d'un joug qui ruinerait son commerce.

Progrès de la puissance anglaise dans l'Inde.

Depuis mon expédition d'Égypte, la puissance anglaise avait triplé : la chute de Tippoo, et plus encore la défaite successive de Scindiah, du rajah de Bérar, vaincus à Delhi, à Lassavary et à Assye par Lake et Wellesley; la soumission du rajah de Bourtpour, enfin celle de Holkar, portèrent jusqu'à 40 millions d'habitants les pays soumis à la compagnie anglaise, et à 200 mille tant Cipayes qu'Européens, les forces disciplinées au moyen des-

quelles elle menaçait de subjuguer l'Asie. L'Europe entière courait aux armes pour empêcher la réunion à la France de quelques vallées de l'Apennin, et personne ne s'inquiétait des progrès de la puissance anglaise dans l'Orient et dans le golfe du Mexique.

Pour atteindre mon but, il me fallait du temps et la paix; mais une paix telle que ses conditions ne m'enlevassent pas les moyens d'arriver à mes fins; il la fallait honorable avant tout. Il était difficile de l'espérer telle, en songeant à la haine violente que les feuilles anglaises exhalaient contre moi, et dont le résultat inévitable était d'allumer dans mon cœur des sentiments de représailles qui lui répugnaient. Je n'avais pas, comme Annibal, juré dès mon enfance une guerre éternelle aux ennemis de ma patrie, mais j'avais à me venger des nombreuses attaques personnelles dont le gouvernement anglais avait été l'instigateur. Je sentis qu'on en voulait à ma personne autant qu'à la France; qu'il fallait m'apprêter à une lutte sans fin; qu'il fallait, en un mot, faire triompher ma cause ou succomber : la grandeur future de la France n'y était pas moins intéressée que mon honneur et mon repos.

Expéditions maritimes malheureuses.

Ne pouvant lutter ni avec de grandes flottes, ni par le moyen d'une descente, je résolus de

frapper l'Angleterre partout où je pourrais l'atteindre. Encouragé par le mal qu'avait pu faire Villeneuve aux Antilles, j'ordonnai la sortie de la moitié de notre flotte de Brest en deux escadres; la première, sous Vuillaumez, devait aller au secours du cap de Bonne-Espérance et y jeter une garnison de troupes françaises; la deuxième, sous Leissègues, dut en faire autant à Santo-Domingo, où le général Ferrand soutenait seul, depuis trois ans, tous les efforts des noirs et des hommes de couleur. Après avoir rempli leur mission, elles devaient tenir la mer et faire des prises. Cette dernière arriva avec les secours qu'elle débarqua; mais, attaquée par l'amiral Duckworth dans la rade où elle était en radoub, elle fut prise en flagrant délit; le superbe vaisseau l'*Impérial* de 130 canons, assailli par trois bâtiments ennemis, fut abîmé, et pour ne pas le laisser prendre, on le fit échouer. Le *Diomède* eut le même sort; trois autres devinrent la proie des Anglais.

Vuillaumez, instruit en route que le Cap était tombé après huit jours d'attaque au pouvoir de Popham et de Baird, qui y avaient débarqué, fit voile pour la Martinique; mon frère Jérôme servait avec lui en qualité de capitaine de vaisseau. Bientôt, chassé par les trois escadres de Waren, de Strachan et de Louis, l'amiral Vuil-

laumez détacha le *Vétéran* commandé par mon frère pour revenir en France m'instruire de sa position et de la perte du Cap. Ce vaisseau fit de riches prises à la hauteur des Açores; mais, atteint par une partie de la croisière sur la côte de Bretagne, il dut échouer sous la protection de nos batteries de Concarneau près de Lorient. L'escadre de Villaumez, assaillie par une tempête horrible, fut dispersée; l'amiral gagna la Havane avec son vaisseau; trois autres furent pris ou incendiés, un seul rentra dans nos ports.

Moins malheureux dans les mers de l'Inde, l'amiral Linois y avait fait de riches prises et soutenu long-temps l'Ile-de-France. Mais en revenant en Europe après la prise du cap de Bonne-Espérance, il tomba de nuit au milieu d'une escadre ennemie, et fut pris après une très-belle défense avec le *Marengo* qu'il montait.

Moyens de combattre l'Angleterre sur le continent.

La mauvaise issue de ces derniers essais me confirma dans l'idée qu'il fallait prendre de plus grands moyens, si l'on voulait un jour triompher de l'Angleterre. C'était sur le continent qu'il fallait trouver le secret de frapper sa puissance et son commerce; c'était en soumettant tous les pays de côtes à mon influence que j'aurais un jour des marins et des vaisseaux : en

attendant cette époque désirée, je fermerais par la possession de ces côtes tout accès au monopole de mes ennemis.

Le moyen le plus sûr d'y réussir eût été d'être étroitement lié avec le continent ; mais comment espérer cet accord unanime, contraire aux intérêts commerciaux des uns et à l'ambition des autres? Ceux-ci, humiliés par nos victoires, ne respirant que vengeance ; les premiers ne prospérant que par leurs relations maritimes, et les bienfaits de la neutralité. A défaut de ce concert unanime, du moins aurait-il fallu l'alliance d'une puissance du premier rang. Je venais d'acquérir récemment la preuve que nous ne pourrions jamais saisir corps à corps le colosse britannique, tant que nous n'aurions pas sur le continent un contre-poids à opposer aux coalitions que le cabinet de St.-James ourdirait contre nous toutes les fois qu'il se verrait sérieusement menacé. C'était par ce contre-poids seul que je pourrais réduire nos forces continentales au rôle d'auxiliaires, et diriger une grande partie des forces de la population et des revenus de la France vers la guerre maritime.

Difficulté des grandes alliances.

L'alliance de 1756, avec l'Autriche, avait été faite par Louis XV dans ce but; et le traité de famille avec l'Espagne, si honorable pour M. de

Choiseul, et bientôt étendu aux maisons régnant à Naples et en Sardaigne, avait mis le complément à la perfection du système fédéral de la France. Le traité avec le cabinet de Madrid était renouvelé; pour bien faire, il eût été nécessaire de renouveler celui avec l'Autriche. Mais était-il probable de s'attacher cette puissance, vaincue en cent combats et dépouillée par nous de sa prépondérance en Allemagne et en Italie? La guerre de la révolution n'avait-elle pas établi, entre ces deux anciens alliés, une rivalité sinon éternelle du moins de longue durée? Devais-je, pour faire cesser cette rivalité dépouiller, la France des fruits de ses victoires, afin d'en enrichir une puissance ulcérée, dont les intérêts avaient pu être les mêmes que ceux de Louis XV, mais dont les principes et les vues étaient aujourd'hui trop opposés aux nôtres?

La Russie, à qui l'Angleterre pouvait faire beaucoup de mal, craignait aussi l'ascendant plus immédiat dont je menaçais l'Europe, et s'arma contre moi : son alliance n'était donc pas celle que je pouvais briguer, puisque nous étions en guerre. La Prusse, enrichie par sa neutralité, espérait voir passer tous les orages autour d'elle sans s'y exposer; d'ailleurs elle n'était pas seule assez puissante pour former le contre-poids désiré. Ce n'était pas avec sept mil-

lions d'habitants qu'on pouvait tenir en bride l'Autriche et la Russie, à moins de les appuyer de toutes les forces de la France, ce qui était loin de répondre au but (1).

Système d'états fédératifs.

Quel parti me restait-il donc à prendre? celui de m'entourer de plusieurs états du second ordre, réunis en fédération, et intéressés par les bienfaits que je leur prodiguerais à combattre pour la même cause que moi : c'était le moyen d'acquérir assez de prépondérance sur le continent pour que l'Autriche et la Russie ne fussent plus disposées à courir les chances des combats; ce qui me permettrait de tourner par la suite toute ma puissance contre l'An-

(1) Je dis ici que la Prusse n'était pas une alliée suffisante pour assurer l'équilibre du continent : plus loin, je dirai qu'elle était l'alliée la plus nécessaire pour ma lutte avec le Nord, et me rendrait maître de l'Allemagne. Il n'y a point de contradiction. La première proposition s'applique à une lutte maritime dans la situation de l'Europe en 1805, c'est-à-dire à une lutte où la France voudrait employer tous ses moyens, sans devenir partie principale sur le continent. Mais dans une guerre continentale où l'empire d'Allemagne serait pour nous, la Prusse, jointe à nos forces, nous rendrait arbitres de l'Europe. Dans la première supposition, la Prusse serait puissance principale sur le continent; dans la seconde, elle ne serait qu'auxiliaire.

gleterre seule, et toute mon influence contre son commerce.

Réunions successives à mon empire.

Telles furent dans l'origine les vraies causes de ces réunions à mon empire, de ces royaumes donnés aux membres de ma famille. Ce n'était pas des augmentations de territoire que je cherchais; c'était des éléments de puissance à opposer à la puissance des Anglais ou de leurs alliés. A mesure que les escadres britanniques remportaient des succès et soumettaient quelque colonie des deux Indes, je me hâtais de prononcer la réunion d'une province, pour convaincre l'Angleterre qu'elle ne gagnerait rien à prolonger la guerre, et que chacune de ses acquisitions doublait ma puissance dans une proportion bien supérieure aux avantages qu'elle en tirait.

Ce système n'était pas sans doute dans les idées du droit des gens reconnu jadis, et dont les préceptes réprouvaient les conquêtes lorsque des successions ou des mariages n'y donnaient pas des droits légitimes: mais ce n'était pas moi qui avais imaginé de fouler aux pieds ces règles tant vantées des publicistes; Frédéric-le-Grand et Catherine avaient prouvé, 40 ans avant moi, le cas qu'ils en faisaient; et bien d'autres en avaient fait de même avant eux. D'ailleurs les Anglais prétendaient être autori-

sés à se permettre sur mer tout ce que l'Europe ne pouvait empêcher. La force la plus abusive était la seule limite de leur droit public, pourquoi n'eussé-je pas agi de représailles sur le continent? Si la mer appartient à celui qui a le plus de vaisseaux, pourquoi la terre n'appartiendrait-elle pas à celui qui a le plus de bataillons et qui en sait faire le meilleur usage dans l'intérêt général des nations?

D'après les considérations que je viens d'exposer, je résolus de profiter de mes grands succès dans la campagne de 1805 pour donner une prépondérance marquée à mon système fédératif; le royaume de Naples, celui de Hollande et la confédération du Rhin en furent le résultat.

Mort de Pitt. Fox lui succède.

A l'instant même où je venais de jeter les fondements de ces nouveaux systèmes par les suites que je me promettais du traité de Presbourg, j'appris en revenant en France que le célèbre Pitt était mort subitement (23 janvier).

On a prétendu que la fin de ce grand homme avait été accélérée par le dépit que lui causa la nouvelle de la bataille d'Austerlitz, qui promettait une longue suite de prospérités à l'empire qu'il s'était flatté de renverser. Quoi qu'il en soit de ce bruit populaire, les successeurs que le roi lui donna annoncèrent un moment

que l'Angleterre, attérée de nos succès, éprouvait le besoin de changer de système : Fox fut mis à la tête de la nouvelle administration. Le choix de cet orateur, partisan connu de la paix, était d'un bon augure, bien que la position et l'opinion individuelle d'un homme d'état ne soit pas toujours un antécédent certain pour juger sa conduite comme ministre : Louis XII avait dit que le roi de France ne vengeait pas les injures du duc d'Orléans ; un ministre pris dans l'opposition ne serait pas digne de tenir les rênes de l'état, s'il ne pouvait pas dire de même que les opinions de l'orateur à la tribune ne sauraient être celles du chef de l'administration : Pitt aussi avait figuré sur les bancs de l'opposition avant de saisir le timon des affaires. Cependant les collègues qui furent donnés à Fox (Erskine et Grey) étaient également comptés parmi les hommes sages qui avaient constamment incliné pour la paix.

Blocus des ports par une simple ordonnance du conseil.

Quelque modérés que ces nouveaux ministres fussent, ils n'en étaient pas moins Anglais. D'ailleurs, à côté d'eux siégeaient Grenville, Windham, Moira, dont les sentiments étaient bien différents. Une de leurs premières mesures fut de déclarer, par un ordre du conseil du 16 mai, le blocus des ports de la Manche,

depuis Anvers jusqu'au Havre. Cette idée absolument neuve, de faire admettre l'état de blocus par le fait seul d'un ordre du conseil, était absurde; elle était d'autant plus intempestive qu'à cette époque je n'avais sur cette côte, soi-disant bloquée, aucune armée qui menaçât l'Angleterre. J'aurais ordonné des représailles immédiates à cette législation algérienne, si de nouvelles négociations, entamées dans le même instant avec le cabinet de St.-James, ne m'eussent déterminé à ajourner ma vengeance.

Nouvelles difficultés avec la Prusse.

L'état du continent n'était pas aussi pacifique qu'on aurait pu le croire; les éléments d'une nouvelle tempête se montraient sur tous les points de l'horizon, quoique dans le lointain.

Déja j'avais reçu à Munich la nouvelle inattendue que le roi de Prusse ne voulait ratifier le traité de Haugwitz que sous des restrictions qui en dénaturaient le fond. Il est vrai que, par un excès de zèle excusable, ce ministre avait agi contre ses instructions; et peut-être mal interprété les ordres de son maître. La position du roi était très-critique; il venait tout récemment de prendre avec l'Angleterre l'engagement de protéger ses troupes en Hanovre, moyennant qu'elles le secourussent s'il était attaqué par la France; cette convention

était postérieure même au traité de Vienne (1). D'un autre côté, l'empereur Alexandre proposait au roi de mettre toute l'armée russe à sa disposition, d'après l'union qu'ils avaient contractée à Potzdam. Se jeter à corps perdu dans mon alliance au mépris des engagements de la veille était indigne d'un caractère tel que celui de Frédéric-Guillaume; aussi ce prince reçut-il fort mal M. de Haugwitz : mais l'intérêt de l'état l'emporta sur les scrupules; il fallait ou se décider à soutenir seul tout le poids de ma colère, ou accepter.

Le cabinet de Berlin dénature le traité de Vienne.

Entraîné par ses conseils, le roi prit un de ces termes moyens qui, loin d'arranger les affaires, ne font que les embrouiller : il ratifia le traité à condition qu'il occuperait éventuellement le Hanovre jusqu'à la paix, mais qu'il ne

(1) Le traité de Vienne était du 15 décembre; Haugwitz partant le 17 ne crut pas devoir envoyer un courrier extraordinaire à son maître; il n'arriva que le 25, et c'est le 22 décembre que la convention avec l'Angleterre fut conclue à Berlin. Si Haugwitz se fût fait précéder par un courrier (et certes l'événement en valait bien la peine), il eût épargné à son gouvernement les torts qu'on lui a reprochés. L'Angleterre prétendit même que le cabinet de Berlin avait demandé la participation au traité de subsides, mais celui-ci nia cette circonstance.

céderait ses trois provinces qu'après que l'Angleterre aurait sanctionné cette acquisition. Je m'attendais si peu à une telle réserve que j'avais déja cédé Anspach à la Bavière : ce dédommagement lui était dû pour le duché de Wurtzbourg que le traité de Presbourg allouait au grand-duc de Toscane, en échange du pays de Salzbourg abandonné par celui-ci à l'Autriche. Quoiqu'il eût été convenable peut-être d'attendre la ratification de Berlin pour disposer de ces provinces d'Anspach, le mal était sans remède; elles étaient cédées, et je n'étais pas homme à supporter un affront, surtout dans l'attitude formidable où je me trouvais après la victoire d'Austerlitz. J'y étais d'autant moins disposé que j'envisageais la conduite de Haugwitz de son beau côté. En donnant au roi un riche électorat, contre de petites provinces détachées de la monarchie à de grandes distances, je lui avais donné le triple de population et de revenus qu'il ne m'en cédait; il n'aurait plus de contact avec mes frontières, et ne se verrait plus entraîné dans toutes les querelles que je pourrais avoir avec l'Allemagne ou la Russie. C'était la réparation la plus éclatante que je fusse à même de lui offrir pour la violation de son territoire. Eussé-je mieux fait de punir Bernadotte pour avoir obéi à mon ordre?

Fallait-il venir moi-même à Berlin la corde au cou, comme jadis les empereurs d'Allemagne allaient faire amende honorable à Rome? Il me semblait plus simple de convenir « Que nous « étions des alliés naturels; que le Hanovre « m'appartenant par droit de conquête, en le « cédant à la Prusse, je l'agrandissais aux dé- « pens de mes ennemis les plus acharnés, des « provocateurs de toutes les coalitions; que le « bien de la monarchie était d'accord en cette « circonstance avec le mien, et qu'il valait « mieux accepter une telle satisfaction que de « se livrer aux coups de mon armée victorieuse, « tandis que l'Autriche était hors d'état de se- « courir la Prusse, et que les Russes se trou- « vaient trop éloignés pour le faire à temps. »

Motifs de ses restrictions.

La raison fondée sur la morale qui portait Frédéric-Guillaume à juger autrement et à ne pas accepter la dépouille de George III, avec lequel il se trouvait plutôt en état d'alliance qu'en état de guerre, était fort respectable. Il était évident aussi que cette acquisition ne serait sûre qu'autant que l'Angleterre la sanctionnerait à la paix. *L'occupation est le résultat de la conquête; mais la possession n'est légitimée que par des traités, ou une longue possession qui ne saurait plus être troublée.* Or, Frédéric-Guillaume allait me céder trois provinces pour

une contrée plus considérable à la vérité, mais dont il n'obtiendrait jamais l'investiture, et qui le mettrait dans un état permanent d'hostilités avec l'Angleterre.

Le cabinet ne sait pas réparer les fautes de Haugwitz.

Cette fâcheuse alternative provenait d'une faute de Haugwitz qui, ébloui par les avantages apparents de son traité, ne donna pas assez de soins à sa rédaction. Il aurait dû stipuler que si la cession du Hanovre devenait un obstacle positif à la conclusion d'une paix générale, et qu'il convînt au bien de l'Europe de le rétrocéder à l'Angleterre, il serait donné au roi de Prusse une indemnité équivalente. Cette clause ayant été négligée, le roi pouvait encore me la proposer; il est probable que je l'eusse acceptée. Dans le cas au contraire où je l'eusse refusée, Frédéric-Guillaume aurait eu à opter entre la guerre avec moi ou la chance incertaine de l'avoir avec les Anglais. S'il adoptait le premier parti, il fallait envoyer en toute hâte et en silence un négociateur à St.-Pétersbourg, appeler les Russes en Silésie, et traiter avec les Autrichiens; s'il adoptait le second, il fallait accepter purement et simplement le traité, en m'observant que, si cette détermination entraînait la guerre entre la Prusse et l'Angleterre, le cabinet de Berlin, décidé à courir toutes les chances avec moi, conclurait une alliance of-

fensive et défensive qui lui assurât une part à ces chances si elles étaient favorables. Il ne sut point s'y décider, et de tous les partis, il prit celui qui devait le moins me convenir, et le compromettre davantage.

Il met son armée sur le pied de paix, et me renvoie Haugwitz.

Par une bizarrerie plus difficile encore à comprendre, au moment où le cabinet compliquait, par cette ratification conditionnelle, sa position envers moi; il faisait entrer une partie de son armée dans le Hanovre, ordonnait de mettre le reste sur le pied de paix, et la disperSait, réduite ainsi de moitié, sur toute la surface du royaume. Il crut parer à tout en me renvoyant Haugwitz à Paris pour plaider une cause qui n'était soutenable ni dans la forme ni dans le fond.

Si le refus qu'il m'apportait eût été accompagné d'une déclaration de guerre, je l'aurais compris; mais accepter le blâme qu'exciterait l'invasion du Hanovre, et remettre néanmoins tout en question avec moi, c'est ce que le plus habile aurait eu de la peine à expliquer. Cet incident, joint aux progrès que des sentiments de haine contre moi faisaient à Berlin, le crédit dont jouissait M. de Hardenberg, partisan reconnu de l'Angleterre dont il était né sujet (il était Hanovrien), mille circonstances, en un mot, m'annonçaient que, malgré le noble caractère

de Frédéric-Guillaume, je devais être désormais sur mes gardes avec la Prusse. A l'exception du cabinet, tout prenait à Berlin un aspect hostile ; l'armée, honteuse, disait-elle, du rôle cauteleux que la politique lui faisait jouer, demandait la guerre à grands cris ; de nombreux groupes d'officiers avaient insulté l'hôtel du ministre pacifique qui avait préféré l'agrandissement de son pays à une guerre intempestive : les lieutenants de housards voulaient décider des grands intérêts de l'état.

J'en profite pour le forcer à un nouveau traité.

Loin de me laisser imposer par cet événement d'une espèce nouvelle, je sentis de plein saut tout le parti que je pouvais tirer de ma position, et de celle de l'Europe, pour frapper un coup de maître : il fallait qu'en quinze jours la Prusse entrât dans mon système et sous mon influence directe, ou qu'elle tombât sous mes coups.

Il était évident que le traité de Vienne, mutilé par dix lignes qui en détruisaient le fond, était désormais nul : je déclarai à Haugwitz que son cabinet l'avait détruit lui-même, et que les choses devaient être soumises à une nouvelle négociation. J'exigeai que la remise des provinces échangées se fît à l'instant même, car j'avais déja cédé Anspach ; j'obligeai la Prusse à renoncer à la cession de 20 mille habitants que la

Bavière devait lui faire; enfin, je forçai le cabinet de Berlin à fermer ses ports aux Anglais.

Les mêmes ministres qui avaient rejeté le traité de Haugwitz, négocié d'égal à égal avec des avantages réciproques, n'ayant plus d'armée sous la main, se trouvèrent trop heureux de le recevoir dénaturé et imposé par la force à des conditions onéreuses. Je m'attendais en quelque sorte à ce résultat, parce que j'avais mesuré d'un clin d'œil la position dans laquelle de faibles conseillers venaient de précipiter leur roi; et j'avais bien calculé qu'il ne pouvait s'en tirer qu'en pliant sous la loi de la nécessité, ou en s'exposant à des chances désastreuses. Toutefois, je fus surpris de l'empressement qu'il mit à ce nouvel acte de condescendance: j'avais constamment trouvé Frédéric-Guillaume dans la ligne d'une sagesse réfléchie; le traité de Potzdam même, bien qu'il eût succédé brusquement aux démarches hostiles des Prussiens sur la Vistule, était assez motivé par une violation de territoire, pour qu'on pût l'envisager comme le résultat d'un système bien tracé; il dénotait même une force de volonté assez grande pour me faire croire à la possibilité d'une rupture, plus qu'à un dénouement qui, sans tirer l'épée, comblerait tous mes vœux: aussi cette victoire remportée d'un trait de plume surpassa-t-elle

mes espérances. J'avais pris l'Europe au défaut de la cuirasse, il s'agissait d'en profiter; l'occasion ne tarda pas à s'en présenter.

Discussions avec l'Autriche pour le Cattaro et Wurtzbourg.

A peine le nouveau traité du 15 février, ratifié à Berlin huit jours après, eut-il mis la Prusse dans une dépendance où elle ne se trouvait point auparavant, que de nouvelles tracasseries faillirent me brouiller avec l'Autriche par suite de deux incidents assez graves : le cabinet de Vienne en me cédant la Dalmatie vénitienne s'était engagé à me remettre l'important port des bouches du Cattaro; il se borna à en retirer la garnison, et les Russes de la 15e division, stationnés dans les sept îles, y ayant jeté un détachement renforcé de Monténégrins, nous ne pouvions nous en emparer que par la force. Je demandai que l'Autriche me mît en possession de ce port; et, comme je ne pouvais aller par terre, de Venise en Dalmatie, sans passer par Trieste et la Croatie, je réclamai un passage que l'Autriche avait toujours accordé aux Vénitiens.

Un événement d'une nature différente faillit nous brouiller en Allemagne : les Autrichiens avaient envoyé leurs troupes prendre possession de Wurtzbourg, qu'on avait cédé au grand-duc de Toscane et non au cabinet de Vienne. Cela pouvait être fort bien dans les anciens usages

de l'empire germanique, mais ne convenait nullement à mes projets sur l'Allemagne. J'ordonnai de suspendre la marche des prisonniers qui traversaient la Souabe; je fis incorporer à mon armée les bataillons de dépôts qui formaient les corps de réserve de Lefebvre et de Kellermann, ce qui la porta au-dessus du complet; je prescrivis au prince de Neufchâtel, que j'avais laissé en Bavière, de ne point remettre Braunau aux Autrichiens, et de faire enlever les bataillons qui oseraient entrer à Wurtzbourg, s'ils ne se retiraient à la première sommation (1).

Je me décide à détruire l'empire germanique pour y substituer une fédération.

Mon parti était pris; certain de l'alliance de la Prusse, je voulais me jeter à la tête de 250 mille hommes sur l'Autriche qui n'avait plus d'armée, ou profiter de mon attitude pour la contraindre à exécuter les traités et à renoncer en même temps à l'empire germanique (2). La fermeté de mon attitude et la mise au complet de tous les

(1) Voyez aux pièces justificatives les deux lettres écrites au prince de Neufchâtel, nos 2 et 6. L'occupation de Wurtzbourg n'avait rien que de naturel dans l'ancien système de l'empire germanique; mais c'était justement à ce système que Napoléon en voulait.

(2) Napoléon avait raison d'exiger l'exécution du traité relativement au Cattaro, mais il ne fallait pas déchirer lui-même le traité, en renversant un empire qui y était reconnu.

corps de mon armée lui imposèrent d'autant plus que la sienne était dans le plus grand délabrement, et qu'on avait vainement attendu les prisonniers de l'armée de Mack pour la réorganiser. L'état de nullité où se trouvait cette puissance et la déclaration de guerre de la Prusse aux Anglais me rendant ainsi maître de l'Allemagne, je résolus de profiter d'une position qui ne se représenterait peut-être jamais pour m'assurer sur le continent l'ascendant qui devait m'en rendre l'arbitre, et me donner tous les moyens de triompher dans ma querelle maritime.

Je place des couronnes sur la tête des différents membres de ma famille.

J'avais déjà préludé à l'exécution de ce système en plaçant mes frères sur des trônes qui devaient à la fois relever le lustre de ma famille et mettre les états voisins dans une dépendance plus directe. Le trône impérial était héréditaire dans ma famille : elle commençait ainsi une dynastie nouvelle que le temps devait consacrer, comme il a légitimité toutes les autres; car depuis Charlemagne, aucune couronne n'avait été donnée avec autant de solennité : je l'avais reçue du vœu des peuples et de la sanction de l'église. Ma famille, appelée à régner, ne devait pas rester dans les rangs de la société : c'eût été un contre-sens.

Nous étions riches en conquêtes ; il fallait lier

intimément ces états au système de l'empire, pour faire pencher la balance continentale de son côté. On a soutenu un paradoxe, en prétendant qu'il n'y a d'autres liens entre les peuples que ceux des intérêts qu'ils mettent en commun. L'histoire est pleine de preuves du contraire; elle fourmille de traités faits dans le seul intérêt des familles qui gouvernent. C'est un très-grand malheur sans doute, quand l'intérêt général du peuple n'est pas celui de ses chefs; mais ce n'est pas chose nouvelle : combien de princes et même de républiques n'ont-ils pas fait d'alliances que l'intérêt bien entendu du pays repoussait? Sans doute, la liberté maritime à laquelle j'aspirais devait être le vœu de tous les états, principalement de ceux qui avaient un littoral; mais les petits états n'attachaient pas assez de prix à une espérance si vague pour se résigner à une privation totale de commerce pour vingt ans. Sous ce point de vue, leur intérêt du moment, aussi bien que celui de leur dynastie régnante, s'accordait assez contre nous, dès que nous ne pouvions admettre leurs liens avec l'Angleterre. Il n'était pas en mon pouvoir de changer cette situation; mais c'était déja beaucoup que de substituer, à une administration ennemie, un gouvernement qui fût intéressé à marcher avec nous, et dont l'existence se trouvât étroitement liée à

nos succès : c'était le seul moyen de faire combattre, pour notre cause, des peuples qui y étaient indifférents ; c'était le seul moyen de les soumettre malgré eux à de longs sacrifices, dont le fruit n'était pas à la portée de leur jugement.

Le trône de Naples donné à Joseph.

Je remplissais ces conditions en plaçant ma famille sur les trônes vacants. Le premier qui se présenta fut celui de Naples. Il fallait un maître à ce malheureux pays pour le sauver de l'anarchie et des vengeances : mon frère Joseph monta sur ce trône que Masséna venait de conquérir.

Celui de Hollande à Louis.

La Hollande avait perdu depuis long-temps l'énergie qui fait les républiques : elle n'avait pas la force de jouer ce rôle ; elle en avait donné la preuve, lors du débarquement du duc d'Yorck. Le grand pensionnaire Schimmelpenninck menaçait d'une fin prochaine : *Il ne fallait pas laisser aux caprices du système électif, les chances de de mon alliance avec un peuple si nécessaire à mes projets contre l'Angleterre.* Je ne devais pas soupçonner que la nation regrettât la maison d'Orange après ce qui s'était passé en 1787. La Hollande semblait donc avoir besoin d'un souverain : je lui donnai mon frère Louis.

La couronne de Lombardie assurée à ma mort à Eugène.

La couronne de fer des rois lombards était déja sur ma tête ; il eût été imprudent de l'en détacher pour la poser sur une autre : c'eût été d'un exemple dangereux. L'Autriche, la plus in-

téressée au sort de l'Italie, l'avait d'ailleurs reconnue; mais pour calmer ses craintes et celles de l'Europe, je nommai Eugène Beauharnais vice-roi, en lui assurant à ma mort l'héritage de cette couronne.

Le grand duché de Berg à Murat.

Je donnai à Murat le grand-duché de Berg; ma sœur Pauline Borghèse eut la principauté de Guastalla; Elisa Biacciochi fut proclamée princesse de Lucques, de Piombino et de Massacarara; Berthier eut, comme on sait déja, la principauté de Neufchâtel cédée par la Prusse.

Masséna et Joseph soumettent Naples.

Entraîné par mon récit, je viens de disposer de la couronne de Naples, et n'ai rien dit encore des événements qui l'avaient mise en mon pouvoir. On se rappelle qu'après la paix de Presbourg j'avais prescrit à Masséna de me venger de la mauvaise foi avec laquelle cette cour avait enfreint les traités. Ce général franchit le 8 février le Garigliano, et marcha en trois colonnes sur Gaëte, Capoue et Itry. Partout les troupes napolitaines disparurent sans faire de résistance. La cour s'était embarquée pour la Sicile, frappée de terreur par ma proclamation du 27 décembre. Joseph fit, le 15 février, son entrée dans Naples. Les députés de la régence avaient déja fait rendre Capoue, et jamais conquête ne s'acheva plus paisiblement. Il semblait qu'un piége fût

tendu à notre confiance par une prise de possession aussi facile.

Le prince de Sicile avait réuni en Calabre le noyau de l'armée napolitaine, d'environ 18 à 20 mille hommes, sous le prince de Rosenheim et le comte de Damas, se flattant que les Calabrais, à l'exemple de ce qu'ils avaient fait sous le cardinal Ruffo en 1799, se leveraient en masse pour le seconder.

Le général St.-Cyr fut chargé de soumettre la Pouille et les Abruzzes jusqu'à Tarente; Reynier eut la tâche de balayer la Calabre; Masséna se chargea de la garde de Naples et du siége de Gaëte. Reynier ayant complètement battu la division du comte de Damas à Campo-Tenese, tandis que Duhesme poussait par la Basilicate contre la division Rosenheim, l'armée napolitaine se dispersa; les princes s'embarquèrent à Reggio avec 2 mille hommes seulement.

Cependant la Calabre, traversée par nos colonnes, n'était pas soumise; le peuple sauvage et féroce qui l'habite était prêt à chaque signal à se soulever, ou pour mieux dire il n'était soumis que sur le terrain occupé par nos colonnes: hors de la portée du canon, il était insurgé.

Mon frère reçut, dans sa tournée en Calabre,

le décret qui lui décernait la couronne de Naples. La nouvelle en fut accueillie dans la capitale avec des démonstrations qui firent croire qu'elle se soumettrait sans regret : on était las d'une administration décriée; on espérait tout d'un meilleur avenir. Néanmoins l'allégresse que nos partisans manifestèrent fut troublée par l'apparition de Sidney-Smith, qui venait de prendre le commandement de l'escadre anglaise; et qui pouvait joindre un bombardement aux illuminations et aux fêtes publiques ordonnées pour célébrer cet événement. Mais, aussi peu enclin à incendier un palais, sans utilité pour sa cause, qu'il avait été empressé d'incendier l'arsenal de Toulon, cet amiral se contenta de faire peur aux Napolitains, et d'enlever d'un coup de main l'île de Caprée, malgré l'héroïque résistance d'une compagnie qui l'occupait.

Siége de Gaëte.

Toutefois la position de Joseph à Naples n'était pas tellement consolidée qu'elle n'offrît encore bien des obstacles. Gaëte prolongeait sa défense. Cette place, située sur un rocher, ne tenant à la terre que par un col de 400 toises parfaitement fortifié en amphithéâtre, n'offrait que ce seul front d'attaque, et il était hérissé de difficultés. Le prince de Hesse-Philipstadt, officier hessois, plein de courage et d'énergie, y commandait. La garnison, journellement rafraîchie et ravitail-

lée par mer, était disposée à le seconder. Le siége en commença à la fin de mai sous la direction des généraux Campredon et Vallongue; Dedon commandait l'artillerie.

Diversion en Calabre.

Depuis quatre mois que Reynier occupait la Calabre, la cour de Sicile avait eu le temps d'y fomenter une insurrection. Lorsque tout fut prêt, et que les Anglais crurent pouvoir fondre avec avantage sur un corps faible et aventuré, le général Stuart vint descendre, à la tête de 9 mille Anglo-Siciliens, dans le golfe de Ste.-Euphémie. Reynier, ayant réuni à la hâte une division de 6 mille hommes, marcha à sa rencontre, l'assaillit le 4 juillet sur les hauteurs entre Mayda et la mer; mais il fut repoussé vigoureusement et forcé à la retraite sur Crotone. Cet échec devint en effet le signal d'une révolte générale. Les Calabrais, rassemblés par le tocsin, fondirent sur tous nos détachements isolés; partout dans la presqu'île nos soldats se virent égorgés, ou forcés de s'ouvrir un passage le fer à la main.

Dans l'intervalle, Masséna pressait Gaëte. Le général du génie Vallongue, qui dirigeait les travaux préparatoires et l'établissement de la grande batterie de brèche, fut emporté le 14 juin par un boulet.

Les travaux avaient été poussés jusqu'au 28 avec une constance rare, puisque la place acca-

blait de projectiles depuis deux mois nos troupes qui ne répondaient pas par un seul coup de canon. Enfin ce jour-là les batteries, armées par les soins du général Dedon de 50 pièces de 33 et de 24 mortiers du plus fort calibre, ouvrirent leur feu à la fois en présence du roi. Le prince de Hesse y fit riposter avec ténacité; mais le dixième jour il reçut à la tête une blessure très-grave, qui le força à quitter le commandement. La brèche fut ouverte vers la citadelle; une seconde plus difficile fut pratiquée dans le bastion à triple étage qui dominait le front. Masséna avait réuni 2500 grenadiers pour livrer l'assaut, quand la place capitula. La garnison, forte de 7 mille hommes, eut la faculté que nous ne pouvions lui contester de se rendre en Sicile. La place avait tiré en trois mois 117 mille boulets et 20 mille bombes.

Dès que cette importante conquête eut délivré Masséna des craintes d'un débarquement ennemi, il partit de Naples pour rejoindre Reynier et soumettre la Calabre à la tête de 15 mille hommes. Après avoir complètement battu les insurgés à Cocozza, il dispersa sans peine, mais non sans combats, cet essaim de barbares ameutés par leurs prêtres. Le général Stuart, qui n'avait pas voulu commettre l'honneur du drapeau britannique en se fiant trop à leur secours et en

s'avançant dans l'intérieur du pays, ne crut pas devoir lutter avec des forces supérieures, et se rembarqua pour Messine le 5 septembre.

L'insurrection s'éteignit peu à peu par un mélange de rigueur, d'énergie et de clémence; et grace à une administration toute paternelle, Joseph put se croire solidement assis sur le trône de Ferdinand IV.

Établissement de la confédération du Rhin qui me proclame protecteur.

Il ne me restait plus qu'à régler le sort de l'Allemagne, plus important que tous les autres pour l'exécution de mon grand projet fédératif.

L'empire germanique avait reçu de rudes atteintes par la réforme, la guerre de 30 ans et la paix de Westphalie; par les guerres de Charles Théodore contre Léopold, et de Frédéric-le-Grand contre Marie-Thérèse; enfin par celle de 1799. Si l'on ajoute la scission que la neutralité du Nord y avait introduite, la manière dont le Hanovre avait été traité par moi, et la Poméranie par son propre souverain, enfin l'érection de la Bavière et du Wurtemberg en monarchies; on conviendra que cette momie politique, toute mutilée, devait tomber au moindre souffle : il n'y avait plus qu'un dernier coup à lui porter. Mon armée se trouvait sur le Danube; Soult était encore maître de Braunau. Je fis signer le 12 juillet un traité auquel je travaillais depuis six mois, par lequel la Bavière, le Wur-

temberg, Baden, Hesse-Darmstadt et Nassau renoncèrent à tous les liens qui les attachaient à l'empire romain, pour former une confédération du Rhin sous la présidence du baron d'Alberg, archi-chancelier, qui prendrait le titre de *Prince primat* : les statuts me déféraient celui de *Protecteur*.

A part ces deux dernières clauses, et tout ce qui pouvait m'être personnel dans cette importante transaction, elle s'accordait parfaitement avec la nouvelle situation de l'Europe et avec l'intérêt spécial de l'Allemagne. Pour s'en convaincre, il suffit de jeter un regard sur le rôle qu'elle jouait en Europe depuis deux siècles ; si sa force intérieure était nulle, c'était encore pire dans ses rapports extérieurs. Ballottée entre la prééminence de l'Autriche, l'intérêt opposé de la Prusse, l'influence de la France et celle de la Russie, les relations que le Hanovre lui donnait avec l'Angleterre, et la Poméranie avec la Suède ; l'Allemagne, de même que l'Italie, n'était plus qu'une figure géographique, bonne à l'enseignement des colléges : ce n'était ni une puissance ni une nation ; sort inévitable de tous les états fédératifs et électifs, quand ils sont entourés de voisins assez forts et assez adroits pour les dominer.

Cet état de choses, qui tendait à diviser pour régner, convenait au XVI^e^ siècle à la France,

alors plus faible que l'Autriche; mais depuis la destruction de la Pologne il convenait à la France victorieuse de reconstituer fortement une Allemagne indépendante du cabinet de Vienne et de la Russie.

Donner un centre commun à 16 millions d'Allemands, tel était notre intérêt et le leur; car ne pouvant se maintenir qu'à l'aide de notre puissance, ils seraient dans nos rangs pour longtemps. D'un autre côté, ils se formeraient en un seul corps de nation, ayant ses alliances et ses intérêts particuliers indépendants de la maison d'Autriche; ils formeraient en un mot une Allemagne.

Le projet était excellent; il pécha par l'exécution. Je devais donner à cette fédération un chef allemand, pris dans les maisons les plus puissantes, et me contenter de la lier par des traités offensifs et défensifs, sans prendre un titre qui blessait l'orgueil germanique et n'ajoutait rien à mon pouvoir.

Telle qu'elle fut établie, la confédération ne convenait qu'à mon empire; j'aurais dû la rendre utile à la fois à la France, à l'Allemagne et au reste de l'Europe.

Ce traité est envoyé à Vienne.

Ce traité fut envoyé à Vienne pour obtenir la sanction de l'Autriche. Je l'envoyai aussi à Berthier et au ministre Otto à Munich, pour

qu'ils en échangeassent la ratification, ou qu'au refus de l'Autriche mon armée se reportât à l'instant sur l'Inn.

Le cabinet de Vienne, l'ayant reçu en même temps que la nouvelle du traité signé par d'Oubril, ne crut pas devoir risquer une guerre sans armée et sans alliés, pour défendre le titre, assez vain depuis un siècle, de chef électif du vieux empire des Othons. Il lui parut préférable d'abdiquer une couronne qui lui avait causé plus d'une guerre ruineuse sans lui promettre d'avantages équivalents; et de renoncer à un titre pompeux mais viager, pour se contenter du titre d'empereur héréditaire d'Autriche, de Hongrie et de Bohême.

L'empereur François abdique la couronne germanique, et se proclame empereur héréditaire d'Autriche.

François II abdiqua donc, par sa déclaration du 6 août, la couronne germanique qu'il avait reçue en 1792, et commença, sous le nom de François Ier, la série des empereurs d'Autriche.

Cette détermination surpassa, je l'avoue, mes espérances : je m'attendais presque à être obligé d'aller chercher cette sanction à Vienne, et nul doute que le traité signé par d'Oubril n'ait beaucoup contribué à ce résultat.

Un pareil événement, annoncé à Berlin immédiatement après la nomination de mon frère Louis au trône de Hollande, et de Murat, mon

Sensation que cet événement produit à Berlin.

beau-frère, au grand-duché de Berg, menaçait la Prusse de nouvelles collisions dont elle avait espéré s'affranchir. Les conseillers de Frédéric-Guillaume purent sonder l'abîme entr'ouvert sous leurs pas; ils durent regretter ou de ne pas s'être tenus franchement au premier traité de Haugwitz, ou à celui de Potzdam avec la Russie; mais le moment opportun étant passé, pouvaient-ils combattre seuls? avaient-ils un intérêt direct à le faire? La négative ne semble pas douteuse. La Prusse, il est vrai, jouait le second rôle dans la confédération germanique; il lui importait de le conserver pour augmenter son système fédératif et se couvrir des provinces neutres; mais sa religion lui interdisait le premier rôle dans l'empire romain, et il lui était facile de se consoler de sa chute, si elle parvenait à former une contre-fédération au Nord, en ralliant à elle la Saxe, l'électeur de Hesse, la Poméranie, les ducs de Mecklenbourg, les ducs de Brunswick, pays déjà soumis à son influence, mais qu'elle pouvait soumettre plus directement à son protectorat. C'était croître à proportion de mon agrandissement et conserver la situation relative des deux puissances. Frédéric-Guillaume préféra ce parti à celui de la guerre: il négocia cette confédération; mais il traitait à

peu près d'égal à égal; tandis que j'avais plutôt des vassaux que des alliés, et que je faisais plutôt des décrets que des traités.

J'aurais dû donner à la Prusse la présidence de la confédération.

Pour donner à mon ouvrage une base plus solide, j'aurais peut-être mieux fait de décerner la présidence de la confédération du Rhin à la Prusse, au lieu de la donner à un prince faible dont l'héritier, accablé de mes bienfaits, m'en a si mal récompensé. La nation prussienne et la cour, également gagnées par une telle faveur, se fussent probablement rattachées franchement à mes destinées. J'aurais eu des alliés fidèles depuis le Rhin jusqu'au Niémen; et, appuyé sur une telle base, j'aurais pu tout entreprendre. On dira peut-être que c'eût été détruire inutilement la puissance de l'Autriche pour en élever une aussi redoutable à sa place. Rien n'est moins vrai! l'Autriche seule conservait 24 millions de sujets sans l'empire germanique; la Prusse, au contraire, n'en avait pas 10 millions avec le Hanôvre; or la présidence d'une fédération de rois qui en compterait à peine autant, n'ajouterait pas en proportion à sa puissance positive. Outre cela, la Prusse m'eût été redevable de cette grandeur, et l'Autriche ne m'était redevable que de l'avoir fait déchoir; ce qui devait apporter une grande différence dans leurs sentiments. La Prusse, élevée dans l'empire aux dépens de l'influence au-

trichienne, eût été en rivalité éternelle avec la cour de Vienne : elle se fût jetée dans nos bras pour un siècle. Enfin, si jamais ma politique y était intéressée, il eût suffi d'un mot de moi pour que ces princes de la confédération devinssent autant d'adversaires de leur président.

État intérieur de l'empire français.

Ce n'était pas tout que de songer à l'extérieur, il fallait consolider mon ouvrage en donnant à la France des institutions conformes au nouvel ordre social qu'elle avait adopté, comme l'a dit un homme qui m'avait bien jugé : « Il fallait « créer mon siècle pour moi, comme je l'avais « été pour lui.

« Il fallait être législateur après avoir été « guerrier.

« Il n'était plus possible de faire reculer la « révolution ; car c'eût été soumettre de nouveau « les forts aux faibles, ce qui est contre nature. « Il fallait donc en saisir l'esprit, pour y accom- « moder un système analogue de législation. Je « crois y être parvenu. Ce système me survivra, « et j'ai laissé à l'Europe un héritage qu'elle ne « pourrait répudier, sans tomber dans la barba- « rie ou dans l'anarchie. . . . . .

« Il n'y avait en réalité dans l'état qu'une vaste « démocratie, menée par une dictature. Cette « espèce de gouvernement est commode pour « l'exécution ; mais elle est d'une nature tempo-

« raire, parce qu'elle n'est qu'en viager sur la tête « du dictateur. Je devais la rendre perpétuelle, « en faisant des institutions à demeure, et des « corporations vivaces, afin de les placer entre « le trône et la démocratie. Je ne pouvais rien « opérer par le levier des habitudes et des illu- « sions ; j'étais obligé de tout créer avec de la « réalité.

« Il fallait ainsi fonder ma législation sur les « intérêts immédiats de la majorité, et créer mes « corporations avec des intérêts, parce que les « intérêts sont ce qu'il y a de plus réel dans ce « monde.

« J'ai fait des lois dont l'action était immense, « mais uniforme. Elles avaient pour principe le « maintien de l'égalité. Elle est si fortement em- « preinte dans ces codes qu'ils suffiront seuls « pour la conserver. »

Établissement de grands fiefs et de titres.

Je résolus, dès cette époque, d'instituer une caste intermédiaire. Elle serait démocratique, parce qu'on y entrerait à toute heure et de partout. Elle serait monarchique, parce qu'elle ne pourrait mourir, et qu'elle formerait un rempart contre cette même démocratie. Elle serait nationale, parce qu'elle se composerait de tous ceux qui rendaient de grands services à l'état. Mais j'avais besoin d'y préparer peu à peu les esprits, et je différai pour mieux réussir. En attendant,

le même message du 30 mars, qui faisait part au sénat des états que je distribuais à ma famille et du régime intérieur que je lui avais imposé, annonçait en même temps l'établissement de vingt-un grands fiefs de l'empire en Italie. Bernadotte fut redevable de la principauté de Ponte-Corvo à son parentage avec mon frère Joseph (1); Talleyrand eut le duché de Bénévent. Ces titres, suivis un peu plus tard de ceux accordés aux généraux et grands fonctionnaires, les différentes classes de la légion d'honneur, les sénatoreries, rompirent peu à peu les idées d'égalité et de nivellement des rangs. L'égalité ne fut conservée que dans les droits : c'est la seule raisonnable.

Mécanisme de mon gouvernement.

Après le désordre de la révolution, il importait de rétablir l'ordre, parce qu'il est le symptôme de la force et de la durée.

Les administrateurs et les juges étaient essentiels à l'état, puisque d'eux seuls dépendait l'ordre public; c'est-à-dire l'exécution des lois. Je les associai au mouvement qui animait le peuple et l'armée; je les associai aux mêmes récompenses: j'avais institué un ordre qui honorait les admi-

(1) Bernadotte était beau-frère de Joseph par sa femme; ils avaient épousé deux demoiselles Clary de Marseille; ainsi le parentage avec Napoléon était fort indirect.

nistrateurs, parce qu'il avait reçu des soldats un brevet d'honneur; je le rendis commun à tous ceux qui servaient l'état, parce que la première des vertus est le dévouement à la patrie.

Ceux qui n'ont pas compris mes motifs m'en ont fait un reproche. Ils disaient que d'illustres guerriers, vainqueurs dans cent batailles, ne devaient pas être récompensés du même cordon dont on décorait l'administrateur qui, au sein du repos et de la mollesse, faisait sa fortune, alors même qu'il percevait les deniers de l'état avec probité. Loin de contester la nécessité d'établir un ordre purement militaire, je voulus le faire plus tard, en instituant les Trois-Toisons. Mais la légion d'honneur avait un double but, et je ne l'aurais point atteint en la réservant à mes soldats. Elle unissait par les intérêts toutes les classes de la nation, parce qu'aucune n'était ni subordonnée ni exclue. Il se formait autour de moi un corps intermédiaire, une sorte de notabilité fournie par l'élite de la nation, et qui serait, attachée au système impérial par sa vocation, par ses intérêts et par ses opinions : la croix de la légion fut en un mot ce qu'était à Rome l'anneau de chevalier. Ce corps nombreux, quoique revêtu du pouvoir civil et militaire, était avoué par le peuple, parce qu'il était tiré de ses

rangs. Il avait confiance en lui, parce que leurs intérêts étaient confondus.

L'empire s'asseyait sur une organisation forte. L'armée s'était formée à l'école de la guerre : elle y avait appris à se battre et à souffrir.

Les fonctionnaires civils s'accoutumaient à faire exécuter strictement les lois, parce que je ne voulais ni d'arbitraire, ni d'interprétations. Ils se formaient par là à l'exactitude et à la rapidité. J'avais répandu partout une impression uniforme, parce qu'on ne donnait qu'un seul mot d'ordre dans l'empire. Ainsi tout se mouvait dans cette machine; mais le mouvement ne s'opérait que dans les cadres que j'avais préparés. J'eus un moment la grande pensée de rendre tous les emplois inamovibles, à moins de prévarication et de jugement formel. J'y voyais un grand avantage moral et un gage de stabilité. L'homme qui occupe un emploi pour la vie, songe à deux fois avant de s'exposer à le perdre. L'état y gagnerait des serviteurs plus fidèles, et les employés y gagneraient d'être à l'abri des destitutions arbitraires; l'intrigue et la faveur auraient moins de prise.

Dilapidations arrêtées.

J'ai arrêté les dilapidations publiques, en centralisant sur un seul point toute la machine fiscale. Rien n'a été laissé de vague dans cette

partie, parce qu'en fait de monnaie tout doit se retrouver. Je n'ai surtout rien laissé de disponible à ces demi-responsabilités provinciales, parce que l'expérience m'avait prouvé que cet abandon ne sert qu'à enrichir quelques petits malversateurs aux dépens du trésor, du peuple et de la chose publique.

Crédit rétabli.

J'ai rendu le crédit à l'état, en ne faisant pas usage de crédit et en fondant un amortissement certain.

A l'abus des emprunts qui avait paralysé la France, a succédé le système des impôts qui l'a corroborée. Toutefois il n'eût été possible de donner une base plus large à notre crédit de bourse. La crainte de l'*abus* m'éloigna de l'*usage* des emprunts, ressource précieuse qu'il faut savoir ménager. Je proscrivis l'agiotage en refusant toute action du trésor sur les fonds publics. Dix fois nous eûmes plus d'argent en dépôt qu'il n'en eût fallu pour faire monter les fonds au pair. Ce moyen m'a toujours répugné, et ces scrupules m'ont privé de grandes ressources.

Conscription régularisée.

J'ai perfectionné la conscription, loi rigoureuse, mais grande et seule digne d'un peuple qui chérit sa gloire et sa liberté; car il ne doit confier sa défense qu'à lui-même. Cela est si vrai qu'on n'a rien su y substituer, et qu'on en a conservé jus-

qu'au nom après avoir cherché à le rendre odieux.

Monuments

J'ai ajouté de grands monuments à ceux que possédait la France. Les quatre plus beaux n'ont pas été terminés; c'étaient celui du Mont-Cenis, l'arc de triomphe du Simplon à Milan, celui de l'Étoile et le temple de la Madelaine. Ils devaient servir de témoins à sa gloire. Je pensais qu'ils éleveraient l'âme de nos descendants : les peuples s'attachent à ces nobles images de leur histoire. La colonne de la place Vendôme vivra aussi long-temps que celle de Trajan.

Mon trône ne brillait que de l'éclat des armes. Les Français aiment, de la grandeur, jusqu'à son apparence. J'ai fait décorer des palais; j'y ai réuni une cour nombreuse; je lui ai donné un caractère austère : tout autre eût été mal assorti.

On a dit que ma cour n'était ni amusante ni aimable, et que les femmes me détestaient. Il est vrai qu'elles ont joué un rôle mesquin en comparaison de celui qu'elles jouaient sous madame Dubarry, et qu'elles étaient sacrifiées à la grandeur de l'état. Louis XV leur eût peut-être mieux convenu. Mais, à l'exception des douairières du faubourg Saint-Germain, et de ces femmes qui renoncent à tous les devoirs de leur sexe pour se rendre célèbres à tout prix, je crois que les Françaises m'ont rendu justice, du

moins jusqu'en 1813. On s'amusait à la cour d'une manière plus grave qu'au Parc-au-Cerf et aux orgies de la régence ; mais on s'amusait.

Travaux intérieurs.

Ce n'était pas aux monuments, symboles de la gloire et de la puissance, que je bornais mes soins ; je n'attachais pas moins de prix à tous les établissements industriels et commerciaux : on pense bien que je n'oubliais pas les établissements militaires.

De nouvelles communications nombreuses furent ouvertes au commerce ; j'ai fait réunir l'Italie à la France en ouvrant les Alpes par quatre magnifiques chaussées. J'ai entrepris en ce genre ce qui paraissait impossible : les routes du Simplon et du Mont-Cenis, celle de la Corniche qui menait de Nice par Gênes jusqu'à Florence, sont des monuments éternels (1).

(1) J'apprends dans ma retraite que les Autrichiens et le roi de Sardaigne ont marché à pas de géants dans la carrière que je leur ai ouverte : il est facile d'imiter quand on a des modèles vivants sous les yeux. On n'en doit pas moins rendre justice aux gouvernements qui savent apprendre quelque chose ; il y en a tant qui n'apprennent rien ! Le conseil aulique a fait ouvrir une route au Splugen qui lui livre les Grisons ; si la Suisse n'y prend garde, on pourra aller de Souabe directement en Italie par son territoire. On a fait une chaussée de Trente par le Tonal sur Bergame pour prendre toute l'Italie à revers, une autre route mène du Tyrol par le lac de Como à Milan.

J'ai encouragé les progrès de l'agriculture en promulguant des lois protectrices de la propriété, et en répartissant également les charges publiques.

Les canaux de St.-Quentin, de Bourgogne, d'Alsace, ont dû réunir la Seine et la Saône au Rhin et à la mer du Nord ; c'était assurer des débouchés à nos produits territoriaux jusqu'en Hollande et au Weser, lors même que le cabotage serait interrompu, le premier assurait nos communications avec la Belgique.

Tous les genres de fabrication étaient encouragés tant par des primes que par des lois écartant la concurrence étrangère.

Travaux militaires et maritimes.

Mon activité redoublait avec ma sollicitude pour tout ce qui concernait notre système de fortification. Les travaux ordonnés à Alexandrie devaient nous assurer un établissement éternel au-delà des Alpes : on a cru que j'eusse mieux fait d'établir une bonne place à Pavie ou à Crémone ; c'est une question trop longue à résoudre pour la discuter ici.

De la même main dont je projetais les travaux de Buderich pour assurer Wesel par les deux rives du Rhin, et compléter le système général de défense de cette superbe barrière, je traçais les plans pour fortifier Cassel et Kehl qui venaient de m'être cédés par les grands-

ducs de Baden et de Darmstadt. J'employais une partie des contributions de l'Autriche à établir une tête de pont sur le Lech; en même temps je faisais assurer la possession de la Dalmatie par de bons ouvrages temporaires (1).

Anvers et Venise surtout n'étaient pas oubliés. La description des immenses travaux ordonnés dans ces deux ports formerait à elle seule le sujet d'un volume. La patrie des Morosini, des Alviane, des Dandolo pouvait par mes soins renaître un jour de ses ruines, sinon comme capitale, du moins comme grande place d'armes et entrepôt du Levant. Le superbe arsenal, seul héritage que Venise eût conservé de l'empire des mers, allait reprendre toute son activité; les vastes forêts de l'Illyrie, de la Macédoine, nous fourniraient des bois; la Hongrie des cuivres; le commerce pouvait nous procurer des cordages et des toiles; la Dalmatie, l'Albanie, de bons matelots. Qui sait si un jour la Grèce et ses cinquante îles ne nous donneraient pas une pépinière d'intrépides marins?

En même temps que je recréais ces grands ports, j'ordonnai d'augmenter les défenses de

(1) Voyez les lettres au général Dejean, pièces justificatives, nos 11 et 12.

Brest, de Cherbourg, de Rochefort. On voit que je faisais marcher de front les négociations les plus importantes, les travaux du génie, ceux des arsenaux, de l'architecture civile, des canaux, les soins de l'administration et de la législation. La France, que dis-je, l'Europe ne me paraissait pas assez grande pour occuper mon imagination ardente, qui embrassait tout, et mon amour du travail qui croissait à mesure que les embarras se multipliaient. Je ne demande pas d'autre panégyrique de mon règne, que la publication de ma correspondance avec les chefs de l'armée et des différents ministères, et celle des projets soumis à mon conseil (1).

Laissons là les soins que je donnais pour élever la prospérité intérieure de la France aussi haut que le défaut de commerce maritime le

(1) Au nombre de ces projets, il en est un que je dois rapporter, parce qu'il était relatif à notre organisation militaire. J'avais senti la nécessité d'avoir quelques troupes légères à lancer en partisans; des enfants perdus. Quoique les Cosaques ne m'eussent pas encore fait sentir le prix d'un pareil corps, puisque nous les avions à peine aperçus dans la campagne d'Austerlitz, j'en ordonnai la formation le 9 juillet 1806. On y aurait utilisé de petits chevaux lorrains et des Ardennes, peu propres à la cavalerie régulière; on aurait fait servir de petits hommes dont la taille n'était pas suffisante pour de beaux régiments de cavalerie, mais d'ail-

permettait, et revenons aux affaires d'Allemagne où la confédération du Rhin allait remettre la paix de l'Europe en problème.

La Prusse reconnaît la ligue du Rhin, et en forme une au Nord.

Frédéric-Guillaume reçut avec douleur la nouvelle de ce bouleversement, sur lequel je n'avais pas jugé à propos de le consulter. Ceux même de ses conseillers qui avaient pardonné à Haugwitz en faveur de l'acquisition du Hanovre, ne voient dans ce nouvel empiétement qu'un attentat manifeste aux intérêts de la Prusse. Ils soutiennent qu'autant il est de mon intérêt d'étendre mon influence en Allemagne, autant le cabinet de Berlin doit vouloir que l'Allemagne reste une puissance indépendante entre lui et mon grand empire. Malgré ces opposants, le parti de la paix l'emporte néanmoins encore une fois, et Frédéric reconnaît la ligue du Rhin tout en cherchant à former celle du Nord.

Il ne parvint pas à ce but avec autant de facilité qu'il l'avait cru : l'Angleterre et la Russie s'opposaient à ce qu'il y comprît Hambourg et les villes anséatiques, et moi, je ne me souciais

---

leurs aussi bons soldats et plus agiles. Ces pandours auraient pu se remettre au complet en tous pays, faire le service d'éclaireurs et ménager beaucoup ma cavalerie. L'ordre en fut donné, mais j'y renonçai plus tard sur les observations de mes généraux, et j'eus lieu de m'en repentir.

guère qu'il y comprît la Saxe. Je convoitais ce pays pour la confédération du Rhin : sa situation géographique en fait la clef de l'Elbe ; ce serait un allié également précieux pour agir contre la Prusse ou contre l'Autriche : enfin la maison de Saxe avait été de temps immémorial l'amie de la France, et son alliance avec les Prussiens depuis 1792 n'avait pas encore effacé l'inimitié de la guerre de sept ans. C'en était assez pour me décider à insinuer à la Saxe de tenir ferme, et à la Prusse de ne pas employer les menaces et la force, si l'alliance éprouvait des difficultés.

Outre le mécontentement que ces obstacles devaient donner à la Prusse, les Anglais, à la suite de la fermeture des ports, avaient capturé 300 bâtiments prussiens ; les ports étaient bloqués par les escadres anglo-suédoises ; le commerce était consterné : le militaire vociférait de plus en plus ; les hommes d'état déploraient l'abandon de l'Allemagne. Si le gouvernement avait voulu étouffer tous les germes de mécontentement, il n'eût fallu rien moins que le tribunal révolutionnaire de Fouquier-Tinville.

Frédéric-Guillaume opposa au torrent une volonté ferme et inébranlable ; il ne pouvait rien de plus. Une étincelle vint tomber sur la mine et en causa l'explosion : cette étincelle jaillit de ma négociation avec les Anglais.

Tout en travaillant à élargir les bases de ma puissance, je ne perdais pas l'espoir de consolider tant de glorieux travaux par la paix maritime, sans laquelle mon édifice n'aurait pu s'affermir. Les premières ouvertures furent le résultat d'un événement fortuit qui était de bon augure. Un de ces monstres enfantés par les guerres civiles, de ces misérables qui pensent que l'esprit de parti ou de secte justifie tout, un Français fanatique, en un mot, osa proposer à Fox de m'assassiner, et d'acheter à cet effet une maison sur l'avenue de St.-Cloud, où je passais tous les jours en voiture. Fox, plus généreux que les instigateurs de Georges Cadoudal, chassa cet homme du royaume, et me signala son infâme projet. La correspondance qui en résulta amena des explications réciproques. Négociations avec l'Angleterre.

On fut long-temps à disputer sur des formes. L'Angleterre voulut traiter de concert avec la Russie; mais il me semblait peu convenable d'admettre dans la discussion un tiers avec qui je n'avais rien à démêler, et qui ne pouvait mettre du poids dans la négociation qu'à mon détriment: je déclinai la proposition; on trouva un terme moyen, en obtenant de l'empereur Alexandre qu'il enverrait de son côté un négociateur à Paris. Il m'envoya d'Oubril sous le prétexte d'un échange de prisonniers.

Dans l'intervalle, Fox m'avait demandé la liberté de Lord Yarmouth, détenu à Verdun par suite de représailles pour les bâtiments français enlevés avant la guerre, et dont les équipages non militaires étaient détenus.

En passant à Paris pour retourner à Londres, Talleyrand lui manifesta le désir que nous avions tous d'un rapprochement; il lui dit entre autres choses que nous ne demandions rien aux Anglais, et qu'ils ne pouvaient rien espérer de la guerre qui fût d'un intérêt réel pour eux.

Lord Yarmouth revint avec des instructions; et les conférences s'ouvrirent. On paraissait près de s'entendre; les Anglais proposèrent eux-mêmes l'état de possession respectif, et paraissaient satisfaits de garder Malte et le cap de Bonne-Espérance (l'amiral Popham et le général Baird venaient de conquérir le cap sur les Hollandais le 8 janvier, après une résistance de quelques jours): ils témoignaient des dispositions à rendre le reste des colonies. Malheureusement Fox tomba malade; lord Spencer prit le portefeuille, et sous prétexte que Yarmouth avait trop légèrement laissé entrevoir ses instructions, on lui adjoignit le comte Lauderdale.

Bien que ce fût un homme du parti modéré, la négociation prit aussitôt une marche rétrograde. On prétendit que, dans les premiers pour-

parlers, l'état de possession respectif avait été admis, sauf le Hanovre, qui serait restitué à l'Angleterre.

Si la question eût été ainsi posée, j'aurais donc laissé aux Anglais tout ce qu'ils avaient pris, Malte, le Cap, Surinam, Demerari, Berbice, Tabago; et j'aurais de plus rendu le Hanovre sans rien obtenir. Je déclarai ces conditions incompatibles avec mon honneur; et comme je venais de placer mon frère sur le trône de Hollande, je tenais à ce qu'il ne commençât pas son règne par dépouiller les Hollandais de leurs colonies.

Je me trouvais dans le même cas vis-à-vis de Joseph pour ce qui concernait Naples; il fallait renoncer à lui donner cette couronne, si je le privais de la Sicile, qui en est le fleuron comme elle est en même temps le grenier du royaume.

J'avoue que je n'appréciai pas assez tout ce que l'Angleterre sacrifierait, en reconnaissant l'état de possession de la France et des alliés: Je cédai sur le point des colonies et sur le Hanovre; mais en échange j'insistai sur la Sicile.

Ce fut peut-être une des fautes les plus graves que j'aie commises : j'aurais dû prendre les An-

glais au mot sur la proposition de l'*uti possidetis*, sauf le Hanovre; et envoyer en toute hâte à Berlin un négociateur habile proposer au roi de me seconder dans l'œuvre si désirable de la paix, en acceptant une compensation. Il eût suffi que l'Angleterre promît de ne se mêler en rien du réglement de cette affaire continentale, moyennant qu'on lui rendît son électorat.

Lord Lauderdale eût certainement trouvé le moyen de reculer devant un pareil empressement de ma part; il lui suffisait d'élever des contestations sur l'étendue qu'il entendait donner à l'état de possession réciproque. Tout porte à croire qu'il prétendait ne l'appliquer qu'à l'empire français proprement dit, et point aux états tombés sous sa dépendance. Cela est si vrai que, dans un moment d'abandon lors de la discussion sur la Sicile, le négociateur anglais dit que, loin de la céder, il avait ordre de redemander Naples pour Ferdinand IV.

Traité signé, et non ratifié par la Russie.

Dans les entrefaites, M. d'Oubril était arrivé à Paris pour traiter au nom de la Russie; nous n'avions point de provinces à nous céder, il ne fut pas difficile de nous mettre d'accord : je demandai la restitution du Cattaro, qui m'appartenait, l'intégrité de l'empire ottoman, l'indépendance des Sept-Iles; je promis l'évacuation de

l'Allemagne. Un article secret autorisait l'échange de la Sicile contre les îles Baléares. Le traité fut signé le 20 juillet (1).

L'empereur Alexandre improuva hautement la conduite de d'Oubril, qui fut disgracié; le conseil de l'empire déclara qu'il avait outre-passé ses pouvoirs, et l'empereur refusa sa ratification sans alléguer d'autres motifs.

Ce refus me blessa, parce qu'il contrariait mes espérances. Mes journaux jetèrent les hauts cris : ce sont des instruments dont on se sert pour faire un effet momentané. Il serait absurde de juger mes sentiments d'après ces sorties étudiées; ce n'est pas avec les gazettes qu'on écrit l'histoire.

Si j'avais de vastes projets pour la grandeur de la France et de mon empire, je n'étais pas assez simple pour prétendre que ces projets dussent s'exécuter sans exciter l'inimitié de mes voisins, intéressés à me disputer le rôle que je voulais jouer. Nous nous sommes réciproquement accusés d'ambition, de prétentions exagé-

(1) Il est à observer que Napoléon promettait, le 20 juillet, d'évacuer l'Allemagne, tandis que le 12 il s'en faisait nommer protecteur. Le protectorat constatait plus la dépendance que la simple occupation; comment donc croire que la Russie y consentît ?

(*Éditeurs.*)

rées : tout cela est dans l'ordre; mais dès que l'intérêt du moment n'existe plus, il convient de rendre à César ce qui est à César. Je pense que l'empereur de Russie, dans ma situation, eût agi comme je l'ai fait. Pour moi, je n'eusse pas hésité à sa place à combattre les projets du grand empire sur l'Allemagne.

Le cabinet de St.-Pétersbourg refusa donc sa sanction le 24 août, et il est probable que l'établissement de la confédération du Rhin en fut la principale cause. Ce pacte était du 12 juillet; mais il n'était pas publié, lorsque d'Oubril signa son traité le 20. Ce ne fut qu'au 1^er^ août qu'on en eut la notification à Ratisbonne.

L'empereur Alexandre jugea avec raison que, si nous n'avions aucune province à rétrocéder, il ne pouvait pas demeurer indifférent au sort des états avec lesquels il était en relations intimes. *Il savait bien que, si la première loi de l'état est sa sûreté, la seconde est la sûreté des puissances voisines dont l'existence est nécessaire à sa propre conservation.*

En vain invoquerait-on tous les vieux législateurs du droit public, il n'y a rien à répliquer contre ces règles. L'empereur de Russie avait garanti comme moi les actes de la députation de l'empire en 1803; il était garant de l'intégrité de cet empire, déjà, depuis le traité de Teschen

en 1779; on ne pouvait lui en vouloir qu'il ne ratifiât pas une paix qui, conclue postérieurement à la destruction de l'empire, la sanctionnerait ainsi tacitement.

De plus, j'avais placé, le 20 juin, mon frère Louis sur le trône de Hollande, et la politique russe pouvait y entrevoir un fâcheux avenir pour ses intérêts. Il faudrait être ignorant ou aveugle pour nier que le cabinet de St.-Pétersbourg n'eût de grands avantages à l'indépendance de ces courtiers du Nord, qui ont tant de relations avec ses ports, surtout si le commerce des neutres venait jamais à être respecté. D'ailleurs rien ne forçait la Russie à une paix qu'elle estimait défavorable, puisque la guerre ne pouvait l'atteindre.

D'Oubril déclara, dit-on, qu'il s'était décidé à la signer pour sauver l'Autriche du danger qui la menaçait. J'avais en effet ordonné le 16 juillet à Berthier de reporter mon armée sur l'Inn, si l'Autriche ne ratifiait pas la confédération du Rhin. Il paraît que cet ordre, tout secret qu'il dût être, vint à la connaissance du négociateur russe; mais ce qui n'est pas moins remarquable, c'est que le traité qu'il signa, arrivant à Vienne en même temps que l'acte de confédération, ne contribua pas peu à l'abdication de l'empereur d'Allemagne : il eut ainsi pour moi tous les ava-

tages d'une paix réelle, effet sans doute bien opposé à celui qu'on se proposait.

Au surplus, le motif allégué par d'Oubril pour se justifier était tout-à-fait neuf ; c'était un singulier moyen de délivrer l'Autriche d'un danger immédiat, que d'enchaîner la puissance russe pour un certain temps et de lui ôter la faculté de marcher à son secours : l'avenir éclaircira ce mystère.

Mission de Sébastiani à Constantinople.

Avant la conclusion de ce traité, avant de connaître ce qu'on déciderait à Vienne et à Pétersbourg, relativement à la confédération du Rhin, et dans la crainte d'une nouvelle conflagration générale sur le continent, j'avais senti l'avantage d'opposer à la Russie une puissante diversion sur le Dniester. La chose ne paraissait pas très-facile ; car on a vu que nos relations avec la Porte avaient failli être compromises à l'époque de mon couronnement, et que le maréchal Brune était revenu de Constantinople sans avoir pu me faire connaître ouvertement comme empereur. La corruption du divan, le souvenir de l'expédition d'Egypte et l'influence anglaise lui avaient opposé quelques obstacles que le temps seul devait lever.

Toutefois la campagne d'Austerlitz était bien faite pour relever notre crédit près de la Porte, et lui donner une haute idée de ce qu'elle pour-

rait entreprendre avec notre appui. Selim III aimait la France; il fut plus enchanté de nos succès que bien des Français mêmes, et résolut de m'envoyer une ambassade pour me féliciter sur mon ascension au trône.

Empressé de savoir le parti que je pourrais tirer de ces événements, j'y envoyai le général Sébastiani, homme adroit, spirituel, entreprenant, dont les formes agréables convenaient parfaitement à un négociateur, et qui, en sa qualité de militaire, pouvait être doublement utile dans cette mission, si la Turquie était un jour entraînée à la guerre. Je lui recommandai néanmoins beaucoup de prudence, en l'instruisant des négociations entamées. Ses instructions, toutes pacifiques, lui prescrivaient cependant d'user d'adresse pour obtenir le renvoi des hospodars de Walachie et de Moldavie, qui n'étaient que des agents de la Russie. Je ne considérais cette démarche que comme un premier pas pour rétablir notre influence à Constantinople, et il n'en fallait pas davantage pour rallumer une guerre. Par le fait, je n'eus pas lieu de m'en repentir; car Sébastiani remplit parfaitement ce point de sa mission, et le traité de d'Oubril ayant été repoussé, il me procura la diversion désirée plus heureusement et plus complétement que je ne m'en étais flatté. La clause du traité qui garan-

tissait l'intégrité de l'empire ottoman contribua sans doute à lui donner plus de crédit qu'à ses prédécesseurs; et il était homme à le mériter.

L'occupation par le corps de Marmont de la petite république de Raguse, qui était tributaire de la Porte, fut ordonnée à cette époque. Elle m'était nécessaire pour occuper la Dalmatie vénitienne et les bouches du Cattaro, et pour nous garantir des attaques de la population grecque du Monténegro, excitée par la division russe de Corfou à prendre les armes contre nous; Marmont reçut l'ordre de la faire occuper par la division Lauriston. Cette démarche fut présentée par nos ennemis comme un nouvel acte d'hostilité envers la Porte; mais elle la touchait trop indirectement, et paraissait d'une trop minime importance au divan pour qu'il la mît en balance avec les avantages qu'il pouvait se promettre de ses rapports avec moi.

Tentative des Anglais sur Buénos-Ayres.

Pendant que ces négociations avaient lieu, la guerre maritime allait son train: les Anglais, qui n'avaient plus d'adversaires sur les mers depuis la bataille de Trafalgar, ne firent pas de bien grandes entreprises cette année. Celle que l'amiral Popham dirigea sur l'Amérique méridionale, sans les ordres du ministère, bien que très-importante dans son but, n'était pas effectuée par des moyens suffisants pour obtenir des résultats.

Après la soumission du cap, Popham, ayant pris quelques renforts à Sainte-Hélène, débarqua Béresford à Buénos-Ayres.

Cette clef du fleuve de la Plata se rendit sans grande résistance le 27 juillet, et les Anglais y firent de riches prises; mais deux Français au service d'Espagne soulevèrent les habitants, de concert avec quelques troupes royales retirées aux environs. Ils assaillirent les Anglais dans la ville, et les forcèrent après un rude combat à capituler (12 août). Popham voulut s'en venger deux mois après sur Monte-Video, et fut repoussé.

Rupture des négociations avec l'Angleterre.

La nouvelle de ces événements n'était pas encore arrivée en Europe, quand la négociation avec l'Angleterre fut rompue.

Dès que Lauderdale eut appris le refus de ratification de la Russie, il demanda ses passe-ports, certain de m'avoir brouillé avec la Prusse pour le Hanovre, et peut-être avec l'Espagne pour les îles Baléares. On prolongea la discussion sur quelques accessoires jusqu'à la fin de septembre.

Fox avait succombé le 13. Eût-il vécu, cela n'eût rien changé à la face des affaires. Je m'étais placé par l'établissement de la confédération du Rhin, sur un terrain où je ne pouvais plus espérer de traiter, sans faire beaucoup plus de concessions qu'on ne m'en avait d'abord demandé.

Observations sur ces négociations.

Nonobstant toutes les belles espérances qu'elle avait données, jamais négociation ne fut peut-être plus fallacieuse et plus incompréhensible que celle-ci. On en sera convaincu en examinant avec un peu d'attention tout ce qui l'avait précédée, tout ce qui la suivit.

Le grand projet de Pitt qui avait mis l'Europe en feu en 1805 ne tendait, selon ses notes diplomatiques mêmes, à rien moins qu'à remettre la France dans ses limites de 1792. C'était à très-peu de chose près le traité qu'on me proposa à Châtillon en 1814, quand l'ennemi était aux portes de Paris. Les batailles d'Ulm et d'Austerlitz avaient sans doute renversé ce beau projet et changé l'état des affaires sur le continent; mais, d'un autre côté, la bataille de Trafalgar avait mis les Anglais dans une position relative tout aussi avantageuse. Comment peut-on croire que l'*état de possession respectif* ait pu entrer dans la tête d'un ministre anglais, un an après ce fameux projet qui renferme en vingt lignes toute la politique du cabinet de St.-James durant ces vingt années ? Un gouvernement à la tête duquel figuraient encore Grenville, Windham, qui craignait en 1805 de me laisser les limites des traités d'Amiens et de Lunéville, eût-il proposé de reconnaître la réunion du Piémont et de Gênes à la France ? eût-il consenti à ce que

la Hollande et Naples fussent sinon aggrégées, du moins soumises à mon empire comme de grands feudataires, dont les souverains n'étaient pas seulement de ma famille, mais encore des grands dignitaires de l'empire français, et, en cette qualité, soumis à sa juridiction ? Enfin, auraient-ils reconnu la couronne d'Italie sur ma tête, ceux qui n'avaient pas voulu entrer en discussion sur les plus petits changements faits en 1800 dans la péninsule ? Non, ils ne le voulurent jamais de bonne foi.

Si on pouvait mettre le moindre doute à cette assertion, qu'on se rappelle le traité de Bartenstein, signé en avril 1807 entre la Russie et la Prusse, et auquel l'Angleterre participa. J'avais alors en mon pouvoir toute la monarchie de Frédéric ; j'étais dans une attitude plus redoutable encore qu'en 1806, et cependant la Russie et la Prusse, alliés de l'Angleterre, se promirent de ne déposer les armes que quand l'Allemagne serait délivrée de mes troupes et de mon influence, quand la couronne d'Italie serait placée sur une autre tête.

Il est vrai que Fox ne pensait ni comme le ministre de 1805, ni comme ceux de 1807 ; car à cette dernière époque c'était Canning qui dirigeait le département des affaires étrangères ; mais Fox ne pouvait pas faire une paix réprou-

vée par toute la nation anglaise ; il ne traitait ni pour lui seul, ni par lui seul.

Malgré ces motifs dont on ne peut contester la vérité, je conviens franchement que je saisis mal cette négociation : au risque de ne donner à Joseph que la moitié du royaume de Naples, et même au risque de le rendre en entier à Ferdinand, je devais faire reconnaître mon empire par la Russie et l'Angleterre, ainsi que les établissements faits à mes autres frères. J'agis mal envers la Prusse, en prononçant à plusieurs reprises sur le sort du Hanovre sans même la consulter. Accoutumé à vaincre, je n'étais pas effrayé d'une guerre avec elle ; et à dire vrai, la confédération du Rhin me paraissait si importante et le moment si opportun, que j'étais décidé à braver tous les efforts de l'Europe plutôt que d'y renoncer.

Les Anglais eussent peut-être décliné toute question relative à la reconnaissance de nos établissements en Italie et à Naples, comme ils l'avaient déjà fait à la paix d'Amiens ; mais, je le répète, c'eût été pour lors un grief plus juste pour continuer la guerre que la demande de la Sicile que je leur faisais.

La Prusse se décide brusquement à la guerre.

Quoique les propositions relatives au Hanovre n'aient eu aucune suite, l'effet qu'elles produisirent à Berlin n'en fut pas moins aussi prompt

que la foudre. La reine, le prince Louis de Prusse, le duc de Brunswick, le baron de Hardenberg s'étaient montrés, depuis le traité de Potzdam, à la tête du parti qui voulait la guerre. Ils n'eurent pas de peine à entraîner le roi, qui n'avait pu calmer l'opinion publique que par les avantages de l'acquisition du Hanovre, en échange de tous les désagréments qu'il avait essuyés.

On profita de ces apparences de félonie pour soulever tous les esprits contre moi, sans s'inquiéter si réellement je demanderais le Hanovre, et si, dans cette supposition même, je ne ferais pas donner une compensation suffisante à la Prusse. On affecta de ne voir en moi qu'un allié de mauvaise foi, qui reprenait d'une main ce qu'il donnait de l'autre; un violateur de territoire, qui disposait arbitrairement de tout ce qui ne lui appartenait pas. On alla même jusqu'à publier que j'avais gagné d'Oubril, et que, pour déterminer son maître à faire la paix et à me reconnaître comme empereur, je lui avais proposé le partage de la Prusse, en cédant Varsovie au grand-duc Constantin.

Il n'était pas besoin d'un conte aussi absurde pour tourner des têtes en ébullition depuis un an. Tout-à-coup les Prussiens se rappellent qu'ils sont les dépositaires de la gloire du grand Fré-

déric : le gouvernement, qui avait comprimé l'impulsion, en donne l'exemple à son tour. Le roi ne voit dans la perte du Hanovre que celle de la monarchie, du dernier gage de sa sûreté, de l'honneur personnel de son roi. Il ne lui reste qu'à tomber glorieusement ou à rester debout comme un lâche. Le cri général *aux armes* se fait entendre depuis la place de Potzdam jusqu'à Kœnigsberg : la guerre est décidée sans même attendre la coopération de la Russie. On négocie une alliance avec elle, mais on ne veut pas attendre ses troupes; car une guerre d'honneur ne tolère pas de délai.

Ultimatum extraordinaire.

A une longue torpeur succède ainsi une fougue chevaleresque. Le général Knobelsdorf, qui a remplacé Lucchesini à l'ambassade de Paris, me remet un ultimatum extraordinaire, manquant par la forme à tous les égards dus à une grande puissance. On me sommait : 1° *d'évacuer l'Allemagne en commençant du jour où le roi pourrait avoir reçu ma réponse, et continuant sans interruption ;* 2° *de détacher Wesel de mon empire ;* 3° *d'envoyer ma réponse avant le* 8 *octobre au quartier-général du roi.*

Certes, Scipion devant Carthage ne tenait pas un langage plus impérieux aux vaincus. On eût dit que nous en étions encore au lendemain de la bataille de Rosbach.

Le cabinet de Berlin eut d'autant plus tort de s'en servir avec moi, que son intérêt était de gagner du temps. S'il m'eût demandé, sous des formes plus convenables, d'évacuer l'Allemagne dans un terme stipulé à l'amiable, il aurait eu raison, et tous les torts d'une agression eussent été de mon côté.

En m'attaquant à l'époque où j'étais aux prises avec les Russes et les Autrichiens, les Prussiens pouvaient me faire beaucoup de mal; mais il était si extraordinaire qu'ils vinssent seuls hors de saison nous déclarer la guerre, que je fus un moment sans y ajouter foi. Rien n'était plus vrai cependant; et il fallut rentrer en campagne.

Je savais bien que l'armée russe, cantonnée sur le Niémen, serait un auxiliaire inévitable; mais il fallait du temps; je pouvais être à Berlin avant elle, et j'espérais d'ailleurs que Sébastiani parviendrait à exciter la Turquie à la guerre; car un traité signé entre l'Angleterre et la Russie accordait à celle-ci la Moldavie et la Valachie pour prix des efforts qu'elle ferait contre la France.

Je n'étais pas homme à attendre la coopération incertaine de Sélim III, pour tomber sur mes adversaires qui venaient se livrer eux-mêmes au dépourvu : j'ordonnai le rassemblement de mon armée, et partis aussitôt pour Mayence.

Le 6 octobre, j'arrivai à Bamberg. Mon ar-

mée était forte de 180 mille hommes : le gros composé des cinq corps de Bernadotte, Davoust, Soult, Ney, Lannes et de la cavalerie du grand-duc de Berg, se rassembla à Cobourg et à Bamberg; ma garde sous Lefebvre prit le chemin de cette dernière ville; Augereau partit de Francfort pour menacer la route de Cassel, puis se rabattit à droite; Mortier assembla le 8e corps aux confins de la Westphalie; mon frère Louis, avec 15 mille Gallo-Bataves, prit la direction de Wesel; Marmont resta en Illyrie avec le 2e corps chargé de couvrir Raguse, d'occuper le Cattaro, etc.

Position et plan des Prussiens.

Les Prussiens s'étaient avancés en Saxe, et avaient entraîné l'électeur à joindre ses troupes aux leurs. L'électeur de Hesse-Cassel s'apprêtait à en faire autant. Ils se postèrent sur le revers septentrional de la forêt de Thuringe. Le corps de Ruchel de 20 mille hommes formait la droite à Eisenach. L'armée principale de 50 mille, commandée par le roi et sous lui par le duc de Brunswick, se trouvait dans les environs d'Erfurth. L'armée de gauche, confiée au prince de Hohenlohe, d'environ 50 mille Saxo-Prussiens, se concentrait sur Blankenhayn : un corps en était détaché aux ordres de Tauenzien, afin de couvrir l'extrême gauche à Schleitz.

Chances militaires qui s'offrent à mon choix.

Trois chances uniques s'offraient à mes combinaisons pour porter la guerre en Prusse : je pouvais opérer par ma gauche en débouchant

de Mayence et de Wesel sur la Westphalie, ce qui eût été absurde; je pouvais, au contraire, agir en masse au centre par la route d'Eisenach sur Cassel ou Leipsick; enfin j'avais la faculté de me jeter en masse par ma droite pour tourner la gauche ennemie et couper les Prussiens de Berlin par Hof et Gera, comme j'avais coupé Mack de Vienne par Donawerth; et Mélas à Marengo. Il était évident que cette dernière manœuvre n'était pas seulement la meilleure, mais encore la seule raisonnable.

Faute des ennemis.

Pour éviter la catastrophe, il ne restait aux Prussiens que deux partis à prendre: celui de fondre au milieu de septembre sur mes cantonnements épars en Franconie, ou celui de m'attendre défensivement, massés sur la haute Saale, appuyant leur gauche aux frontières d'Autriche. J'aurais pu les battre de front; mais ils auraient eu leur retraite sûre sur Dresde et la Silésie. Ils seraient allés rejoindre les Russes sur l'Oder, et la monarchie pouvait être sauvée. Ils coururent, au contraire, par leur droite jusqu'à Eisenach, blottirent leur centre sous Erfurth, et laissèrent la gauche isolée dans les environs de Schleitz. C'était précisément ce qu'il me fallait.

Portraits de leurs généraux.

Le roi, en se mettant lui-même à la tête de son armée, avait exhumé tous les vieux généraux

de la guerre de sept ans pour lui servir de guides; le duc de Brunswick et Mollendorf devaient conduire l'armée à la victoire. Le premier, général d'avant-garde sous son père le grand Ferdinand, n'avait jamais combattu dès lors qu'à Kaiserslautern contre Hoche, où il s'était borné à défendre bravement son camp. Bon administrateur, vaillant dans le combat, mais timide dans le cabinet, il n'avait rien su apprendre durant les quinze années de guerre qui venaient de s'écouler; bien que ces années fussent assez riches en grandes leçons pour tout militaire capable d'en profiter. Mollendorf, non moins brave, n'était pas plus habile capitaine : l'âge avait glacé chez eux les qualités qui leur avaient valu tant de réputation, et ne leur avait pas donné le génie; car le génie n'est jamais le fruit de l'âge ni de l'expérience. Le prince de Hohenlohe et Massenbach, son bras droit, avaient tout juste assez d'esprit et de science pour prendre de la guerre ce qu'il y avait de plus faux. En un mot, dans tout ce brillant cercle des faiseurs de Potzdam, il n'y en eut pas un seul qui comprît assez mon système pour juger les trois hypothèses bien simples que nous venons de poser, et pour en conclure que c'était par Cobourg et Hof que je tournerais

l'armée, si elle osait franchir la Saale. Ils coururent à leur perte avec une présomption qu'on aurait peine à se figurer.

Ces habiles manœuvriers, plongés dans un sommeil léthargique depuis dix ans, comptaient si bien nous reconduire à Mayence, qu'aucuns préparatifs n'étaient faits pour mettre en état leurs places de première ligne, situées à quelques marches de nos cantonnements : tandis que j'entassais bastions sur bastions à Kehl, à Cassel, à Wesel, ils ne mettaient pas une palissade à Magdebourg, pas un canon en batterie à Spandau.

D'ailleurs l'armée était belle, d'une tenue et d'une discipline admirables ; l'artillerie excellente, la cavalerie n'avait pas encore tout-à-fait oublié Seidlitz et ses immortelles leçons ; disons plus, l'état-major était très-instruit, mais instruit au détail. Ainsi, malgré sa superbe apparence, cette armée était un corps sans âme.

Vues du duc de Brunswick.

Le duc de Brunswick, en poussant sa droite jusqu'à Eisenach, espérait couvrir la route de Cassel et entraîner l'électeur de Hesse qui assemblait déja un contingent de 20 mille hommes pour en renforcer l'armée.

Le projet du duc était ensuite de franchir les débouchés de la Franconie sur trois points pour tomber sur ma ligne du Mein, où il imaginait

que je resterais sur la défensive. C'était juger singulièrement mon caractère, ma position et mes antécédents. Comment croire, en effet, que le capitaine qui s'était précipité avec la rapidité de l'aigle au-devant des forces de l'Autriche et de la Russie réunies, s'endormirait derrière le Mein devant les forces isolées d'une puissance du second rang, surtout quand il avait de si puissants motifs d'agir vigoureusement avant l'arrivée des Russes et le réveil des Autrichiens?

A la nouvelle de mes premiers mouvements sur Cobourg, le duc revint d'une illusion qui prouvait toute sa simplicité; il renonça à l'offensive, et résolut de concentrer son armée près de Weymar pour nous attendre de front.

Cette concentration était sage; mais c'était sur la gauche à Hof qu'il fallait la faire, au lieu d'attirer cette aile gauche au corps de bataille et de laisser à découvert le chemin même qui conduisait à mon but.

Je m'empare des communications de l'ennemi.

Mon parti fut bientôt pris, lorsque je sus à mon arrivée à Bamberg tout ce qui se passait autour d'Erfurth. Un général ordinaire se serait contenté à ma place de chercher à battre les ennemis, je portai mes vues plus haut: je résolus de les détruire.

Je combinai mon plan de façon à couper leur armée du cœur de la monarchie prussienne, de

les tourner par leur gauche, et de m'établir entre eux et l'Elbe. A la vérité, en agissant ainsi sur leurs communications, c'était exposer un peu les miennes; mais on pouvait le faire sans danger, puisque nous avions la supériorité du nombre, et qu'à bien prendre, en me rabattant aussitôt de Géra à l'ouest, je couvrirais les chemins de Hof, de Nordhalben et de Cobourg, qui, en cas de revers, me ramèneraient en Franconie.

Mon armée pénétra en Saxe par trois routes: à droite Soult, Ney et une division bavaroise se portèrent de Bareith par Hof sur Plauen; au centre, le grand-duc de Berg, Bernadotte et Davoust marchèrent de Bamberg par Cronach sur Saalbourg; à la gauche, Lannes et Augereau, partis de Schweinfurt, prirent leur direction par Cobourg et Graffenthal sur Saalfeld.

Le premier engagement eut lieu le 8 octobre. Un détachement prussien qui voulait défendre la Saale à Saalbourg fut déposté par le grand-duc de Berg; le lendemain, ma colonne du centre, poursuivant son chemin, trouva à Schleitz le corps de Tauenzien. Bernadotte l'attaqua et remporta sur lui une victoire peu disputée.

Ma gauche débuta aussi par des succès. Le 10, Lannes attaqua à Saalfeld l'avant-garde de l'armée de Hohenlohe, commandée par le prince Louis de Prusse. L'ennemi fut battu et perdit

mille hommes et trente canons. Le prince Louis, jeune homme de grande espérance, ne voulant pas survivre à la honte d'une défaite, se fit tuer: il avait vécu en preux chevalier, il mourut en héros. Après avoir été mon admirateur, ce prince fut mon ennemi juré, parce qu'il me croyait dangereux pour la Prusse; son patriotisme l'égara, et, malgré tout ce qu'il a fait contre moi, je me plais à lui rendre justice.

Je m'étais attendu à plus de résistance. Le souvenir de Frédéric, de Seidlitz, de Léuthen, de Prague m'avait donné la plus haute opinion de cette armée, et j'avais dit à un de mes officiers à Mayence, que cette campagne ne ressemblerait pas à celle d'Ulm; *que nous aurions de la terre à remuer.* Ces premières victoires me détrompèrent : elles étaient d'un bon augure pour la campagne. Je sentis dès lors que j'aurais bon marché de l'armée prussienne, qui ne montrait pas assez de consistance pour soutenir le poids d'un grand revers.

Manœuvre décisive.

Dès les premiers mouvements, nous avions réussi à déborder la gauche des ennemis en les prévenant le 12 à Géra; il s'agissait de les couper entièrement. A cet effet, ma gauche servit de pivot à une grande conversion de toute mon armée. Le 13, nous occupâmes la position suivante: Davoust, Bernadotte et Murat, avec sa cavalerie

légère seulement, se portèrent sur Naumbourg, où nous nous emparâmes de magasins considérables destinés à l'armée prussienne; Soult était en marche de Géra sur Iéna, Ney à Roda; Lannes à Iéna; Augereau à Kahla; une division bavaroise flanqua ma droite en s'établissant à Plauen.

Avant de quitter Géra, j'écrivis le 12 une lettre à Frédéric-Guillaume pour lui proposer la paix. Je confiai à l'officier d'ordonnance, Montesquiou, le soin de la porter. Cette démarche fut mal jugée: Montesquiou, s'il faut en croire le prince de Hohenlohe, fut arrêté dans la nuit, le 13, par les avant-postes, voyageant seul et sans les précautions habituelles des parlementaires : le prince le prit pour un espion, et le garda près de lui en envoyant la lettre au roi qui ne la reçut qu'au plus fort de la bataille. On est forcé d'en convenir; il était un peu tard et difficile d'éviter la guerre. Cependant j'avais deux chances en écrivant cette lettre : ou le roi s'en rapporterait à moi et souscrirait à tout, ou il persisterait dans la résolution de vaincre ou de mourir qu'il avait prise en partant de Berlin. Dans l'un et l'autre cas cela tiendrait son esprit en suspens dans la soirée du 13 et la matinée du 14, et il n'aurait pas le temps de se décider à une marche forcée de nuit pour éviter d'être attaqué à revers. Cette ruse de guerre était permise. Je me don-

nais les apparences d'un ami de la paix, tout en allant à mon but. Cette lettre n'était pas la plus mauvaise manœuvre de la campagne; si le roi l'eût reçue le 13, comme je le croyais, cela ne l'empêchait point de marcher avec toute son armée sur Freybourg, soit qu'il acceptât ou rejetât la paix. Il dépendait donc de lui de se sauver militairement et politiquement. La date de cette lettre écrite de Géra suffisait assez pour lui dire de hâter sa retraite et de sortir d'embarras tout en y répondant.

Bataille d'Iéna.

L'ennemi, concentré dans les environs de Weymar, ne se douta de mes manœuvres qu'après leur réussite; mais voyant enfin que nous étions déja maîtres de la route de cette ville à Leipsick et de ses magasins de Naumbourg, il résolut de se mettre en retraite pour regagner l'Elbe avant nous.

Dans la soirée du 13, le roi et le duc de Brunswick, avec l'armée principale, se portèrent vers Sulza. Le prince de Hohenlohe, chargé de couvrir cette marche, demeura près de Capellendorf sur la hauteur d'Iéna : il avait pour soutien le corps de Ruchel, qui rétrograda à Weymar. Je n'eus garde de laisser à l'ennemi le temps d'échapper. Déja saisi de ses communications, je résolus d'assurer sa ruine en lui livrant bataille.

Quoique le défilé d'Iéna, par lequel nous de-

vions déboucher, fût fort difficile, ce n'était pas un obstacle pour nous qui avions franchi le St.-Bernard et le rocher de Bard; Lannes, en poussant l'avant-garde de Tauenzien vers Iéna, avait eu l'audace de grimper la montagne de Landgrafenberg, et de se placer sur le sommet en face de l'armée prussienne; que je découvris moi-même campée sur trois lignes. J'ignorais qu'elle se fût divisée; je croyais qu'elle combattait réunie selon le système de Frédéric. Je pressai la marche de ma garde, et la fis grimper à dix heures du soir par un sentier très-roide sur le plateau de Closewitz, car il importait de nous faire comme une tête de pont pour pouvoir gravir la montagne et déboucher de ce gouffre. Soult nous suivait de près; il arriva pendant la nuit à ma droite et Augereau à ma gauche : Ney bivouaqua à Roda.

Comptant que l'armée entière du roi se trouvait réunie sur ce point, et que sa gauche s'étendait dans la direction d'Apolda, j'ordonnai à Bernadotte de marcher à Dornbourg, à Davoust de se rabattre de Naumbourg par la gauche de la Saale sur Apolda, afin de fondre sur l'extrémité de la ligne ennemie et de la prendre à revers. Murat revint avec sa cavalerie légère me joindre à Iéna. Ces dispositions étaient bonnes dans les suppositions que je faisais; si j'avais

Dispositions prises pour la bataille.

prévu que le roi de Prusse voulût percer par Naumbourg, et que Bernadotte y fût déja arrivé, je n'aurais pas exposé Davoust seul à soutenir le choc du gros de l'ennemi, et envoyé Bernadotte se promener à Dornbourg, où il était également inutile et pour moi et pour Davoust.

Le 14, à la pointe du jour, le combat s'engagea. La nuit avait été froide; un brouillard épais obscurcissait l'horizon; on ne voyait pas à deux pas: ce fut un double bonheur pour nous, puisque l'ennemi ne pouvait pas découvrir que nous n'étions point encore en mesure sur le plateau. Je montai à cheval à 8 heures, et passant devant le front de la division Suchet, j'exhortai ses bataillons par ces mots: « Soldats! « cette armée prussienne si fière est tournée « comme celle de Mack à Ulm; elle ne combat « plus que pour s'ouvrir un passage, le corps « qui la laisserait passer se déshonorerait! » L'avant-garde du prince de Hohenlohe fut débusquée par Lannes des défilés dont elle tenait encore la tête; nous nous logeâmes dans Lutzerode et Closewitz. Au bruit de ce combat, Hohenlohe leva son camp de Capellendorf, et s'avança à notre rencontre sur Vierzehnheiligen.

Pendant deux heures, je me contentai de ce faible succès, me bornant à entretenir le combat jusqu'à l'arrivée de ma cavalerie et des trois

corps que j'attendais. Ney, par un déplorable excès de zèle, mécontent d'être en réserve derrière Augereau, s'en fut attaquer seul avec 3 mille hommes d'élite toute la ligne prussienne de Vierzehnheiligen : il souffrit pendant une heure tout le feu de l'ennemi et me força à le faire soutenir par Lannes. Cette attaque prématurée devait me contrarier d'autant plus que je supposais toujours l'armée entière du roi sur ce point. Cependant les colonnes de Soult et d'Augereau ayant enfin débouché, ainsi que le gros du corps de Ney, je fis donner le coup de collier : le duc de Dalmatie se précipita sur la gauche de Hohenlohe ; Ney et Lannes au centre vers Vierzehnheiligen, Augereau sur Iserstedt.

La victoire ne fut pas un instant douteuse : toute la ligne des Prussiens plia et fut mise dans une déroute complète. Ruchel, arrivant de Weymar avec la réserve hors d'haleine, n'eut pas assez de coup-d'œil pour s'apercevoir que les affaires étaient déjà en trop mauvais état pour qu'il pût les rétablir avec ses 20 mille hommes. Au lieu de se borner à couvrir la retraite du prince de Hohenlohe, il eut l'imprudence de s'engager contre le gros de mon armée, et pouvant nous prendre en flanc, il vint nous aborder de front. Il fut culbuté et grièvement blessé lui-même. Sa défaite ne fit qu'ajouter aux pertes de l'ennemi. Les fuyards vivement poursuivis furent

rejetés au-delà de l'Ilm, qu'ils passèrent au-dessous de Weymar. Cette ville fut occupée par nos troupes le soir même de la bataille, à six lieues du point où elle avait commencé.

Bataille d'Auerstedt.

Pendant que nous remportions la victoire d'Iéna, Davoust obtenait à Auerstedt des succès non moins signalés contre l'armée du roi. Celle-ci s'était mise en marche la veille pour gagner Naumbourg et Freybourg. La division Schmettau, qui ouvrait la marche, s'avança jusqu'à Gerstedt, et ses reconnaissances poussées vers le défilé de Kosen firent quelques prisonniers sur une pareille reconnaissance conduite par Davoust. Le duc de Brunswick, instruit de la présence du corps de ce maréchal à Naumbourg, persistait à croire que ce ne pouvait être qu'un détachement de partisans; au lieu de pousser le soir même Schmettau jusqu'à Kosen, il le laissa dans sa position, et fit bivouaquer les deux autres divisions et celles de la réserve entre Eberstedt et Ranstet; le quartier-général était à Auerstedt. On se doutait si peu du sort qui menaçait l'armée que la reine même y demeurait avec une sécurité inconcevable; le roi eut de la peine à la décider à retourner à Weymar.

Faute grave du duc de Brunswick.

Cependant le duc de Brunswick, informé de l'existence d'un corps de nos troupes à Naumbourg, et sachant bien qu'un chemin mène du plateau de Kosen directement à Freybourg sur

l'Unstrutt, espérait gagner cette ville sans être obligé de se faire jour. Il ordonna pour le lendemain à la division Schmettau de s'établir sur les hauteurs de Kosen, et de protéger la marche des quatre autres divisions qui fileraient derrière elle. Cela était fort bien pour s'échapper, si Davoust fût resté immobile à Naumbourg; mais, en supposant même que l'armée du roi se sauvât par cette marche dérobée, que serait devenu le prince de Hohenlohe, qu'on abandonnait ainsi avec 50 mille hommes au milieu de toute mon armée? Si l'on voulait sortir furtivement de la souricière, du moins fallait-il prescrire à Hohenlohe de marcher dans la nuit sur Sulza avec son infanterie, pour y joindre le roi et rendre l'opération d'autant plus certaine. Ce moyen était le seul qui pût sauver l'armée de la destruction qui la menaçait. La division Tauenzien et toute la cavalerie de Hohenlohe fussent restées au camp de Capellendorf pour masquer la marche, et au pis aller les dix bataillons de Tauenzien eussent été les seuls compromis, encore pouvaient-ils au jour prendre la route d'Erfurth, ou même suivre le roi par celle d'Eckartsberg.

On voit que, si le duc de Brunswick s'entendait fort bien à mettre une armée dans l'embarras, il ne savait guère aviser aux moyens d'en sortir.

L'armée du roi s'ébranla à l'aube du jour; le brouillard dont nous avons parlé contraria et retarda sa marche. Cependant la division Schmettau, arrivant près d'Hassenhausen, donna sur la division Gudin que Davoust avait fait marcher dans la nuit pour s'assurer le moyen de déboucher au jour du défilé de Kosen. Une heure plus tard, c'en était fait; nos troupes entassées dans le défilé n'en eussent jamais pu déboucher et eussent été sans doute mal menées.

Davoust, revenu la veille de sa reconnaissance et ayant reçu mes ordres à deux heures du matin, proposa à Bernadotte de marcher avec lui par Kosen sur Apolda, et lui déféra même le commandement des deux corps. L'ordre du prince de Neufchâtel à Davoust portait en effet que, si le premier corps l'avait déja joint, ils pourraient marcher ensemble; mais cette phrase n'avait point été répétée à Bernadotte. Celui-ci, par une exactitude trop scrupuleuse, s'attacha littéralement à l'ordre qu'il avait reçu de marcher sur Dornbourg. Tout ce que son collègue put lui dire pour le convaincre fut inutile, et il prit en effet le chemin de Cambourg. Cette opiniâtreté, difficile à expliquer, faillit compromettre Davoust et le succès de la bataille, comme on le verra bientôt.

Le roi de Prusse s'était rendu de sa personne à la division Schmettau, et impatienté du brouil-

lard qui empêchait de découvrir ce qui se passait, il chargea Blücher de s'avancer avec 2500 chevaux pour charger les troupes qui auraient pu déboucher sur le plateau. Gudin arrivait précisément avec sa colonne près d'Hassenhausen : notre cavalerie légère donna nez à nez sur celle bien supérieure de Blücher, et fut ramenée ; mais la brigade Gauthier eut le temps de former ses carrés. Le roi les fit charger ; l'artillerie placée sur la chaussée, soutenue par l'infanterie, rendit vains tous les efforts de Blücher et de ses escadrons.

Cette résistance inattendue effraya le duc de Brunswick ; il voulait mettre l'armée en bataille et attendre la chute du brouillard. Le vieux Mollendorf prétendait que nous n'avions là qu'un corps volant, et qu'il fallait le culbuter dans le ravin de Kosen. Le roi, partageant cet avis, ordonna aux divisions de Wartensleben et du prince d'Orange de franchir le ravin d'Auerstedt. C'était une grande faute, dès qu'on était résolu à prendre l'initiative, de n'avoir pas fait passer ce défilé dans la nuit : l'armée prussienne serait arrivée toute formée sur nos colonnes en marche.

Wartensleben, qui déboucha le premier, se forma à droite et attaqua la gauche de Gudin. En même temps Blücher, s'étant avancé sur Puncherau, se trouvait en arrière de notre flanc

droit, et le chargea avec autant de vivacité que le brouillard un peu éclairci pouvait le permettre. Le moment était décisif : Davoust, plaçant ses carrés en échiquier, secondé par Gudin et par l'héroïque contenance de son infanterie, repoussa plusieurs charges consécutives. Blücher eut son cheval tué ; ses escadrons trouvant partout un front d'airain et un feu meurtrier qui coucha les plus braves par terre, toute cette cavalerie prit en désordre le chemin d'Eckartsberg.

L'arrivée de la division Friant, qui s'établit à la droite, acheva d'assurer le succès sur ce point. Débarrassé de ce côté, Gudin fut bientôt assailli sur sa gauche par les troupes de Wartensleben ; Schmettau, qui avait déja perdu la moitié de son monde, fut soutenu sur les deux flancs par le prince d'Orange.

Il était neuf heures : le duc de Brunswick résolut une attaque générale contre notre gauche ; il se mit lui-même à la tête de la division Wartensleben. L'inébranlable Gudin tint ferme contre ce nouvel effort, malgré la grande disproportion du nombre. L'attaque se fit mollement, quoique avec courage ; les Prussiens visaient trop à conserver leur alignement et leurs distances, comme à la parade. Nos soldats, blottis derrière les haies, les petits fossés, les saules et les jardins qui entourent Hassenhausen, les criblaient

de balles. Plusieurs bataillons plièrent, et le duc de Brunswick, en voulant les ramener, fut blessé à mort; Schmettau eut le même sort; Wartensleben eut son cheval tué. Privée de ses chefs, la ligne prussienne hésita, s'arrêta, mais ne rétrogradait pas. Gudin allait succomber, quand la division Morand parut sur le plateau, et se dirigea à notre gauche. Ce puissant renfort de troupes fraîches et électrisées fut décisif. Les Prussiens, repoussés d'Hassenhausen, n'en tinrent pas moins en arrière; le roi résolut de tenter sur notre gauche un effort de cavalerie pareil à celui qui avait si mal réussi à Blücher le matin. Le prince Guillaume exécuta avec courage plusieurs charges contre les troupes de Morand, disposées par carrés de bataillons en échiquier. Le dévouement de ce prince, poussé jusqu'à l'obstination, vint plusieurs fois se briser devant le front redoutable que nos braves fantassins lui présentaient : arrêté par des baïonnettes croisées, fusillé à bout portant, mitraillé par nos batteries, le prince blessé lui-même ne put arrêter le désordre de ses escadrons qui se sauvèrent partie sur Neusulza, partie sur Auerstedt.

Friant, de son côté, pénétrait jusqu'à Tauchwitz, débordait la gauche du prince Henri et l'extrémité de la ligne ennemie.

A peine Morand fut-il dégagé de l'attaque de cavalerie qu'il se précipita sur Rehausen. Le roi

s'était trouvé partout au plus fort des attaques, et avait déja eu un cheval tué. Ce prince montrait autant de sang-froid que de courage; il dirigea lui-même une partie de sa réserve au-devant de notre gauche; mais battu en flanc par l'artillerie et l'infanterie dont Davoust fit couronner le Sonenberg, il lui fut impossible de rétablir le combat et d'empêcher Morand d'emporter Rehausen. Le désordre et la confusion commencèrent à s'introduire dans l'infanterie prussienne.

Davoust jugea alors que le moment était venu de frapper le coup décisif: les hauteurs d'Eckarsberg dominaient la gauche de l'ennemi; s'en emparer, c'était gagner à la fois le point tactique et stratégique du champ de bataille, puisque c'était s'emparer du chemin direct de Freybourg et fermer la dernière ligne de retraite à l'ennemi. La division Gudin y marcha par Tauchwitz et Gernstedt; celle de Friant par Lisdorf. Rien ne put résister à l'impétuosité de leur choc. Le vieux Mollendorf, blessé d'un coup de feu, remit le commandement à Kalkreuth; mais son dernier noyau de réserve n'ayant pu arrêter l'attaque d'Eckartsberg, il n'y avait plus le moindre espoir de rétablir le combat; ses troupes passèrent en désordre le ravin assez profond d'Auerstedt.

Le roi, ignorant la défaite du prince de Hohenlohe, ordonna la retraite sur Weymar; la

ruine de son armée eût été complète, si Bernadotte eût exécuté la moitié de ce qu'il était à même de faire. Parti à trois heures du matin de Naumbourg et arrivé à Cambourg vers six heures, il pouvait encore déboucher de là sur Sulza, attaquer le roi et lui couper toute retraite; il préféra continuer sa marche sur Dornbourg, où le ravin de la Saale est beaucoup plus difficile, en sorte qu'il n'arriva qu'à la nuit aux environs d'Apolda. Toutefois son apparition inopinée sur ces hauteurs, qui flanquent à une certaine distance la route de Weymar, et la rencontre des fuyards du corps de Hohenlohe, achevèrent de porter le désespoir dans les troupes prussiennes qui se débandèrent de tous côtés.

Le roi avait reçu, au milieu de cette catastrophe, la lettre que je lui avais envoyée le 12 de Géra par M. Montesquiou, pour éviter la guerre. Une lueur d'espérance vint ranimer son cœur déchiré; il m'envoya le comte Denhof, son aide-de-camp, pour proposer un armistice; mais je ne pouvais plus m'arrêter en si beau chemin : la guerre commencée par un coup de foudre devait mettre la Prusse à mes pieds, et je ne pouvais traiter qu'à Berlin.

Telle fut l'issue de la célèbre bataille d'Auerstedt. Frédéric-Guillaume put dire comme François premier : *Tout est perdu, fors l'honneur.*

Quoique battu par un corps inférieur de moitié, il ne put l'attribuer qu'à l'inexpérience de ses troupes et de ses généraux. Trois cent vingt-quatre officiers tués ou blessés, 10 mille hommes hors de combat, les maréchaux duc de Brunswick et Mollendorf, le prince Guillaume, les généraux Schmettau, Warlensleben blessés ou tués, attestent que, s'ils avaient mal manœuvré, ils avaient héroïquement combattu.

La division Gudin eut seule 3500 hommes et 130 officiers hors de combat, perte énorme, puisque c'était la moitié des présents. Rien ne saurait mieux prouver l'intrépide contenance qu'elle opposa aux efforts successifs de l'ennemi: Davoust et tous ses soldats rivalisèrent d'ailleurs de gloire; ils acquirent des droits incontestables à l'admiration des militaires et de la postérité. Aucune journée des guerres de la révolution n'offrit une lutte aussi disproportionnée avec un succès aussi éclatant. J'eus peine à en croire ses rapports, que je regardai d'abord comme fort exagérés, et dont les relations prussiennes m'apprirent la modération. Il acheta cette victoire du sang de sept mille braves; mais heureusement un bon nombre n'était blessé que légèrement, et il en rentra plus de la moitié dans les rangs.

Suites ex- La nuit qui suivit cette double bataille ne

fut pas moins fatale aux Prussiens que la bataille même. L'armée du roi, prenant en désordre le chemin de Weymar, donna près de Buttelstedt sur les fuyards de Hohenlohe, et la confusion fut alors à son comble. Le prince de Hohenlohe arriva presque seul à Wipach. Rien n'avait été prévu pour la retraite. Quand on sait gagner des batailles comme moi, il est à peine pardonnable de ne pas faire des dispositions pour le cas d'une retraite; car c'est la plus grande faute qu'un général puisse commettre. Sans doute il ne doit pas rendre ses dispositions publiques, mais il doit préparer un ralliement aux corps qui peuvent être coupés momentanément.

traordinaires de ces deux victoires.

Les deux chefs étaient hors de combat, le troisième en fuite, personne ne pouvait remédier au mal. Les corps se foulaient, se croisaient, s'entassaient, se dispersaient; jamais on ne vit de scène aussi déplorable, si ce n'est dans la nuit qui suivit la bataille de Waterloo. Les uns prirent la route d'Erfurth; d'autres celle de Colléda; le gros gagna Sommerda, mais dans une confusion horrible.

Blücher, venant de Colléda à Weissensée avec 6 mille chevaux, s'y trouva prévenu par la division des dragons de Klein, et se sauva en lui assurant qu'un armistice était conclu.

Kalkreuth, pressé à Greusen par le corps de Soult, voulut user du même stratagème, mais fut atteint et culbuté ; il gagna Sondershausen dans un état déplorable. Ce fut là que Hohenlohe rejoignit ses débris.

Mollendorf, réfugié à Erfurth avec 6 mille hommes et 8 mille blessés, y fut entouré par Murat et Ney. Le gouverneur de cette place, susceptible d'une bonne défense, capitula le lendemain, et rendit même les deux excellentes citadelles qui la commandent.

Dispositions pour en profiter.

Une seule journée venait ainsi de décider du sort de la monarchie prussienne ; nous avions déja entre les mains 60 drapeaux, 200 pièces de canon de campagne ; 25 mille prisonniers. Cependant, pour ne pas donner à l'ennemi le temps de se reconnaître et de réorganiser ses forces, il ne fallait pas le laisser respirer un moment, et je pris mes mesures à cet effet.

Bien que le duc de Brunswick eût manifesté le dessein de concentrer ses forces, il n'en fit rien, ou le fit si mal que son armée avait été prise en flagrant délit. Tandis que la moitié succombait à Iéna, et que l'autre moitié était battue en marche sur Freybourg et Naumbourg, deux autres corps sous le duc de Weymar et le général Winning poussaient au-delà de la forêt

de Thuringe et à Eisenach : un quatrième de 14 mille hommes formait une réserve sous le duc de Wurtemberg à Halle.

Le coup de foudre qui venait de frapper l'armée dans une telle position, devait avoir des suites d'autant plus graves que n'ayant plus de chef, et le roi même n'ayant pas d'instant à perdre pour regagner la capitale et l'Oder, chacun de ces corps dut songer partiellement à se sauver de son mieux. Bulow aurait pu prendre ici un joli modèle de retraites excentriques.

Hohenlohe et Kalkreuth se sauvèrent par le Hartz sur Magdebourg. Le premier devait y prendre le commandement en chef, rallier tout ce qu'il trouverait et marcher sur l'Oder vers Stettin ; mais il était forcé de décrire l'arc par Magdebourg ; et comme nous tenions la corde, nous étions à même de le prévenir partout, si nous ne trouvions pas d'obstacle majeur au passage de l'Elbe. Pendant que Murat, Soult et Ney le suivaient sur Nordhausen, où son arrière-garde fut entamée, je prenais, avec Bernadotte, Lannes, Davoust, Augereau et ma garde, le chemin de Dessau, pour y passer l'Elbe, me diriger sur Berlin, couper l'ennemi de l'Oder, m'emparer à la fois de sa capitale et de ses communications. Le résultat de ces marches, bien combinées et rapides comme l'éclair, aurait dû trouver grace

devant les détracteurs de ma gloire; mais comment exiger que des aveugles apprécient mon système de guerre, quand le duc de Brunswick même le jugeait si mal?

Combat de Halle.

Bernadotte rencontra, le 17 octobre à Halle, le corps de réserve du duc Eugène de Wurtemberg. Ce prince, venait à peine de recevoir la nouvelle indirecte de la bataille d'Iéna, avec des circonstances si terribles qu'il n'osait y ajouter foi. Il attendait 2 mille hommes de son corps en marche de Magdebourg sur la rive gauche de la Saale par Sandersleben : soit qu'il fût surpris, soit qu'il n'osât couper le pont de la Saale avant la jonction de ce détachement, il fut abordé si brusquement par la division Dupont, qu'il n'eut pas le temps d'achever ses dispositions pour gagner Magdebourg, ainsi qu'il en avait le dessein.

Assaillir les bataillons laissés au pont de la Saale, entrer pêle-mêle avec eux, fut pour nos troupes l'ouvrage d'un quart d'heure : le gros du corps prussien, campé derrière la ville, fit encore la sottise de vouloir y rentrer pour la reprendre; un combat très-chaud s'y engagea. Dupont débouche par la porte de Leipsick, soutenu par Rivaud et la cavalerie de Tilly, qui attaquèrent l'ennemi du côté de Neumarck, et s'emparèrent de la route de Magdebourg. L'ennemi ne put

tenir long-temps contre la supériorité de Bernadotte. Celui-ci, pour compléter la victoire, chercha à couper la route de Dessau; le duc fit un effort pour sauver sa dernière communication; il y réussit et se mit en retraite, vivement suivi par les colonnes de Dupont et de Rivaud. Il vint passer l'Elbe à Dessau, et, après en avoir brûlé imparfaitement le pont; il gagna ensuite Magdebourg, affaibli par la perte de 30 pièces de canon et 5 mille hommes. Le régiment qui arrivait par la gauche de la Saale, entouré de toutes parts dans le défilé de Krollwitz par Drouet et la cavalerie de Tilly, fut du nombre des prisonniers.

Cette lutte de 12 mille Prussiens contre les forces supérieures de Bernadotte fut favorisée par l'excellence du poste, mais ne laissa pas de faire honneur à ses défenseurs. Le duc eût mieux fait d'envoyer au régiment qu'il attendait l'ordre de se sauver comme il pourrait à Magdebourg; il aurait eu alors la faculté de couper les ponts de la Saale, et de reprendre intact le chemin de Dessau et de Wittenberg pour détruire entièrement les ponts de l'Elbe et défendre le passage. Cela eût retardé de deux ou trois jours notre marche, et sauvé à la fois les corps de Hohenlohe, de Blücher et la place de Stettin.

Dans le même temps Davoust, entré le 18 à Je marche

sur Potzdam et Berlin.

Leipsick, prit la direction de Wittenberg, et mon quartier-général l'y suivit. On fit dans cette riche cité des captures considérables en marchandises anglaises. Lannes marcha à Dessau; Bernadotte descendit la Saale jusqu'à Bernbourg et Achersleben, et eut ordre de jeter un pont vers Zerbst, pour couper le corps qu'il venait de battre, mais qui s'était déja réfugié sous Magdebourg. Lannes fit raccommoder les ponts de Dessau, et Davoust, suivi par Augereau, entra, le 23, à Wittenberg sans résistance. Un faible détachement prussien qui s'y trouvait eut la malaîresse de mettre le feu au pont sans le brûler. Nous nous dirigeâmes aussitôt sur Potzdam, où nous entrâmes le 24.

Visite au cabinet de Frédéric-le-Grand.

Je ne pus me défendre d'un sentiment bien difficile à dépeindre en montant les marches du palais de Frédéric, et en visitant à Sans-Souci tous les lieux immortalisés par le grand roi. Il avait résisté sept ans à la moitié de l'Europe; en quinze jours sa monarchie était tombée devant mes aigles : ainsi vont les affaires des nations, selon les circonstances et les hommes qui président à leurs destinées. Je trouvai dans son cabinet le pupitre de musique et un autre sur lequel était l'art de la guerre de Puiségur. Le livre était ouvert au chapitre intitulé *du port de l'épée* : ce n'était pas sans doute celui que Fré-

déric lisait. Ma surprise fut extrême en y trouvant aussi le hausse-col, l'épée, la ceinture et le grand cordon de ses ordres, qu'il avait portés dans la guerre de sept ans. De pareils trophées valaient 100 drapeaux, et leur oubli attestait le désordre et la stupeur qui règnaient dans toute la Prusse au bruit de la catastrophe dont l'armée venait d'être frappée. Je les envoyai, aussitôt à Paris pour être déposés aux invalides : plusieurs de ces vieux soldats étaient contemporains de la honteuse défaite de Rosbach ; j'étais fier de leur envoyer ces preuves de l'éclatante vengeance que j'en avais tirée.

Le 25 octobre, Davoust entra à Berlin, où nous trouvâmes un arsenal superbe et d'immenses approvisionnements. Notre marche avait été si impétueuse que la capitale n'avait reçu qu'un seul courrier de l'armée ; et se trouvait, pour ainsi dire, dans l'état où le roi l'avait laissée en partant. On avait emporté, il est vrai, les paperasses des archives, mais on avait laissé tous les instruments de guerre. Le même jour la forteresse de Spandau, qu'on avait eu l'imprudence de laisser désarmée, se rendit au maréchal Lannes. On trouva 80 pièces de canon dans l'arsenal et 1200 hommes de garnison. Je m'étais rendu à la tête de mes gardes à Charlottenbourg pour soutenir Lannes ; j'y restai 27 pour

prescrire les mesures nécessaires à la poursuite du corps de Hohenlohe.

Je fais mon entrée à Berlin.

Je fis mon entrée à Berlin le 28; j'étais déja entré triomphant à Milan, au Caire, à Vienne; mais, je l'avoue, nulle part je ne fus reçu avec plus d'empressement que chez ces mêmes Prussiens qui ont tant déclamé contre moi, sans se donner la peine de me juger. On m'accueillit plutôt en libérateur qu'en vainqueur. A la vérité la classe bourgeoise, si nombreuse et si respectable dans les états d'Allemagne, me regardait comme le défenseur des principes qui avaient triomphé dans la révolution; jalouse des prétentions de la noblesse, cette classe ne prit aucune part aux gentillesses qui provoquèrent la guerre.

Hohenlohe quitte Magdebourg pour gagner Stettin.

La campagne d'Iéna et celle d'Ulm devaient servir de modèles un jour pour apprendre aux généraux l'art de réunir à propos leurs forces et de les diviser ensuite, quand elles ont frappé. La destruction de l'armée prussienne fut si extraordinaire que pour l'expliquer, je serai forcé d'entrer dans quelques détails.

Tandis que je marchais sur Berlin, Murat, Soult et Ney avaient suivi les débris de l'armée prussienne à Magdebourg. Le roi, jugeant avec raison leur position désespérée, prit le chemin de l'Oder et laissa le commandement en chef au

prince de Hohenlohe avec le soin de réorganiser l'armée sous le canon de cette importante place. La chose devenait impossible, à moins qu'il ne voulût s'y laisser investir, ce qui eût été inévitable. Soult le suivait avec tant d'impétuosité que l'arrière-garde prussienne entrait à peine dans le camp sous Magdebourg, quand la division Legrand s'y précipite avec elle, et refoule tout dans la place, où régnait la plus grande confusion.

Le prince de Hohenlohe apprit ici l'issue du combat de Halle et ma marche sur Dessau et Wittenberg; il espéra toutefois que l'incendie des ponts de l'Elbe lui donnerait le temps de gagner Stettin avant nous. On vient de voir que ces ponts étaient tombés intacts en notre pouvoir.

Il n'y avait que deux partis à choisir, celui de réorganiser et restaurer 50 mille hommes sous la protection de Magdebourg, de tenir la campagne autant que possible sur les deux rives de l'Elbe, et d'attendre l'effet que l'arrivée des Russes sur l'Oder aurait pu produire, sauf à se jeter dans la place quand il y serait forcé. Pour cela il aurait fallu des vivres et munitions en abondance, et il n'y avait ni l'un ni l'autre. Il pouvait se jeter sur Soult, et s'ouvrir un chemin dans le Hanovre, pour se réunir à la division

du général Lecocq, et combattre en Westphalie aussi long-temps qu'il le pourrait. Le troisième était de ne pas perdre une minute pour gagner Stettin : il préféra celui-ci, et dans l'état des choses, cette résolution était fort naturelle.

Hohenlohe espérait sortir de Magdebourg avec 68 bataillons et 159 escadrons, y compris ceux que le prince de Wurtemberg avait ramenés de Halle, et destinés à couvrir sa marche; mais le désordre était si grand que Kalkreuth, au lieu d'échelonner sa nombreuse cavalerie à la rive droite, l'avait envoyée cantonner à la rive gauche de l'Elbe jusque vers Sandau (1), et qu'au lieu de 26 faibles bataillons destinés à la garde de Magdebourg, il en resta par mégarde 52 cadres entiers dans la place.

Deux routes mènent de Magdebourg à l'Oder: la meilleure et la plus directe est celle de Brandebourg et de Berlin, l'autre plus au nord par Rathenau, Ruppin, Zehdenick, Prenzlow et Stettin. Le prince ne pouvait pas prendre la première sans rencontrer nos colonnes débouchant de Wittenberg sur Potzdam : en préférant

(1) Un historien prussien fait ce reproche à Kalkreuth; d'autres disent que ce fut Blücher qui mena cette cavalerie sur Sandau, à 15 lieues au-dessous de Magdebourg.

la seconde, il allait au-devant de sa cavalerie, qui marchait de Sandau sur Neustadt, et il éloignait le moment où nous pourrions l'atteindre. Il ne pouvait pas adopter d'autre parti; mais il devait aviser à de meilleures mesures pour l'exécuter et marcher avec plus de vivacité et d'ensemble.

La route de Stettin qu'il suivait se rencontre à Zehdenick avec celle d'Oranienbourg que j'avais prise; il ne devait avoir ni trêve ni repos qu'il n'eût atteint cette ville avec le gros de ses forces et surtout avec ses nombreux escadrons. Il était d'autant plus probable qu'il y arriverait avant les nôtres, que Murat l'avait suivi en queue par le Hartz et venait de le faire sommer dans Magdebourg par le général Belliard. Comment supposer que des troupes françaises, répandues entre Halberstadt et Magdebourg, ayant l'Elbe à passer, arrivassent à Zehdenick avant le prince de Hohenlohe? c'est cependant ce qui eut lieu, Murat ayant atteint Zehdenich par des marches rapides, avant les colonnes de Lannes qui ouvraient ma marche.

Fautes graves qu'il commet.

Le prince de Hohenlohe, sorti de Magdebourg le 23 octobre, se dirigea en trois colonnes sur Rathenau à la tête de 28 bataillons et d'une trentaine d'escadrons; le gros de la cavalerie

passa l'Elbe plus bas et le rejoignit près de Neustadt. Blücher prit le commandement du corps du duc de Wurtemberg, destiné à l'arrière-garde.

Le 25, Hohenlohe avait ainsi à sa disposition 50 bataillons et 160 escadrons; mais au lieu de marcher serré en une seule masse, et de bivouaquer en faisant amener des vivres par les habitants et les autorités prussiennes, il s'avisa d'éparpiller ses troupes en cantonnements dans les villages, ce qui les fatiguait par des courses inutiles pour aller et revenir de ces cantonnements, et achevait d'y mettre le désordre et l'indiscipline par une dispersion absurde. Ce système était d'autant plus inconcevable qu'on devait s'attendre à être forcé de s'ouvrir un passage l'épée à la main, et que ce n'est pas le cas de marcher par étapes. Pour ajouter à toutes ces fautes, au lieu de pousser sa nombreuse cavalerie sur sa droite pour flanquer la marche du côté où nous arrivions, il l'a jeta à l'extrême gauche sur Witstock, tandis que l'infanterie se dirigeait à Neu-Rupin, et une faible avant-garde sous Schimelpeninck à Zehdenick.

Cette ville, située, comme nous l'avons dit, à l'embranchement de la route que j'avais prise, était donc le point décisif qu'il fallait gagner

avant nous ; et puisque l'avant-garde y arriva, le reste du corps aurait fort bien pu l'atteindre, si les dispositons eussent été mieux prises.

La chute de Spandau, qui eut lieu le même jour (25), acquérait d'autant plus d'importance par l'approche du corps de Hohenlohe. Bernadotte, qui fut informé de sa marche à Brandebourg, m'en donna aussitôt avis, et s'avança dans la direction de Fehrbelin et de Cremmen. Reddition de Spandau.

Le grand-duc de Berg, n'ayant plus rien à faire dans les environs de Magdebourg dès que l'ennemi eut atteint cette forteresse, avait reçu l'ordre de se rabattre promptement vers Balbi ou Dessau pour y passer l'Elbe ; il mit tant de célérité qu'il venait d'arriver à Spandau au moment de sa prise, et se dirigea aussitôt par Oranienbourg sur Zehdenick. Lannes, qui dut le suivre, ne poussa, le 26, qu'à Oranienbourg. Dispositions pour détruire Hohenlohe.

Je gardai Augereau et Davoust aux environs de Berlin pour le cas où l'ennemi, échappant aux autres corps, voudrait se rabattre sur nos derrières. Le premier garda le pont important de Neubruck sur le Havel ; le second dut jeter sa cavalerie légère jusqu'à Oderberg.

Le 26, le prince de Hohenlohe, instruit de la présence de nos troupes à Oranienbourg, prit la résolution tardive de forcer de marche en se

portant avec son infanterie par Gransée à Zehdenick, et le lendemain à Prenzlow, pour gagner, le 28, le défilé de Locknitz près Stettin, où il serait enfin sauvé. La cavalerie prendrait la même direction par Witstock et Woldeck.

Hohenlohe est prévenu à Zehdenick, sur la route directe de Stettin.

Arrivé à Gransée, Hohenlohe reçut la nouvelle imprévue que le général Schimelpeninck avait été culbuté à Zehdenick par la cavalerie du grand-duc de Berg, et s'était sauvé en désordre sur Prenzlow. Il était ridicule de perdre sa communication directe par suite d'une échauffourée de cavalerie, quand 10 mille chevaux prussiens se promenaient à Witstock sans aucune utilité.

Hohenlohe, renonçant dès lors à l'espoir de s'ouvrir un passage, résolut de gagner Boitzenbourg (1) en faisant un détour par Furstenberg et Lychen, où il attendrait Blücher et une partie de la colonne de cavalerie qu'il attira à lui pour remplacer ce qui lui manquait de troupes à cheval depuis la disparition de Schimelpeninck. L'idée était absurde, car nos troupes tenant la route directe et plus courte de Templin, on devait bien s'attendre à les retrouver en tête de la

(1) Boitzenbourg, près Prenzlow, qu'il ne faut pas confondre avec Boitzenbourg-sur-l'Elbe.

colonne, avec la chance d'être soutenues même plus facilement par les corps d'armée arrivés les premiers à Berlin (Lannes et Davoust).

Quoi qu'il en soit, Hohenlohe, arrivé à Lychen le 27, y attendit vainement Blücher qui, informé trop tard de cette marche forcée, n'avait pas dépassé Gantzer; il ne fut pas joint non plus par la cavalerie attendue, et, comme il n'avait pas de temps à perdre, il continua sa route sur Boitzenbourg.

Murat l'atteint de nouveau.

Murat n'était pas homme à le laisser passer paisiblement. Instruit dans sa marche de Templin sur Prenzlow de la direction prise par les Prussiens, il se rabattit avec les divisions Grouchy, Beaumont et Lasalle vers Wichmansdorf, où il donna sur les gendarmes de la garde qui flanquaient la marche. Assaillir, tourner, refouler ce superbe régiment de cuirassiers sur les bords du lac fut l'ouvrage d'un instant. C'étaient les officiers de ce corps qui avaient insulté l'ambassadeur de France pour entraîner plus certainement le roi à la guerre; ils expièrent cette conduite par l'affront d'avoir capitulé en rase campagne, ce que la cavalerie ne doit jamais faire.

Hohenlohe, effrayé à cette nouvelle, forma son infanterie et hésita s'il persisterait à entrer à Boitzenbourg, ou s'il prendrait un chemin de traverse entre Prenzlow et Passewalk : ce dernier

parti était certainement le plus prudent; mais il se décida sur le rapport d'une patrouille à entrer à la nuit dans Boitzenbourg, et à prendre le lendemain le chemin de Prenzlow, où il devait trouver des vivres et fourrages pour sa troupe.

Combat et capitulation de Prenzlow.

Le 28, le corps s'avança sur Shonermarck et Gustow; il entra à Prenzlow sans grand obstacle; mais le grand-duc de Berg, arrivant par la route de Templin, ne pouvant occuper une ville avec sa cavalerie, l'avait fait tourner par un détachement de dragons, tandis qu'il s'avançait avec deux divisions sur le ruisseau de Golmitz, fondait impétueusement sur la queue de colonne prussienne, la poursuivait jusque dans le faubourg, sabrait et faisait jeter les armes au régigement du roi, coupait l'arrière-garde du prince Auguste, et le forçait, après une belle défense, à se rendre prisonnier avec son bataillon.

L'infanterie prussienne avait dépassé Prenzlow et pris, on ne sait pourquoi, la route de Passewalk, au lieu de celle de Stettin. Murat fit sommer le prince de Hohenlohe de se rendre, et Lannes, qui se trouvait là de sa personne, quoique son corps fût encore bien loin d'arriver, en fit autant pour tromper l'ennemi.

Convaincu qu'il n'avait plus d'espoir de gagner Locknitz qu'il croyait au pouvoir de notre infanterie, pris en tête par une division de cava-

lerie et en queue par deux autres, le prince mit bas les armes avec 17 bataillons et 19 escadrons comptant au moins 12 mille hommes.

Le grand-duc de Berg se multipliait; à peine eut-il obtenu ce brillant succès que la division de cavalerie légère de Lasalle fit capituler Stettin, qu'un gouverneur imbécille rendit à nos housards avec une garnison de 5 mille hommes. Murat se dirigea aussitôt sur Passewalk, où la grande colonne de cavalerie de Hohenlohe s'était réfugiée lorsqu'elle apprit le désastre de son chef. Six régiments de cuirassiers et une brigade d'infanterie, abîmés, il est vrai, par des marches forcées, se rendirent sans coup férir. Prise de la cavalerie prussienne et de Stettin.

Une seule brigade, coupée de Prenzlow la veille, se présenta près de Stettin; le gouverneur refusa de lui ouvrir les portes le 28, pour les ouvrir le lendemain à la première sommation de notre avant-garde. Cette brigade gagna Anclam, où la division du général Becker l'atteignit et lui fit mettre bas les armes.

De toute cette armée naguère si florissante, il ne restait plus que Blücher et l'ancien corps du duc de Weimar, commandé par le général Winning qui, après avoir donné le change à Soult, était venu passer l'Elbe vers Sandau d'où il gagna le Mecklenbourg. Blücher se retire sur le Mecklenbourg.

Blücher, instruit de la défaite de Hohenlohe,

se rabattit aussitôt vers Neu-Strelitz où il joignit ce corps, ce qui lui forma une petite armée de 21 mille hommes. Avant de suivre ses mouvements ultérieurs, il faut revenir à mon armée.

Capitulation de Custrin.

Davoust, après s'être arrêté quelques jours en avant de Berlin, avait pris la route de Francfort sur l'Oder et de Custrin. Cette place, située dans une île de l'Oder, et que le major Heyden avait héroïquement défendue dans la guerre de sept ans, se rendit à nos troupes légères, séparées de la place par le double lit du fleuve. Il fallut, pour en prendre possession, que la garnison nous fournît des bâteaux! Maître de ce boulevard important, Davoust n'ayant pas d'ennemis devant lui, prit aussitôt la route de Posen. Augereau occupa Francfort; mes gardes demeurèrent à Berlin; Ney restait au blocus de Magdebourg.

Pendant que mes aigles franchissaient d'un vol rapide l'espace entre le Rhin et l'Oder, et soumettaient en trois semaines l'espace qui sépare ces deux fleuves, je n'oubliais rien pour consolider ma puissance et assurer ces possessions.

Mesures pour prendre possession du pays entre le Rhin et l'Oder.

Déja Mortier, avec les deux faibles divisions du 8e corps, avait occupé la principauté de Fulde. Le prince d'Orange, à qui elle était échue en partage à la paix de Lunéville pour l'indemniser du stathouderat, venait de combattre dans

les rangs ennemis. Je l'en punis par la saisie de ses états. Mortier s'avança ensuite sur Cassel de concert avec le roi de Hollande.

L'électeur, vassal en quelque sorte de la Prusse, et l'un de mes ennemis les plus prononcés, était parti pour l'Angleterre, emportant avec lui un trésor considérable, fruit des subsides que sa maison avait constamment reçus de l'Angleterre depuis la coalition contre Louis XIV en 1703. Les 20 mille hommes de troupes qu'il préparait pour me combattre mirent bas les armes et furent licenciés par des forces inférieures. Le roi de Hollande s'avança ensuite sur le Hanovre avec l'armée gallo-batave; et après quelques légères escarmouches, il investit la division prussienne de Lecocq dans Hameln et Nienbourg, s'empara presque sans coup férir de tout l'électorat, ainsi que du duché de Brunswick et des villes anséatiques de Brémen et de Hambourg.

Les contingents bavarois et wurtembergeois, après avoir pris possession de Baireith, et couvert la droite de la grande armée dans sa marche décisive, se dirigèrent par Plauen sur Dresde et donnèrent la main à Davoust en s'avançant vers l'Oder: ils formèrent le 9^{e} corps.

Les contingents des autres petits princes vinrent fournir les garnisons sur nos derrières.

Celui de Hesse-Darmstadt à Spandau et Stettin; Nassau à Berlin.

Je détache les Saxons de l'alliance prussienne.

Je songeai aussi à me rattacher les Saxons; déja avant la guerre j'avais lancé une proclamation pour leur signaler les projets de la Prusse, qui ne tendaient à rien moins qu'à les réduire à la condition d'une province prussienne. Je signai un armistice avec le général saxon pris à Iéna; les restes du contingent quittèrent l'armée prussienne à Balbi sur l'Elbe, et l'électeur entama aussitôt des négociations pour se rapprocher de nous.

Blücher est poursuivi jusqu'à Lubeck.

Instruit de la réunion de Blücher avec le corps du général Winning, je chargeai Bernadotte de suivre cette petite armée en queue, tandis que Murat la couperait de Stralsund et de Rostock, et que Soult l'empêcherait de regagner le bas Elbe.

Escorté de la sorte, il était difficile qu'il échappât. Blücher s'était dirigé sur Schwerin, après avoir soutenu un combat d'arrière-garde à Nossentin contre Dupont, et un engagement de cavalerie assez brillant vers Criwitz. Il paraît qu'il avait d'abord voulu prendre le chemin de Gustrow, pour chercher sans doute à s'embarquer à Rostock ou à gagner Stralsund; mais Murat étant déja arrivé à Demnin, il se rabattit à gauche vers le Mecklenbourg avec l'intention de

se jeter sur le bas Elbe et de guerroyer dans le Hanovre. Prévenu de tous côtés, il se replia sur Gadebush-sur-Lubeck, où il arriva le 5 novembre. Bernadotte y marcha par Schonberg et Soult par Ratzbourg : la cavalerie de Murat les soutenait.

Arrivé par le nord, Bernadotte apprit que le reste du détachement suédois qui avait si présomptueusement occupé le pays de Lauenbourg, venait de s'embarquer sur la Trave à Lubeck. Le cours de cette rivière est sinueux ; la navigation jusqu'à Travemunde difficile et lente : une brigade de la division Dupont, envoyée à moitié chemin vers Schlutup, enleva un bataillon des gardes et les restes d'un riche convoi.

Nos colonnes, arrivées devant Lubeck le 6 au point du jour, commencèrent aussitôt l'attaque. Bernadotte fit assaillir par la division Drouet la porte de Mecklenbourg et le bastion attenant ; la place n'avait qu'une simple enceinte en mauvais état, mais à l'abri d'un coup de main ; elle n'était pas armée ; les Prussiens garnirent à la hâte les remparts de leurs canons de campagne. On assure que deux bataillons prussiens, imprudemment placés en avant de la porte et culbutés par la brigade Frère, furent cause que nos colonnes entrèrent pêle-mêle avec l'ennemi. Quoi qu'il en soit, enflammés par leurs triomphes

Cette ville est emportée de vive force.

précédents, les braves du 27^e^ léger et 94^e^ de ligne se précipitent sur l'ennemi, enlèvent le tambour palissadé de la porte et les batteries les plus voisines, et, soutenus par le reste du corps, pénètrent dans les rues.

Blücher, après avoir fait ses dispositions, était rentré dans son logement; il y était à peine que nos soldats pénétraient déja dans la rue royale sur ses pas : il n'eut que le temps de sauter à cheval; son état-major fut pris. Les colonnes de Soult éprouvaient plus d'obstacles à enlever la porte de Hanovre; cependant elles venaient d'y pénétrer, quand les troupes de la division Rivaud paraissaient dans la rue aboutissante. Blücher parvint à se frayer une issue par la porte de Holstein avec 4 à 5 mille fantassins et à joindre sa cavalerie cantonnée à la rive gauche de la Trave; le reste, au nombre d'environ 8 mille hommes, succomba sous le fer du vainqueur ou fut pris les armes à la main. Une lutte sanglante s'engagea de rue en rue, de maison en maison, dans les établissements publics. Une soldatesque enflammée par les scènes cruelles n'est pas facile à contenir, les habitants de cette cité florissante eurent naturellement à souffrir toutes les horreurs d'une ville prise d'assaut; mais Soult et Bernadotte parvinrent enfin à rétablir un peu d'ordre et de calme.

Le réfuge que Blücher avait cherché derrière la Trave ne pouvait retarder sa perte que d'un jour, car la neutralité du Danemarck ne lui laissait aucune issue; il fut forcé de mettre bas les armes le lendemain à Rathenau avec les 10 mille hommes qui lui restaient. Blücher capitule.

L'anéantissement des armées prussiennes n'était pas l'unique résultat de la bataille d'Iéna: le découragement qui s'empara de tous les militaires prussiens fit encore tomber les boulevards les plus formidables de la monarchie. A ceux que nous avons déja cités se joignit bientôt la place importante de Magdebourg avec 18 à 20 mille hommes de garnison et six cents pièces de canon; elle ne résista guère mieux que les autres, et après quelques heures de bombardement, le vieux Kleist se rendit à Ney dont la force n'excédait pas celle de la garnison. Prise de Magdebourg.

Hameln et Nienbourg se rendirent aussi à la première sommation d'une division gallo-batave sous les ordres de Savary.

Tandis que mes lieutenants poursuivaient dans toutes les directions les débris de l'armée prussienne, j'étais resté à Berlin, ne pouvant rien à une guerre d'avant-garde qui se faisait à la fois dans toutes les directions. J'avais d'ailleurs à pourvoir à l'administration des grands états que nous venions de conquérir, à presser les mesures Séjour à Berlin.

capables de nous y maintenir, à passer la revue des corps qui venaient remplacer nos pertes et augmenter nos moyens, enfin à rêver aux moyens de profiter de tant de succès.

Décret sur le blocus des iles britanniques.

Ce fut de Berlin même que je lançai le décret foudroyant en représailles à l'ordre du conseil britannique qui mettait les ports de la Manche en état de blocus. Au fond ce blocus sur le papier était assez insignifiant, puisque l'Angleterre avait assez de vaisseaux pour l'opérer réellement, et que c'était avec des escadres seules qu'on pourrait le lever, s'il était formé par des escadres; mais c'était la forme et le principe qui étaient contraires au droit des gens.

Le droit maritime dans toute l'étendue que l'Angleterre même avait osé lui donner, autorisait le droit de visite pour s'assurer que le bâtiment était bien réellement de la nation dont il arborait le pavillon, et qu'il ne portait pas de contrebande, c'est-à-dire de munitions navales. Il interdisait aussi l'entrée des ports bloqués assez étroitement pour qu'il y eût danger de pénétrer, *et les navires qui, avertis de ne pas entrer, voulaient le faire par ruse, étaient saisissables.* Pour opérer un blocus réel il fallait donc un nombre suffisant de bâtiments de guerre devant chaque port militaire ou marchand.

L'arrêté du conseil, déclarant toute la côte de

France depuis la Seine à Anvers en état de blocus, s'arrogeait le droit de saisir tout ce qui voudrait faire voile pour ces ports, qu'ils fussent réellement investis ou non. Il donnait ainsi, à un décret ministériel, une force artificielle plus puissante que toutes les escadres britanniques ensemble, car en admettant ce principe pour cent lieues de côtes en 1806, l'Angleterre pouvait fort bien l'étendre par un second décret à toutes les côtes de la France et de ses alliés et anéantir le commerce européen : ce quelle ne manqua pas de faire en effet.

Quoi qu'en dise l'auteur du *Manuel sur les Neutres*, une grande nation qui possède avec ses alliés plus de deux mille lieues de côtes, cent vaisseaux de ligne, des colonies, et dont les habitants avides de gloire ont du sang dans les veines, ne saurait tolérer une pareille législation sans se dégrader. J'en fus indigné, et ma position victorieuse m'autorisant à ne plus garder de ménagement, je lançai à mon tour un décret qui renchérit sur celui du ministère anglais (1).

Ordres du conseil britannique.

Le cabinet de Londres ne resta pas longtemps mon débiteur : une première ordon-

(1) Comme ce décret a fait la base de tout le système continental, il ne paraîtra pas hors de saison d'en rapporter le texte. (Voyez Pièces justificatives, n° 13.)

nance du 7 janvier 1807 déclara de bonne prise tout bâtiment neutre qui ferait le commerce d'un port de France à un autre, ou à un port de ses alliés.

Jamais Rome et Garthage n'avaient montré autant d'animosité; leurs querelles ne s'étaient jamais étendues qu'à leur puissance politique et à celle des alliés qu'elles entraînèrent successivement dans le tourbillon de leur lutte; jamais elles ne s'étendirent à la prospérité de tout ce qui respire sur les deux hémisphères.

Armistice non ratifié par la Prusse.

Tandis que je fulminais contre le nouveau droit maritime que la Grande-Bretagne proclamait, mes armées avaient achevé la destruction de tout ce qui restait de Prussiens en campagne entre le Rhin et l'Oder. Murat, Davoust, Lannes, avaient déja passé ce fleuve pour s'avancer dans la Pologne prussienne.

L'hiver approchait; il s'agissait de prendre un parti et de consolider nos étonnants succès. Il y avait deux moyens de le faire; l'un d'achever l'anéantissement de la Prusse en la divisant pour augmenter mes alliés; l'autre de lui pardonner en l'attachant à mon char par des bienfaits dont elle sentirait d'autant plus le prix après sa défaite, et en marchant avec elle au rétablissement de la Pologne.

Le roi de Prusse, arrivé sur l'Oder, m'avait en-

voyé le marquis de Lucchesini pour traiter d'un armistice ou de la paix; il fut accompagné du général de Zastrow, dont le caractère noble et respectable était la meilleure garantie des intentions sincères du roi. Duroc traita avec eux à Charlottenbourg. Il était difficile de nous entendre, surtout pour un armistice, car à chaque minute on m'apprenait la reddition d'un nouveau corps ou d'une nouvelle place.

Les négociateurs sentirent qu'en laissant entrevoir le désir d'une alliance, ils adouciraient les rigueurs du traité. On est toujours disposé à faire plus pour un ennemi qui devient allié, que pour un adversaire qui signe une paix pure et simple, et peut rentrer le lendemain dans les rangs ennemis.

Je consentis à un armistice qui laissait à la Prusse Magdebourg et tous ses états entre l'Elbe et le Niémen; elle perdait le Hanovre et tous ses états de Franconie, de Saxe et de Westphalie. Si l'alliance se réalisait, je pouvais la dédommager...

Mais Magdebourg capitula avec 20 mille hommes le jour même où Duroc signait la convention de Charlottenbourg; pouvais-je rendre ce boulevard principal de la monarchie pour un simple armistice, subordonné encore à l'acceptation d'un prince qui se trouvait à Kœnigsberg, au milieu des colonnes russes appelées à son secours?

Il fallut faire un nouveau traité; je partis pour Posen, et ne pus le signer que dans cette ville. Je ne devais pas trop compter sur sa ratification, car le roi de Prusse, après la conduite que son cabinet lui avait fait tenir dans l'affaire de Haugwitz, se fût perdu aux yeux des contemporains et de la postérité, s'il eût abandonné de nouveau les Russes dont 80 mille marchaient sur la Vistule et traversaient déja ses états.

Mon armée s'avance sur la Vistule, et Jérôme reste en Silésie pour assiéger les places.

En attendant, mon armée, n'ayant pas même trouvé un ennemi entre l'Oder et la Vistule, s'était avancée sur Varsovie et Thorn. Il ne restait derrière moi que Stralsund et les Suédois à observer; la Silésie et ses six forteresses à soumettre. Je réservai d'abord la première tâche à Mortier, jusqu'à ce qu'il pût être relevé par un nouveau corps d'observation de l'Elbe. La soumission de la Silésie fut confiée à mon frère Jérôme : il n'avait pas encore d'établissement; avant de lui en former un, je voulais lui fournir l'occasion de se distinguer. Il avait d'abord été s'embarquer sur l'escadre de Brest, mais le service de mer ne lui convenait pas, et je l'appela à l'armée de terre; Vandamme lui servait de guide, et il commandait aux 25 mille Bavarois ou Wurtembergeois, formant le 9^{e} corps.

Réduire Glogau, Breslau, Brieg, Neisse, Schweidnitz et Glatz, dont les garnisons comp-

taient une force au moins égale à la sienne, n'était pas une entreprise sans difficultés, pour peu que le prince d'Anhalt-Pless qui lui était opposé fût un homme de tête et de cœur. La première ne fit qu'un simulacre de résistance; il n'en fut pas de même des autres qui, mieux commandées, furent aussi beaucoup mieux défendues.

Résultats immenses de la guerre de sept semaines.

Ainsi se termina la guerre de sept semaines, bien différente de celle de sept ans. Jamais victoire n'avait eu de pareils résultats. Dans ce court espace de temps, ma puissance s'était élancée, pour ainsi dire, des bords du Rhin à ceux de la Vistule. Cent mille prisonniers, 4 mille pièces de canon, six grandes places et plusieurs autres moins considérables, tels étaient les trophées d'une habile manœuvre, de l'impétueuse valeur de mon armée et de l'inexpérience de nos adversaires. Quoi qu'en dise l'élégant écrivain du précis des événements militaires, ces succès ne furent que le résultat d'une habile application des principes de la guerre, de ma part, et d'un oubli total de ces principes de la part de mes ennemis. Vouloir nier l'existence et l'influence de ces principes, c'est nier le soleil; c'est prouver qu'on n'a pas compris la guerre. Mon génie n'a consisté qu'à les appliquer presque constamment, et à donner à cette application *toute l'étendue*

du possible. C'est dans cette manière de les mettre en pratique que j'ai déployé toute la supériorité de mon jugement, la grandeur de mon caractère, et l'étendue de mes vues. C'est là ce qui distingue le grand homme de guerre du général médiocre. Mais loin de moi la pensée de mettre en doute l'existence des principes, et leur influence sur le sort des combats!

CHAPITRE X.

Projets sur la Pologne. Campagne d'hiver. Les Russes arrivent sur la Vistule et envahissent la Moldavie. Batailles de Pultusk et d'Eylau. Quartiers d'hiver. Opérations contre les Suédois. Sièges de Dantzick et des places de Silésie. Menaces de l'Espagne. Démonstrations de l'Autriche. Les Anglais devant Constantinople; ils échouent contre l'Égypte. Négociations diverses avec la Perse, la Porte, la Suède et les coalisés. Ouverture d'une seconde campagne. Batailles d'Heilsberg et de Friedland. Traité de Tilsit.

Le roi de Prusse s'était retiré à Kœnigsberg. De toute son armée il lui restait à peine 20 mille hommes en état de tenir la campagne; mais 100 mille Russes venaient à son secours et s'avançaient sur la Vistule. Je marchai à leur rencontre; j'arrivai en Pologne. Un nouveau théâtre s'ouvrait à nos armes; j'allais voir cette vieille terre de l'anarchie et de la liberté courbée sous la domination étrangère; les Polonais attendaient ma venue pour secouer le joug allemand.

Projet sur la Pologne.

Il aurait fallu ignorer l'histoire du 18e siècle pour méconnaître tout le parti que je pouvais tirer de la Pologne; mais, pour qu'elle pût servir

à la fois de barrière à la Russie et de contrepoids à l'Autriche, il fallait un rétablissement complet. Une guerre très-longue et très-heureuse pouvait seule amener ce résultat : mes ministres n'étaient pas d'accord sur son opportunité ; Talleyrand, vieux et usé, soupirait après son hôtel de Paris, et se souciait peu d'une promenade d'hiver en Pologne ; il s'y montra contraire. Maret pensait qu'on pouvait en faire l'essai, parce qu'il y voyait d'immenses avantages et des chances de succès.

Les promesses de Dombrowsky et de Zayonscheck étaient engageantes. Une députation solennelle de la grande Pologne, présidée par le comte Dzadinski, vint fixer mes idées en m'assurant une prompte levée de ce qu'ils nomment l'insurrection polonaise, espèce d'arrière-ban où chaque gentilhomme monte à cheval et conduit un certain nombre de ses paysans. Déja mes ordres étaient préparés, lorsqu'un mémoire d'un officier attaché à ma personne vint ébranler ma résolution. Il me représenta, sous les couleurs les plus vives, l'avantage que je trouverais à préférer l'alliance de la Prusse, à qui il serait généreux de pardonner, et qu'on pourrait agrandir de toutes les parties du territoire polonais qu'il serait possible de réunir par la suite, en conservant à celles-ci leur nationalité : c'était obtenir l'espèce de contrepoids qu'il importait

à ma politique de créer, et c'était l'obtenir sans m'exposer aux chances d'une guerre interminable contre la Prusse, la Russie et l'Autriche.

Ce mémoire s'appesantissait surtout sur le danger de donner un point de réunion éternel à la politique de trois puissances naturellement rivales, et sur ce qui nous arriverait de fâcheux en passant la Vistule, si l'Autriche débouchait avec 150 mille hommes derrière nous, sans que nous pussions nous appuyer sur la Prusse. Il faisait ressortir aussi l'avantage qui résulterait, pour la nation Polonaise, de sa fusion avec un peuple éclairé et industrieux. C'était une grande idée.

J'avoue que je me sentis sur le point d'être entraîné; déja l'armistice se négociait; mais les réflexions que firent naître les inconcevables capitulations d'Erfurth, de Stettin, de Prenzlow, de Magdebourg et de Lubeck, me firent attacher moins de prix à l'alliance d'une armée si démoralisée. Les conditions de l'armistice s'en ressentirent, et comme je m'attendais que l'arrivée des Russes le ferait refuser, je résolus d'essayer des Polonais, sans me laisser intimider par les approches de la mauvaise saison. Dans le fait, il m'en coûtait moins d'aller à Varsovie combattre l'armée russe au milieu d'une population prête à se joindre à nous, que de l'attendre au milieu

des Prussiens humiliés, et qu'un revers de mon armée eût fait revoler aux combats.

Kocziusko se trouvait depuis plusieurs années à Paris, je l'appelai près de moi; mais il se souciait peu de renouveler une levée de bouclier partielle. Il demandait la restauration formelle et complète de sa patrie, et je ne pouvais pas m'engager trop loin en proclamant la résolution de relever un royaume dont l'Autriche avait accaparé le tiers. C'était à la fois fermer la porte à tout rapprochement avec la Russie et m'attirer l'Autriche sur les bras. Je me contentai d'envoyer Dombrowski et Zayonscheck à Posen, pour les assurer de l'intérêt que je prendrais à leur pays, s'ils me secondaient, et leur annoncer que je les suivais de près. Je partis de Berlin le 24 novembre, et arrivai le 28 à Posen. J'y fus reçu avec un enthousiasme qui m'étonna et parut d'un heureux présage. On nous donna des fêtes qui auraient fait honneur aux plus brillants salons de Paris. Je restai dans cette ville une quinzaine de jours : ce temps n'était pas perdu, puisque mes colonnes filaient dans cet intervalle sur Varsovie, et qu'il me suffisait de quelques jours pour arriver en poste aussitôt qu'elles.

Malgré l'espèce d'élan que je produisis à Posen et à Varsovie, les Polonais n'ont pas rempli entièrement mes vues. C'est un peuple pas-

sionné, chevaleresque et léger : tout se fait chez eux par inspiration, et rien par système. Leur enthousiasme est grand, mais ils ne savent ni le régler ni le perpétuer. Ceux qui ont suivi mes drapeaux ont été d'une fidélité et d'une valeur admirables ; je leur en paie ici les tributs de ma reconnaissance : mais comme nation, la Pologne eût pu faire davantage. Ce n'est pas la faute des hommes, c'est celle des choses. Si la Pologne avait eu un tiers-état plus puissant et plus nombreux, elle se fût levée en masse pour nous. Peut-être qu'en donnant aux Polonais un plan, un système, un point d'appui plus solide que la maison de Saxe, ils auraient pu se former avec le temps et se maintenir par eux-mêmes. Quoique mon caractère ne m'ait jamais porté à faire les choses à demi, je n'ai cependant fait que cela en Pologne, et je m'en suis mal trouvé ; mais ce fut la faute de ma situation politique, on ne saurait me l'imputer en rien.

Mesures pour assurer les derrières de l'armée.

Je mis à profit le séjour que je fis à Posen, en signant la paix avec l'électeur de Saxe, et en renforçant, de cet ancien allié de la France, le système de la Confédération du Rhin. Un premier contingent de 8 mille hommes se mit en marche pour me joindre sur la Vistule. Je donnai aussi la dernière main aux mesures nécessaires pour assurer nos derrières.

Déja, en quittant Berlin et Mésericz, j'avais prescrit à Mortier ce qu'il aurait à faire avec son 8e corps. Depuis que les troupes de mon frère Louis, passées sous les ordres de Savary, avaient soumis les places de Hameln et de Nienbourg, et achevé la conquête du Hanovre, sa présence y devenait inutile, et il était retourné en Hollande, que les Anglais auraient pu inquiéter. Mortier, ayant quitté la Hesse, vint dans le Mecklenbourg, et dut prendre la garde de tout le littoral de la mer du Nord et de la Baltique, depuis Hambourg et les bouches du Wéser jusqu'à Stettin, afin de surveiller les Suédois et les Anglais.

Un vaste système était indispensable pour nous donner une assiette tant soit peu solide dans les contrées immenses que nous venions d'envahir avec toute l'impétuosité d'un torrent déchaîné, et où de grandes résistances pouvaient encore se rencontrer. Déja quelques troubles venaient de se manifester dans la Hesse, où les partisans de l'électeur profitèrent de l'absence du 8e corps et des charges inévitables de la guerre pour exciter les esprits. Je donnai aussitôt des ordres pour réprimer ces mouvements. Des colonnes mobiles, envoyées de Mayence par Kellermann, de Munster par Loison, et de Magdebourg par le général Michaud, firent tout rentrer dans l'ordre.

Kellermann organisait à Mayence, en régiments

provisoires, les conscrits destinés aux différents corps d'armée pour porter leurs bataillons au complet. Ce mode, qui centralisait la surveillance en évitant les petits détachements toujours dangereux, donnait ainsi à une multitude d'hommes isolés toute la consistance d'une force armée respectable. Quatre de ces régiments étaient déja rendus à Berlin, où ils relevèrent les contingents de Baden, de Wurtzbourg, et la légion du Nord formée de soldats hessois et prussiens, enrôlés volontairement. Ceux-ci s'avancèrent entre l'Oder et la Vistule pour couvrir nos communications et observer Colberg. Une division de cuirassiers, tirée d'Italie et réunie à Leipsick sous le général d'Espagne, s'acheminait vers Posen et Thorn. Celle des grenadiers d'Oudinot, réorganisée à Berlin, prenait la direction de Varsovie. Quatre autres régiments provisoires se formaient à Mayence; et mon armée, ainsi alimentée successivement, trouvait dans cette organisation un recrutement certain et des colonnes mobiles qui assuraient ses derrières. Personne n'a entendu comme moi le mécanisme de cette organisation sur les derrières d'une armée, et ces levées successives qui servaient d'aliments périodiques aux régiments, et de réserves pour garder notre ligne d'opérations.

Le roi de Prusse rejette l'armistice.

Quand le roi de Prusse reçut à Kœnigsberg l'armistice signé à Charlottenbourg par MM. Lu-

chesini et de Zastrow, il le trouva d'autant plus inadmissible, qu'il venait de se lier tout récemment avec la Russie par une convention signée à Grodno le 20 octobre, et que le premier contingent russe venait d'entrer sur le territoire prussien, sous les ordres de Beningsen. Il refusa donc de le ratifier, et la continuation de la guerre était le seul parti qui restât à tous deux.

Nous allions ainsi nous rencontrer de nouveau avec les Russes : la question était de savoir si nous les attendrions, ou si nous irions au-devant d'eux. La saison était mauvaise; mais c'était pour eux comme pour nous. Si je les laissais avancer, je me privais des ressources et de l'appui de la Pologne : ils pourraient décider l'Autriche, qui n'hésitait que parce qu'ils étaient trop loin d'elle pour la soutenir immédiatement; ils entraîneraient la nation prussienne, qui, revenue de l'étourdissement d'un premier désastre, sentirait la nécessité de tout faire pour se relever.

Les Russes envahissent la Moldavie, et soutiennent en même temps les Prussiens.

L'empereur Alexandre avait mis une grande activité à réparer les pertes de la campagne d'Austerlitz (1) : non seulement ses régiments furent

(1) L'armée russe était alors répartie en 18 divisions, qui, à l'exception des gardes, se composaient de 6 régiments d'infanterie ou de chasseurs, de 10 escadrons de grosse cavalerie, 10 de cavalerie légère, une compagnie de pionniers, deux batteries de position, trois batteries légères et une d'artillerie à cheval; ce qui faisait pour chaque

tous portés au complet, mais il augmenta son armée de 30 escadrons et de 51 bataillons de nouvelle formation. Si toutes les forces de la Russie

---

division 18 bataillons, 20 escadrons, et l'énorme quantité de 72 pièces de canon : l'artillerie était belle et bien servie ; la cavalerie, si médiocre sous Souwarof, avait fait d'immenses progrès depuis le règne d'Alexandre. Voici la répartition de ces forces :

	bataillons	escadrons	pièces.
1re division. Gardes et grenadiers, sous le grand-duc Constantin, comptait	33	35	84
2e. L'armée destinée à agir en Prusse comptait les 8 premières divisions sous Osterman, Sacken, prince Galitzin, Touczkof, Barclay de Tolly, Doctorof, Essen, ainsi que la 14e sous le prince Gortchakof, ensuite sous le comte Kamenski	147	170	504
3e. L'armée de Moldavie, sous Michelson, avait les 9e, 10e, 11e, 12e et 13e divisions sous le prince Wolkonsky, Muller Zacomelsky, Miloradowich, Meindorf, et duc de Richelieu	90	100	306
(Deux de ces divisions revinrent sur la Narew.)			
4e Corps intermédiaire sous le comte Apraxin, 16e, 17e et 18e divisions sous les généraux Rtischef, prince Labanof et prince Gortschakof	54	30	144
	bataillons	escadrons	pièces.
TOTAL	324	335	1038

Outre les corps de Géorgie, de Finlande et les bataillons de garnison qui formaient une armée entièrement distincte.

eussent été dirigées contre moi, la lutte eût été pénible à soutenir avec mon armée répandue depuis le Hanovre jusqu'à Varsovie. Heureusement je fus bientôt rassuré sur l'étendue des efforts qu'elle m'opposerait, lorsque je reçus la nouvelle de l'entrée du général Michelson en Moldavie, à la tête de 80 mille hommes.

Pour bien comprendre les motifs de cette invasion qui paraissait une faute, il est nécessaire de reprendre les choses de plus haut. La Russie, certaine que la Prusse nous ferait la guerre, comptait y paraître en auxiliaire, comme elle l'avait fait en 1805 pour l'Autriche; elle se flattait ainsi de pousser les limites de son empire jusqu'au Danube, et l'Angleterre avait trop besoin de son alliance pour ne pas la seconder dans ce projet. Il ne fallait pour cela qu'un motif légitime de faire la guerre aux Turcs. L'influence que Sébastiani prit sur le divan aussitôt après son arrivée, lui en fournit un prétexte plausible. Le premier soin de mon ambassadeur avait été, selon mes instructions, de faire renvoyer les hospodars de Moldavie, Ypsilanti et Morusi, élus sous la protection de la Russie, consacrée par le traité de Yassi. Celle-ci était en droit de réclamer, et le fit vivement : les menaces du comte Italinski, appuyées de celles de l'ambassadeur anglais, qui ne parlait de rien moins que de faire bombarder Constantinople

par une puissante escadre, firent rétablir ces hospodars.

Cependant l'empereur Alexandre, instruit d'une mesure contraire à ses traités, et qui constatait mon influence sur la Porte, n'attendit pas cette satisfaction, et ordonna sans délai à Michelson d'envahir les principautés, et de s'emparer des places turques qui bordent le Danube. Ce général passa le Dniester le 3 novembre, et se répandit sans obstacle jusqu'aux frontières de Servie. Nous étions ainsi réciproquement enchantés de l'événement; la Russie, parce qu'elle croyait en profiter, et moi, parce qu'il faisait une puissante diversion en ma faveur. Toutefois la prompte chute de la monarchie prussienne, changeant la face des affaires, mettait tous les avantages de cette agression de mon côté. En effet, en calculant le temps qu'il fallait pour recevoir de Pétersbourg l'ordre de cette invasion, et pour aviser aux mesures d'exécution, on voit bien qu'elle avait été combinée et ordonnée avant qu'on ne connût les désastres de la Prusse. L'empereur Alexandre eût été trop prudent sans cela pour entreprendre en même temps la double tâche de nous tenir tête et d'attaquer les Turcs.

Lorsqu'il reçut le premier avis de la marche des Français sur Berlin, il détacha les corps de

Benningsen et de Buxhowden au secours des Prussiens. Les 40 mille Russes, arrivés avec le premier sur la Vistule peu de jours avant nous, abandonnèrent les bords du fleuve, et se replièrent sur Pultusk pour se rapprocher de leur seconde armée, qui arrivait à marches forcées. Nous passâmes ainsi le fleuve sans obstacles. Davoust et Murat, qui étaient entrés, le 30 septembre, à Varsovie, ne furent pas peu surpris de l'abandon inattendu du poste de Praga, et firent passer aussitôt des troupes en bateaux pour en prendre possession le 2 décembre. Lannes les soutint, et mon aile droite vint s'établir sur le Bug : la gauche n'eut pas moins de bonheur. Ney, qui s'empara de Thorn, déboucha de cette place, soutenu par la cavalerie de Bessières et suivi par le corps de Bernadotte. Au centre, Soult et Augereau préparèrent avec de grandes difficultés les moyens de passer la Vistule entre Modlin et Wyssogrod.

Parti le 16 décembre de Posen, j'arrivai le 18 à Varsovie. Je pressai le passage de ces deux derniers corps ; Augereau, ne pouvant réussir à jeter un pont, passa ses troupes en bateaux vers Zakroczin, du 20 au 22. Soult, ne pouvant y réussir à Wyssogrod, trouva heureusement les moyens de le faire à Plotzk.

Position des deux partis sur la Vistule.

L'empereur Alexandre avait confié le commandement de son armée au maréchal Kamenski,

vieillard plus qu'octogénaire qui, dans les guerres de l'impératrice Catherine, avait montré de l'énergie et de la vigueur, mais auquel son grand âge avait fait perdre ces qualités. Cependant, dès qu'il eut réuni ses forces, il signala son arrivée à l'armée par un mouvement en avant. Il porta son quartier-général à Nasielsk, et fit cantonner les quatre divisions de sa première armée entre l'Ukra, le Bug et la Narew. La seconde armée cantonna entre Golymin et Makow, ayant une de ses divisions à la gauche de la Narew. Un corps prussien, commandé par le général Lestocq, campait sur les bords de la Drewentz sur la route de Thorn; il se liait à la droite des Russes, qui le renforcèrent de quelques troupes.

Je prends l'offensive pour éloigner l'ennemi.

Ne voulant pas souffrir que l'ennemi nous resserrât sur la Vistule, et sentant au contraire la nécessité de nous donner une sphère plus large en avant de Varsovie et de Thorn, je prenais au même instant l'offensive. Ney, Bernadotte, et une partie de la cavalerie qui avait passé le fleuve à Thorn, se dirigèrent sur Soldau et Biezun, manœuvrant par leur droite pour isoler le corps prussien et le couper de l'armée russe. Lestocq, instruit que Bessières n'avait que de la cavalerie à Biezun, tenta d'y rentrer; mais nos braves escadrons se jetèrent sur son infanterie, en refoulèrent une partie sur des marais,

et le forcèrent à se retirer en lui abandonnant quelques centaines de prisonniers.

Le 23 décembre, à deux heures du matin, je me rendis au pont du Bug; Davoust l'ayant passé, en jeta un autre sur l'Ukra, et manœuvra par sa gauche pour se mettre en communication avec Augereau qui agissait sur Novemiasto, et Soult qui se dirigeait sur Plonsk. Lannes prit à notre extrême droite le chemin de Sierock et Pultusk. Notre mouvement concentrique s'opéra heureusement : Augereau força le passage de l'Ukra à Kursumb après un combat où le 14e de ligne soutint sa réputation de Rivoli; de là il s'avança sur Novemiasto. Je me portai avec Davoust sur Nasielsk, d'où nous expulsâmes la division Ostermann, malgré la plus vive résistance. Bennigsen se concentrait sur Stregoczyn. De toutes parts les généraux ennemis se mirent en retraite. Je résolus de les tourner par leur droite, avec l'intention de les prévenir sur leur ligne de retraite à Rozan. A cet effet, je donnai à Soult la direction de Chicanow sur Makow; Ney appuyant à droite le suivrait en seconde ligne. Augereau et le gros du corps de Davoust durent aussi se porter à Makow, en passant par Golymin. Une des divisions de Davoust, qui marcha de Nasielsk sur Pultusk, et le corps de Lannes, remontant la Narew de Sierock sur la même ville, étaient

destinés à attaquer de front l'armée ennemie qui avait pris cette direction.

Le vieux Kamenski, sentant toute l'étendue du danger dont il était menacé, ordonna une retraite générale par Ostrolenka sur Lomza. L'hiver était tardif; il n'avait fait que des pluies continuelles; le terrain bas où coule la Narew était un vaste marécage détrempé: les mouvements y devenaient pénibles. Le général russe, dont la tête se trouvait affaiblie par l'âge, craignant d'être arrêté par son matériel, ordonna d'abandonner l'artillerie si elle gênait la retraite, et il prit lui-même le chemin de Lomza. L'ordre d'un tel sacrifice, qu'on ne croyait pas nécessité par le salut de l'armée, souleva les généraux qui commandaient sous lui. Ne croyant pas le danger aussi imminent, ils balancèrent à y obtempérer. Bonningsen, qui commandait la première armée, la rassembla à Pultusk; Buxhowden, commandant en chef la 2.e armée, réunit la sienne à Makow; un corps assez considérable, composé de détachements des deux armées, prit poste à Golymin.

Le 26, le corps de Lannes, renforcé par la division Gudin, attaqua l'armée de Benningsen à Pultusk. Le combat fut très-vif, nous obtînmes quelque avantage sur l'avant-garde ennemie; mais quand on en vint à aborder la position principale, le choc devint plus rude: la partie

Combat de Pultusk.

n'était pas égale, et les Russes, profitant de la supériorité de leur immense artillerie, repoussèrent les efforts de mon lieutenant. Au reste, je n'attachais pas une grande importance au succès de ce combat : les coups décisifs devaient être portés à gauche; Lannes, qui vit son point d'honneur engagé, en jugea autrement, et perdit beaucoup d'hommes sans utilité.

Le même jour, j'attaquai Golymin avec Davoust et Augereau, soutenus par la cavalerie de Murat. Les Russes y firent bonne contenance; leur première ligne, prise en flanc par Augereau, nous céda sa position; néanmoins ils se maintinrent à Golymin jusqu'à la nuit : c'était plus fâcheux pour nous que le non réussite de l'attaque de Pultusk, bien que la retraite de Buxhowden durant la nuit ne se fît pas en très-bon ordre, et qu'il nous abandonnât une partie de son canon dans les boues.

Cependant je ne désespérais pas encore de voir réaliser le plan que j'avais conçu. Je comptais sur Soult, qui devait être rendu devant Makow, et se trouver établi sur les derrières des corps russes qui avaient combattu à Pultusk et à Golymin. Ney et Bessières le soutiendraient en gagnant Chicanow, et s'avançant en seconde ligne sur la même direction. Je fus trompé dans mon attente : il faisait un temps déplorable; les che-

mins étaient entièrement défoncés; en un mot, tout le pays n'était qu'une vaste fondrière où nous enfoncions jusqu'au col. Cette circonstance sauva l'armée russe en ralentissant le mouvement de ma gauche. Soult ne put atteindre Makow, et les routes sur Rozan demeurèrent ouvertes aux ennemis : ils en profitèrent pour se retirer sur Ostrolenka.

On prétend que cette retraite s'exécuta contre l'avis de Benningsen : ce général, trop occupé de ce qui se passait sous ses yeux, avait entièrement perdu de vue l'ensemble des opérations. Pour avoir repoussé l'attaque d'un corps inférieur en nombre au sien, il croyait nous avoir vaincus, et demandait la permission de profiter de sa prétendue victoire en reprenant l'offensive. Ce fut un malheur pour nous qu'on ne l'ait pas laissé faire : la paix de Tilsit aurait eu lieu six mois plus tôt.

De son côté, Ney, avant d'avoir reçu l'ordre d'appuyer sur Chicanow, s'était lancé sur Soldau à la poursuite de Lestocq, qu'il chassa de cette ville. Le général prussien, s'apercevant qu'il n'avait affaire qu'à une avant-garde, remarche sur elle à l'entrée de la nuit, et pénètre dans la ville; un combat terrible s'engage; enfin la valeur du 69e régiment l'emporte sur les efforts de l'ennemi, qui est repoussé avec perte d'un millier

d'hommes. Dans cette échauffourée, les Prussiens montrèrent un courage auquel nous n'étions plus accoutumés, et mes Égyptiens s'immortalisèrent.

Je me dispose à prendre des quartiers d'hiver.

Les Russes nous ayant échappé, je n'avais nulle envie de courir après eux, pour recommencer une nouvelle campagne, à une époque de l'année aussi défavorable aux grandes opérations. Les boues rendaient les transports impossibles; mes bataillons se fondaient, et 10 mille blessés pour des affaires secondaires me donnaient à penser sur les suites de mon entreprise. J'avais imaginé que le souvenir d'Austerlitz aurait ébranlé le moral de mes adversaires; leur fermeté m'étonna, et ils déployèrent une telle quantité de canons, que je sentis la nécessité de rétablir la balance en augmentant mon artillerie. Il importait donc, sous tous les rapports, de donner du repos à mes troupes qui en avaient besoin. Je les fis cantonner entre l'Omulef, la Narew et l'Ukra : mon quartier-général et mes gardes revinrent à Varsovie.

Mesures prises pour assurer ma position.

Pour donner une bonne base à ce nouveau théâtre d'opérations, j'ordonnai de mettre en état les ouvrages de Thorn et le camp de Praga, si célèbre en 1794. On traça aussi des têtes de pont à Modlin sur la Vistule et à Sierock sur le Bug. Enfin, il fallait neutraliser les avantages

que la position de Dantzick donnait à l'ennemi. Les premières milices polonaises levées par Dombrowski, réunies au contingent de Baden, et à une division française, formèrent le 10e corps d'environ 15 mille hommes (1), avec lesquels le maréchal Lefebvre dut observer les places de Dantzick et de Colberg : le contingent hessois, sous le général Rouyère, bloqua Graudentz. De grandes manutentions pour 100 mille hommes furent établies à Thorn et à Sierock : des apprêts considérables furent faits pour des hôpitaux, d'abord à Posen et à Varsovie, puis dans toutes les petites villes qui offraient quelques ressources. Trente mille tentes, prises dans les arsenaux prussiens, servirent aux premières fournitures de ces établissements.

J'apprends la guerre de Turquie.

Dès mon retour à Varsovie, j'y reçus, le 30 octobre, un courrier de Constantinople, m'annonçant la déclaration de guerre de la Porte aux Russes : j'appris aussi par la Gallicie la nouvelle des succès des Russes en Moldavie. Czerni-George, avec les Serviens, s'était emparé de l'importante forteresse de Belgrade, et Michel-

Les Russes victorieux en Moldavie envoient des renforts sur le Bug.

(1) Le corps fut d'abord de 10 à 12 mille hommes : renforcé successivement par les Saxons, les Italiens, la légion du Nord, il compta jusqu'à 27 mille hommes au moment du siége (avril).

son s'avançait sur Bucharest pour lui tendre la main. La nouvelle du désastre des Prussiens décida le gouvernement russe à tirer un renfort de 36 bataillons et de 40 escadrons de cette armée de Turquie. Ces troupes se dirigèrent en hâte sur le Bug.

Il m'importait de tirer parti de cette diversion, importante surtout par l'influence qu'elle devait avoir sur le cabinet de Vienne, en augmentant son irrésolution et l'empêchant de prendre le parti de la Russie. Je fis écrire à cet effet, à Sébastiani, et les ordres suivants furent adressés à Marmont en Dalmatie.

« Un courrier parti de Constantinople le 2 décembre est arrivé à Varsovie le 30 : la Porte « avait déclaré formellement la guerre à la Russie ; et, le 29 novembre, l'ambassadeur russe « était parti avec toute sa suite. Il règne à Constantinople un grand enthousiasme pour cette « guerre ; vingt régiments de janissaires sont « partis de Constantinople : on assure que vingt « autres sont partis d'Asie pour se rendre en « Europe. Déja près de 60 mille hommes sont « réunis à Hirssow. Passwan-Oglou en a 20 mille « à Widdin. Le courrier assure que dans la « Turquie l'on déploie la meilleure volonté. « Mon intention est que vous envoyez cinq « officiers du génie et autant de l'artillerie à

« Constantinople. Vous écrirez au pacha de « Bosnie et à celui de Scutari, afin qu'ils vous « envoient des firmans pour certifier que les « officiers sont arrivés. Faites passer des of- « ficiers d'état-major aux pachas de Bosnie et « de Bulgarie, et aidez-les de tous vos moyens, « comme conseils, approvisionnements et muni- « tions. Il serait possible que la Porte demandât « un corps de troupes, et ce corps ne peut avoir « qu'un objet, celui de garnir le Danube. *Je ne « suis pas très-éloigné de vous envoyer avec « 25 mille hommes sur Widdin, et alors vous « entreriez dans le système de la grande armée; « puisque vous en formeriez l'extrême droite*; 25 « mille Français qui soutiendraient 60 mille « Turcs, obligeraient les Russes non pas à lais- « ser 30 mille hommes sur le Danube, comme « ils l'ont fait, mais à y envoyer encore une « armée du double, ce qui ferait une diversion « bien favorable à mes opérations; mais tout « cela n'est encore qu'hypothétique. Ce que vous « pouvez faire dans le moment, général, c'est « d'envoyer vingt à trente officiers, si les pachas « vous les demandent; mais ne donnez point de « troupes, à moins que ce ne soit des détache- « ments à cinq ou six lieues des frontières pour « favoriser quelques expéditions. Vous pouvez « compter sur les Turcs comme sur de vérita-

« bles alliés, et vous êtes autorisé à leur fournir « ce que vous pourrez en cartouches, canons, « poudre, etc., s'ils vous le demandent.

« Un ambassadeur de Perse et un de Constantinople se rendent à Varsovie, et quand « vous recevrez cette lettre ils seront déjà arrivés à Vienne. Ces deux grands empires sont « de cœur attachés à la France, parce que la « France seule peut les soutenir contre les entreprises ambitieuses de leurs ennemis. Dans « cette circonstance importante, les Anglais hésitent et paraissent vouloir rester en paix avec « la Porte; cette dernière puissance s'est servie « pour cela de la menace de transporter 40 mille « hommes jusqu'aux portes d'Ispahan, et nos « relations sont telles avec la Perse, que nous « nous porterions sur l'Indus. *Ce qui était chimérique autrefois, cesse de l'être dans ce moment où je reçois fréquemment des lettres des sultans*; non des lettres emphatiques et trompeuses, mais qui manifestent une grande crainte « contre la puissance des Russes, et une grande « confiance dans la protection de l'empire français. Envoyez des officiers au général Sébastiani « à Constantinople pour correspondre avec lui. « L'éloignement de la Dalmatie à Varsovie est « tel que vous devez beaucoup prendre sur vous. « J'ai ordonné au général Sébastiani d'envoyer à

« Widdin un officier de son ambassade pour ser-
« vir de correspondance intermédiaire avec Con-
« stantinople ; mais cela n'empêche pas que vous
« n'en fassiez partir un de votre côté pour cette
« ville.

« Il est bon que des officiers français parcou-
« rent les différentes provinces de la Turquie.
« Ils feront connaître tout le bien que je veux
« au grand-seigneur ; cela servira à exalter les
« têtes, et vous obtiendrez des renseignements
« qui vous seront utiles et que vous me trans-
« mettrez. En deux mots, monsieur le général,
« je suis l'ami sincère de la Turquie et ne désire
« que de lui faire du bien ; conduisez-vous donc
« en conséquence. Je regarde comme l'événe-
« ment le plus heureux dans notre position celui
« de la déclaration de guerre de la Turquie à la
« Russie. Je remarque que, dans ces conjonctures
« d'un si grand intérêt, vous ne vous entremet-
« tez pas assez dans les affaires des pachas de
« Bucharest, de Bosnie et de Scutari, avec les-
« quels vous devez fréquemment correspondre. »

Ces événements de Moldavie ne faisaient qu'augmenter l'intérêt que j'avais à donner un peu de repos à mes troupes, puisque dans l'intervalle l'effet de la diversion ne pourrait que s'accroître si les Turcs étaient bien dirigés, et que

Reprise des hostilités en Prusse.

nous agirions avec plus de chances au retour de la belle saison.

Les Russes, de leur côté, cantonnèrent aussi dans les environs de Lomza. Le vieux Kamenski avait abandonné le commandement : il fut remplacé par Bennigsen, que sur sa parole on avait cru victorieux parce qu'il avait repoussé une attaque isolée.

Affaires en Silésie.

Nos affaires allaient mieux en Silésie, province doublement importante par ses nombreuses forteresses et par sa position relative à l'Autriche. La place de Glogau, attaquée par les Wirtembergeois sous les ordres de Vandamme, s'était rendue au simple aspect d'un équipage de siége formé de pièces prussiennes de l'arsenal de Custrin. Breslau fit plus de résistance. Cette grande ville, peuplée de 60 mille ames et à cheval sur l'Oder, présentait une enceinte presque égale à celle de Strasbourg. Les ouvrages n'étaient pas dans le meilleur état, et ils sont en général d'un mince relief, et la plupart dénués de revêtement. Mais enfin c'était une enceinte bien bastionnée, défendue par 6 mille hommes et une population de 60 mille ames. Le général Thiele fit d'abord bonne contenance; deux fois le prince d'Anhalt Pless l'avança à la tête de quelques bataillons prussiens et 5 à

6 mille paysans de la haute Silésie pour le délivrer. Les sages dispositions de Vandamme et la valeur de nos alliés triomphèrent de tous ces obstacles. La forte gelée ayant pris les fossés pleins d'eau, Vandamme menaça d'un assaut: la place capitula le 7 janvier, et la garnison demeura prisonnière; nous y capturâmes 300 pièces de canon. Brieg et Schweidnitz essuyèrent le même sort. Cette dernière place, qui avait fait l'objet de plusieurs campagnes sous le grand roi, tomba en silence au bout de peu de jours sans que l'Europe même s'en aperçût. La nouvelle de ces conquêtes me consola des boues de Pultusk. Je devais espérer qu'elle agirait puissamment sur le cabinet de Vienne, en lui ôtant tout espoir d'appui en Silésie.

Les armées principales ne jouirent pas long-temps du repos qu'elles se promettaient dans leurs cantonnements d'hiver: cherchant à étendre la sphère de mes approvisionnements et à fermer aux ennemis l'accès de Dantzick, j'avais poussé le corps de Bernadotte sur Elbing. Ney devait couvrir l'intervalle qui nous séparerait en s'établissant à Mlava; mais le défaut de vivres et un excès d'activité l'en firent sortir pour pousser jusqu'à Heilsberg. Benningsen, ayant réorganisé son armée et se voyant à la veille

Benningsen attaque ma gauche.

d'être renforcé par deux divisions venues du corps de réserve, s'ébranla au milieu de janvier. Les uns prétendent, qu'ayant reçu l'ordre de tout faire pour couvrir Koenigsberg, dernier noyau qui restât de la monarchie prussienne et dernier asile de son roi, il fut déterminé par le mouvement de Ney à marcher par sa droite pour venir barrer le chemin de cette capitale; d'autres pensent que le mouvement hasardé du 6e corps lui fit concevoir l'espérance de l'entamer. Quoi qu'il en soit, il résolut de se jeter sur ce corps; et, bien qu'il engageât ainsi son armée dans une fausse direction stratégique, il est constant que, grace à la trouée faite par le départ de Ney, l'entreprise aurait pu nous devenir fatale, si elle eût été exécutée plus habilement et plus vigoureusement.

Ayant laissé le général Essen avec une division sur la Narew, où il fut bientôt joint par les deux autres qui venaient du corps de Moldavie, Bennigsen se porta avec les sept divisions qui lui restaient par Bischoffstein et Heilsberg sur Gutstadt; indépendamment de ces divisions, les trois brigades légères des généraux Barclay, Baggowout et Markof formaient un corps d'avant-garde sous les ordres du prince Bagration. Le corps prussien de Lestocq suivit ce mouvement en mar-

chant par Schippenbeil et Barteinstein sur Preuss-Holland. C'eût été fait de Ney, si l'armée russe s'était dirigée de Johannisbourg sur Neidenbourg; mais, au lieu de tomber sur la queue de son corps disséminé dans un espace de 25 lieues, en colonnes par régiments, elle fit un long détour pour gagner sa tête et le refouler sur sa ligne de retraite : cette faute lui permit de se concentrer dans l'excellente position de Gilgenbourg.

Bernadotte, averti à temps de l'approche des ennemis, réunit son corps à Mohrungen. Il y fut attaqué, le 25 janvier, par l'avant-garde russe qu'il rejeta sur Liebstadt. Mais cette avant-garde ayant été soutenue par le gros de l'armée russe, Bernadotte dût se mettre en retraite sur Strasbourg. Benningsen le suivit par Osterode vers Lobau.

Ces événements m'affectèrent d'abord avec raison; car ils me forçaient à recommencer la campagne au milieu de l'hiver; le froid était vif; la Vistule et la Narew charriaient d'énormes glaçons, qui d'un instant à l'autre pouvaient entraîner nos ponts; la terre était couverte de neige; nos magasins n'étaient pas abondants, et, eussent-ils été pleins, les moyens de transport nous manquaient : à la vérité, la vieille Prusse est un pays superbe, qui ne le cède en

fertilité à aucun autre de l'Europe (1). Je désirais gagner la belle saison, et craignais, s'il venait à dégeler, la répétition des scènes de Pultusk : je ne voulais pas risquer un Pultava. Toutefois, j'entrevis aussitôt la possibilité de faire tourner ces contrariétés à notre plus grand avantage, en ressaisissant l'occasion qui nous avait échappé, de couper et d'anéantir l'armée russe.

Je me porte avec toute mon armée au secours de la gauche.

J'envoyai l'ordre à Bernadotte de continuer à attirer l'ennemi sur la Vistule. Il devait avoir pour point d'appui le petit corps d'armée que le maréchal Lefebvre venait de réunir à Thorn. Tous les autres corps reçurent ordre de lever leurs cantonnements. Le 31 janvier, celui de Lannes se réunit à Brock; Davoust à Mysynitz; Soult et la cavalerie à Willenberg, et Augereau à Neidenbourg; enfin celui de Ney se rapprocha de Willenberg où j'établis mon quartier-général. Le

(1) La vieille Prusse offre à côté de la Pologne le plus beau triomphe de la civilisation sur la barbarie, et des lumières sur l'obscurantisme. D'un côté, des villes nombreuses, industrieuses, dans l'aisance, des fermes riches, une culture admirable; de l'autre, de chétifs hameaux, des huttes à côté de quelque palais, et pourtant le sol ne diffère en rien. Les mœurs, le gouvernement et la religion, voilà ce qui constitue les nations.

corps de Lannes demeura sur la Narew, pour couvrir mes derrières et contenir les troupes que les Russes avaient laissées sur cette rivière. Avec mes quatre autres corps et la cavalerie, je résolus de marcher sur les derrières de Benningsen dans l'espérance de lui faire éprouver le sort des Prussiens à Iéna.

Le 1er février, nous nous mîmes en marche; et, le 3, je me trouvai à Allenstein avec la cavalerie et les colonnes de Soult, d'Augereau et de Ney; Davoust arrivait à Wartenberg.

Un officier pris dévoile mon projet.

Tout semblait concourir à la réussite de mes projets. Benningsen avait donné tête baissée dans le piége; son attention était fixée sur Bernadotte, qu'il poursuivait franchement. Il courait en aveugle à sa perte. Un hasard très-malheureux pour nous vint l'éclairer sur sa position et me ravir le fruit d'une des plus belles combinaisons que j'aie faites. Un aide-de-camp dépêché par Berthier à Bernadotte se laissa prendre par les Cosaques. Ses papiers, qu'il n'eut pas l'adresse de détruire, apprirent aux Russes nos projets et les dangers dont ils étaient menacés. Ils se hâtèrent de regagner à marches forcées leurs communications. A ce malheur, il faut ajouter que Bernadotte, n'ayant point reçu mon ordre, ne fit rien de ce qui lui était prescrit.

Soult combat à Bergfried.

Le 3, nous trouvâmes les Russes en bataille

à Jonkowo; leur gauche appuyée à l'Alle. Les Prussiens, qui s'étaient portés plus à droite, se concentrèrent à Osterode.

Cependant, je ne désespérais pas encore de tourner la gauche des ennemis. J'établis le gros de mes forces en face de leur armée à Jonkowo, et je dirigeai ma droite aux ordres de Soult par la droite de l'Alle, sur le pont de Bergfried, situé au-delà de leur flanc. Si Soult avait pu déboucher à Bergfried sur les derrières des Russes, la journée eût été décisive; mais ils défendirent le pont avec tant d'opiniâtreté, qu'il nous fut impossible de nous en emparer avant la nuit. Benningsen profita de l'obscurité pour se retirer à Wolfsdorf.

Combat de Landsberg.

Contrarié de voir que l'ennemi nous échappait encore, je voulus du moins le pousser vivement. Il continua sa retraite par Frauendorf et Landsberg sur Preuss-Eylau. Son arrière-garde, entamée le 4 et le 5, le fut plus sérieusement le 6 à Hof et à Landsberg. Il est vrai qu'elle s'y maintint avec beaucoup d'aplomb contre le grand-duc de Berg, qui s'obstinait à faire passer les brigades l'une après l'autre par le défilé d'un ruisseau marécageux. Enfin les cuirassiers renversèrent tout devant eux, sabrèrent deux bataillons et firent 1500 prisonniers.

Combat de Liebstadt.

La retraite précipitée des Russes isolait les

Prussiens. Lestocq voulut d'abord percer sur Deppen; mais son avant-garde fut rencontrée, le 5, à Waltersdorf par le corps de Ney qui avait déja passé la Passarge à Deppen. Elle combattit bravement, et la cavalerie de La Roche Aymon surtout y acquit de la gloire; mais, ayant à faire à trop forte partie, elle fut complètement défaite et perdit 16 canons et beaucoup de prisonniers. Le gros du corps n'échappa à la destruction qu'en forçant de marche: il franchit la Passarge à Spanden et arriva, le 7, à Hussehnen entre Preuss-Eylau et Zinter.

Bataille d'Eylau.

Les Russes s'arrêtèrent dans une position en arrière de Preuss-Eylau. Leur arrière-garde, qui s'était établie en avant de la ville, fut dépostée, le 7, après un combat sanglant, digne prélude de la boucherie du lendemain: il fit honneur aux généraux Markof et Barclay qui commandaient cette arrière-garde, et à l'infanterie de Soult qui les attaquait. Le mamelon situé près de Tenkniten coûta cher au 18e de ligne; nous en restâmes les maîtres après de vigoureux efforts. Le choc ne fut pas moins rude dans Eylau: Barclay de Tolly, soutenu par la division du prince Gallitzin, y rentra deux fois au milieu des ténèbres, et ne la céda une troisième fois qu'à la vigueur de la division Legrand. Nous occupâmes la ville après huit heures du soir. Murat s'établit en face de l'ennemi, et m'annonça

qu'il battait en retraite. La perte d'Eylau rendait cette supposition plausible. J'y ajoutai foi, et m'endormis excédé de fatigue. (Je marchais ou travaillais vingt heures par jour depuis Varsovie.) Je m'éveillai pourtant avant le jour et visitais mes troupes au moment où une canonnade terrible tonna sur Eylau. J'avais couché, pour ainsi dire, sous le feu des batteries russes, induit en erreur par les rapports de Murat.

L'armée marchait depuis huit jours, sans magasins, au milieu des glaces et des neiges ; les troupes de Soult avaient emporté Eylau, de nuit, à la pointe de leurs baïonnettes, et le pillage total d'une ville ainsi prise n'est guère à éviter. La moitié des régiments s'était dispersée dans les maisons, et leur réveil fut terrible.

Je m'attendais bien à une affaire générale le lendemain; toutefois, je pensais qu'elle aurait lieu plus loin, car l'évacuation d'une ville qui couvrait en grande partie le front du champ de bataille ennemi devait en faire juger ainsi, et donnait de la vraisemblance au rapport de Murat. Les Russes, décidés à livrer bataille, sentirent en effet qu'ils avaient tout intérêt à reprendre Eylau, couvert par le seul corps de Soult réduit à 18 mille hommes. Davoust, qui avait pris d'abord la direction de Domnau, dut se rapprocher de mon centre. Ney avait reçu l'ordre de marcher à Kreutzbourg. Je fis arriver

en toute hâte Augereau pour soutenir Soult et je plaçai ma garde au cimetière. Davoust reçut l'ordre de se rabattre à gauche pour entrer en ligne ; on expédia à Ney celui de revenir à droite. Bernadotte se trouvait encore à deux marches de nous par suite du retard produit par la prise de l'officier qui lui portait mes ordres. Cet événement aurait dû me faire sentir la nécessité d'un chiffre dont je n'adoptai l'usage que plus tard.

L'armée russe avait sa droite à Schloditten, et sa gauche à Klein-Saussgarten. Elle était forte de 80 mille hommes. Benningsen avait opéré quelques changements dans son organisation : il réunit la cavalerie attachée aux divisions pour la porter aux ailes et en réserve ; l'infanterie se forma sur deux lignes de bataillons alternativement déployés, et en colonne d'attaque. La réserve, composée des 4^e^ et 7^e^ divisions, se forma en deux colonnes profondes derrière le centre, ayant à sa gauche 28 escadrons sous le prince Galitzin. Toute l'artillerie à cheval (environ 60 pièces) fut réunie pour suppléer à la réserve de cette arme qui manquait. L'artillerie des divisions, qui ne comptait pas moins de 150 pièces de douze, et 250 pièces de six ou obusiers, était répartie sur le front des deux lignes.

Eylau est situé dans une plaine légèrement

ondulée, mais bornée de trois côtés par un terrain plus accidenté, et des collines entre lesquelles se trouvent plusieurs lacs. Le froid avait été assez vif pour prendre ces lacs de manière à ce que toutes les armes pussent y manœuvrer; et, comme ils étaient couverts de neige, on exécuta des charges de cavalerie sur leur surface sans s'en apercevoir d'abord. Notre position dominait celle de l'ennemi; à la gauche seulement il avait l'avantage des hauteurs de Saussgarten, qu'il ne conserva que momentanément, parce qu'elles étaient trop loin du corps de bataille.

A l'exception de l'artillerie, nos forces étaient égales; toutefois il paraissait difficile que l'ordre arrivât assez tôt à Ney pour qu'il pût s'engager, et Davoust ne le pouvait qu'au milieu du jour. L'ennemi était donc mieux en mesure que nous. Cependant j'espérais la victoire, parce que je comptais sur le découragement d'une armée poursuivie l'épée dans les reins depuis quatre jours. Mais le soldat russe est surtout remarquable dans les revers; le lendemain d'une défaite il a la même contenance que le lendemain d'une victoire. Ces gens-là se battirent comme des forcenés.

Belle contenance de Soult.

Je dois aussi rendre justice aux miens, ils firent des miracles. Soult soutint seul le premier effort de l'ennemi; il ne fallait rien moins que les braves d'Austerlitz pour résister à un pareil choc.

La supériorité numérique du canon ennemi nous fut encore fatale; et je compris que le temps où l'on allait conquérir un pays avec 40 pièces, comme je l'avais fait à Marengo, était déja bien loin de nous.

Soult avait considérablement souffert, quand le 7^e^ corps déboucha pour former notre centre et attaquer celui de l'ennemi. La cavalerie de Murat, renforcée de la division St.-Hilaire du corps de Soult, appuyait à droite pour faciliter l'arrivée de Davoust. La neige tombait à si gros flocons que l'air en fut obscurci : on ne voyait pas à deux pas.

Désastre d'Augereau.

Tandis que Touczkof s'opposait devant Eylau à la division Legrand, le général Doctorof fit avancer les deux grosses colonnes de la réserve pour s'opposer à Augereau; la division Essen manœuvra pour le prendre en flanc. Malheureusement ce corps d'armée donna sans s'en douter entre la réserve de cavalerie des Russes et celle de leur infanterie; on ne s'en aperçut que quand les escadrons se trouvèrent pêle-mêle avec la 1^re^ division. On voulut former les carrés; il n'était plus temps : d'ailleurs, les fusils trempés ne faisaient pas feu; et les troupes d'Augereau, assaillies de toutes parts, battues par 40 pièces de position, devinrent victimes d'une funeste erreur. La division Desjardins fut

à moitié mitraillée ou sabrée; et celle d'Heudelet n'eut pas un meilleur sort : le premier périt, et le second fut grièvement blessé ; Augereau reçut aussi un coup de feu.

Grande charge de notre cavalerie.

Pour le dégager un peu, j'ordonne à Murat de faire charger toute la réserve de cavalerie sur le centre ennemi. La division d'Essen est enfoncée, et toute notre masse de cavalerie perce avec une valeur remarquable jusqu'à la 3e ligne des Russes adossée à un bois. L'infanterie ennemie plus disposée à se faire hacher qu'à se rendre, resserre ses rangs à mesure que nos escadrons la pressent et la dépassent : chargés à leur tour par des troupes fraîches, nos cavaliers sont forcés de songer à revenir sur leurs pas après avoir perdu le général d'Hautpoult, Dahlmann et plusieurs autres chefs distingués. Mon aide-de-camp Corbineau fut emporté par un boulet. Le retour devint aussi difficile que les premières charges ; car les Russes reformés ayant fait face en arrière, il fallut de nouveau s'ouvrir un passage le sabre au poing.

Dans ces entrefaites, une des colonnes russes qui avaient repoussé Augereau, poursuit les débris de ce corps en longeant la rue occidentale d'Eylau, et perce ainsi jusqu'au pied du cimetière où je me trouvais avec une batterie de la garde, ayant à quelque distance de là les 6 ba-

taillons de vieille garde qui formaient ma dernière ressource. J'ordonne à mon escorte, de 100 hommes, de charger le front de cette colonne pour arrêter son élan et me donner le temps de faire mes dispositions. Un bataillon de mes grenadiers s'avance l'arme au bras, charge le 1er bataillon de la colonne russe et l'arrête tout court; Murat de son côté détache la brigade Bruyère qui la prend en flanc. En un instant cette colonne est enfoncée et sabrée. C'était un faible équivalent au désastre d'Augereau. Ce corps éprouva des pertes si accablantes, que je fus obligé de le dissoudre après la bataille.

Tandis que ceci se passait autour d'Eylau et au centre, St.-Hilaire et une partie de la cavalerie de Murat combattaient à chances balancées contre la gauche de l'ennemi, formée des divisions Sacken et Osterman, soutenues en réserve par celle de Kamenski.

Brillante attaque de Davoust.

Les affaires menaçaient de prendre une mauvaise tournure. J'attendais avec des trépignements d'impatience que Davoust débouchât à notre droite, comme il en avait reçu l'ordre; cela seul pouvait ramener la victoire. Enfin à une heure, il se montre sur les hauteurs, poussant devant lui les brigades détachées de Bagawouth et de Barclay. Le général Benningsen, instruit que son flanc gauche débordé pliait

de toutes parts, y porte la division Kamenski : cela ne suffit plus ; Davoust, secondé par les dragons de Milhaud et les attaques de St.-Hilaire, fait plier devant lui Osterman, Kamenski et Bagavouth ; toute la gauche russe est ramenée jusqu'à Kutschiten.

Benningsen, rassuré sur son centre, est forcé d'envoyer successivement tout ce dont il peut disposer au soutien de cette aile. Tant de forces réunies sur ce point arrêtent enfin Davoust. Pour comble de contrariété, le corps prussien de Lestocq, s'étant soustrait à la poursuite de Ney, arrive sur le champ de bataille sans être suivi. Il passe par derrière les lignes russes, et vient porter à leur gauche un surcroît de secours qui rétablit leurs affaires. Davoust, qui avait déja occupé le village de Kutschiten sur les derrières de la gauche des ennemis, se trouvant débordé, fut obligé de l'évacuer, et s'estima heureux de tenir les hauteurs d'Anklapen, car il avait plus de la moitié de l'armée ennemie sur les bras.

Ney, qui avait laissé échapper les Prussiens dont il ne poursuivait qu'un détachement, apprit par hasard la bataille qui se livrait ; il n'avait pas entendu le canon ni reçu mon ordre. Alors il se décida promptement à se rabattre sur Schmoditten pour se rallier à mon aile gauche. Il était trop tard pour donner une tournure dé-

cisive à la bataille, car déja la nuit étendait son voile : cependant une fusillade assez vive et quelques coups de canon entretinrent encore le combat jusqu'à huit heures ; toutefois l'arrivée de Ney en arrière du flanc droit des Russes n'en fut pas moins une circonstance décisive, puisqu'elle les détermina à partir dans la nuit. Pour exécuter plus en sûreté leur mouvement rétrograde, ils firent attaquer Ney par la division Sacken qui avait le moins souffert. Quoique ce maréchal se soutînt près de Schmoditten, cette attaque lui imposa, en lui donnant des doutes sur l'issue de la bataille. Il prit position à quelque distance de la route de Kœnigsberg, et les Russes défilèrent, pour ainsi dire toute la matinée, sous le feu de son canon.

Les pertes des deux partis étaient énormes : 10 mille cadavres jonchaient le champ de bataille, et 30 mille blessés gisaient dans les granges et jardins des villages voisins. Cependant il n'y avait rien de décidé. Mon armée était si affaiblie, que j'hésitais à me retirer pour accélérer ma jonction avec les corps de Bernadotte et de Lefebvre. La nouvelle de l'arrivée de Ney me décida à rester ; et Benningsen me sauva le désagrément de lui abandonner le champ de bataille. Il se retira sur Kœnigsberg, et se couvrit du Prégel : Murat le suivit le lendemain

jusqu'à deux lieues de cette ville. La retraite de Benningsen sur Kœnigsberg m'offrait l'occasion de frapper un coup terrible sur l'armée russe, qui se rejetait avec tant d'imprudence dans un cul-de-sac sans autre issue que la mer et le Strand. Si Bernadotte et Lefebvre eussent été là sous ma main, j'aurais pu marcher sur Tapiau et placer l'ennemi dans une situation affreuse : mais le reste de mon armée, à l'exception du corps de Ney, avait tant souffert, que je crus plus prudent de lui accorder du repos et d'attendre que Dantzick fût rendu avant de reprendre l'offensive.

Bernadotte entra en ligne deux jours après, ainsi que les cuirassiers de Nansouty. Le corps de Lefebvre, dirigé sur Osterode, pouvait déja être considéré comme une réserve. Indépendamment de ces renforts, j'attendais encore les 8 mille grenadiers réunis qu'Oudinot amenait de Varsovie, sur Pultusk et Willenberg.

Telle fut la cruelle bataille d'Eylau, si intéressante par les circonstances extraordinaires qui l'accompagnèrent, et si peu décisive par ses résultats. A onze heures, Soult avait beaucoup souffert, et le corps d'Augereau n'existait pour ainsi dire plus. Tout eût été perdu sans la bonne contenance que je fis pendant trois heures au cimetière d'Eylau, à la tête de ma garde, de

ma cavalerie et de l'artillerie que je dirigeais moi-même. L'armée ne me refusera pas le témoignage que je fus le moins ébranlé de la position critique dans laquelle nous fûmes placés jusqu'à l'arrivée de Davoust. J'aurais voulu voir à mes côtés ceux de mes détracteurs qui m'ont accusé de manquer de présence d'esprit et de courage.

Mon armée abîmée rentre en quartiers d'hiver.

C'était l'ennemi qui m'avait forcé à lever mes quartiers. Je n'avais nulle envie de faire une campagne d'hiver : j'attendais des renforts et surtout beaucoup d'artillerie et de munitions. Je me hâtai donc de rentrer en cantonnements. La Passarge en couvrait la gauche ; le centre l'était par l'Alle, depuis Guttstadt jusqu'à Allenstein, et la droite par l'Omuleff. Je fixai mon quartier-général à Osterode, et plus tard au château de Finkenstein. Bernadotte, à gauche, occupait Hollard et Braunsberg ; Soult campait à Wormdit, Liebstadt et Mohrungen ; Ney en avant sur l'Alle à Gutstadt et Allenstein ; Davoust à droite à Hohenstein et Gilgenbourg. La cavalerie fut répartie avec ces corps pour mieux couvrir les cantonnements. Lefebvre retourna vers Dantzick pour l'investir.

Combat d'Ostrolenka.

Au moment où je m'établissais derrière l'Alle, les divisions que l'ennemi avait laissées sur la Narew, renforcées par celle de Moldavie, atta-

quèrent ma droite. Lannes était malade; Savary commandait son corps; heureusement pour lui Oudinot, qui se trouvait en marche pour venir me joindre par Willenberg, avait eu l'ordre de le soutenir au besoin, et arriva à point nommé pour le faire. Une division russe longeait la rive droite de la rivière; Savary, secondé par Suchet, se porta à sa rencontre et la repoussa. En même temps les deux autres divisions attaquaient Ostrolenka par la rive gauche. L'ennemi pénétra momentanément dans la ville; nos troupes le rechassèrent, et débouchèrent elles-mêmes de la ville pour lui livrer un combat qui tourna à notre avantage. Les Russes se retirèrent avec perte de 7 canons et de 15 cents hommes, au nombre desquels se trouvait le jeune Suwarof. Ce fut le dernier événement de cette campagne d'hiver.

Embarras de ma position.

Je voulus profiter de l'inaction à laquelle la mauvaise saison me réduisait pour me raffermir dans ma position par la prise des places que j'avais laissées en arrière. J'avais consommé presque toutes mes munitions d'artillerie; elles venaient de Magdebourg et de Custrin en poste; il me fallait le temps de les augmenter. D'un autre côté, la supériorité de l'artillerie ennemie m'avait décidé à faire venir de France toutes les compagnies de canonniers dont on pourrait dis-

poser, et je leur donnai des pièces prussiennes pour utiliser les munitions de ce calibre, que nous avions trouvées dans les arsenaux. Je fis même fondre nos pièces françaises sur le même calibre à cet effet. J'attendais aussi plus de 50 mille hommes de mes dépôts, ou de ceux de mes alliés de la Confédération du Rhin.

Cette époque de repos au milieu de la vieille Prusse et de la Pologne est une des plus remarquables de ma vie; elle n'en fut ni la moins critique ni la moins glorieuse.

La visite du baron de Vincent et du général Neuperg, envoyés de l'Autriche à Varsovie pour parler de médiation, me donnait de justes craintes. Je tremblais qu'elle n'envoyât 150 mille de ses médiateurs sur l'Elbe, ce qui m'eût plongé dans un grand embarras. Je vis bien que j'avais fait trop beau jeu à mes ennemis. Plus d'une fois je regrettai de m'être laissé entraîner dans ces contrées lointaines et inhospitalières, et d'avoir si mal accueilli ceux qui cherchaient à m'en détourner. Le cabinet de Vienne eut à cette époque une occasion plus sûre et plus honorable de rétablir sa prépondérance, que celle qu'il choisit en 1813. Il n'en sut pas profiter, et la contenance ferme que je montrai me sauva.

Il n'y avait pas jusqu'à l'Espagne, sur laquelle je croyais pouvoir compter avec tant de certi- Menaces de l'Espagne.

tude, qui ne me donnât la mesure du danger auquel je me trouvais exposé. Au moment où je fondais comme la foudre sur l'armée prussienne à Iéna, cette puissance menaçait de me rompre en visière. Le cabinet de Madrid, qui avait à se plaindre de moi pour avoir vendu la Louisiane aux Américains, et proposé les îles Baléares en échange de la Sicile, fut d'autant plus indisposé que le désastre de Trafalgar laissait peu de chances heureuses à notre alliance. En butte aux reproches du commerce espagnol, qui souffrait de la clôture des mers et de la privation de ses rapports avec l'Amérique, le prince de la Paix n'aspirait qu'à changer de politique pour rétablir sa popularité.

Ce ministre, ignorant comme le sont ordinairement les favoris, s'exagérait beaucoup la puissance prussienne; parce que l'Espagne était toujours la même qu'au temps de Louis XV, il croyait la Prusse et la France aussi au temps de Frédéric. Menacé par le parti anglais, effrayé de la non-ratification du traité qu'avait signé d'Oubril, voyant en noir l'alliance de la Prusse, de la Suède, de la Russie et de l'Angleterre, contre moi, persuadé sans doute que l'Autriche ne tarderait pas à s'y joindre, il crut pouvoir rompre les liens qu'il avait contractés avec la France, et rendre ainsi à la nation espagnole le commerce

maritime, après lequel elle soupirait. La chose eût été naturelle, s'il eût cherché à obtenir sa neutralité par une négociation; il trouva plus simple de profiter de l'embarras où il me supposait pour lancer une proclamation ou un manifeste qui, sans me désigner, n'était que trop évidemment dirigé contre moi. Huit jours après, il apprit la catastrophe d'Iéna, mon entrée à Berlin, et la destruction de la monarchie qu'il croyait capable d'ébranler la mienne; il s'empressa de charger le ministre d'Espagne près la cour de Prusse de calmer mon ressentiment.

L'Autriche offre son intervention pour la paix.

Pour achever de mettre le comble à mes embarras, il ne manquait que de voir l'Autriche se déclarer; elle avait certes plus de motifs fondés pour le faire que le cabinet de Madrid; car celui-ci avait du moins avec moi une communauté d'intérêt, celle de s'opposer à la suprématie maritime des Anglais et de sauver l'Amérique qu'ils convoitaient depuis un siècle.

Le cabinet de Vienne, au contraire, devait être séduit par la belle occasion qui s'offrait de reprendre d'un seul coup de filet l'Italie et sa puissance en Allemagne. Il était trop bien avisé pour ne pas en avoir l'envie; mais divisé d'opinions, retenu par le parti de l'archiduc Charles, qui redoutait la guerre, et trop formaliste, il voulut obtenir par des négociations le temps

d'armer et de proposer ensuite une médiation forcée. En attendant, il offrait déja son intervention et ce qu'il appelait ses bons offices pour le rétablissement de la paix!

Je ne pouvais pas m'aveugler au point d'être dupe ni de Stadion ni de Godoï; mais mon rôle dans ces circonstances délicates était tout tracé; il fallut dissimuler mon ressentiment envers le favori de Charles IV, et louvoyer par un mélange de fermeté et d'adresse avec les conseillers de François I^er^.

Les Anglais menacent Constantinople.

Je m'en applaudis d'autant plus que l'apparition menaçante des Anglais devant Constantinople pouvait aggraver notre position, en amenant une paix entre les Turcs et les Russes.

La nouvelle de l'invasion de Michelson en Moldavie, arrivant au divan en même temps que celle de mes victoires en Prusse, avait relevé toute l'importance du rôle que Sébastiani jouait en Turquie; il y acquit une grande influence, et la justifia par l'usage qu'il sut en faire.

L'invasion des principautés, loin d'être imputée par le divan au crédit qu'il accordait à mon ministre, lui parut la justification la plus complète des avantages de notre alliance.

Cependant l'Angleterre s'apprêtait à réaliser la menace faite par son ambassadeur, de bombarder Constantinople; l'escadre de Duckworth, qui

avait bloqué le Ferrol, reçut l'ordre d'entrer dans la Méditerranée, en prenant des troupes de débarquement à Gibraltar. Elle croisait dans l'Archipel, près de Ténédos.

Le cabinet de Londres se croyait certain de l'effet que produirait l'approche de cette flotte, sur un gouvernement qui avait tremblé à la simple menace qu'on en avait faite; il ne craignit pas de demander au divan :

1° Le renvoi de Sébastiani;

2° L'alliance de la Turquie avec la Russie et l'Angleterre;

3° La cession de la Moldavie et de la Valachie aux Russes;

4° La remise provisoire des Dardanelles et de la flotte turque aux Anglais.

On a accusé ma politique d'être altière et impérieuse; mais certes, je n'ai jamais proposé à une puissance dont je voulais faire mon alliée de se déshonorer par la remise de ses forteresses: je l'ai tout au plus fait envers des ennemis vaincus. Si j'ai enlevé celles de Charles IV par surprise, je lui ai évité l'humiliation de me les abandonner lâchement.

Passage des Dardanelles. Sommation faite à Sélim.

Les ministres de Sélim rejetèrent de telles conditions. Arbuthnot s'embarqua clandestinement à bord d'une frégate anglaise et s'en fut

rejoindre l'escadre à Ténédos, d'où il continua à négocier.

Les Turcs, toujours indolents et présomptueux, perdirent ce temps précieux sans faire le moindre préparatif pour augmenter la défense des Dardanelles. Confiants dans ces énormes pierriers qui lançaient des projectiles de 7 à 8 cents livres à une distance considérable, mais que leur grandeur même empêche de mouvoir et de pointer, ils négligeaient tous les avis que les officiers français leur donnaient. Enfin Duckworth, ayant bien pris ses mesures, et le vent étant devenu très-favorable, profita d'un jour de fête où les canonniers turcs se livraient au plaisir; il pénétra inopinément le 19 février dans le canal, et après avoir échangé quelques bordées, il le franchit sans accident notable, brûla un vaisseau et quatre frégates en panne à la pointe de Nagara, se présenta devant la superbe Bysance, et menaça de ses foudres le sérail et la riche capitale des Ottomans. L'épouvante fut générale, et, si Duckworth avait su profiter de ce premier jour pour commencer l'attaque ou obtenir ce qu'il demandait, il eût dicté la loi à la Porte, car il n'y avait pas dix pièces en batterie en état de servir.

Belle conduite de Sébastiani.

Les faibles ministres de Sélim décidèrent alors, d'une voix unanime, le renvoi de Sébastiani et la

soumission aux volontés de l'Angleterre; le peuple leur répondit par des cris d'indignation et de rage. Dans ces graves circonstances, mon ambassadeur déploya un grand caractère. Sélim envoya à neuf heures du soir un des grands dignitaires de l'empire lui porter la résolution du divan, lui témoigner les regrets qu'il en éprouvait, et l'assurer, que les cris de la multitude dirigés contre sa personne attestaient le danger auquel il s'exposerait en prolongeant son séjour à Constantinople. La réponse de Sébastiani fut noble. Repoussant les soins qu'on voulait prendre de sa vie, il déclara qu'il ne partirait point si Sélim ne l'y contraignait par la force, et qu'il attendait de sa part une résolution plus digne d'un grand prince : « Dites à votre puissant monarque, « ajouta-t-il, qu'il ne voudra pas descendre du « rang élevé où l'ont placé ses glorieux ancêtres, « en livrant lâchement à quelques vaisseaux an« glais une ville de 800 mille ames, qui a des « armes, des munitions, des vivres, et qui peut « les foudroyer. » Sélim, digne d'apprécier cette réponse, se sent électrisé; il prend la résolution de se défendre, et fait appeler Sébastiani au divan convoqué dans la nuit. Les sentiments généreux de Sélim passent bientôt dans le cœur de ses ministres, encouragés d'ailleurs par l'exaspération qui se manifeste de plus en plus dans la

capitale, à la nouvelle de ce qui se passe. Ce n'est plus contre Sébastiani que cette effervescence est dirigée, mais bien contre les Anglais.

Il réveille l'énergie des Turcs.

Les ressources étaient grandes, surtout dans le superbe arsenal de la marine; mais il fallait du temps. Tout est mis à la disposition de Sébastiani; secondé fort à propos par quelques officiers d'artillerie et de génie, envoyés par mes ordres de la Dalmatie. Une superbe tente lui est dressée dans le jardin du sérail; de là il dirige à la fois et les travaux nécessaires à la défense et les négociations pour donner le change à Duckworth, afin de gagner quelques jours par des promesses. Le marquis d'Almenara, ministre d'Espagne, le seconde de tout son pouvoir, et partage avec lui la confiance publique.

Tout prend aussitôt une face nouvelle : à la froide apathie et à la gravité musulmane, succède un feu électrique qui se communique jusqu'aux vieillards et aux enfants; chacun veut avoir l'honneur de concourir au salut de la capitale; les uns font des saucissons et des fascines; d'autres construisent les batteries, y traînent les canons : en quatre jours près de 300 pièces sont placées au point du plus pressant danger. La tour de Léandre est armée du plus gros calibre et de grils à boulets rouges. Cent chaloupes canonnières et l'escadre embossée défendent Betchi-

tacha et l'entrée du Chénal entre Péra et le sérail, où se trouvent les établissements maritimes de l'empire. Le sultan assiste lui-même aux travaux. Au bout de huit jours, qu'on a gagnés en négociant, 500 pièces sont déja braquées sur la flotte ennemie, et deux cents Musulmans fanatisés montent des radeaux-brulôts, prêts à se dévouer. Arbuthnoth, malade, laisse à l'amiral le soin de terminer une négociation où les Turcs montrent plus de fierté à mesure que leurs préparatifs s'avancent. En même temps Ismaël pacha, ancien visir, est envoyé aux Dardanelles, où il imprime la même activité pour armer et fortifier les châteaux.

Retraite des Anglais.

Duckworth, se voyant sur le point d'être investi dans la mer de Marmara, se décida enfin à la retraite. Le 2 mars, le vent tourne à l'est, et il en profite pour repasser les Dardanelles, salué par l'artillerie des forts, qui, un peu mieux servie cette fois, endommagea deux de ses meilleurs vaisseaux et coula deux corvettes. Cette audacieuse échauffourée coûta aux Anglais deux cents tués et cinq cents blessés, et pouvait leur coûter toute leur flotte, s'ils avaient eu affaire à des ennemis plus entreprenants et plus expérimentés. Sébastiani montra dans cette occasion autant d'habileté que d'énergie, et sa conduite nous valut une victoire.

Ce fut un grand bonheur que cette entreprise ait échoué; car le résultat immédiat en eût été la paix entre la Porte et la Russie, en sorte que l'armée entière de Michelson n'eût pas manqué de refluer contre nous. Déja 25 mille hommes en étaient partis pour se porter sur le Bug.

Cependant la perte éprouvée par les Anglais n'avait pas été si forte qu'ils ne pussent avoir envie de renouveler l'entreprise avec de plus grands moyens; et cette crainte seule était capable de faciliter la paix entre la Russie et la Turquie, si la première, embarrassée de nous tenir tête, renonçait aux principautés. Pour encourager Sélim, je résolus de lui offrir tous les secours qui étaient en mon pouvoir. Le vice-roi d'Italie reçut l'ordre d'envoyer les colonels Haxo du génie, et Foy de l'artillerie, officiers distingués et capables de mettre en peu de temps les Dardanelles à l'abri d'insulte. Je fis aussi écrire la lettre suivante à Marmont, qui occupait Raguse.

« L'ordre de l'empereur, général, est que vous « fassiez sur-le-champ partir tout ce qui vous « reste d'officiers du génie et d'artillerie, avec un « corps complet de 6 cents hommes artilleurs, « sapeurs et ouvriers, pour se rendre à Constan- « tinople; vous ferez armer de bons fusils et bien « équiper cette troupe; vous ferez partir avec « ces 6 cents hommes, pour trois mois de solde

« et même plus, si vous avez de l'argent; les ou-
« vriers doivent emporter avec eux les outils les
« plus utiles, qu'on ne trouverait pas à Constan-
« tinople, et les officiers d'artillerie et du génie
« auront l'attention d'emporter, autant qu'ils le
« pourront, les livres qui seraient de nature à
« leur être utiles suivant les circonstances.

« Vous ferez connaître à la Porte que si elle
« veut d'autres troupes vous lui en enverrez sur
« sa demande directe. Effectivement, général,
« l'empereur vous autorise à envoyer jusqu'à la
« concurrence de 5 mille hommes sans ordres
« ultérieurs de S. M. Cependant il faut pour cela
« que vous ayez une réquisition bien énoncée du
« général Sébastiani, et que le pacha sur le ter-
« rain duquel vous ferez passer ces troupes ait
« un firman fort en règle de la Porte. N'épargnez
« pas les officiers d'artillerie et du génie pour les
« envoyer à Constantinople; ils vous seront rem-
« placés par des officiers que je donne ordre
« qu'on vous envoie du royaume d'Italie, et
« ceux-ci le seront par des officiers qui viendront
« de France. Si vous êtes en fonds, l'empereur
« ordonne que vous fassiez passer 200,000 francs
« en or au général Sébastiani pour les employer
« aux besoins des troupes, l'intention de S. M.
« n'étant pas qu'elles soient, en aucune manière,
« à charge à l'empire ottoman; si vous n'êtes pas

« en fonds, faites-le moi connaître, afin que je « prenne des mesures en conséquence. »

Fermeté de ma contenance.

Malgré la diversion que cette guerre pouvait me faire espérer, les boues de Pultusk et le carnage d'Eylau n'étaient pas de nature à m'inspirer une extrême confiance; mais je n'en manquai pas une minute, parce que je connaissais le prix du temps, et que mes ennemis ne l'avaient jamais apprécié.

Je pensais bien que le moindre signe de faiblesse perdrait tout, et j'agis comme si j'eusse été bien sûr de gagner ma partie. Satisfait des mauvaises explications du ministère espagnol, je lui demandai pour gage de sa sincérité le contingent stipulé par le traité de St.-Ildefonse; il m'envoya 15 à 16 mille hommes sous le marquis de La Romana, qui traversèrent la France pendant l'hiver, et que mon idée était d'abord d'employer en Italie; mais je les destinai ensuite à garantir le nord de l'Allemagne des attaques de l'Angleterre.

Quoiqu'il fût prudent de ne point dégarnir l'Italie, principal objet de convoitise des Autrichiens, j'en tirai les divisions Boudet, Molitor et une division italienne, qui se dirigèrent en Saxe pour former avec les Bataves et les Espagnols une armée d'observation sur l'Elbe. Je ne me décidai pas à évacuer Naples, persuadé que si

je touchais au moindre anneau de cette vaste chaîne, tout s'écroulerait bientôt. Saint-Cyr demeura à Naples avec mon frère Joseph, et Marmont continua à guerroyer dans la Dalmatie contre les Monténégrins, soutenus d'une partie de la quinzième division russe. J'appelai même Masséna d'Italie à la grande armée, tant j'avais à cœur de prouver à l'Autriche que l'idée d'une rupture de sa part ne me semblait pas dans la sphère des choses possibles.

Négociations actives au camp de Finkenstein.

Mon camp de Finkenstein fut une véritable arène diplomatique; des négociations indirectes s'y renouvelèrent avec la Russie et l'Angleterre. J'adressai une lettre au roi de Prusse pour lui laisser entrevoir les conditions les plus favorables, s'il voulait traiter avec moi. J'espérais le détacher de la coalition, ce qui m'eût mis à même de traiter plus avantageusement avec les autres. Ces ouvertures communiquées à la Russie et à l'Angleterre conduisirent à des pourparlers.

L'empereur Alexandre n'avait compté intervenir dans cette guerre qu'en auxiliaire, et en profiter pour acquérir les principautés. Au lieu de cela, il se voyait seul exposé à tout le poids de mes forces, tandis que l'Autriche ne bougeait pas, et que l'Angleterre promettait toujours de puissantes diversions qu'elle ne faisait jamais. Sans doute l'intérêt de la Russie se trouvait actuelle-

ment lié au sort de la Prusse : toutefois, il ne fallait pas compromettre le salut de l'empire pour celui d'un allié nouveau, que l'Europe, plus intéressée, abandonnait. Je pouvais donc concevoir quelque espérance de l'amener à la paix. Ce prince ne se montra pas éloigné de la faire, mais il voulait des avantages sur le Danube et l'intégrité de la Prusse, choses assez difficiles à concilier avec ma position. Il proposa du reste un congrès à Copenhague, où toutes les puissances interviendraient.

Dans ces entrefaites, je reçus un envoyé persan, dont le maître apprenant nos victoires sentit de quel intérêt il pourrait être de nous allier. Maret fut chargé de négocier avec lui, et réussit à conclure un traité offensif et défensif des plus avantageux. J'envoyai de mon côté à la cour de Téhéran le général Gardanne avec quelques officiers de toutes armes, intelligents et instruits. On négocia aussi avec la Porte, qui avait chargé Waleb-Essendi de me proposer une alliance plus étroite sous la condition de ne point faire de traité séparé. J'eus le bon esprit de décliner une telle clause. Ma situation était trop compliquée pour m'imposer de tels liens. Bien qu'à cette époque l'état ottoman fût encore entre les mains de Sélim III, c'était un allié trop chancelant pour faire dépendre mes négociations

des caprices du divan. Je lui promettais de prendre tout l'intérêt possible à l'empire qui était mon allié naturel, mais je ne pouvais rien de plus.

Celles entamées avec l'Angleterre sont repoussées par le nouveau ministre Perceval.

Quant aux négociations avec l'Angleterre et la Russie, les conditions en étaient telles que je n'aurais pu les accepter. D'un côté, l'on exigeait que j'abandonnasse les Turcs, qui, grace à Sébastiani, venaient de montrer tant d'énergie contre l'escadre anglaise et nos ennemis communs; de l'autre, l'Angleterre ne voulait faire, pour sauver ses alliés du continent, aucune des concessions maritimes qu'exigeait notre sûreté. Il n'y eut donc pas moyen de s'entendre. Il est vrai que lord Grenville et Grey (Howick) avaient, au commencement de l'année, témoigné solennellement la possibilité de négocier sur la base de l'*uti possidetis*, et si le cabinet eût apporté les mêmes dispositions au congrès proposé à Copenhague, rien n'aurait pu s'opposer à une paix générale; mais une de ces révolutions ministérielles qui changent quelquefois la direction de la politique anglaise, du moins dans son allure apparente, vint prouver qu'il ne fallait rien en espérer, et fut peut-être le résultat de cette déclaration. Perceval s'éleva vivement dans la chambre des communes contre ce système pacifique, et déclara hautement que tant que je serais

à la tête des affaires de la France, et que j'aurais Talleyrand pour conseil, il n'y aurait aucun moyen d'espérer une paix solide et honorable (1). Cet ennemi de notre repos, applaudi par la majorité de l'Angleterre, au lieu d'être rappelé à des sentiments plus humains, fut porté peu de semaines après à la tête d'un nouveau ministère (2), qui le disputait à celui de Pitt pour l'exagération de sa haine contre la grandeur de la France et de son chef. Canning prit à cette époque la direction des affaires étrangères, et ses opinions sur ce point n'étaient pas plus douteuses que celles de Perceval.

Ces hommes d'état se persuadaient que, s'ils laissaient consolider l'empire que mes derniers succès avaient étendu jusqu'à la Vistule, l'An-

(1) C'était faire trop d'honneur à Talleyrand, que de le confondre avec moi dans un même anathème : le déclamateur anglais ignorait que Talleyrand, possesseur d'une grande partie des fonds bernois placés en Angleterre, soupirait après la paix qui lui eût rendu ses millions séquestrés.

(2) Le 25 mars, Perceval prit les rênes du conseil avec le titre de chancelier de l'échiquier et premier lord de la trésorerie; ses collègues étaient : Canning, aux affaires étrangères; Castelreagh, à la guerre; Cambden, Mulgrave, Hawkesbury, Portland, Westmoreland, Eldon et Melville-Dundas, aux autres postes du conseil.

gleterre ne tarderait pas à être rejetée dans les puissances du second ordre. Peut-être n'avaient-ils pas tort? Mais ils s'exagéraient mon ambition, aussi-bien que le danger qui les menaçait. Cette exagération en amenait une autre ; c'était celle des concessions qu'ils prétendaient nécessaires de ma part pour assurer, disaient-ils, le repos de l'Europe ; or ce qu'ils nommaient le repos de l'Europe, n'était autre chose pour eux, que le triomphe de l'Angleterre. Un patriotisme fort respectable, mais poussé à l'excès les animait contre moi, et me forçait à les payer de retour. Ils me croyaient dangereux à l'Angleterre, et me mettaient dans la nécessité, par leur exagération, de les traiter comme des ennemis irréconciliables.

Traité de la triple alliance de Bartenstein.

Au même instant où cette révolution ministérielle enlevait tout espoir de faire la paix, et où nous nous disputions sur des accessoires, la Russie et la Prusse resserraient leurs liens à Bartenstein, le 26 avril, avec la ferme résolution de me refouler derrière la ligne du Rhin. Bien qu'on ne stipulât pas, comme en 1805, de m'enlever la Lombardie et la Belgique, ce traité voulait me rejeter entièrement hors de l'Allemagne, et laissait entrevoir la restitution de la Hollande à la maison d'Orange.

Je le répète une fois pour toutes, il faut qu'un

Rûsse soit Russe, et qu'un Prussien soit Prussien; il n'y a de blâmable et de méprisable que les hommes qui par, intérêt ou haine personnelle, veulent l'abaissement de leur propre pays et y travaillent de tout leur pouvoir. Toujours disposé à rendre justice à qui il appartient, je reconnais que ce traité, beaucoup plus modéré que le projet de 1805, convenait parfaitement à ces deux puissances. L'Angleterre se hâta d'y accéder : Canning fit même allouer à la Prusse un subside de 25 millions pour recruter son armée et préparer l'expédition anglaise, qui devait faire une diversion sur l'Elbe. Mais autant il convenait à la Russie et à la Prusse de me rejeter, au-delà du Rhin, autant il était difficile d'exiger que victorieux, maître de l'Allemagne et allié à 10 millions d'Allemands, je décampasse comme un lâche sans disputer à mes adversaires l'influence qu'ils voulaient m'enlever. Il n'y avait donc que l'épée qui pût trancher la difficulté et décider la question. Mes détracteurs oseront-ils imputer cette prolongation de la guerre à mon ambition? qu'auraient dit de moi les Français et la postérité, si j'eusse agi autrement? Pouvais-je rendre tout le continent sans rien demander d'équivalent à l'Angleterre? N'eût-il pas été honteux d'abandonner la Bavière, la Saxe et le Wurtenberg au ressentiment de mes ennemis? de faire perdre

aux Turcs deux provinces que le cabinet de Londres avait promises aux Russes; tandis que le sultan, docile aux conseils de mon ambassadeur, venait de sauver son empire de l'influence des ennemis; et annonçait l'intention de redoubler de vigueur sur le Danube? Je n'ai pas toujours été modéré, mais ce n'est pas à cette époque qu'on peut m'accuser d'exagération dans mes prétentions. Disons-le franchement; une étincelle du génie de Pitt animait les ministres Perceval et Canning; or le système de Pitt a été constamment de ne pas faire une paix en laissant la France maîtresse de la Belgique et influente en Hollande et en Italie. Si jamais il y eût consenti, c'eût été pour un an et pour nous jouer comme en 1802.

On voit ainsi que, malgré toutes les déclamations de mes ennemis, je me retrouvais toujours placé à peu près sur le même terrain politique. On se coalisait pour faire rétrograder mon influence, et je cherchais à l'étendre pour la rendre plus sûre et la conserver.

Opérations en Poméranie contre les Suédois.

Tandis que ces grands intérêts s'agitaient, je ne négligeais aucune mesure qui pût me réconcilier avec les Suédois; on se rappelle qu'en partant pour la Vistule, j'avais chargé Mortier du soin de les contenir avec le 8e corps. Il n'eut pas grand peine à remplir sa mission; le cheva-

leresque Gustave IV n'était pas un adversaire bien redoutable; quoiqu'il commandât à de braves gens, cette petite guerre ne ressembla pas mal à celle que les Suédois avaient faite jadis contre Frédéric-le-Grand.

Après deux ou trois combats assez insignifiants, la Poméranie fut occupée et Stralsund resserré. Je tenais à finir cette lutte, qui ne convenait pas plus à la Suède qu'à moi, et j'écrivais à Mortier de saisir toutes les occasions d'amener un rapprochement. Persuadé que les Suédois ne tenteraient rien de sérieux, et instruit de quelques sorties de la garnison de Colberg, Mortier crut devoir se rapprocher de cette place qu'il croyait pouvoir devenir un point plus inquiétant pour nous : il se porta à cet effet vers Grimen; mais les Suédois ayant poussé devant eux le général Grandjean laissé pour les observer, Mortier revint sur ses pas et les culbuta d'Anklam avec perte.

Négociations avec la Suède.

D'Armfeld, boute-feu de la guerre, avait été blessé dans cette affaire; les Anglais n'agissaient plus au gré du bizarre Gustave; sa nation improuvait cette lutte à laquelle elle n'avait aucun intérêt, et ce prince inconséquent ratifia un armistice signé le 18 avril par le général Essen, avec la même légèreté qui l'avait porté à la guerre, car il le fit à l'instant même où les An-

glais allaient enfin envoyer les secours promis. Mortier avait suivi trop à la lettre mes instructions, en s'arrêtant victorieux, au lieu de pousser l'ennemi vaincu jusque dans Stralsund, et de s'emparer de leur grande flotille retenue par les mauvais temps dans le Haff; il eût toujours été à temps de signer alors un armistice.

Le mal était fait, il fallait savoir en tirer parti; j'exigeai que le délai pour dénoncer l'armistice fût d'un mois au lieu de dix jours; cela me tranquillisait sur toutes les entreprises que l'Angleterre et la coalition pourraient faire sur mes derrières, et me donnerait le temps d'achever la réduction de Dantzick. Je fis ajouter à la lettre que Mortier dut écrire au général Essen:

« Je n'ai rien de plus à cœur que le rétablisse-
« ment de la paix avec le roi de Suède. Les
« passions peuvent nous avoir désunis; mais l'in-
« térêt des peuples, qui règle la conduite des
« souverains, doit nous rapprocher. La Suède ne
« peut pas se dissimuler que dans la lutte actuelle,
« elle est aussi intéressée que la France au succès
« de mes armes : elle sentira bien davantage en-
« core le contre-coup de l'accroissement de la
« puissance russe. Est-ce donc pour la destruc-
« tion de l'empire de Constantinople que se
« battent les Suédois ? . . . . . .
« . . . . . .

« ..... Depuis l'envahisse-
« ment de la Valachie et de la Moldavie de
« puis la dernière expédition des Anglais de-
« vant Constantinople, les vues de la coalition
« ne se trouvent-elles pas entièrement démas-
« quées? La Suède n'est pas moins intéressée
« que la France à avoir aussi un contre-poids
« contre l'énorme puissance maritime des An-
« glais. Dans aucun cas la Suède n'a rien à crain-
« dre de la France, mais tout de ses ennemis.
« Accoutumés par la tradition de nos pères à
« nous regarder comme des amis naturels, nos
« liens paraissent devoir se resserrer encore après
« le partage de la Pologne et les dangers que
« court la Porte ottomane; nos intérêts politiques
« sont les mêmes : nous devrions être alliés; au
« moins ne soyons pas ennemis. »

Je fis ajouter au maréchal :

« Si le général suédois ne veut pas consentir
« à la modification proposée, vous vous ferez ap-
« puyer par le maréchal Brune, qui a reçu des
« ordres pour vous seconder, et vous envahirez
« de nouveau la Poméranie. Il sera impossible à
« l'ennemi sans le secours de cette province de
« garder une aussi grande quantité de cavalerie
« dans Stralsund. D'ailleurs, en occupant la Po-
« méranie, cela constituera le roi de Suède dans
« une situation violente. Il se compromettra aux

« yeux de ses peuples, par son obstination à fa-
« voriser le parti qui est si opposé aux intérêts
« de la Suède.

« Au contraire, si M. d'Essen accède à ce que
« l'empereur exige, vous renverrez aussitôt sur
« Dantzick, Marienwerder et Thorn les 3^e^ et
« 7^e^ de chasseurs à cheval et tous les régiments
« provisoires; vous établirez votre quartier-gé-
« néral à Stettin; vous cantonnerez vos troupes
« autour de Stettin, de Demnin et d'Anklam;
« vous ferez reconnaître avec soin les bords de
« la Peene, la position de Demnin, et les bords
« du Trebel; et vous ferez fortifier et retrancher
« sur votre ligne les endroits qui en sont suscep-
« tibles, pour empêcher la communication entre
« la Poméranie suédoise et les états de la Prusse.
« Vous vous occuperez sans délai de la formation
« de l'équipage de siége pour Colberg, dont les
« matériaux vous seront fournis par Stettin,
« Custrin, et Magdeboug; vous ne conserverez
« dans votre corps d'armée aucun embarras, afin
« qu'à chaque instant vous puissiez vous por-
« ter, soit du côté de Hambourg, soit sur la Vis-
« tule. Vous vous mettrez en correspondance
« avec notre chargé d'affaires à Copenhague,
« et lui recommanderez de vous informer de tous
« les mouvements que pourraient faire par le
« Sund les Anglais, dont l'expédition qui se pré-

« pare dans la Tamise doit toujours être l'objet « de votre surveillance. Ayez aussi une corres- « pondance journalière avec le maréchal Brune « et le duc de Feltre, de manière à pouvoir con- « certer ensemble toutes vos opérations. Il paraît « au surplus, par les rapports reçus d'Angleterre, « que le débarquement ne peut avoir lieu avant « quinze jours; alors les divisions des généraux « Boudet et Molitor qui arrivent d'Italie seront « à Magdebourg et assureront les derrières de « l'armée. »

Les articles additionnels que j'avais exigés furent admis le 29 avril, et Mortier vint d'abord aux environs de Stettin et renforça le blocus de Colberg.

Cet événement n'était pas sans importance dans l'état des choses au nord de l'Allemagne. L'Angleterre, qui promettait depuis long-temps un secours plus efficace que celui de ses guinées, se disposait enfin à tenir parole. Déjà le nouveau ministère, jaloux de se signaler par un coup d'éclat, préludait à l'envoi de ce secours par des projets, d'opérations tendant à réunir sur nos derrières 40 mille Anglo-Hanovriens, 20 mille Suédois, 15 mille Russes, et tous les Prussiens qu'on pourrait rallier à Stralsund.

Sans donner à ces grands projets de me prendre entre deux feux plus de prix qu'ils n'en

méritent, il n'est pas moins vrai qu'une pareille diversion m'eût un peu embarrassé, si elle eût été faite à temps opportun. On a reproché avec raison aux Anglais de s'y être pris trop tard; s'il est vrai qu'il leur fallut du temps pour une expédition lointaine, et s'ils ne purent combiner celle-là qu'après mon passage de la Vistule, rien ne s'opposait du moins à ce qu'ils parussent à la fin d'avril dans la Baltique. Déja une forte légion hanovrienne, organisée récemment, avait été mise à Stalsund à la disposition du roi de Suède; les Prussiens y rassemblaient un corps dont le noyau était de 4 à 5 mille hommes; mais on s'en tint à ces démarches insuffisantes.

Formation de l'armée d'observations sur l'Elbe.

D'ailleurs, persuadé que l'Angleterre ne manquerait pas de troubler, de tout son pouvoir, notre sécurité dans ces contrées soumises si long-temps à son influence, j'avais rassemblé, comme je l'ai déja dit, un corps d'observation sur l'Elbe. Deux divisions françaises venues d'Italie sous Boudet et Molitor, les troupes gallo-bataves avec lesquelles mon frère Louis avait soumis Hameln et le Hanovre, enfin le corps espagnol de La Romana arrivé dans le courant de mars, formant avec quelques autres détachements un effectif de 50 mille hommes, me semblaient plus que suffisants pour arrêter la première impulsion d'une descente opérée par tant

de troupes hétérogènes. Le maréchal Brune, qui en prit le commandement, eut l'instruction de défendre les embouchures de l'Elbe, de l'Ems et du Wéser; de tenir en échec la Poméranie suédoise, de garantir particulièrement Berlin, Magdebourg, Hameln et Stettin. Si un débarquement était effectué par l'ennemi, il devait aussitôt réunir toutes ses forces pour le faire rembarquer; sa 1.re ligne cantonnerait entre le Wéser et l'Oder; son quartier-général serait à Schwerin, et les deux divisions françaises, l'élite de ses forces, en réserve à Magdebourg.

Il tenait ainsi en respect Lubeck, Hambourg, Berlin et même Amsterdam. Mortier lui laissa encore les divisions Loison et Grandjean employées au siége de Colberg et à Stettin, et se dirigea avec deux autres vers Dantzick.

Expédition des Anglais en Égypte.

Le ministère anglais, qui opposait la faiblesse de ses forces de terre aux sollicitations de ses alliés, savait bien trouver des troupes quand il s'agissait de ses avantages maritimes. Au moment où il se faisait tirer l'oreille pour l'expédition de la Baltique, ses armes éprouvaient un affront en Égypte et à Buenos-Ayres.

Piqués du peu de succès de leurs tentatives sur Constantinople, les Anglais voulurent s'en venger sur les rives du Nil. Jaloux de profiter de l'intérêt momentané qu'ils avaient à soutenir

la Russie contre la Porte pour s'emparer de ce riche grenier de l'Orient, ils espéraient le faire d'autant plus facilement, qu'ils comptaient sur l'appui des Mamelucks et des paisibles habitants du pays foulé par le pacha d'Égypte. Le projet du cabinet de Londres était d'y rétablir la puissance des Mamelucks sous sa protection, et de former avec eux une alliance qui lui assurerait le commerce de ce pays et l'influence politique et militaire de tout le Levant.

Le général Mackenzie, parti de Sicile avec 5 mille hommes, descendit le 15 mars à Aboukir, et entra par capitulation dans Alexandrie, où le commerce lui avait ménagé des intelligences. Le général Fraser, revenu des Dardanelles avec l'escadre de Duckworth, descendit avec des renforts peu de jours après. Il détacha aussitôt 2 mille hommes pour s'emparer de Rosette et assurer la jonction avec les Mamelucks. Les Albanais de Méhémet-Ali laissèrent pénétrer la colonne anglaise dans les rues étroites de cette ville, l'assaillirent dans ce coupe-gorge par un feu meurtrier, et la forcèrent à fuir avec grande perte sur Alexandrie. Fraser, sentant la nécessité de se mettre en communication avec les Mamelucks qu'on annonçait vers Elhammed, envoya de nouveau le général Stuart à Rosette. Mais Méhémet-Ali descendant le Nil avec sa flotille

faillit l'enlever, et le ramena jusqu'à Alexandrie avec perte de 1200 hommes. Fraser, rebuté et prêt à être lui-même investi, proposa l'évacuation d'Alexandrie et de l'Égypte contre la remise des prisonniers.

La Porte, indignée de ce nouvel attentat, déclara enfin la guerre à l'Angleterre, arma une escadre de neuf vaisseaux et l'envoya aux Dardanelles, où la flotte russe de l'amiral Siniavin était venue remplacer celle de Duckworth, et s'était emparée, le 21 mars, de l'île de Ténédos.

Sièges de Silésie.

Pendant que mes préparatifs guerriers contrastaient avec le calme qui régnait dans les cantonnements des deux armées sur la Passarge, je profitais du temps que l'ennemi me laissait pour faire tomber tout ce qui me gênait sur les derrières. La conquête de la Silésie allait bon train : Glogau, Breslau, Brieg et Schweidnitz avaient déja capitulé. Neiss, Cosel et Glatz allaient éprouver le même sort; mais il me restait encore à réduire Colberg, Graudentz et Dantzick. Je fis assiéger cette dernière et bloquer les deux autres.

Siége et prise de Dantzick.

Dantzick, défendue par le général Kalkreuth et le célèbre ingénieur Bousmard; avait une garnison de 12 mille Prussiens et de trois bataillons russes. Le siége d'une pareille place est une grande entreprise. Le maréchal Lefebvre en fut

chargé avec le 10e corps, composé de Polonais, de Badois, de Saxons et de quelques bataillons français. Lannes fut placé en observation avec les grenadiers d'Oudinot; le 5e corps, qu'il avait commandé jusque là, passa sous les ordres de Masséna, renforcé par la division bavaroise de Wrède. Le siége de Dantzick, commencé le 1er avril, fut poussé avec vigueur. Dès le 1er mai, la place se trouva battue sérieusement et de près. L'île d'Oliva, gardée par un millier de Russes, fut enlevée le 6 avec sa garnison. La place réduite aux abois demandait du secours.

L'empereur Alexandre s'était rendu, à cette époque, de Pétersbourg à Memel, soit pour prendre en personne le commandement des armées, soit pour se rapprocher du théâtre des négociations. Il vint s'établir à Bartenstein, et un conseil de guerre fut convoqué pour aviser aux moyens de dégager Dantzick : une attaque générale contre mon armée sur la Passarge fut écartée comme dangereuse. On s'en tint au projet de débarquer, sous la protection du fort de Weichselmunde, une division de 9 à 10 mille Russes, sous les ordres du jeune Kamenski, et de la faire seconder par 3 à 4 mille Prussiens qui s'avançaient par la langue de terre de Nehrung.

Il est rare que de tels débarquements partiels et compliqués réussissent; celui-ci échoua. Les

Russes n'avaient qu'un moyen d'atteindre leur but : c'était de fondre dès le lendemain sur notre ligne d'investissement. Ils tâtonnèrent du 11 mai jusqu'au 15, et débouchèrent du camp de Neufarwasser. Après un rude combat, le général Schram était près d'être enlevé, quand Lefebvre accourut avec une partie du corps de siége. Le combat se prolongeait et tournait encore à l'avantage des Russes; mais Lannes, ayant volé au secours avec les grenadiers d'Oudinot, ramena l'ennemi l'épée dans les reins jusqu'à son camp. Les Prussiens, qui se présentèrent trop tard, regagnèrent Pillau. Dès lors Kamenski n'osa plus rien tenter.

J'avais si bien prévu ce que l'ennemi pouvait entreprendre pour sauver Dantzick, que j'avais ordonné à Mortier de quitter à la première alerte la Poméranie, et de se rapprocher du siége; tandis que Brune, avec l'armée de réserve, s'étendrait pour le remplacer jusqu'au-delà de Stettin. Le corps de Mortier, formé alors des divisions Dupas et Dombrouski, ayant renforcé l'armée de siége, Dantzick ne put espérer aucun secours et capitula le 24 mai, après avoir soutenu 51 jours de tranchée ouverte. Le siége fit honneur aux assaillants comme aux assiégés. Kalkreuth, Lefebvre, rivalisèrent de gloire, et la partagèrent avec les chefs du génie, ainsi qu'avec leurs soldats.

Kamenski n'avait plus rien à faire au camp de

Weichselmunde après la chute de la place; il laissa ce petit fort à la défense de sa garnison, et se rembarqua.

Sièges de Neisse et de Glatz.

Les mêmes succès couronnaient nos armes en Silésie, où la campagne n'avait pas été sans activité durant l'hiver. Malgré les ressources considérables trouvées dans les places déjà soumises, le siége de Neiss, était une opération délicate.

Une garnison de 6 mille hommes, retranchée même au-dehors de la place, exigeait, pour la réduire, un corps plus considérable que celui de mon frère Jérôme. Il avait à fournir un corps d'observation pour contenir la garnison de Glatz, où le général Kleist déployait de l'activité, et qui fit des tentatives non-seulement pour troubler le siége, mais encore pour surprendre Breslau. Lefevre-Desnouettes parvint à déjouer la première de ces entreprises; et secondé par le général Dumui qui commandait à Breslau, il força également Kleit à renoncer à la seconde.

Neiss, serrée de près, capitula enfin le 1^er^ juin; la garnison, encore forte de 5 mille combattants, fut prisonnière, et nous trouvâmes dans cette place plus de 300 bouches à feu.

Glatz eut son tour, et malgré sa forte situation elle se rendit le 14 juin. La garnison, épuisée et découragée par ses entreprises au-dehors de la place, ne fit pas la résistance à laquelle

nous nous étions attendus. Cette prise acheva la campagne du 9e corps, où Vandamme se distingua, et avec moins de 20 mille hommes prit en huit mois six grandes places, 1500 pièces de canon et près de 20 mille prisonniers.

Situation des deux armées à la reprise des hostilités.

Pendant les trois mois de repos dont nous avions joui, l'armée russe avait reçu une division d'infanterie et la division entière des gardes sous les ordres du grand-duc Constantin, forte de 30 bataillons et 34 escadrons, en y comprenant les grenadiers; mais malgré cela elle ne pouvait pas mettre en ligne plus de 120 à 130 mille hommes, en y comptant le corps prussien de Lestocq et celui resté sur la Narew. A la vérité, une armée de réserve, formée de dépôts et comptant 30 mille hommes, s'avançait sur le Niémen aux ordres du prince Labanoff. L'empereur Alexandre avait pris le parti de se rapprocher de l'armée, pour être plus à portée de veiller sur les négociations ou sur les opérations militaires. Son quartier-général se trouvait à Tilsit, et la cour de Prusse à Memel.

Mon armée avait aussi été jointe par de puissants renforts, outre les dépôts nécessaires pour reporter les régiments au complet; elle avait reçu les divisions Oudinot, Verdier, Dombrowski et Dupas, qui venaient de Dantzick (corps de Lannes et de Mortier). Grace à mon activité,

le personnel et le matériel étaient dans le meilleur état. A peine se ressentait-elle des sanglantes scènes d'Iéna, de Pultusk et d'Eylau. Les Polonais avaient levé près de 20 mille hommes, formant deux divisions sous les généraux Dombrowski et Zayonschek.

Les sept corps dont ma grande armée se composait formant 19 divisions, outre la garde et la cavalerie de Murat, pouvaient être estimés à 170 mille hommes. J'avais ainsi une supériorité marquée, dès que les troupes du siége de Dantzick me rejoignaient avant l'arrivée du prince Labanoff.

Pour parer à cette infériorité et se donner un bon appui en première ligne, Benningsen avait construit un camp retranché très-fort près de Heilsberg, à cheval sur les deux rives de l'Alle. Il se composait de cinq grands ouvrages, fermés de trois côtés, et de seize flèches ou batteries retranchées. Le gros de l'armée était entre cette ville et Bartenstein; la droite, sous Tolstoy entre Launen et Siegbourg; un corps à gauche entretenait la communication avec celui d'Essen, qui commandait toujours vers Ostrolenka. Les Cosaques de Platoff couvraient tous le front.

Grace à l'avantage inappréciable de la mer, les alliés avaient fait, du port de Kœnigsberg un dépôt immense de munitions et de vivres.

Leur armée était abondamment pourvue de tout; 100 mille fusils, récemment débarqués de Pétersbourg et de Londres, devaient servir à armer les Prussiens que le roi leverait, et à remplacer aussi les pertes résultant des chances de la guerre; plus de 100 bâtiments, chargés de munitions et de vivres, n'y laissaient manquer de rien. C'était fort bien de se servir de Kœnigsberg comme un dépôt passager; mais cette place, adossée au cul-de-sac du Curishaf, n'était point convenablement placée pour en faire une base stratégique; il eût mieux valu faire remonter les magasins à Gumbinien. Cette faute influa sur tous les événements de la guerre.

Mon armée, quoique moins richement pourvue, vivait cependant assez bien, grace à la richesse de la vieille Prusse et aux inépuisables environs d'Elbing et de Dantzick.

Les Russes m'attaquent trop tard.

Telle était la situation respective des armées, quand le retour de la belle saison, la chute de Dantzick et les dissidences de la politique nous firent rentrer en campagne.

Par une inconséquence inexplicable, Benningsen, qui avait négligé de m'attaquer pendant que j'étais affaibli par l'absence des corps employés au siége de Dantzick, se mit en tête de le faire après avoir reçu la nouvelle de la reddition de cette place, et sans attendre l'arrivée de

ses réserves. Mon armée, rétablie et recomplétée, occupait la position suivante : *Une division bavaroise* à Varsovie; *Masséna* sur l'Omuleff; un corps d'observation polonais aux ordres de *Zayonsheck* à Neidenbourg; *Davoust* à Allenstein, Hohenstein et Deppen; *Ney* à Guttstadt; *Soult* à Liebstadt et Mohrungen; *Bernadotte* à Holland et Braunsberg; *Lannes* à Osterode; *Mortier* sur la basse Vistule, en marche pour rejoindre (1).

Ils laissent échapper Ney.

Benningsen avait le projet d'enlever le corps de Ney, qui en effet était un peu avancé. Le 4 juin, l'armée russe se mit en marche et s'établit, la droite près Wormdit, le centre à Arensdorf, et la gauche à Launau; sur son extrême droite le corps prussien se dirigeait vers Spanden. D'un autre côté un corps russe, venant de Seeburg, s'établit sur l'Alle entre Guttstadt et Allenstein. Le lendemain, ce dernier força le passage de l'Alle à Bergfried, et se porta contre la droite

(1) Le corps de Lefebvre (le 10e) fut fondu après la prise de Dantzick; une partie forma la garnison, le reste fut donné aux corps de Lannes et de Mortier, qui rentrèrent en ligne. Le 2e corps était en Dalmatie, le 9e en Silésie : l'armée active avait donc 7 corps et la réserve de cavalerie; la garde était de 8 bataillons et 10 escadrons. L'Allemagne était occupée par Brune avec l'armée d'observation.

de Ney, dont la gauche fut attaquée en même temps par la gauche de Benningsen, tandis que le centre de l'armée russe poussait par Wolfsdorf pour lui couper la retraite. Si les Russes avaient agi vigoureusement, ils auraient pu se rendre maîtres de la route de Guttstadt à Deppen, et dès lors la perte de Ney eût été infaillible ; mais heureusement ils manœuvrèrent avec tant de lenteur, et ce maréchal, quoique attaqué par des forces triples, déploya au contraire tant d'énergie, de sang-froid et de courage, qu'il eut le temps de se retirer de Guttstadt à Ankendorf. Dans le même jour, la droite des Russes et le corps prussien firent des démonstrations sur la Passargé. Doctoroff se présenta avec deux divisions au pont de Lomitten, qu'une division de Soult défendit avec beaucoup de fermeté. Le général russe, après avoir fait de vains efforts pour se saisir du passage, se rabattit sur sa gauche, soit qu'il fût rebuté, soit qu'il eût l'ordre de ne faire qu'une démonstration. Il se rapprocha du corps de bataille vers Guttstadt. Les Prussiens avaient été moins heureux encore au pont de Spanden, où Bernadotte avait réuni tout son corps ; il parvint à les repousser, et fut blessé à cette occasion d'un coup de feu à la tête.

Le 6, les Russes se portèrent en trois masses

sur Ney; les petits lacs qui couvraient ses flancs, forçant l'ennemi à des mouvements un peu larges, permirent à ce maréchal de se replier sur Deppen, quoiqu'il fût menacé de tous les côtés à la fois : il réussit à y repasser la Passarge, après une lutte qui le couvrit de gloire.

Le 7, l'ennemi demeura stationnaire en face de Deppen : j'en profitai pour réunir mon armée. Je rejoignis Ney avec le corps de Lannes, ma garde et la réserve de cavalerie; Mortier s'y dirigea à marches forcées par Mohrungen; Davoust se lia à la droite de Ney. J'ordonnai en même temps à Soult, qui avait rassemblé son corps à Liebstadt, de franchir la Passarge à Wolfsdorf, afin de menacer les communications des ennemis avec le camp retranché qu'ils avaient fait préparer à Heilsberg, et de les forcer par là d'abandonner sans combat les bords de la Passarge. Nous opérâmes la jonction avec lui le 8 à Altkirch : Benningsen ne jugea pas à propos de nous attendre; il se mit en retraite sur Guttstadt, où il passa l'Alle le 9, et regagna son camp de Heilsberg par la rive droite. Le même jour, Murat poussa à Glottau l'arrière-garde russe qui voulait défendre les accès de Guttstadt, où mon armée vint prendre position : nous suivîmes l'ennemi le lendemain en descendant la rive gauche de l'Alle.

Je marche à son secours.

Chances favorables de maposition.

Dès que l'ennemi m'avait laissé le temps nécessaire pour porter mon armée à 160 mille hommes avant l'arrivée de ses renforts, il était évident que toutes les chances de la campagne prochaine devaient être pour moi, si l'Autriche tardait un peu à se déclarer. Il était donc de mon intérêt de frapper vite et de frapper fort.

Benningsen, en attaquant Ney à Deppen, n'avait fait que me prévenir d'un jour ou deux, ou pour mieux dire il avait abondé dans mes vues, en venant au-devant de moi, puisque j'avais laissé Ney dans sa position avancée pour engager l'ennemi à venir nous chercher hors de ses retranchements. Le rassemblement de mes forces autour de Guttstadt ne permettait plus de différer, je résolus de prendre à mon tour l'offensive.

Le camp retranché de Heilsberg et la réunion de tous les magasins ennemis à Kœnigsberg présentaient deux manœuvres principales à mon choix : la première et la plus habile eût été d'exécuter un mouvement général, la droite en avant, pour établir ma ligne entre Bischoffstein et Heilsberg ; la droite vers Bartenstein, la gauche vers Guttstadt. C'eût été absolument le même mouvement que celui d'Iéna et de Naumbourg contre les Prussiens, avec plus de chances encore, puisque l'armée russe, battue sur sa gauche, refoulée sur la basse Passarge et sur le

Frish-Haff, eût été jetée à la mer. Kœnigsberg lui assurait sans doute un refuge; mais cette place, acculée elle-même à la Baltique du côté de l'ouest, et au Curishaff du côté du nord, n'eût offert aucune issue à cette armée battue; car je l'aurais prévenue à Wehlau aussitôt qu'elle eût voulu se mettre en retraite. Le second parti à prendre était de m'avancer droit sur le camp retranché d'Heilsberg, tandis que 50 mille hommes manœuvreraient par ma gauche sur Eylau pour menacer la ligne d'opérations des alliés, les forcer d'abandonner leurs redoutes sans combat, et les presser vivement dans la retraite pour les entamer fortement au passage du Prégel et du Niémen. Ce dernier parti était moins avantageux; il était même contraire aux règles de la stratégie, qui ne veulent pas qu'on compromette un corps considérable, en le faisant filer entre l'ennemi et la mer. Je le préférai, parce que ma gauche se trouvait déja dans cette direction, et que, pour manœuvrer par ma droite, il m'eût fallu décrire un cercle assez long autour de l'armée russe, découvrir les routes qui me servaient de communication avec Thorn et Varsovie, et me jeter dans le pays fourré de la rive droite de l'Alle. Cependant, je dois l'avouer, j'eusse agi plus militairement en adoptant celui-ci et opérant sur Bischoffstein. Un des motifs qui

contribua le plus à me déterminer à prendre l'autre, c'est que j'avais déja remarqué, à l'époque de la bataille d'Eylau, que Benningsen montrait des inquiétudes pusillanimes pour Kœnigsberg; or, comme ce n'était pas un point militaire, je pensai qu'il y avait des motifs particuliers, soit de politique envers la Prusse, soit de grands approvisionnements. En privant l'ennemi de ses magasins, j'en procurais à mes troupes; ce qui dans ces contrées lointaines était essentiel : je renversais son système d'opérations. D'un autre côté, il était possible que la marche de Soult sur Kœnigsberg décidât les Russes à se rabattre sur leur droite pour couvrir cette ville, et je restais toujours maître de jeter des forces menaçantes sur leur flanc gauche pour les couper de la route de Tilsit. J'oubliai donc les principes stratégiques pour ces raisons accessoires, et je me décidai à m'avancer par la rive gauche de l'Alle sur Heilsberg.

Bataille d'Heilsberg.

Le 10, mon avant-garde rencontra celle de l'ennemi près de Bewernick. Après un combat opiniâtre, les Russes furent culbutés et rejetés sur leur armée. A neuf heures du soir, nous nous trouvâmes en présence de leur camp.

J'eus d'abord l'idée d'attaquer la gauche de l'aile droite russe, postée à la rive gauche de l'Alle, afin de percer sur Heilsberg et de partager en

deux cette armée, dont la perte eût été ensuite inévitable. Quoiqu'il fût déja assez tard, j'ordonnai au corps de Soult d'assaillir les retranchements qui couvraient les Russes du côté de Lawden et de Langviese. En vain je fis seconder Soult par le corps de Lannes et par les fusiliers de ma garde, les Russes conservèrent leur position : nous ne pûmes emporter qu'un ouvrage dont leur réserve vint ensuite nous déloger. En moins de trois heures de temps, nous eûmes environ 6 mille hommes hors de combat.

En renouvelant l'attaque le lendemain, j'aurais risqué de faire écraser les corps qui y étaient destinés : il y avait d'autant moins de raison de m'y exposer, qu'en manœuvrant sur Kœnigsberg j'étais sûr de déposter l'ennemi sans coup férir. Je balançai un moment à marcher par ma droite à Bischoffstein, avec les corps de Ney et de Davoust : les motifs indiqués me déterminèrent à prendre la direction opposée. Le 11, à la pointe du jour, mon armée, filant sur deux colonnes, se porta sur Landsberg et Preuss-Eylau. Un seul corps fut laissé devant le camp d'Heilsberg pour couvrir mon mouvement. Je ne me dissimulais pas ce qu'il pouvait avoir de dangereux; car, en l'entreprenant, je livrais mes propres communications à l'ennemi qui, en se basant sur le camp d'Heilsberg, pouvait opérer sur nos der-

rières, et nous resserrer entre son armée, le bas Prégel et la mer. Mais j'avais déja appris à connaître Benningsen : une opération aussi vigoureuse était au-dessus de sa portée, et j'avais toutes les raisons imaginables de supposer que, loin de songer à entreprendre sur nos communications, il tremblerait pour les siennes, et se hâterait de se mettre en retraite; de peur d'être prévenu sur le Prégel. D'ailleurs, j'eus soin de ne pas dépasser Landsberg tant que l'ennemi restait à Heilsberg; et s'il avait eu la belle inspiration de marcher sur mes traces, je me serais hâté de l'assaillir dans la même position où Davoust avait marché aux Prussiens à Auerstedt, avec cet avantage de plus que j'aurais eu le nombre de mon côté. A la dernière extrémité, je me serais rabattu par Mehlsack sur la basse Passarge : j'en aurais été quitte pour le sacrifice d'une simple arrière-garde.

Benningsen se retire.

Je n'eus pas besoin d'en venir là; Benningsen justifia pleinement mon attente; dans la nuit du 11, il repassa à la droite de l'Alle, fit brûler les ponts d'Heilsberg, et commença sa retraite par Bartenstein, Schippenbeil et Friedland sur Wehlau : alors je continuai à m'avancer avec sécurité vers le Prégel. Le 12, j'arrivai à Preuss-Eylau; le 13, Soult se porta sur Creutzbourg. Le grand-duc de Berg et Davoust prirent le che-

min direct de Preuss-Eylau à Kœnigsberg. Lannes s'avança jusqu'à Domnau ; il avait en soutien Mortier et Ney, qui se portèrent à Lampach. Le corps de Bernadotte, commandé alors par Victor, et qui avait quitté la basse Passarge pour se rapprocher par Mehlsach, se dirigea aussi sur Preuss-Eylau.

Il repasse l'Alle offensivement.

Benningsen, arrivé à la hauteur de Friedland, avait tout-à-coup suspendu sa marche sur Wehlau. Piqué de se voir décidément prévenu par nous à Kœnigsberg, il résolut de passer lui-même l'Alle offensivement dans l'espérance de battre en détail les différents corps de notre armée. Ce coup de tête lui réussit mal. Ce n'est pas qu'il ne fût assez conforme aux règles de la guerre, qui prescrivent d'opérer autant qu'on le peut sur l'extrémité de la ligne ennemie, du côté opposé à la mer ; mais il aurait fallu le faire avec la vigueur que je sais mettre à mes entreprises, et s'en tenir à une série de combats partiels sans engager de bataille générale. Le général russe y était d'autant plus intéressé qu'il attendait l'arrivée d'un corps de 26 à 28 mille hommes que le prince Labanoff lui amenait par Tilsit, et que je n'avais, au contraire, aucun renfort à espérer.

Bataille de Friedland.

Conformément à ce projet, Benningsen, précédé de toute la cavalerie de réserve du prince

Galitzin, prit, le 13 au soir, la route de Friedland.

Un de nos régiments de housards qui occupait déja cette ville en fut chassé le même soir. Le 14, à la pointe du jour, l'armée russe passa la rivière, et s'étendit dans la plaine de la rive gauche. Le corps de Lannes arrivait près de Friedland; hors d'état de disputer aux ennemis la possession de la plaine, il réussit du moins à se maintenir dans le village de Posthenen et dans les bois environnants. Quelque parti que prît l'ennemi, il me convenait de me serrer sur la droite pour lui barrer le chemin d'Allenbourg à Wehlau. A cet effet, j'avais porté Mortier au soutien de Lannes, et m'étais avancé avec la garde sur Domnau, où la moitié des réserves de cavalerie et le corps de Ney se dirigeaient également. Victor reçut l'ordre de forcer de marche pour dépasser cette ville.

Informé à Domnau de la situation des affaires et du retour inattendu de l'ennemi, je m'empressai d'envoyer Mortier au secours de Lannes. J'ordonnai à ces deux maréchaux de contenir autant que possible les Russes, pour me donner le temps d'arriver avec ma garde et les corps de Ney et de Victor. L'ennemi, en me présentant la bataille, acculé à l'Alle, me donnait une trop belle occasion de célébrer l'anniversaire de Ma-

rengo, pour que je la laissasse échapper. Lannes et Mortier exécutèrent ponctuellement ce qui leur avait été ordonné, en pivotant sur leur gauche pour défendre Heinrichsdorf et couper la route de Kœnigsberg. Il faut convenir que l'ennemi les seconda admirablement. Au lieu de nous aborder franchement, il s'amusa à tirailler, à canonner et se déployer durant cinq à six heures, sans faire un pas.

J'arrivai enfin vers une heure après midi, suivi à deux heures d'intervalle par Ney et Victor. Murat avec la moitié de la cavalerie, et les corps de Davoust et de Soult étant encore engagés dans leur mouvement sur Kœnigsberg, je prescrivis aux deux premiers de se rabattre dans la direction de Friedland. Peut-être eût-il été convenable de les attendre pour acquérir une supériorité décidée sur Benningsen ; je n'aurais point hésité à le faire, si j'avais cru qu'il osât poursuivre sa marche contre moi et s'engager sur la route de Kœnigsberg dans la direction d'Abschwang. Renforcé de 40 mille hommes et ayant alors ma belle cavalerie, je l'aurais acculé aux forêts marécageuses de Zehlau et de Frischind, dont il ne serait jamais sorti. J'avais si bien prévu toutes les chances qui venaient s'offrir à moi, que j'avais fait écrire au grand-duc de Berg ce qui suit :

« L'ennemi est ici en bataille avec toute son « armée. Il a voulu d'abord déboucher par la « route de Stockeim sur Kœnigsberg, mainte- « nant il ne paraît plus songer qu'à recevoir la « bataille qui va s'engager. J'espère que vous « serez entré dans Kœnigsberg; et comme le « corps de Soult suffit pour garder cette ville, « vous vous serez, sans doute, rabattu avec le « reste de la cavalerie et le corps de Davoust sur « Friedland. Cela est d'autant plus urgent, qu'il « est possible que l'affaire dure encore demain. « Tâchez donc d'arriver à une heure du matin. « Si j'aperçois, au début de l'action, que l'en- « nemi soit trop en forces, il serait possible que « je me contentasse aujourd'hui de le canonner, « et que j'attendisse votre arrivée. »

Mais après avoir reconnu de plus près le coupe-gorge dans lequel Benningsen s'était engagé, et réfléchissant au caractère peu entreprenant de mon adversaire, je pensai que, pour vouloir trop bien manœuvrer, il ne fallait pas négliger l'occasion sûre de le punir d'une faute. On va voir que j'eus raison de m'en tenir à ce parti.

Friedland est situé dans un coude de l'Alle dont le rentrant était tourné du côté de l'ennemi. Ce rentrant s'ouvrait peu à peu du côté où nous arrivions, et se resserrait au contraire à tel

point qu'il n'y avait au fond que l'emplacement de la ville et celui d'un long étang formé par un ruisseau retenu pour fournir l'eau à des moulins et qui se jette ensuite dans l'Alle.

La gauche de l'ennemi, composée de quatre divisions sous le prince Bagration, appuyait d'un côté à un coude de l'Alle un peu au-dessus de Friedland; de l'autre au ruisseau du moulin, qui coupe la plaine en deux, et séparait cette aile de la droite. Celle-ci, forte de 3 divisions aux ordres du prince Gortschakof et des deux tiers de la cavalerie, s'étendait au nord dans la plaine, en face de Heinrichsdorf. L'ennemi pour faciliter ses communications avait jeté trois ponts sur l'Alle, immédiatement à côté de la ville et très près de son aile gauche. Il était évident que pour frapper un coup décisif il fallait d'abord culbuter cette aile gauche, afin de s'emparer de Friedland et des ponts; car la droite, étendue jusqu'à trois quarts de lieue de la ville au nord, se trouverait acculée à l'Alle et coupée. En un clin d'œil, j'arrêtai mon plan d'après ces données. Les dispositions les plus claires furent dictées à cet effet. Elles doivent trouver place ici.

« Le maréchal Ney prendra la droite depuis « Posthenen jusque vers Sortlack; et il appuiera « à la position actuelle du général Oudinot. Le « maréchal Lannes fera le centre, qui commen-

« cera à la gauche du maréchal Ney, depuis « Heinrichsdorf jusque à peu près vis-à-vis le « village de Posthenen. Les grenadiers d'Oudinot, « qui forment actuellement la droite du maréchal « Lannes, appuieront insensiblement à gauche « pour attirer sur eux l'attention de l'ennemi. Le « maréchal Lannes reploiera ses divisions autant « qu'il le pourra, et par ce ploiement, il aura la « facilité de se placer sur deux lignes. La gauche « sera formée par le maréchal Mortier, tenant « Heinrichsdorf et la route de Kœnigsberg, et de « là s'étendant en face de l'aile droite des Russes. « Le maréchal Mortier n'avancera jamais, le « mouvement devant être fait par notre droite « qui pivotera sur la gauche.

« La cavalerie du général Espagne et les dra- « gons du général Grouchy, réunis à la cavalerie « de l'aile gauche, manœuvreront pour faire le « plus de mal possible à l'ennemi, lorsque ce- « lui-ci, pressé par l'attaque vigoureuse de notre « droite, sentira la nécessité de battre en re- « traite.

« Le général Victor et la garde impériale à « pied et à cheval formeront la réserve, et se- « ront placés à Grünhof, Botkein et derrière « Posthenen.

« La division des dragons Lahoussaye sera « sous les ordres du général Victor; celle des

« dragons Latour-Maubourg obéira au maré-
« chal Ney; la division de grosse cavalerie du
« général Nansouty sera à la disposition du ma-
« réchal Lannes, et combattra avec la cavalerie
« du corps d'armée de réserve, au centre.

« Je me trouverai à la réserve.

« On doit toujours avancer par la droite, et
« on doit laisser l'initiative du mouvement au
« maréchal Ney, qui attendra mes ordres pour
« commencer.

« Du moment que la droite se portera sur
« l'ennemi, tous les canons de la ligne devront
« doubler leur feu dans la direction utile pour
« protéger l'attaque de cette aile. »

Vers cinq heures du soir le signal de l'attaque est donné, et tout s'exécute de point en point avec une précision admirable. Ney s'avance avec intrépidité; les Russes se défendent de même. Le feu concentrique de nôtre canon fait d'autant plus de ravages, à mesure que les ennemis se replient sur la ville, où, encombrés sur plusieurs lignes, ils ne peuvent se mouvoir. Pour se dégager, ils exécutent une grande charge de cavalerie contre le flanc droit de Ney; mais celui-ci, laissant aux dragons de Latour-Maubourg le soin de les repousser, ne s'en précipite pas moins, tête baissée, sur Friedland à la tête de ses divisions. Ce coup de vigueur, soutenu

successivement par la division Dupont et les autres troupes du 1er corps, décide la victoire. L'artillerie de Sénarmont et celle de Ney semèrent l'épouvante et la mort dans les escadrons et les bataillons ennemis, qui, adossés à la ville, à la rivière ou au ruisseau, ne savaient de quel côté se tourner pour sortir du gouffre. C'était une pitié de voir ces braves gens se faire tuer inutilement dans la position détestable où ils étaient enfournés. Benningsen jugeant trop tard de sa faute quitte Friedland, et va sur la rive droite de l'Alle rallier quelque réserve et de l'artillerie pour battre en flanc notre ligne et suspendre notre mouvement.

Déja Ney atteint la tête du grand étang et presse l'ennemi encombré à l'entrée de la ville, lorsqu'une partie de la garde impériale russe se précipite sur lui avec une grande bravoure. La division Bisson, abandonnée par son chef, est ramenée; celle de Marchand s'arrête; un mouvement rétrograde se manifeste à gauche; mais la division Dupont, jalouse de rivaliser avec ses anciens camarades du camp de Montreuil (1), fond sur la garde ennemie, et, secondée par

(1) On se rappelle qu'elle fit partie du corps de Ney jusqu'après la bataille d'Ulm.

Marchand, elle enfonce et refoule tout dans le cul-de-sac de Friedland.

Cependant Bagration ne se laisse pas abattre par sa cruelle position.. Ne pouvant faire combattre qu'un petit nombre de bataillons, il s'en console en les relevant sans cesse par des régiments frais, qui viennent à leur tour s'offrir en sacrifice. Les divisions françaises mettent autant d'acharnement à entrer dans Friedland que les Russes à s'y maintenir, jusqu'à ce que leur droite pût du moins se replier. Dans un espace de 250 toises, 60 mille hommes se battent avec la rage du désespoir, et semblent avoir tous juré d'arracher la victoire ou d'y trouver la mort.

Benningsen, voulant sauver à temps son matériel, ordonne à l'artillerie de repasser la rivière; dès lors l'infanterie russe pelotonnée, hors d'état de soutenir plus long-temps la lutte, reprend en désordre le chemin des ponts. Benningsen fit de vains efforts pour rallier les débris au-delà de l'Alle, et pour leur faire repasser la rivière offensivement, sous la protection de 120 pièces de réserve qu'il fit disposer en amont. Rien ne put arrêter l'impétuosité des colonnes de Ney et de Victor; et Bagration, ayant retiré ses derniers bataillons, abîmés dans

Friedland, dut mettre le feu au pont pour suspendre l'ardeur de notre poursuite.

Pendant que nous obtenions ce succès décisif, Lannes et Mortier avaient tenu en haleine la droite de l'ennemi et laissé même quelques succès au prince Gortschakof, pour l'enlacer d'autant plus sûrement dans le piége que je lui tendais, en le laissant engager sur la route de Kœnigsberg.

Averti un peu tard de la catastrophe de l'aile gauche par l'incendie de Friedland et les hommes isolés qui en revenaient (1), le prince prend la résolution de s'ouvrir un passage l'épée à la main. Une de ses divisions pénètre dans Friedland, où une mêlée horrible s'engage de nouveau avec les troupes de Ney. Mais déja les ponts n'existent plus, et Lannes et Mortier fondent sur l'ennemi que Ney et Victor arrêtent en tête. Ici la bagarre devint épouvantable, et tout présageait la destruction de cette moitié de l'armée ennemie. Mais il faut rendre justice à ces braves gens, aucun des corps coupés ne songea à ca-

(1) Il paraît que Bennigsen ne prit pas à temps les mesures pour sauver sa droite. C'est ce qui motiva sans doute le ridicule projet de rallier ses troupes battues pour les ramener encore une fois au-delà de l'Alle, dans le cul-de-sac d'où elles s'étaient si mal tirées.

pituler ; ils préférèrent se jeter à l'Alle pour y chercher des gués, au risque d'y noyer un grand nombre d'hommes. Ils parvinrent ainsi à rejoindre Benningsen. L'artillerie même s'y précipita ; mais une petite partie seulement parvint à se sauver. La cavalerie de leur extrême droite, qui ne se trouva plus en mesure d'attendre ces gués, fila le long de la rive gauche sur Allenbourg, où elle repassa la rivière.

Benningsen avait fait fautes sur fautes dans cette journée : la première fut de ne pas fondre vigoureusement sur Lannes lorsqu'il déboucha le matin de Friedland ; s'il n'eût pas rendu par là la victoire certaine, il se fût du moins procuré un champ de bataille convenable, et, en ayant soin de pivoter sur sa gauche, de manière à étendre sa droite sur Heinrichsfeld, il eût conservé derrière lui sa ligne directe de retraite sur Wehlau, sans s'exposer à être jeté à l'Alle. Il y eut dans sa conduite un mélange d'imprudence téméraire et d'irrésolution qu'on ne saurait concilier.

Les Russes repassent le Niémen.

L'armée russe, affaiblie par la perte d'environ 20 mille hommes hors de combat, ne songea plus qu'à regagner ses frontières. Le 15, elle passa le Prégel à Wehlau et prit le chemin de Tilsit. Les corps de Kamensky et de Lestocq qui défendaient Kœnigsberg, ayant appris le

résultat de la bataille de Friedland, évacuèrent cette ville et se mirent aussi en retraite sur Tilsit, vivement harcelés par Davoust. Le 16, Soult entra dans capitale de la vieille Prusse, où nous fîmes de très-grandes captures; car, indépendamment de magasins considérables, nous y trouvâmes plus de 100 mille fusils récemment débarqués d'Angleterre et quantité de munitions. Murat, qui s'était hâté de passer la Prégel à Tapiau aussitôt qu'il apprit la victoire de Friedland, entama l'arrière-garde, et l'armée ennemie, serrée de près par notre cavalerie, passa le Niémen à Tilsit le 19 au matin : le même jour j'entrai dans cette ville.

Ils me proposent la paix.

L'empereur Alexandre, arrivé de Mémel à son armée, mécontent de l'Angleterre qui lui avait refusé les moyens de faciliter un emprunt de 100 millions, et promettait depuis six mois des diversions sans envoyer un homme, me proposa la paix. Victorieux en Turquie, mais engagé ainsi dans une double guerre, il n'avait aucun motif immédiat à se sacrifier pour l'Europe, qui le laissait seul aux prises. Il n'avait entrepris cette lutte que dans l'intérêt fort éloigné des peuples qui séparaient son empire du mien. Pour moi, je m'estimai heureux de la terminer si avantageusement; car la lente Autriche commençait pourtant à rassembler ses troupes.

Notre première entrevue eut lieu sur un radeau au milieu du Niémen. En m'abordant, l'empereur Alexandre me dit qu'il n'avait pas moins de griefs contre l'Angleterre que moi. Dans ce cas, lui répondis-je, *la paix est faite;* et nous nous donnâmes la main en signe de réconciliation. Nous eûmes ensuite plusieurs autres entrevues à Tilsit, où l'empereur Alexandre vint s'établir. Son extérieur était noble, gracieux et imposant : la vivacité de sa conception me parut grande; il saisissait d'un trait les plus graves questions. Assez semblable en tout à François I^er^ et à Louis XIV, on peut dire aussi de lui que c'était un roi chevalier. S'il eût vécu au même siècle que le vainqueur de Marignan, il eût incontestablement remporté la palme. Il a pu entrer dans ma politique de le présenter autrement que je ne l'ai vu; mais il est certain que sa conduite en 1812 et 1813 a été supérieure à ce que j'aurais attendu de lui, bien qu'il m'eût prévenu en sa faveur. Je lui avais reconnu de la facilité; mais je lui croyais de la faiblesse. Au reste, ce n'est pas en ce point seulement que je me trompai sur le caractère de ce prince. La-bruyère même eût été embarrassé de le définir exactement....

Entrevue de Tilsit.

Je vis aussi à Tilsit un régiment de ses gardes; et je n'ai pas oublié la sensation que j'é-

prouvai à son aspect. Beaucoup de gens ne voyaient dans cette troupe qu'une roideur désagréable. Je n'ai jamais aimé les armées automates ; il me fallait des soldats à proclamations ; cependant je fus surpris de la précision et de l'aplomb de cette infanterie. Je compris qu'une armée aussi fortement disciplinée et d'une fermeté aussi extraordinaire, serait la première du monde si, à ces qualités, elle réunissait l'enthousiasme électrique du Français. Parlant peu de temps après sur ce sujet avec un connaisseur, je lui dis : « Mes soldats sont aussi braves « qu'il soit possible de l'être ; mais ils raisonnent « trop. S'ils avaient l'impassible fermeté et la « docilité du Russe, le monde ne serait pas « assez grand pour moi. Les soldats français ai- « ment trop leur pays pour faire les Macédo- « niens. »

La paix est conclue.

Après quinze jours de conférences, la paix fut enfin signée, le 7 juillet, à Tilsit. Elle était honorable pour deux nations qui s'étaient mesurées avec tant de bravoure ; mais les plus grands avantages en étaient de mon côté. L'empire acquit une immense prépondérance par cette paix. Les plus obstinés de mes ennemis commencèrent à regarder ma cause comme gagnée ; comment ne l'aurai-je pas cru moi-même ?

Cependant cette paix a trouvé beaucoup de

détracteurs parmi ces aristarques de salons qui imaginent qu'on fait un traité comme un décret : les uns me reprochaient d'avoir trop humilié la Prusse ; d'autres, et c'était le plus grand nombre, prétendaient que j'aurais dû profiter du parti libéral qui s'y trouvait en forces pour achever de détrôner Frédéric-Guillaume, dont je m'étais fait un ennemi irréconciliable par la spoliation de la moitié de ses états. La promptitude de la déroute des armées prussiennes et le brillant accueil que j'avais reçu à Berlin m'avaient prouvé, il est vrai, que cette guerre n'avait pas eu l'assentiment de la masse du peuple. On en a faussement conclu que j'aurais dû profiter de cette découverte pour organiser la Prusse démocratiquement. J'avais arrêté les révolutions, et ce n'était pas dans mes principes de les propager. Je craignis d'ailleurs d'éprouver trop d'obstacles de la part des puissances voisines, intéressées à s'y opposer. La Russie n'eût pas traité à de telles conditions ; et l'Autriche était encore là pour y mettre obstacle.

Motifs de ma conduite avec la Prusse.

Le système sur lequel j'avais fondé l'empire n'était pas bien vu de toutes les anciennes dynasties ; mais il ne faut pas en conclure, comme tant de beaux parleurs l'ont fait après l'événement, qu'une guerre à mort fût inévitable entre nous. On se trompe fort si l'on croit,

que la maison de Brandebourg ne vit en moi qu'un agent de la révolution : sa conduite envers moi depuis six ans, l'alliance de la cour de Madrid, la conduite des cabinets de Berlin, de Copenhague, prouvent assez que l'existence de mon trône s'accordait fort bien avec la leur.

Toutes mes démarches avaient tendu à ramener la France vers les institutions de ses voisins ; et ceux qui m'observaient devaient apprécier les efforts que je faisais pour réconcilier la révolution avec l'Europe. Mais tout en fondant l'autorité royale sur de nouveaux éléments, je voulais concéder ce que demandait l'esprit du siècle.

La propagande était-elle utile et convenable ?

Pour tirer le plus grand parti possible de ma situation et de mes succès, et pour donner à l'empire une force auxiliaire qui assurât sa durée, j'avais à choisir entre trois moyens : il fallait ou m'appuyer sur les nations, ou ne traiter qu'avec leurs gouvernements, ou enfin chercher à me concilier l'un et l'autre. Le pire de tous les systèmes était d'humilier les rois et de morceler leurs états sans rien faire pour les peuples.

Pour m'appuyer uniquement sur la masse des nations, il aurait fallu semer l'anarchie partout, et renverser aussi-bien la forme que le personnel des gouvernements, parce qu'on ne fait pas les révolutions en gardant les mêmes hommes et les mêmes choses. Or, c'était bien là un

moyen inévitable d'amener une guerre à mort entre ma dynastie et tout ce qui m'entourait.

Valait-il mieux agrandir la Prusse?

Il n'y eut qu'un moment dans toute ma carrière où j'aurais pu appliquer en Prusse le 3e de ces moyens, et m'attacher à la fois le prince et la nation; c'était au commencement de 1806. Dès que la guerre eut éclaté, la chose devint impossible. La cour s'était jetée à corps perdu dans les bras de mes ennemis; la nation, foulée par la guerre, sentait son humiliation. A la vérité, le peuple était très-porté à adopter les institutions qui régissaient l'empire; mais ce n'était pas les principes révolutionnaires qu'il lui fallait. La faute qui avait séparé mes intérêts de ceux de la maison de Brandebourg était commise : nous ne pouvions nous raccommoder que d'une manière. Il aurait fallu *rendre au monarque des états équivalents à ceux qu'il avait perdus*, et le déterminer à cette condition à contracter alliance avec moi. Tout cela eût été fort bien avant la guerre, au moment où l'on aurait pu offrir la présidence de la confédération du Rhin à Frédéric-Guillaume et compter encore sur lui; mais après Tilsit, il n'y aurait eu d'autre moyen que de lui sacrifier le Hanovre et la Westphalie, ou de lui conférer le titre de roi de la grande Pologne, non comme province prussienne, mais comme état séparé. Après les

relations intimes qui s'étaient établies entre ce prince et l'empereur Alexandre, une telle donation eût-elle été bien prudente? n'était-ce pas fournir des armes à mes adversaires: d'ailleurs la Russie eût-elle consenti à reconnaître ce royaume? Je laisse aux diplomates à décider la question; mais, quoique je l'aie résolue négativement, j'aurais mieux aimé ce parti-là que celui d'une démagogie intempestive. A quoi en effet le système de propagande nous a-t-il tant servi? Ce n'est certes pas en Italie, où tout le pays a été insurgé contre nous, à l'exception de quelques patriotes des villes. S'il procure des amis, il soulève aussi tous les intérêts contraires; et les intérêts existants ont plus d'armes pour se défendre, que les intérêts nouveaux pour acquérir. Le système de propagande a été utile quelquefois comme contrepoids; il n'a jamais été la cause ni l'agent de nos succès. Pichegru seul a trouvé en Hollande un puissant appui. Mes victoires n'ont jamais été aussi grandes que de 1805 à 1810, alors que je n'apportais plus aux peuples l'anarchie sous le bonnet de la liberté. J'étais bien sûr de vaincre les résistances en les réduisant à des questions purement militaires. A quoi m'a servi en Espagne de vouloir prendre l'intérêt des peuples contre les abus du fanatisme et du despotisme?

Il faut ajouter à tous ces motifs que le roi de Prusse avait déja fait lui-même une moitié de la révolution, en promulguant une nouvelle loi sur l'avancement militaire, sans égard à la naissance; quant aux emplois civils, nulle part les citoyens n'y avaient eu plus d'accès qu'en Prusse. Ainsi, à l'exception de quelques priviléges insignifiants, il avait établi en principe l'égalité des droits; que me serait-il resté à donner aux Prussiens? la loi agraire!

Conditions du traité de Tilsit.

Quittons le champ des conjectures, et revenons au traité de Tilsit. La Prusse avait provoqué la guerre; il fallait bien que quelqu'un payât les frais; et, dans la conviction qu'elle ne reviendrait jamais à nous, il était tout simple que ce fût elle. J'adoptai donc le parti de renforcer mon système fédératif à ses dépens: cela était indispensable; puisque je la jetais dans les rangs ennemis, il fallait bien renforcer les miens à proportion. Je créai le duché de Varsovie, comme base du projet de relever la Pologne; j'augmentai la Confédération du Rhin du royaume de Westphalie, formé des provinces prussiennes depuis la rive gauche de l'Elbe jusqu'à Magdebourg, des états de l'électeur de Hesse-Cassel et du duché de Brunswick. Ce fut le lot de mon frère Jérôme, plus tard je lui donnai encore le Hanovre; mais je me l'étais

réservé à Tilsit pour conserver encore le moyen de me rapprocher de l'Angleterre. La Confédération du Rhin avait déja été renforcée, comme on sait, de la Saxe, dont l'électeur prit le titre de roi et de grand-duc de Varsovie : son aïeul avait déja occupé ce trône, et le choix de ce prince annonçait assez l'intention de le relever.

Révolution à Constantinople. Sélim est détrôné.

Ce fut au milieu des conférences de Tilsit que j'appris la nouvelle révolution qui avait précipité Sélim III d'un trône dont il venait si récemment de se montrer digne. Tels sont les vices de ces gouvernements monstrueux de l'Orient, que l'événement le plus mince renverse souvent les plus belles combinaisons et amène des catastrophes incalculables. La mort d'un vieux Mufti, changeant la face de cet empire, me prouva qu'on ne pouvait compter du jour au lendemain sur sa politique.

Sélim aspirait à se débarrasser de l'esprit turbulent des janissaires dégénérés ; il avait éprouvé les avantages d'un corps discipliné à l'européenne (les Nizzam Geddites) qui s'était distingué à St.-Jean-d'Acre contre nous, et tout récemment en Romélie. Il voulait opérer une fusion insensible des janissaires dans ce corps; nous l'entretenions dans ce système, le seul qui pût donner à la Porte un moyen de répression

contre l'indiscipline d'une soldatesque effrénée, et contre d'insolents prêtres et oulémas qui en faisaient d'aveugles instruments de leur ambition. C'était à la fois une restauration politique et militaire.

Les oulémas et les chefs des janissaires, maîtres de la multitude, la soulevèrent contre ces changements ; il fallut renoncer à la fusion projetée. On ne s'en tint pas là : le mufti, ami du sultan, étant mort dans ces entrefaites, fut remplacé par un de ces fourbes et de ces ambitieux qui font de la religion un moyen d'intrigue et de trouble pour dominer l'état. Bientôt l'opinion, de plus en plus excitée, rompt toute espèce de frein ; le mufti et le caïmacan, profitant de l'absence du visir et du capitan-pacha, qui se trouvaient à l'armée du Danube, fomentent une insurrection dans la capitale, secondés par un audacieux aventurier, nommé Cabakchi-Oglou. Celui-ci placé à la tête des yamacks, devint bientôt le bras de cette vaste conjuration. Les janissaires, les canonniers, les marins, le peuple, sont entraînés par les grandes phrases d'usage qui leur signalent les prétendus attentats de Sélim contre les lois de Mahomet, contre les usages de l'empire et les priviléges accordés par ses prédécesseurs ; de ce Sélim, en un mot, qui osait former le projet de les assimiler à des

infidèles. On demande la tête de tous les amis du sultan qui ont secondé ses impies projets; tous sont indignement sacrifiés. Après deux jours de scènes menaçantes, le mufti, interrogé par les conspirateurs, déclare avec tout le charlatanisme d'un inspiré, que Sélim ne peut plus régner d'après les lois qu'il a voulu changer et qu'il méprise. Les janissaires demandent à grands cris sa déposition; il est enfermé et remplacé par son neveu Mustapha.

Cette catastrophe suspendit pendant tout le mois de juin les immenses préparatifs que la Porte avait ordonnés pour expulser Michelson des principautés. D'après le plan de campagne qui lui avait été conseillé par Sébastiani, 200 mille hommes, rassemblés à Schumla, devaient passer le Danube vers Ismaël; et, profitant des détachements qui avaient affaibli Michelson, le couper du Dniester, ou le forcer à regagner en toute hâte la Podolie. Rien de tout cela ne fut exécuté: Michelson, qui avait déja évacué Bukarest, y rentra même audacieusement.

Mes projets sur la Turquie.

Ces révolutions, dont j'ignorais encore les résultats sur la politique du divan, me dégoûtaient d'une alliance sur laquelle on ne pourrait jamais fonder aucun projet solide. Autant j'avais tenu jusque là à stipuler l'intégrité de l'empire ottoman, autant je me crus libéré de tout en-

gagement envers des barbares qui ne respectaient pas leurs meilleurs princes.

Tribu conquérante descendue des montagnes de Natolie pour envahir l'empire grec, les Turcs sont des Tartares campés en Europe; ils n'ont rien d'Européen. En vain exalte-t-on les services qu'ils ont pu rendre à la France, en tombant à plusieurs reprises sur la Hongrie et faisant diversion à la maison d'Autriche, alors toute-puissante; dans ces agressions, il n'y avait rien qui fût raisonné dans un intérêt politique européen. Ils se jetaient sur la Hongrie et l'Autriche, comme ils s'étaient jetés jadis sur la Romélie. Une seule fois la France sut les armer en faveur de la Pologne, dans un intérêt qui leur était encore particulier. Nos mœurs, nos usages, notre religion, tout est en opposition formelle avec ce qui existe chez ces barbares.

Convaincu que, si l'on parvenait à les refouler en Asie, ce serait un bienfait pour le genre humain, je témoignai à l'empereur Alexandre que je ne serais point éloigné de coopérer à cette noble entreprise.

Je jugeais trop de la Turquie d'après nos états européens; cette révolution, combinée avec l'anarchie qui régnait dans tous les pachaliks, et qui semblait les porter à une émancipation de la Porte, me faisait considérer l'empire ottoman

comme prêt à s'écrouler. Je pouvais avoir une riche part à ses débris : maître de Corfou et des îles Ioniennes, je pouvais prétendre à la possession de l'Albanie, de la Morée, des îles de l'Archipel, provinces riches en mines, en forêts propres à la construction des vaisseaux, et fournissant une pépinière d'excellents marins. J'assurerais ainsi mon influence dans tout le Levant; je préparerais des moyens maritimes immenses : qui sait si le beau rôle de restaurateur de la Grèce ne me serait pas réservé ?

Stipulation particulière de Tilsit.

Toutefois, comme une telle opération entraînerait à des débats qui retarderaient trop notre réconciliation dont les bases étaient déjà posées, et que d'ailleurs je ne pouvais opérer immédiatement le partage d'un empire avec lequel je me trouvais si noir lié par des traités formels, du moins par des rapports étroits et des convenances réciproques, nous ajournâmes la question à une autre époque, en promettant de nous réunir bientôt à cet effet. On arrêta seulement en principe que l'état actuel de l'empire ottoman serait provisoirement maintenu, condition nécessaire pour ne pas donner l'éveil, et surtout pour qu'aucun changement ultérieur ne se fît que d'un commun accord. Je consentis tacitement à ce que les Russes continuassent à occuper les principautés jusqu'au Danube. De

mon côté, j'occuperais la Prusse autant que cet état provisoire durerait. Nous devions proposer de concert, la paix à nos ennemis réciproques; la Russie offrirait sa médiation à l'Angleterre, et moi je l'offrirais aux Turcs : si nos propositions étaient repoussées, alors nous agirions, d'un commun accord, dans le but proposé. Un traité éventuel pourvut au parti que nous aurions à prendre, si les Anglais rejetaient la paix; et les bases de leur expulsion du continent furent arrêtées. La Russie forcerait la Suède à leur fermer ses ports. De mon côté, j'obligerais le Danemarck, le Portugal et le pape à en faire autant. L'Espagne, qui les avait déjà fermés, serait également tenue d'adopter le système de représailles ordonné par le décret de Berlin. On les mettrait ainsi au ban de l'Europe. Je promis à l'empereur Alexandre de ne point augmenter la force du duché de Varsovie, et de ne rien faire pour le rétablissement de la Pologne.

Tel fut en substance le traité de Tilsit, sur lequel on a bâti de si beaux romans. On a répandu le bruit que j'avais été jusqu'à parler de rétablir les empires d'Orient et d'Occident, en aidant la Russie à s'emparer de Constantinople, pourvu qu'elle consentît à ce que je possédasse l'Italie, l'Espagne et le Portugal, par moi ou par ma famille. On a prétendu que, prenant une carte

d'Europe, je traçai moi-même une ligne de démarcation qui aurait donné pour limites la rive droite de l'Oder aux Russes, de là une ligne directe par les Krapacs jusqu'au Danube, et la rive gauche de ce fleuve jusqu'à la mer-Noire; pour nous, la rive gauche de l'Oder et la droite du Danube.

Quelques phrases grandioses ont bien pu m'échapper en présence d'un jeune souverain auquel je voulais inspirer une haute idée de ma vaste politique; mais un tel partage ne menait pas à mon but, et nous eût mis aux prises aussitôt que l'Espagne eût été soumise. De tels projets n'ont pas besoin de commentaires; ils sont absurdes.

Une telle paix était sans exemple dans les annales de la France; qui pouvait s'attendre qu'elle y trouverait des détracteurs? Je conçois qu'elle dût en avoir en Allemagne, en Angleterre; mais il était réservé à de mauvais Français de dénigrer eux-mêmes le plus beau monument de la gloire nationale.

CHAPITRE XI.

Suites du traité de Tilsit. Expédition des Anglais contre Copenhague. Ils s'emparent de la flotte danoise. Prise de Stralsund et de Rugen par les Français. La Russie offre sa médiation pour la paix qui est repoussée. Système continental. Création d'une nouvelle noblesse. Suppression du tribunat.

Les résultats de la guerre de Prusse avaient été inouïs; je ne savais pour ainsi dire que faire de la puissance qu'elle me procurait.

Depuis leur départ de Boulogne, 200 mille Français avaient été entretenus, nourris, payés, habillés, aux frais de l'ennemi; plus de 400 millions de contributions en argent et en denrées avaient été frappés sur les pays occupés; le trésor en avait reçu une partie, et les dépenses de notre budget, réduites de tout l'entretien de l'armée, n'avaient pas employé la moitié des fonds qui lui étaient assignés. Peu de temps avant, j'avais vendu la Louisiane pour avoir de l'argent: en revenant d'Austerlitz, j'avais trouvé le trésor à sec et la banque à la veille de faire banqueroute. Deux ans nous séparaient à peine de cette crise, et j'avais une année de revenus en avance dans les

coffres de l'état, une réserve considérable dans les caves des Tuileries, tandis que les pamphlétaires à la solde anglaise proclamaient dans toute l'Europe que ma puissance s'écroulerait faute de finances.

Origine et points de vue du système continental.

Toutefois, si j'avais de grandes ressources, un champ vaste et proportionné allait s'ouvrir pour les employer. L'époque du traité de Tilsit marqua l'apogée de ma gloire et de ma puissance; car j'y posai les bases d'un grand système qui devait les consolider. Ce système, nommé avec raison continental, n'a jamais été parfaitement compris.

Quelque considérables que fussent les avantages de ce traité, je m'en promettais un plus grand encore, celui de contraindre les Anglais à la paix; car le colosse britannique n'était jusqu'alors que faiblement affecté de l'accroissement de ma puissance : ce n'était à ses yeux qu'un mal passager, qui ne le touchait qu'indirectement. La paix maritime était désormais l'unique objet de mes vœux, et je m'en étais expliqué avec l'empereur Alexandre de manière à ne laisser aucun doute à ce sujet, en lui remettant le soin de la procurer au monde par sa puissante intervention.

Pour s'assurer que mon désir était sincère, il suffit de se retracer un moment la situation des

deux partis, et l'intérêt évident que je devais y trouver.

L'incendie de Toulon, les batailles navales d'Ouessant, du cap St.-Vincent, de Camperduyn, de Trafalgar; la reddition de la flotte batave au Texel et le désastre de Copenhague, dont il me reste encore à rendre compte, avaient ruiné pour vingt ans toutes les marines européennes. L'Angleterre n'avait plus la moindre rivalité à redouter; et on sait l'usage qu'elle faisait de ce pouvoir.

Il fallait une paix assez longue pour réapprovisionner les arsenaux maritimes, reconstruire des vaisseaux, et reformer des matelots par la navigation de long cours.

Si la France avait perdu sa colonie la plus importante, elle pourrait reformer des marins en naviguant dans les vastes possessions espagnoles et en commerçant par l'Ile-de-France avec l'Inde; la Hollande conservait les Moluques, ses relations avec la Chine et la Guiane.

L'Espagne avait encore plus de côtes et de ports dans les deux hémisphères que toute l'Europe réunie, et plus qu'il ne lui en fallait pour entretenir ses matelots de commerce.

Les Américains se développaient tous les jours, et plus ils croissaient, plus leurs intérêts les attacheraient à la France. Si j'avais un intérêt

maritime positif à désirer la paix, je n'en avais pas moins sur le continent : ma puissance ne pouvait s'y étendre plus loin qu'aux dépens de sa solidité ; il fallait la rendre invulnérable en liant par des institutions et des avantages réciproques toutes les parties qui composaient cet immense édifice. Pour qu'une paix fût possible et durable, il la fallait telle que les deux partis n'eussent point à la regretter ; et c'est ce qui était impossible : une trève d'un an ou deux n'eût fait que profiter à l'Angleterre, et ruiner notre commerce en l'enhardissant à des entreprises lointaines. Afin d'obtenir la pacification entière et durable que nous devions désirer, il fut convenu que la Russie proposerait sa médiation pour la paix, et que si l'Angleterre s'obstinait à la rejeter, la Russie accéderait au système continental. Ce système, qu'on a si injustement décrié sans le comprendre, pouvait se diviser en deux branches distinctes : la partie politique, et la partie commerciale ou maritime.

Sous le rapport commercial, deux points de vue essentiels devaient me servir de guides : le premier était de chercher à ruiner le commerce anglais, afin d'enlever au ministère la faculté de soudoyer le continent et de poursuivre la guerre ; le second était de combattre son industrie en développant la nôtre. Pour cela, il fallait ouvrir

des débouchés aux produits de nos manufactures et les fermer à l'ennemi, c'est-à-dire, exclure les Anglais de tous les marchés. Plusieurs mesures partielles avaient déja été prises à cet effet; mais elles n'aboutissaient à rien, tant qu'un système général ne mettrait pas les dominateurs des mers au ban de l'Europe. J'avais préludé à ce système, en 1806, par mon décret de Berlin, auquel je mis le complément par celui de Milan. (17 décembre 1807).

C'était une législation monstrueuse, mais dont on me donnait l'exemple en même temps qu'on m'en imposait la nécessité. Toutefois, des décrets ne suffisaient pas; il fallait isoler l'Angleterre de l'Europe et ruiner son commerce. En cela le système continental a mal fait son devoir, parce que la guerre d'Espagne en a annulé les effets, en ouvrant à l'ennemi les plus importants débouchers; mais sous l'autre point de vue, c'est-à-dire, sous le rapport industriel, il eut des suites importantes.

Point de vue relatif à l'industrie.

Il faut non-seulement qu'un grand empire ait une tendance générale pour diriger sa politique, son économie doit aussi avoir une tendance pareille. Il faut une route à l'industrie, comme à toute chose, pour se mouvoir et pour avancer. Or la France n'en avait point, quand je lui ai

tracé sa route, en lui donnant le système continental.

L'économie de la France s'était portée, avant la révolution, vers les colonies et le commerce d'échange. C'était la mode alors. Elle y avait eu de grands succès. On a osé dire que ces succès n'avaient eu d'autres résultats que ceux d'amener la ruine des finances de l'état, la perte de son crédit, la destruction de son système militaire, la perte de sa considération au-dehors, la langueur de son agriculture. Ce sont autant d'absurdités. Ce n'est pas la richesse coloniale et le commerce d'échange qui ont amené de si tristes résultats; mais une administration débile, entravée par des parlements factieux. De beaux ports et de riches négociants n'empêchaient pas plus l'agriculture de fleurir en France, qu'ils ne l'empêchent en Angleterre; et le royaume était si peu ruiné sous Louis XVI qu'il a soutenu vingt ans de bouleversements en prospérant toujours.

C'est au contraire le système colonial et le commerce d'échange qui ont enrichi toutes les nations, et la France surtout lui a dû sa splendeur. Mais la guerre avait détruit sans retour ce système; les ports de mer étaient ruinés; aucune force humaine ne pouvait leur rendre pour l'instant ce que la révolution avait anéanti. Il deve-

nait donc urgent de donner une autre impulsion à l'esprit de trafic, pour rendre de la vie à l'industrie française. Il n'y avait pas d'autre moyen d'y parvenir, que celui d'enlever aux Anglais le monopole de l'industrie manufacturière, pour faire de cette industrie la tendance générale de l'économie de l'état. Il fallait créer le système continental. Il fallait ce système dans toute sa force, et rien de moins, parce qu'il était nécessaire de donner une prime énorme aux fabriques pour engager le commerce à mettre dehors les avances qu'exige l'établissement de tout un ensemble de fabrication.

Le fait a prouvé en ma faveur. J'ai déplacé le siége de l'industrie en lui faisant passer la mer: elle a fait de si grands pas sur le continent, qu'elle n'a plus de concurrence à redouter. Si la France veut prospérer, qu'elle garde mon système en changeant son nom. Si elle veut déchoir, elle n'a qu'à recommencer des entreprises maritimes; car les Anglais les détruiront à la première guerre. J'ai été forcé de porter le système continental à l'extrême, parce qu'il avait pour but de faire non-seulement du bien à la France, mais du mal à l'Angleterre. Nous ne recevions les denrées coloniales que par son ministère, quel que fût le pavillon qu'elles empruntassent pour naviguer. Il fallait donc en re-

cevoir le moins possible; il n'y avait pas de meilleur moyen pour cela que d'en élever le prix outre mesure. Le but politique était rempli; les finances de l'état en profitaient; mais j'ai désolé les bonnes femmes, et elles s'en sont vengées.

L'expérience montrait chaque jour que le système continental était bon; car l'état prospérait malgré le fardeau de la guerre. Les impôts étaient à jour; le crédit au pair avec l'intérêt de l'argent; l'esprit d'amélioration se montrait dans l'agriculture, comme dans les fabriques; on bâtissait les villages à neuf, comme les rues de Paris; les routes et les canaux facilitaient le mouvement intérieur; on inventait chaque semaine quelque perfectionnement; je faisais faire du sucre avec des betteraves, de la soude avec du sel, de l'indigo avec le pastel; le développement des sciences marchait de front avec celui de l'industrie. En Angleterre, au contraire, quelques négociants s'enrichissaient; mais la masse industrielle souffrait, les billets de banque perdaient un tiers et presque la moitié, car la livre sterling ne s'échangeait qu'à 13 francs. Le mal eût été bien plus grand si l'Espagne fût entrée dans mon système comme je l'espérais, et si la révolution inopinée de l'Amérique n'eût ouvert des débouchers précieux aux Anglais. Quoique son exécution fût imparfaite, et qu'il restât bien

en arrière du but que je m'étais proposé, il eût été insensé de renoncer à un système au moment où il portait des fruits; il fallait l'affermir pour donner d'autant plus de carrière à l'émulation.

Cette nécessité a influé sur le système politique de l'Europe, en ce qu'elle a fait à l'Angleterre une nécessité de poursuivre l'état de guerre, et m'a mis dans l'obligation d'y persévérer de mon côté. Dès ce moment aussi, elle a pris un caractère plus sérieux. Il s'agissait pour l'Angleterre de la fortune publique, c'est-à-dire de son existence. La guerre se popularisa. Les Anglais ne confièrent plus à des étrangers le soin de leur protection; ils s'en chargèrent eux-mêmes, et reparurent avec de fortes armées sur le continent. Ils devaient avoir pour auxiliaires tous ceux dont mon système froissait momentanément les intérêts; et le nombre en était considérable.

Ce système entraine à la guerre.

Si un grand commerce maritime est le premier des éléments de richesse et de prospérité, la liberté des mers devient nécessairement le premier des besoins et des biens pour toutes les nations du globe. Mon système continental avait pour but de procurer cette liberté des mers; mais les peuples, qui veulent jouir du présent, n'y voyaient pour le moment que la clôture de

leurs ports et la cessation de tout trafic entre eux; le bien futur les touchait peu. C'est là ce qui explique la haine générale qui s'est déchaînée contre moi. Non-seulement tous les pays de côtes étaient fatigués de la guerre et des sacrifices que je leur imposais; cela rejaillissait jusqu'au cœur du continent. Les draps de Silésie, les toiles fabriquées sur les confins de la Bohème n'allaient plus à Cadix s'embarquer sous pavillon espagnol pour les parages mexicains. Le Nord ne vendait plus ses grains à la Hollande et ne recevait plus nos vins. Les soieries de Lyon n'allaient plus que par terre au fond de la Russie; il en est allé en Angleterre et en Suède par Archangel. La véritable cause de ce mal était le despotisme maritime d'une puissance insulaire qui avait la faculté de mettre tant d'entraves au bien-être général. J'attaquais le colosse corps à corps, et les peuples qu'il opprime, au lieu de se soumettre momentanément à tous les sacrifices pour seconder mes efforts, m'ont imputé tout le mal dont je cherchais à les délivrer; tant il est vrai que rien n'est plus étranger à la haute politique que le marchand et l'agioteur.

Point de vue politique du système continental.

La partie politique du système continental offrait, comme la partie commerciale, deux points de vue d'une égale importance : le premier con-

sistait à opérer chez nos voisins par des alliances, des traités et des ligues, ce que j'opérais en France par des décrets; l'expulsion du commerce anglais. L'autre consistait à préparer par les mêmes alliances des moyens maritimes et militaires propres à attaquer plus directement le colosse britannique, lorsque le moment favorable en serait venu. Nous pouvions le saisir dans l'Inde à l'aide de la Russie, de la Perse et de la Turquie : il n'était pas impossible de le saisir dans les Antilles, en partant des possessions espagnoles du continent américain, et des États-Unis. Enfin, nous pouvions le prendre au corps en Europe par la réunion de tous les états intéressés à renverser son despotisme maritime.

Le traité de Tilsit n'avait pas absolument prévu toutes les combinaisons qui pouvaient nous conduire à ce résultat; néanmoins il avait fait faire un grand pas. Puisque les Anglais ne reconnaissaient plus de neutres, il ne devait plus y en avoir; il fallait que chacun se décidât à être du parti de l'Angleterre ou contre l'Angleterre : de là l'engagement pris entre nous dans le cas où cette puissance repousserait la médiation de la Russie, d'obliger toutes les nations maritimes à agir de concert avec nous.

L'Espagne était en guerre avec eux; la Turquie

venait de la déclarer : l'Italie suivait mes lois, à l'exception de la cour de Rome, qui se roidissait encore. La Russie venait de rompre avec eux. Il n'y avait donc que le Portugal, la Suède et le pape à mettre à la raison pour leur interdire tout accès en Europe ; car nous espérions bien que le Danemarck s'y prêterait avec empressement. L'Autriche, à la vérité, offrait plus de difficultés ; mais elle ne communiquait avec la mer que par le seul port de Trieste. Je pouvais de Venise compter les bâtiments qui y relâchaient ; et les sept îles me rendaient maître de l'Adriatique. L'Autriche d'ailleurs ne s'exposerait pas à une guerre avec la Russie et la France pour des relations qui la touchaient moins qu'aucune autre puissance du continent ; elle n'a ni colonies à regretter, ni exportations maritimes à ménager. Je pouvais lui offrir quelques provinces à sa convenance pour la dédommager de ses pertes. Si je donnais suite au projet de partage de l'empire ottoman, la Servie et la Bosnie seraient le prix de sa condescendance. Je résolus de la faire entrer dans notre système.

Point de vue maritime.

Dans le cas où l'Angleterre refuserait la médiation russe pour la paix, il fallait donc non-seulement lui fermer tout accès sur le continent, mais encore tourner contre elle toutes les res-

sources des puissances maritimes. L'Europe avait encore 180 vaisseaux de ligne à leur opposer (1). En peu d'années elle pouvait en avoir jusqu'à 250. A l'aide de ces moyens et de notre immense flotille, il n'était point impossible de conduire une armée européenne à Londres. Cent vaisseaux, employés dans les deux hémisphères y attireraient une grande partie des forces britanniques, tandis que 80 des meilleurs bâtiments, réunis dans la Manche, assureraient le passage de notre flotille et vengeraient le droit des nations outragé.

Tel était au fond mon projet que les publicistes stipendiés de l'Angleterre ont taxé de folie, et dont la réussite n'a peut-être tenu qu'aux fautes commises dans son exécution pour ce qui concernait l'Espagne.

Comment, en effet, juger un projet qui n'a jamais été réalisé, puisque, adopté à la fin de

(1) 60 vaisseaux français.
40 — espagnols.
25 — russes.
15 — suédois.
15 — hollandais.
15 — danois.
10 — portugais.

180 vaisseaux de ligne.

1807, il échoua dès l'année suivante par les malheurs qui ouvrirent aux Anglais toute la péninsule et le continent américain? Sans la guerre d'Espagne, le continent entier, ainsi que les colonies espagnoles eussent été interdits au commerce anglais; les ressources navales de toutes les puissances eussent été dirigées contre eux : j'aurais pu reprendre mon projet de Boulogne avec des chances beaucoup plus positives.

Occupation des pays de côtes.

Le premier moyen d'arriver à mon but, sous le double rapport politique et commercial, était d'occuper militairement tous les pays maritimes où l'Angleterre avait une influence marquée, et dont l'accession à notre système ne serait jamais sincère. La Suède, le Portugal et Rome étaient dans ce cas; le Danemarck devait être invité à y accéder, et occupé comme les autres, s'il s'y refusait.

L'Angleterre, qui a des yeux et des oreilles partout, et dont la clef d'or ouvre tous les portefeuilles, fut instruite de ces dispositions, aussitôt qu'elles furent arrêtées. Loin de plier devant la tempête, elle se mit en devoir de la conjurer.

Médiation offerte par la Russie.

Dans ces entrefaites, l'empereur de Russie s'empressa d'envoyer à Londres l'offre de sa médiation pour la paix, en annonçant, comme il en était convenu avec moi, que je l'acceptais de mon côté, pourvu que l'Angleterre en fît autant

dans le terme d'un mois à partir de la ratification du traité. Le cabinet de Londres consentit à la médiation mais sans s'expliquer sur ses propositions, il prétendit avant tout d'avoir communication des articles secrets convenus à Tilsit. On lui objecta vainement qu'ils étaient éventuels, temporaires; que l'empereur ne pouvait communiquer ces articles, après en avoir promis le secret, et qu'ils n'étaient préjudiciables en rien à l'Angleterre, puisqu'ils cessaient d'avoir leur effet dès que le cabinet de St.-James se déciderait à la paix. La discussion en était à ce terme quand la nouvelle de l'attentat de Copenhague vint remplir l'Europe d'effroi.

Expédition des Anglais contre le Danemarck.

Le grand armement promis à la coalition par le ministère anglais allait enfin faire voile pour la Baltique au moment où l'on signait la paix. Perceval et Canning jugèrent le moment opportun pour profiter de cette imposante réunion de forces, désormais inutile sur le continent, en l'employant contre le Danemarck, qui avait résisté aux prétentions de l'Angleterre, mais n'était point en guerre avec elle.

Si aucun débarquement n'était possible sur le continent, il n'en était pas de même dans l'île de Zeeland, où l'on pouvait attaquer Copenhague en bravant nos légions, dont la flotte anglaise pouvait intercepter le passage par les Belt. L'ex-

pédition fut donc dirigée contre cette ville; et le succès en paraissait d'autant plus certain que le Danemarck, entouré en Poméranie et dans le Mecklenbourg de troupes belligérantes, avait dirigé toute son attention et ses forces du côté du Holstein, pour mettre son territoire à l'abri d'insulte.

Le cabinet de St.-James motiva cette injuste agression, sur la connaissance qu'il avait des articles secrets du traité de Tilsit, où l'on avait effectivement stipulé la clôture des ports du Danemarck et l'exclusion des Anglais du continent.

Une flotte de 29 vaisseaux, 12 frégates et 5 cents transports, fit voile le 27 juillet, entra le 4 août en partie dans le Sund et en partie dans les Belt, et mit à terre une armée de 32 mille hommes, y compris les Hanovriens précédemment débarqués à Stralsund et qui en furent rappelés.

Lord Cathcarth commandait cette expédition. On remarquait sous lui sir Arthur Wellesley, devenu dès lors si célèbre sous le nom de lord Wellington. Ce vainqueur de Scindiah et des Marattes, rappelé de l'Inde par les lois de son pays, faisait ses premières armes sur le continent européen. Un matériel immense et des troupes d'élite assuraient à ces chefs les moyens de former toutes les entreprises.

Sir Jackson fut envoyé à Christian VII pour lui proposer de s'allier étroitement à l'Angleterre, et lui demander la remise de sa flotte, qui resterait détenue dans les ports anglais comme gage de sa sincérité. C'était la répétition des demandes infamantes qu'ils avaient faites aux Turcs, mais appuyée cette fois sur de plus puissants moyens. Le roi, le prince royal et les deux Bernstorf avaient trop le sentiment de leur dignité pour accepter ce que les Turcs avaient repoussé avec indignation.

Si les Anglais eussent dénoncé les stipulations de Tilsit, et proposé au Danemarck de se joindre à eux pour défendre son territoire, en lui déclarant la guerre en cas de refus, cette démarche eût été naturelle; mais, lui imposer l'obligation de commettre un acte de lâcheté, c'était par trop fort. D'ailleurs ils n'avaient qu'un soupçon de ce qui avait été fait à Tilsit, et, sur des bruits vagues, ils allaient assaillir un gouvernement qui armait du côté de la Trave pour s'opposer à nous.

Les Danois, pris au dépourvu, déploient une grande énergie.

Pris au dépourvu, le gouvernement danois ne se montra pas moins noble qu'en 1801. Le prince royal, qui se trouvait dans le Holstein, vola à Copenhague au travers des croisières anglaises, décida le roi à se retirer à Gluckstadt sur le continent, confia la défense de la Zeeland

au général Peymann, fit lever les milices de la province pour secourir la capitale, puis revint à l'armée du Holstein pour aviser aux moyens d'en presser l'arrivée. Pendant qu'on était en pourparlers et que les Anglais construisaient et armaient leurs batteries de terre, ces milices au nombre de 10 mille s'avancèrent vers Kiogge; mais surprises ici, le 29 août, par 12 mille Anglo-Hanovriens, elles furent battues et dispersées.

Prise de Copenhague et de la flotte danoise.

Les efforts du négociateur et des généraux anglais ayant été vains jusqu'au 2 septembre, ceux-ci déclarèrent qu'ils allaient commencer le bombardement. Le général Peymann ne commandait qu'un petit nombre de troupes de ligne; mais la milice bourgeoise de Copenhague avait pris les armes avec le même enthousiasme qu'en 1801. Toutefois, le dévouement de ces citoyens ne pouvait rien contre les foudres lancées à la fois de la flotte et des batteries de terre: bientôt cette belle ville est en feu; en trois jours six cents maisons sont la proie des flammes; il ne reste qu'un moyen de la sauver d'une destruction totale, c'est de se soumettre à une capitulation.

Dans l'intervalle, le prince royal rassemblait en toute hâte l'armée cantonnée dans le Holstein et la portait sur la côte de Fionie. Vain espoir; le passage des Belt est impossible, la capitale a

déja succombé, et les Anglais emmènent la flotte composée de 18 vaisseaux et 21 frégates ou bricks. Non contents de dépouiller tous les arsenaux de la marine; ils détruisent les chantiers et tous les ustensiles ou machines propres aux travaux; puis ils reprennent avec cet odieux mais important trophée le chemin de la Tamise.

L'exaspération des Danois était telle que le prince royal envoya au général Peymann l'ordre de brûler l'escadre plutôt que de la rendre. L'officier qui en était porteur fut pris en voulant pénétrer dans Copenhague.

Loin de se laisser abattre par le malheur, le roi de Danemarck, retiré à son palais de Rendsbourg, indigné d'un pareil traitement, jure une guerre à outrance contre les Anglais, leur ferme ses ports, ordonne la cessation de toutes relations avec eux, et la saisie des individus et des propriétés britanniques dans tout le royaume. Ce vénérable prince ne revit plus sa capitale; il termina ses jours à Rendsbourg quelques mois après, et on pense que le chagrin qu'il éprouva de ces cruels revers contribua à accélérer sa fin.

Certes, si l'intérêt de l'état suffit pour légitimer une pareille agression, et si le cabinet de Londres put trouver grace aux yeux de l'Europe, en se fondant sur cette maxime de haute politique; il eût été juste du moins de traiter mes

entreprises avec plus d'indulgence qu'on ne l'a fait; il n'en est aucune qui ne fût plus pardonnable que celle-là et dont le succès n'eût été aussi convenable aux intérêts de mon empire.

Brune prend Stralsund et Rugen.

Aussitôt que je fus instruit de l'approche des escadres ennemies, j'ordonnai à Brune de tout faire pour prêter secours aux Danois.

Après la paix de Tilsit, il ne convenait plus à la Suède de rester étroitement liée à l'Angleterre contre la France et la Russie réunies; c'était s'exposer à une ruine certaine. Gustave IV, ne consultant que ses passions et tout fier du succès des Anglais contre les Danois qu'il détestait, ne craignit pas de braver la foudre qui le menaçait en rompant lui-même l'armistice de Schlatkow. On assure que la promesse de la Norwége et même de quelque île danoise le porta à cette extravagante résolution.

J'ordonnai au maréchal Brune de s'emparer de Stralsund. Cette place, facile à ravitailler par mer, pouvait faire une longue défense. Chasseloup fut chargé d'en diriger le siége avec les moyens que nous fournirent les arsenaux de Magdebourg, Berlin et Stettin. L'attaque, commencée le 15 août sur trois fronts, fut poussée en quatre jours avec une activité peu commune. Le bombardement était commencé, et tout présageait à cette ville une prochaine destruction.

Le souvenir de la belle défense de Charles XII, qu'il affectait d'imiter, était pour Gustave un puissant motif de se faire ensevelir sous ses ruines; mais il n'avait de son aïeul que l'entêtement, il n'en avait point le génie. Les Suédois gémissaient d'ailleurs de l'obstination de leur souverain. Abandonné par les Anglais, qui avaient concentré leurs moyens en Zeeland, et touché des remontrances des magistrats, il ordonna l'évacuation de la place dont Brune prit possession le 20 août, et où nous trouvâmes 4 cents pièces de canon avec des fortifications intactes. Quinze jours après, l'île de Rugen nous fut également cédée en vertu d'une capitulation portant que l'armée suédoise se retirerait dans son pays et que la flotte abandonnerait les côtes d'Allemagne. Stralsund ne m'était d'aucune utilité pour une guerre continentale, et si je la rendais à la Suède, elle pouvait redevenir un point de débarquement pour les Anglais, j'ordonnai à Brune de la faire démanteler.

La Russie déclare la guerre aux Anglais.

L'événement de Copenhague était la réponse la plus insultante qu'on pût faire aux offres de médiation de l'empereur Alexandre. Justement indigné, il réclama avec énergie contre cette infraction; mais tous ses efforts n'ayant point empêché la spoliation de la flotte et des arsenaux, il ne lui resta d'autre parti que de rompre

toute relation avec l'Angleterre ; ce qu'il fit par son manifeste du 7 novembre.

Après une longue énumération de griefs, le cabinet de St.-Pétersbourg rompait toute communication avec l'Angleterre, rappelait sa légation, interdisait tout rapport entre les deux pays, proclamait les principes de la neutralité armée, et déclarait qu'il ne rétablirait rien sans avoir obtenu satisfaction pour le Danemarck ; enfin il termine en ces mots :

« Lorsque l'empereur sera satisfait sur tous les « points qui précèdent, et nommément sur celui « de la paix entre la France et l'Angleterre, sans « laquelle aucune partie de l'Europe ne peut se « promettre une véritable tranquillité, S. M. I. re- « prendra alors volontiers avec la Grande-Bre- « tagne des relations d'amitié, que dans l'état « de juste mécontentement où l'empereur devait « être, il a peut-être conservées trop long- « temps. »

L'Angleterre répondit par des arguments spécieux, mais sans montrer le désir sincère d'un rapprochement : la guerre devint inévitable.

L'Autriche intercède aussi à Londres pour la paix.

Le cabinet de Vienne avait déja offert sa médiation, alors que la guerre continentale était dans toute sa force en Pologne. Invité à entrer dans la ligue générale, il jugea prudent d'ajouter ses démarches à celles de la Russie pour

déterminer l'Angleterre à la paix ; si elle acceptait, on regardait à Vienne ce moyen comme le seul qui pût dissoudre la formidable ligue, établie sous mon influence. Deux ou trois ans de paix maritime en renverseraient tout l'échafaudage ; car la ligue n'aurait plus de but. Si, au contraire, l'Angleterre refusait, et que l'Autriche fût entraînée à une rupture, alors on se flattait à Vienne d'obtenir de ma part un juste dédommagement ; et, pour prévenir ce désir, j'avais déjà proposé à François Ier une partie des provinces turques à sa convenance. En conséquence, le comte de Stahremberg, ministre d'Autriche près le cabinet de St.-James, fit les plus vives instances pour le décider à des concessions.

Négociations relatives à la Turquie.

Dans ces entrefaites, les choses prirent une meilleure tournure pour nous à Constantinople que je ne l'avais supposé, ce qui me mit dans une espèce d'embarras envers la Russie. Les factieux qui avaient détrôné Sélim se disputèrent bientôt leur proie : le mufti triompha du caïmacan à l'aide de ce même Cabakchi qui, d'obscur chef de yamacks, devint un moment le régulateur de l'empire. Sébastiani fut assez adroit pour s'assurer son appui, au moyen duquel il ne tarda pas à exercer sur Mustapha une partie de l'ascendant qu'il avait eu sur Sélim.

L'issue de l'entreprise des Anglais contre l'Égypte et celle du combat naval de Lemnos ne pouvaient qu'y ajouter. Dès que la guerre avec l'Angleterre avait été formellement déclarée, le nouveau capitan-pacha Seyd-Ali, jaloux de se signaler, fit voile avec une escadre de neuf vaisseaux, sortit des Dardanelles, et alla offrir le combat à ses adversaires près de Lemnos, le 1er juillet. L'engagement fut chaud : les Russes, mieux instruits dans la tactique navale et plus disciplinés, rompirent la ligne ennemie, s'emparèrent d'un vaisseau, et forcèrent le capitan-pacha à rentrer aux Dardanelles; mais maltraités eux-mêmes ils retournèrent à Corfou, où ils ne tardèrent pas à apprendre la paix de Tilsit et l'armistice de Slobodza.

Le colonel Guilleminot, envoyé à l'armée du visir pour négocier cet armistice, l'avait conclu le 24 août. Michelson était mort; son successeur accorda deux articles que l'empereur Alexandre rejeta : cependant l'évacuation des principautés était commencée; les Turcs violèrent l'armistice en passant le Danube à Galacz, et en égorgeant quelques autorités moldaves, établies par les Russes. Ceux-ci, instruits du refus de l'empereur de ratifier l'armistice et de l'infraction du traité, réoccupèrent promptement la rive gauche du Danube.

Cependant le traité de Tilsit changeait naturellement toute la politique du cabinet de Londres relativement à la Russie et à la Porte ; il se hâta d'ordonner l'évacuation d'Alexandrie et de chercher à rétablir ses rapports avec la Turquie. Lord Paget s'efforça de se faire admetttre à Constantinople ; mais Sébastiani parvint à le faire repousser. D'un autre côté, les Turcs avaient accepté ma médiation ; il fallait prendre un parti. Les bonnes dispositions du divan calmèrent un peu mon ressentiment contre les persécuteurs de Sélim. Sébastiani à qui j'avais demandé son opinion sur un projet de partage, le combattait par des motifs spécieux : si je devais y renoncer, il était dès lors de mon intérêt d'être médiateur pour chercher à concilier les intérêts de deux nations, dont je pouvais tirer un égal avantage contre mon ennemi irréconciliable, soit pour fermer la mer Noire, soit pour nous ouvrir les portes de l'Orient. Je sentis que j'avais peut-être été trop loin dans mes conversations de Tilsit ; je chargeai Savary, qui se trouvait en mission à Pétersbourg, de s'expliquer sur le sort futur de la Moldavie et de la Valachie, et sur leur évacuation demandée avec instance par les Turcs, comme condition préalable à aucune négociation.

L'empereur Alexandre lui opposa mes promesses ; le chancelier Romansof lui opposa l'ef-

fet que cette évacuation ferait sur l'opinion publique, déjà fortement défavorable au traité de Tilsit : la cession des deux principautés était la seule satisfaction qu'on pût donner à la nation pour les sacrifices que le traité lui imposait. La position devenait délicate : si l'expulsion des Turcs d'Europe enflammait souvent mon imagination comme une entreprise à la fois chevaleresque et philanthropique, je sentais aussi que la politique compliquait beaucoup un pareil projet ; je jugeais fort bien qu'il ne fallait pas en laisser le soin et le profit à la Russie seule, et que n'y participant pas, il faudrait se garder de l'encourager. D'un autre côté, je pensais qu'avec le concours de ces deux puissances nous fermerions la mer Noire et le Levant aux Anglais. Pour atteindre ce grand but, je ne pouvais sacrifier la Porte à la Russie, ni prendre entièrement et ouvertement les intérêts des Turcs contre la Russie, avec laquelle je venais de m'unir si intimément à Tilsit.

Les hommes d'état comprendront la difficulté d'arriver à mes fins avec des éléments si hétérogènes. Le cabinet de Londres avait bien réussi, en 1799, à opérer ce monstrueux assemblage ; mais il y avait alors un but commun qui était d'empêcher notre établissement en Égypte, et tous les anciens ressentiments se taisaient pour y parvenir. Ma position était bien différente ; je

ne pouvais que proposer mes bons offices pour accélérer un rapprochement : or ce n'était pas une petite affaire; car l'empereur Alexandre persisterait à demander les principautés, et les Turcs n'entendent pas raison quand on leur parle de céder des provinces. Il était à craindre que la seule proposition d'abandonner les principautés rejetterait le divan dans les bras de l'Angleterre, bien que cette puissance les eût promises à la Russie en 1806. En politique, on ne se souvient plus du passé, on ne voit que le présent.

Toute l'année se passa à disputer sur le lieu où se tiendraient les négociations; la Russie les voulait en Moldavie, et j'aurais voulu traiter par moi-même à Paris. Mon but était de gagner du temps, jusqu'à ce que j'eusse exécuté mes projets sur Rome, le Portugal et l'Espagne : si ces projets réussissaient, je serais plus en mesure de ne faire à la Russie que la part que je voudrais bien.

Distribution des titres de noblesse.

Avant de rapporter ce qui se passait dans ces contrées, il convient de dire un mot de la nouvelle noblesse que j'instituai alors en France. J'y fus déterminé par de puissants motifs.

Les scènes d'Iéna, d'Auerstedt, de Pultusk, d'Eylau, d'Heilsberg, et la victoire même de Friedland avaient terriblement éclairci les rangs de mes vétérans de Boulogne : il n'existait dans

les régiments que leur souvenir. Les cadres étaient remplis de jeunes soldats : je crus convenable de les stimuler à de nouveaux travaux, en décernant de justes récompenses à leurs devanciers pour la gloire acquise par tant de courage et de résignation.

La position de mon trône exigeait en outre que je laissasse à mon successeur une classe respectable, intéressée à son maintien. Si l'on peut mettre en doute que la noblesse soutienne les trônes, et si l'on a vu autant de nobles et de prêtres factieux que de plébéiens, du moins cela ne saurait-il s'expliquer à une dynastie nouvelle étayée par une noblesse de sa création.

L'égalité des rangs, dans un état démoralisé par le luxe, est une idée monstrueuse; et, comme je l'ai dit ailleurs, mon parti était pris depuis long-temps pour détruire ce reste déplorable de la révolution; mais, en rétablissant les suprématies sociales voulues par les mœurs et le bon sens, je cherchai à maintenir l'égalité des droits sans laquelle il n'est qu'abus et injustice.

L'institution d'une noblesse héréditaire ne saurait blesser l'égalité des droits. Du principe même de la propriété dérive le droit de transmettre de père en fils le souvenir des services rendus à l'état : ce n'est qu'une justice. Pourquoi transmettrait-on des biens acquis souvent par

des voies honteuses, et ne transmettrait-on pas le premier des biens, l'honneur?

L'établissement d'une noblesse héréditaire devait réconcilier, avec le temps, la France nouvelle avec l'Europe et la France ancienne; elle substituait la noblesse acquise par des services à celle qui se fondait sur la féodalité. Toute l'Europe était gouvernée par des nobles qui s'étaient opposés à main armée à la révolution française, et nous les trouvions comme un obstacle partout où nous cherchions à introduire notre influence. Il importait de faire cesser ce procès.

Pour assurer la fusion des deux noblesses, je voulais reconstituer l'ancienne : j'aurais stipulé que toute famille qui aurait eu dans ses ancêtres un maréchal de France ou un ministre, serait susceptible d'obtenir des lettres de duc; un amiral, un lieutenant-général, un archevêque eût donné des droits au titre de comte, etc., etc. Il suffisait de constituer les majorats nécessaires. Cette noblesse historique eût oublié le passé, le présent, l'avenir. Un Montmorency eût été duc, non parce qu'il était un Montmorency, mais parce qu'un de ses ancêtres avait été connétable. Chaque citoyen pouvait, en servant bien l'état, aspirer au même grade et au même titre. Cette idée, comme celle de la Légion-d'Honneur, était essentiellement libérale; ce n'était autre

chose qu'une couronne civique : le peuple n'y attachait pas d'autre idée. Chacun l'avait méritée par ses œuvres, tous pouvaient l'obtenir au même prix ; elle n'était offensante pour personne.

L'esprit de l'empire était le mouvement ascendant ; c'est le caractère de toutes les révolutions. Il agitait toute la nation ; elle se soulevait pour s'élever : j'ai placé au sommet de ce mouvement de grandes récompenses. Elles ne furent données que par la reconnaissance publique. Ces hautes dignités étaient encore conformes à l'esprit de l'égalité ; car le dernier soldat les obtenait par des actions d'éclat.

Inconvénients du mode suivi pour ces graces.

Les statuts du 1er mars qui accordaient des titres furent promulgués, et firent une grande sensation en France comme à l'armée. Je suis loin d'en avoir jamais éprouvé le moindre regret ; peut-être a-t-on fait les nominations trop en masse et à la légère. Si je n'avais d'abord nommé que les maréchaux et une centaine de généraux et colonels marquants, en me réservant de dispenser de nouveaux titres et dotations, soit après chaque bataille, soit toutes les années à un jour de fête solennel, je me serais réservé un grand véhicule ; mais cela eût fait beaucoup de mécontents, et mon but n'eût pas été aussi bien rempli. Toutefois, je le répète, la distribution fut trop copieuse et abandonnée à des

commis. Les secrétaires de Berthier devinrent des dispensateurs de gloire : ils nommèrent d'après l'almanach impérial, et il se trouva dans les élus des colonels tués depuis un an. Certains généraux furent gratifiés de doubles dotations par des erreurs volontaires ou accidentelles. C'était déprécier une de mes plus belles institutions et de mes plus grandes pensées.

Le faubourg St.-Germain ne manqua pas de jeter le ridicule sur ces nobles de nouvelle invention. Le dirai-je ? l'armée même ne m'en sut pas si bon gré que je l'aurais cru. Les uns ne faisaient pas grand cas de titres contre lesquels ils avaient combattu avec tant de succès; ils semblaient faire un acte d'obéissance en les acceptant : les autres n'y voyaient qu'un poids difficile à supporter; et la nomination s'étant faite par grade, chacun y voyait un système et non une distinction personnelle. On a fait le même reproche à la Légion-d'Honneur : celle-ci avait un but différent; elle devait signaler tous les genres de mérite. Ceux qui l'avaient gagnée, y avaient des droits incontestables : ce n'était pas une faveur. Il faut avouer néanmoins qu'après avoir répandu cette croix à foison, j'aurais pu en instituer une autre purement militaire : j'en eus envie, en instituant l'ordre des Trois-Toisons, qui fut ensuite abandonné.

Il y a beaucoup de variation dans les systèmes de l'Europe sur les récompenses. Tous ont des abus : l'Autriche et l'Angleterre en sont avares, la Russie en est prodigue. Le bon système est entre les deux. Je n'ai pas voulu donner suite à l'ordre des Trois-Toisons, parce que le décret était vicieux (1). Une foule de braves généraux qui n'avaient pas assisté à mes entrées dans Vienne, Berlin et Madrid, et qui se couvraient de gloire à 56 lieues de là, n'y auraient pas eu droit, ce qui eût été inique. L'institution eût aussi rappelé des souvenirs trop amers à des puissances devenues mes alliées. J'y renonçai ; mais j'eus tort de ne pas instituer l'ordre du Mérite militaire en trois classes, de même que la Légion-d'Honneur : j'aurais pu donner plus souvent des récompenses, et elles eussent été plus agréables à l'armée.

Suppression du tribunat.

Cette année fut signalée par la suppression du tribunat. Déja déconsidérée par l'élimination de ses membres les plus distingués, cette assemblée était sans avantage pour la marche des affaires de l'état. Le corps législatif suffisait pour entendre le développement des projets de lois

(1) Il fallait avoir été présent aux trois entrées triomphales ; à Vienne, Berlin et Madrid ; en sorte que Ney, Davoust et bien d'autres n'y auraient pas eu des droits.

et pour voter ensuite leur adoption ou leur rejet. Le sénat, comme chambre haute, conservait l'initiative des grands perfectionnements à faire aux institutions publiques et le contrôle des mesures de la première chambre. C'était un gouvernement muet, à la vérité; mais l'expérience nous avait un peu guéris des déclamations de la tribune. La France a éprouvé en 1814 et en 1815 si j'avais mal calculé, en me défiant des grandes assemblées délibérantes où la passion domine toujours plus que la raison, et qui sont toujours ou bassement serviles quand elles flattent l'autorité, ou enthousiastes et imprudentes à l'excès quand elles la combattent.

FIN DU DEUXIÈME VOLUME.

PIÈCES JUSTIFICATIVES.

(N° 1.)

Projet de Pitt pour abaisser la France; extrait de la communication officielle qui fut faite par le gouvernement de la Grande-Bretagne à l'ambassadeur de Russie, à Londres, le 19 janvier 1805.

On a mis sous les yeux de S. M. le résultat des communications faites par le prince Czartorinski à l'ambassadeur de S. M. à St-Pétersbourg et des explications confidentielles données par V. E. Sa majesté a vu avec une satisfaction inexprimable le plan de politique sage, grand et généreux que l'empereur de Russie est disposé d'adopter dans la situation calamiteuse de l'Europe; S. M. est encore heureuse de s'apercevoir que les vues et les sentimens de l'empereur, par rapport à la délivrance de l'Europe et à sa tranquillité et à sa sureté future, répondent entièrement aux siens. En conséquence le roi désire entrer dans l'explication la plus claire et la plus franche sur chaque point qui tient à ce grand objet, et de former avec S. M. I. l'union de conseil et le concert le plus intime, afin que, par leur influence et leurs

efforts réunis, on puisse s'assurer de la coopération et de l'assistance d'autres puissances du continent dans une proportion analogue à la grandeur et à l'importance de l'entreprise, du succès de laquelle dépend le salut futur de l'Europe.

Pour cela, le premier pas doit être de fixer, aussi précisément que possible, les objets vers lesquels un tel concert doit tendre.

Il paraît, d'après l'explication qui a été donnée des sentiments de l'empereur, auxquels S. M. adhère parfaitement, qu'ils se rapportent à trois objets : 1° de soustraire à la domination de la France les contrées qu'elle a subjuguées depuis le commencement de la révolution, et de réduire la France à ses anciennes limites, telles qu'elles étaient avant cette époque (1). 2° De faire, à l'égard des territoires enlevés à la France, des arrangements qui, en assurant leur tranquillité et leur bonheur, forment en même temps une barrière contre les projets d'agrandissement futurs de la France. 3° D'établir, à la restauration de la paix, une convention et une garantie pour la protection et la sûreté mutuelle des différentes puissances, et pour rétablir en Europe un système général de droit public.

(1) Cette expression dubitative *il paraît* prouve que Pitt avait donné de l'extension aux idées de l'empereur Alexandre. Lorsqu'on en vint à des actes sérieux, ce monarque ne parla que de l'évacuation de l'Allemagne, de la Hollande, de l'Italie, ce qui fait croire qu'il entendait que la France restât dans ses limites, mais qu'il n'eut point l'intention de lui imposer celles de 1792.

Le premier et le second objet sont énoncés généralement et dans des termes qui admettent la plus grande extension ; mais ni l'un ni l'autre ne peuvent être considérés en détail sans égard à la nature et à l'étendue des moyens par lesquels ils peuvent être obtenus. Le premier est certainement celui que les vœux de S. M. et ceux de l'empereur voudraient voir établi sans aucune modification ni exception ; et rien de moins ne pourrait complètement satisfaire les vues que les deux souverains ont pour la délivrance et la sécurité de l'Europe. S'il était possible de réunir à la Grande-Bretagne et à la Russie les deux autres grandes puissances militaires du continent, il paraît hors de doute qu'une telle réunion de forces les mettrait en état d'accomplir tout ce qu'elles se seraient proposé. Mais si (comme il y a trop de raison de croire) il était impossible de faire entrer la Prusse dans la confédération, on peut douter qu'il y ait moyen de faire dans toutes les parties de l'Europe les opérations qui seraient nécessaires pour le succès de la totalité du projet.

Le second point renferme en lui-même la matière de plus d'une considération importante. Les vues et les sentiments qui animent également S. M. et l'Empereur de Russie, lorsqu'ils tentent d'établir ce concert, sont purs et désintéressés.

Leur principale vue, à l'égard des pays qui peuvent être enlevés à la France, doit être de rétablir, autant que cela est possible, leurs anciens droits, et de fonder le bien-être de leurs habitants ; mais en envisa-

geant cet objet, ils ne doivent pas perdre de vue la sécurité générale de l'Europe, d'où même cet objet particulier doit principalement dépendre.

Par suite de ce principe, il ne peut pas être douteux que si quelques-uns de ces pays sont capables d'être rendus à leur ancienne indépendance, et placés dans une situation où ils puissent la défendre, un tel arrangement doit être très-analogue à la politique et aux sentiments sur lesquels ce système est fondé. Mais on trouvera, parmi les pays actuellement soumis à la domination de la France, d'autres auxquels ces considérations ne sont point applicables, soit que dans ces pays les anciennes relations sont tellement détruites, qu'on ne peut pas les y rétablir, soit que leur indépendance n'aurait lieu que de nom, et serait aussi incompatible avec la sûreté des pays mêmes qu'avec celle de l'Europe. Heureusement le plus grand nombre entre dans la première catégorie. Si les armes des alliés étaient couronnées de succès au point de dépouiller la France de tous les pays qu'elle a acquis depuis la révolution, ce serait certainement leur premier but de rétablir les républiques des Provinces-Unies et de la Suisse, et les territoires du roi de Sardaigne, de la Toscane, de Modène (sous la protection de l'Autriche) et de Naples; mais celui de Gênes, celui de la république italienne, renfermant les trois légations, ainsi que Parme et Plaisance, et, d'un autre côté, les Pays-Bas autrichiens, les pays sur la rive gauche du Rhin qui ont fait partie de l'empire germanique, appartiennent à la seconde

classe. Quant aux provinces italiennes que l'on vient d'indiquer, l'expérience a montré combien peu de disposition il y a dans les unes, et combien peu de ressources dans les autres, pour résister à l'agression et à l'influence de la France. Certainement le roi d'Espagne a trop participé au système dont une si grande partie de l'Europe a été la victime, pour que les anciens intérêts de sa famille en Italie méritent d'être pris en considération (1); et la dernière conduite de Gênes et de quelques autres états d'Italie ne leur donne aucun droit à réclamer la justice ou la générosité des alliés. Il est au surplus manifeste que ces petites souverainetés ne pourront plus consolider leur existence politique, et qu'elles ne serviraient qu'à affaiblir et à paralyser la force qui, autant que possible, devrait être concentrée entre les mains de la principale puissance de l'Italie.

Il est inutile de s'arrêter particulièrement sur l'état des Pays-Bas. Les événements qui se sont passés ne permettent plus d'élever la question, s'ils doivent être rendus à la maison d'Autriche : il s'ensuit qu'il y a de nouveaux arrangements à prendre à l'égard de ce pays, et il est évident qu'il ne pourra jamais exister comme état séparé et indépendant. Les mêmes consi-

(1) Pitt, tout en parlant de grands principes de justice, montre ici la griffe du léopard; l'Espagne a reconnu que ses intérêts maritimes étaient les mêmes que ceux de la France, dès-lors les princes de sa maison peuvent être dépouillés pour la grande satisfaction du cabinet de Londres. Voilà la justice et la légitimité de ce cabinet !!

dérations s'appliquent à peu près aux électorats ecclésiastiques et aux autres provinces situées sur la rive gauche du Rhin, ces pays ayant une fois été détachés de l'empire, et leurs anciens possesseurs ayant reçu des indemnités. Il ne paraît donc pas contraire aux principes les plus sacrés de la justice et de la morale publique de faire, à l'égard de l'un ou de l'autre de ces pays, telle disposition qui paraisse convenable à l'intérêt général; et il est évident qu'après tant de misères et de sang répandu, il n'existe pas d'autre mode de parvenir au grand but de recréer le repos et le salut de l'Europe sur une base solide et durable. Il est heureux qu'un pareil plan d'arrangement essentiel en lui-même pour l'objet qu'on se propose peut aussi contribuer au plus haut degré à assurer les moyens par lesquels ce dessein important peut être promu.

Il est très-certainement de la plus haute importance, sinon de la plus absolue nécessité, pour cela, de s'assurer de la coopération vigoureuse et efficace de l'Autriche et de la Prusse; mais il y a peu de raison d'espérer que l'une ou l'autre de ces puissances puisse être engagée à s'embarquer pour la cause générale, si on ne lui offre la perspective d'obtenir quelque acquisition importante pour la récompenser de ses efforts. D'après ces motifs déjà allégués, S. M. conçoit que rien ne peut autant contribuer à la sécurité générale que de donner à l'Autriche de nouveaux moyens pour s'opposer aux places de la France du côté de l'Italie, et en plaçant la Prusse dans une position semblable à l'égard des Pays-Bas. La situation

relative de ces deux puissances ferait naturellement de ces deux pays les points vers lesquels leurs vues se dirigeront respectivement.

En Italie, une bonne politique exige que la puissance et l'influence du roi de Sardaigne soient augmentées, et que l'Autriche soit replacée dans une situation qui lui fournisse les moyens de porter, en cas d'attaque, un secours immédiat et prompt à ses possessions. *S. M. voit avec satisfaction, par les communications secrètes et confidentielles que V. E. vient de transmettre, que les vues de la cour de Vienne sont parfaitement d'accord avec ce principe, et que l'extension à laquelle cette cour vise peut non-seulement être admise avec sûreté, mais que, pour l'avantage de l'intérêt général, on peut encore y ajouter.* Sous d'autres points de vue, S. M. adopte entièrement le plan d'arrangement que S. M. l'empereur de Russie désire voir effectué dans ce pays. S. M. regarde comme absolument nécessaire pour la sûreté générale, que l'Italie soit soustraite à la domination et à l'influence de la France, et qu'on ne souffre dans ce pays aucune puissance qui n'entrât pas facilement dans un système général pour en maintenir l'indépendance. Pour cela, il est essentiel que les provinces qui composent maintenant ce que l'on appelle république italienne soient données à d'autres souverains. En distribuant ces provinces, on devra sans doute donner une augmentation de puissance et de richesse au roi de Sardaigne, et il paraît utile que son territoire, aussi-bien que le duché de Toscane, qu'on propose de rendre au grand-duc,

soient mis en contact immédiat, ou en état de communiquer facilement avec les possessions de l'Autriche. Sur ce principe, la totalité du territoire qui compose maintenant la république ligurienne pourrait, à ce qu'il paraît, être réuni au Piémont.

En supposant que les efforts des alliés fussent couronnés du succès le plus complet, et que les deux objets qu'on a discutés jusqu'à présent eussent été pleinement obtenus, cependant S. M. regarderait cette œuvre salutaire comme imparfaite, si la restauration de la paix n'était pas accompagnée par les mesures les plus efficaces pour donner de la solidité et de la stabilité au système ainsi établi. Beaucoup sera certainement fait pour le repos futur de l'Europe, par ces arrangements territoriaux, qui formeront contre l'ambition de la France une plus forte barrière qu'il n'en a jamais existé; mais pour rendre cette sécurité aussi parfaite que possible, il paraît nécessaire qu'à l'époque de la pacification générale, on conclue un traité auquel toutes les principales puissances européennes prendront part, et par lequel leurs possessions et leurs droits respectifs, tels qu'ils auront été établis, seront fixés et reconnus, et ces puissances devraient toutes s'engager réciproquement à se protéger et se soutenir l'une l'autre contre toute tentative pour l'enfreindre. Ce traité rendrait à l'Europe un système général de droit public, et viserait, autant que possible, à réprimer des entreprises futures pour troubler la tranquillité générale; et, avant tout, pour faire échouer tout projet d'agrandissement et

d'ambition pareil à ceux qui ont produit tous les désastres dont l'Europe a été affligée depuis la malheureuse ère de la révolution française (1).

(N° 2.)

Napoléon au prince de Neufchâtel.

Paris, le 14 février 1806.

Mon cousin, j'apprends que les bataillons autrichiens sont entrés à Wurtzbourg. Vous voudrez bien faire connaître sur-le-champ à M. de Lichtenstein que je ne veux point de troupes autrichiennes à Wurtzbourg. L'électeur formera ses premières troupes dans la Westphalie, sans cela Wurtzbourg deviendra ce qu'était la Souabe. Les troupes autrichiennes ne doivent point sortir de leurs limites. Vous expédierez un courrier au général Andréossy pour lui ordonner de s'en expliquer clairement. Il faut parler haut; il est temps que l'Autriche me laisse tranquille et reste chez elle. Vous ferez connaître au prince de Lichtenstein mon mécontentement à l'occasion de la publication des pièces des traités conclus avec l'Angleterre, où M. Stadion joue un si mauvais rôle : cela n'est point propre à me donner de la confiance pour

(1) Cette malheureuse ère dont parle M. Pitt, un de ses amis, l'orateur Makintosh, s'est vanté au mois de juin 1827 que Pitt l'avait encouragée.

les relations futures. *Si les troupes autrichiennes s'obstinent à rester à Wurtzbourg, vous les ferez enlever, et vous direz à M. de Lichtenstein que vous en avez reçu l'ordre. Je ne veux point de troupes autrichiennes au-delà de leurs limites héréditaires.* Faites sur cet objet une note officielle dont vous m'enverrez copie pour être déposée aux archives, dans laquelle vous établirez pour principe que je n'entends point que les troupes autrichiennes passent jamais leurs frontières. Vous donnerez ordre au maréchal Bernadotte d'occuper Anspach avec son corps d'armée; vous donnerez le même ordre au maréchal Mortier, qui sera sous ses ordres. Il prendra possession du pays au nom du roi de Bavière; il fera connaître par une proclamation qu'en conséquence du traité conclu entre la France et la Prusse, sa majesté prussienne a consenti à céder Anspach au roi de Bavière, et que l'occupation de ce pays doit être faite par les troupes françaises au même moment que les troupes prussiennes occuperont le Hanovre; que les Prussiens occupant cet électorat, il a ordre de son souverain de procéder à l'occupation d'Anspach; que ses troupes maintiendront une bonne discipline, et que les revenus et ressources du pays seront mis en séquestre pour l'entretien des troupes qui l'occuperont pendant le temps qui sera jugé nécessaire. Avant de publier cette proclamation, le maréchal Bernadotte fera marcher les divisions, entrera dans le pays d'Anspach et en occupera tous les points; il fera connaître au commandant des troupes prussiennes qu'elles doivent se retirer, qu'il doit en avoir

reçu l'ordre, puisque les Prussiens sont en Hanovre. Du reste, vous recommanderez au maréchal Bernadotte d'y mettre toutes les formes, de parler avec un grand éloge du roi de Prusse, et de faire tous les compliments usités en ces circonstances. Il ne correspondra pas avec le roi, ni avec ses ministres; il prendra toutes les mesures nécessaires pour pourvoir à la nourriture et à l'entretien de ses troupes, et les cantonnera là jusqu'à nouvel ordre. Comme son corps d'armée est trop considérable pour pouvoir vivre dans le pays d'Anspach, il pourra s'étendre sur le territoire des petits princes voisins, sans cependant toucher à Bareith; je n'ai pas besoin de dire qu'il doit rester sur ses gardes, et avoir l'œil ouvert sur les Prussiens, s'il y en avait à portée de lui. Indépendamment du corps du maréchal Mortier, le maréchal Bernadotte aura sous ses ordres une division de dragons et une division de grosse cavalerie. Quand vous le jugerez convenable, vous donnerez ordre au maréchal Davoust de se porter sur Aichstett pour appuyer le maréchal Bernadotte et s'étendre derrière lui. Vous donnerez ordre à la division de dragons qui est arrivée à Augsbourg de se rendre à Francfort, où elle sera sous les ordres du maréchal Augereau. Quand le jour de rigueur d'évacuer Salzbourg sera arrivé et pas un jour avant, vous ferez filer le maréchal Ney sur Augsbourg, où il attendra de nouveaux ordres. Le maréchal Soult occupera, avec son corps d'armée, les villes suivantes jusqu'à nouvel ordre, savoir: une division à Braunau, une division à Passaw, et une à

Landshutt. Ayez soin que les magasins et l'artillerie soient évacués. Parlez au roi de Bavière pour qu'il ait dans le Tyrol et principalement du côté de Salzbourg une grande quantité de ses troupes, surtout dans le premier moment. Si vous le jugez nécessaire, vous pourrez y placer une brigade du corps du maréchal Soult. Monsieur d'Haugwitz a signé hier un autre traité. Nous verrons si les Prussiens seront plus fidèles à celui-ci qu'à celui de Vienne : il faut donc se tenir en mesure. Ayez soin que tous les détachements qui sont à Augsbourg et à Ulm rejoignent leurs corps. Faites-moi connaître le jour où le maréchal Bernadotte prendra possesion d'Anspach, où le maréchal Mortier sera derrière lui pour le soutenir, où le maréchal Davoust sera à Aichstett, et où le maréchal Ney se dirigera sur Augsbourg. Voici une disposition pour la cavalerie de réserve : une division de dragons et une de grosse cavalerie avec le corps du général Bernadotte ; une division de dragons et une division de grosse cavalerie avec le corps du maréchal Soult ; l'autre division de dragons à Augsbourg. Donnez ordre au général Oudinot de se rendre avec ses grenadiers à Strasbourg ; vous ferez connaître au maréchal Kellermann que mon intention est qu'il donne 150 des plus beaux hommes des 3000 conscrits habillés du dépôt général à chacun des bataillons du général Oudinot : je vous ai écrit de faire remplacer le général Cafarelli dans le commandement de sa division par le général Morand. Tenez-vous strictement aux ordres que je vous donne ; exécutez ponctuellement vos

instructions; que tout ce monde se tienne sur ses gardes et reste à son poste; *moi, seul, je sais ce que j'ai à faire* (1). Si le ministre de Prusse vient vous voir à Munich et vous parle de l'occupation d'Anspach, répondez lui que c'est par mon ordre; les Prussiens n'ont-ils pas occupé le Hanovre? Du reste, dites beaucoup de belles paroles pour la Prusse. J'apprends avec déplaisir que votre santé est mauvaise; mais nous nous verrons bientôt, il me tarde autant qu'à vous que vous reveniez; mais vous voyez comme je suis maîtrisé par les circonstances. Voyez le roi et remettez-lui la lettre ci-jointe, mais 48 heures après que les ordres seront partis pour le maréchal Bernadotte. Vous causerez avec lui, vous lui direz que l'ordre pour l'occupation d'Anspach est parti, qu'il ne faut rien dire, que quant à la prise de possession par les troupes françaises, il ne doit se mêler de rien afin de ne pas irriter la Prusse; que le traité de Vienne n'a été ratifié par le roi de Prusse qu'avec beaucoup de changements que je n'ai pas approuvés; que j'ai en conséquence mal mené Haugwitz; qu'un autre traité a été signé hier par ce ministre; qu'on ne sait point s'il en sera de même de celui-ci que du premier; mais que, puisque les Prussiens sont entrés en Hanovre avant que rien ne fût fini, je prends possession d'Anspach; que ces MM. prétendaient occuper le Hanovre

(1) Une armée où personne ne sait ce qu'il doit faire est une armée exposée à de grands malheurs. Ces mots renferment tout le système de Napoléon et signalent une des causes de ses revers.

et ne nous livrer Anspach que lorsque les Anglais consentiraient sans doute à la perte du Hanovre, c'est-à-dire jamais; qu'on ne va pas manquer à Anspach de s'adresser à lui lorsque les troupes françaises y entreront, mais qu'il doit dire qu'il va répondre, qu'il va m'écrire, et autres choses vagues.

(N° 13.)

Napoléon au major-général.

Paris, le 15 mars 1806.

Mon cousin, mes troupes doivent entrer à Wesel le 18 mars; le prince Murat se rend à Cologne pour surveiller cette opération. Mon intention est que vous voyiez le roi de Bavière pour qu'il expédie sur-le-champ un commissaire avec l'autorité nécessaire pour l'exécution du traité par lequel il me cède le duché de Berg, mon intention étant de prendre possession de ce pays le 18 ou le 20 mars au plus tard. Vous écrirez au prince Murat à Cologne, ce prince y sera rendu le 12. Vous l'instruirez du nom du commissaire qu'aura nommé le roi de Bavière. Je désire occuper en mon nom ledit duché de Berg, mais, comme je vous l'ai dit ci-dessus, au 18 ou 20 mars. Faites en sorte que tout soit expédié pour cette époque, et que le prince Murat reçoive des lettres de vous. Vous entendez bien que ce duché m'étant dévolu par un traité, son occupation n'est point susceptible d'éprouver de retard. Si

le roi de Bavière vous demande ce que je veux en faire, vous lui direz que vous n'en êtes point instruit; mais je vous dirai, pour vous seul, que je vais nommer le prince Murat, prince de Berg et de Clèves: cela doit rester en secret pour tout le monde. L'indemnité que demande le roi de Bavière pour ce qu'il me cède du Tyrol italien, je la lui fais gagner en le dispensant de donner à la Prusse le territoire de 20 mille ames qu'il devait lui céder en échange d'Anspach; car, vous savez que le roi de Bavière me cédait sans restriction le duché de Berg, et que je ne m'étais engagé à lui faire avoir Anspach qu'avec une population de 20 mille ames de moins.

(N° 4)

Au même.

Paris, le 14 mars 1806.

Mon cousin, mon intention est que mon armée reste en Allemagne, jusqu'à ce que j'aie des réponses positives de la cour de Vienne relativement aux affaires de la Dalmatie. Cependant je sens qu'il est urgent de soulager les états du roi de Bavière et en même temps de rapprocher mon armée de chez moi, car je ne puis douter que la cour de Vienne cesse de refuser une chose qui est si juste. Vous ordonnerez en conséquence les dispositions suivantes.

Le corps du maréchal Ney partira d'Augsbourg

emmènant avec lui la division de dragons de Walter, et se rendra à petites journées, de manière à fatiguer le moins possible mes soldats, par Memingen à Engen, et se cantonnera dans toute l'étendue de la principauté de Furstemberg, et vivra aux dépens de cette principauté sans faire supporter aucune charge au pays de Bade ni à la Bavière. Le maréchal Ney attendra là de nouveaux ordres. Infanterie, cavalerie, artillerie, tout doit être en état. Le maréchal Davoust se rendra avec son corps d'armée à Oettingen, et cantonnera ses troupes dans toute cette principauté sans être à charge d'aucune manière à la Bavière; il enverra une de ses divisions occuper entièrement la seigneurie de Limbourg et une autre occuper toute la principauté d'Hohenlohe. Si son séjour se prolongeait plus longtemps que je ne le pense, elle pourrait même s'étendre dans le Mergentheim, la principauté d'Oettingen, Limbourg et Hohenlohe, formant plus de 200 mille ames; son armée doit vivre là à son aise sans fatiguer aucun de mes alliés. Par ce moyen, la Bavière se trouvera déchargée de nourrir deux corps d'armée, et cela me donnera le temps de faire toutes mes dispositions générales, puisque ces corps d'armée ne seront pas rendus, avant le 25, dans leurs cantonnements. Le maréchal Soult se trouve avoir une grande quantité de cavalerie; je ne vois pas d'inconvénient qu'elle se déploie et prenne plus d'espace, et même qu'une de ses deux divisions de cavalerie se prolonge sur le Lech, du côté d'Ingolstadt et de Neubourg. Vous pouvez renvoyer le quartier-général et tous les ba-

gages à Ulm; je désire cependant que de votre personne vous restiez encore quelque temps à Munich.

(N° 5.)

Napoléon au prince de Neufchâtel.

Paris, le 14 mars 1806.

Mon cousin, je vous ai fait connaître que je désirais que vous fissiez passer une convention pour régler de quelle manière je dois communiquer avec la Dalmatie, et fixer le nombre des journées d'étapes. La république de Venise jouissait de cette communication. D'ailleurs me donner la Dalmatie sans les moyens d'y communiquer, c'est ne me rien donner et exposer mes troupes à être coupées et perdues. Tant que cette convention ne sera pas faite, je n'évacuerai pas Braunau; car c'est me refuser l'exécution du traité, que me refuser une chose si évidemment juste. J'ai fait tenir le même langage à M. de Vincent. Mon intention est que mon armée ne bouge pas de ses positions que cette convention n'ait été faite.

P. S. Prévenez que toutes mes troupes ne bougent de l'Allemagne, que cette mauvaise difficulté qu'on me fait ne soit levée. Écrivez au maréchal Soult de se mettre en mesure de soutenir Braunau, et donnez des ordres positifs pour qu'il ne soit pas évacué.

(N° 6.)

Napoléon au major-général.

Paris, le 18 mars 1806.

Mon cousin, ne faites point évacuer Braunau que Wurtzbourg ne soit évacué ; *je ne veux point d'Autrichiens en Allemagne, hors de chez eux ; c'est un point fondamental.* Témoignez à M. de Montgelas et à M. Otto mon mécontentement de ce qu'ils ont laissé passer les Autrichiens sur le territoire de Bavière ; ils ne doivent le permettre qu'après s'en être entendus avec moi. Dites au roi personnellement qu'il ne doit jamais l'accorder qu'il n'ait une lettre de moi.

(N° 7.)

Napoléon au prince de Neufchâtel.

Paris, le 24 mars 1806, à 9 heures ½ du soir.

Mon cousin, je ne perds pas une minute pour vous écrire que ce soir 24, à neuf heures du soir, je reçois la nouvelle que les Autrichiens ont livré les bouches du Cattaro aux Russes : en conséquence, sous quelque prétexte que ce soit, mon intention est que vous ne fassiez pas évacuer Braunau, au contraire,

vous le ferez réarmer et approvisionner, et vous donnerez ordre aux troupes de marcher en avant. Envoyez au général Andréossi un courrier pour lui rendre compte de cette affaire que la cour de Vienne connaissait ou qu'elle connaît, du moins, actuellement. Son commandant nous a entièrement trahi. Je vous expédierai demain matin un autre courrier : mais je ne veux pas tarder davantage à vous faire connaître que votre premier soin est de prévenir, sans perdre un moment le maréchal Soult, de réunir ses troupes et de soutenir la place de Braunau.

(N° 8.)

Au même.

Paris, le 7 juin 1806.

Mon cousin, des lettres que je reçois de Vienne par un courrier extraordinaire m'apportent l'avis que les Russes ont enfin rendu les bouches du Cattaro. Dans cet état de choses, je n'attends que la nouvelle du jour, où elles auront été remises à mes troupes pour faire évacuer l'Allemagne par mon armée, et je rendrai la place de Braunau le jour où j'en recevrai l'avis. Écrivez au général Andréossi pour qu'il fasse connaître à Vienne qu'il peut être inutile d'envoyer des bataillons autrichiens à Cattaro ; que j'ai donné l'ordre au général Lauriston d'en recevoir la posses-

sion avec huit bataillons ; que la cour de Vienne peut y envoyer un commissaire autrichien, que cela épargnera un mouvement de troupes à l'Autriche, et que je ne demande pas mieux que de livrer Braunau et d'occuper Cattaro le plus tôt possible. Andréossi doit écrire en ce sens à Lauriston, qui doit être actuellement à Raguse.

(N° 9.)

Au même.

St.-Cloud, le 11 juillet 1806.

Mon cousin, vous verrez par les deux lettres que je vous ai adressées aujourd'hui, les différentes dispositions que j'ai prescrites pour compléter mon armée et la mettre en situation de tout entreprendre. Vous ordonnerez au bataillon corse de rejoindre le corps d'armée du maréchal Soult. Il est convenable de faire garder le parc à Augsbourg ; il faut le faire garder par d'autres troupes légères. On peut y destiner le 3e bataillon du 76e du corps du maréchal Ney. Après que tous les mouvements ordonnés par ma dépêche seront effectués, j'ai calculé que je devais avoir (sans comprendre le 2e ni le 8e corps de la grande armée, pour lesquels j'ai envoyé des ordres directement au prince Eugène, mais en comprenant ce qui sera sur le Danube et au-delà du Rhin) 140 mille hommes d'infanterie, 32 mille hommes de cavalerie bien mon-

tés et en bon état, et 20 mille hommes d'artillerie à pied et à cheval; des bataillons du train, sapeurs, mineurs, ouvriers : ce qui ferait un total de 192 mille hommes. Le 2e et le 8e corps doivent former 40 mille hommes. J'aurais donc en ligne et presque sur Vienne 236 mille hommes. Faites-moi connaître si je me suis trompé dans quelques-uns de ces calculs. J'ai dans l'idée que j'ai 3 mille chevaux de la compagnie Bret, c'est-à-dire 600 voitures; que j'ai à Braunau 12 à 15 cent mille rations de biscuit; que chaque soldat de mon armée a trois paires de souliers, une aux pieds et deux dans le sac. Donnez ordre aux dépôts d'envoyer tout ce qui est nécessaire pour les compagnies. Prescrivez que l'on suive deux routes toutes deux aboutissant à Augsbourg, qui sera le quartier-général, et de là sur Braunau. Il faut qu'avec le moindre bruit possible ces mouvements s'opèrent, en les attribuant à des affaires d'ordre intérieur des corps; et que je sois cependant en mesure, au 15 août, de me trouver à Lintz. Comme c'est le maréchal Soult qui forme l'avant-garde, il faut que son corps d'armée soit le plus tôt prêt et le mieux organisé de tous. Le génie ne sera pas pris, j'espère au dépourvu : il aura ses outils et ses pontonniers pour réparer les ponts et les chemins rapidement.

Que tout ce qui serait évacué sur Strasbourg se rende à Augsbourg, où doit être le quartier-général. Il serait cependant inutile que les corps s'embarrassent de tous leurs bagages. En retournant à [illegible]ne, on ne manquera pas d'effets d'habillement : il suffit

de se munir de souliers. Les dépôts seront Augsbourg et Braunau. J'ai à Strasbourg 12 millions : faites-les venir à Augsbourg, et faites payer quatre mois de solde, en veillant à ce que ceux qui l'ont reçue ne la reçoivent pas double. Je suppose qu'ils sont dus au corps du maréchal Soult. Je crois que le maréchal Augereau s'est fait solder à Francfort, et que le maréchal Lefebvre a toujours été au courant. Je suppose que le matériel de l'artillerie est parfaitement en règle. Je donne ordre au 21^e^ léger et au 22^e^ de ligne, qui sont en Hollande, de se rendre à Wesel. Mon intention est de les diriger sur Wurtzbourg pour y faire partie de la division Gazan et remplacer les 12^e^ et 58^e^ de ligne. Vous pouvez dire au maréchal Mortier que cette division sera de 9 mille hommes.

(N° 10.)

Au même.

St.-Cloud, le 16 juillet 1806.

Mon cousin, je vous ai prescrit différentes dispositions par ma dernière lettre, sans vous en dire la cause. Je vous envoie aujourd'hui un traité que je désire que vous gardiez pour vous seul, et que je veux faire sanctionner avant que mon armée repasse le Rhin (1); par ce moyen, je n'aurai point de dispute

(1) C'est le traité relatif à l'établissement de la Confédération du Rhin.

sur ce point. D'un autre côté, Cattaro ne m'est point encore remis. *Mon intention est que si l'empereur d'Allemagne fait la moindre difficulté d'adopter ces mesures, de porter toute mon armée entre l'Inn et Lintz; ce qui déchargera la Bavière.* Vous pouvez en causer avec M. Otto, mais avec lui seulement. Comme vous serez chargé de l'échange des ratifications, vous aurez à faire un grand travail dans lequel il pourra vous aider, tout cela devant passer pas vos mains.

(N° 11.)

Napoléon au général Déjean.

St.-Cloud, le 17 juillet 1806.

M. Déjean, pour pénétrer dans la Carinthie et la Carniole, dans le pays vénitien, il existe trois principaux débouchés : celui de droite, à Palma nova; celui de gauche, à Osoppo. J'ai ordonné la construction d'un fort à Osoppo; mais j'ai demandé que les plans soient faits par les officiers du génie. La place d'Osoppo est, à elle seule, une place forte; et le problème que j'ai proposé aux officiers du génie, est que cette belle position puisse être mise à l'abri d'une attaque de vive force avec mille hommes, et puisse cependant en contenir 4 ou 5 mille. Il paraît que le général Lery dresse ses plans. On continue cependant les travaux pendant ce temps. Je me désire

pas que l'on discontinue ; mais je désire qu'on me communique bientôt les plans des officiers du génie.

Le général Marmont propose un petit fort sur les hauteurs de Ospedatto, ayant pour but de fermer la vallée. Il propose ensuite une ligne de redoutes de plus d'une lieue de développement d'Ospedatto à Osoppo. Ces ouvrages ne peuvent être considérés que comme ouvrages de campagne, que l'on pourrait faire dans un laps de temps assez long, où l'on se trouverait obligé à une vigoureuse défensive. Il pourra être utile, lorsque Osoppo sera dans une situation respectable, d'établir sur la hauteur d'Ospedatto un petit fort à l'abri d'un coup de main, et tel, que 2 ou 300 hommes ferment la vallée. Mais, comme il n'est pas possible d'exécuter ce travail avant deux ou trois ans, je désire qu'on lève en détail le pays à trois ou quatre lieues autour d'Osoppo, et qu'un officier du génie soit chargé de discuter ce projet. Le troisième débouché par où l'ennemi peut déboucher dans le Frioul, c'est par Coporetto.

Le général Marmont propose d'établir à Stapizza un fort qui coûterait 300 mille livres, et qui fermerait cette vallée. C'est spécialement sur cet objet que je désire, avant le mois d'octobre, un projet présenté par les officiers du génie. Si effectivement le débouché de Caporetto à Cividale se trouvait fermé par le fort proposé, et que l'ennemi ne pût arriver sur Udine qu'en prenant ce fort ou en descendant de manière à se mettre sous la sphère d'activité de Palma nova, ce fort deviendrait utile pour la défensive, et pourrait,

dans des circonstances données, rendre des services du premier ordre; car, ce qui constitue la faiblesse de cette frontière, c'est le grand éloignement où elle se trouve de Paris et même des Alpes. Mais il faudrait pour s'engager dans cette dépense qu'elle fût effectivement aussi médiocre qu'on la présente, et que le fort puisse appuyer la division qui, dans le cas de la défensive, serait chargée de défendre ce débouché, et puisse même permettre de la diminuer considérablement.

(N° 12.)

Au même.

Rambouillet, le 23 août 1806.

Monsieur Déjean, je désirerais que le premier inspecteur du génie me remît sous les yeux les plans de Brest, Toulon, Lorient, Cherbourg, avec les devis, et en me faisant connaître le temps nécessaire pour les exécuter; car il est convenable, dans le moment de paix et de prospérité où nous nous trouvons, de penser à l'avenir et à améliorer notre système défensif. Une ligue de plusieurs puissances est toujours formée par l'Angleterre. Elle exige de notre part un grand déploiement de forces sur le continent, et expose nos côtes aux entreprises de nos ennemis. Il faut calculer notre système de manière que dans un mois ou six semaines qui suivraient un débarquement, il ne pût

rien être entrepris qui nous produise un tort irréparable. De toutes les opérations qui peuvent avoir pour but un débarquement, la prise de nos ports et de nos chantiers est la plus attrayante pour les Anglais et celle qui nous causerait le plus de dommages. Nos chantiers et arsenaux les plus importants sont, Anvers, Rochefort, Brest, Toulon, Cherbourg, Lorient. Je vous ai déja donné des ordres pour les deux premiers; et je suis bien aise d'avoir des plans et des mémoires raisonnés sur les quatre derniers. Je désire également d'avoir sur le Havre, Nantes, Marseille et Bordeaux des mémoires qui me fassent connaître les fortifications intermédiaires et directes de ces quatre points. Je crois que, depuis la révolution, leur défense a été dérangée et culbutée. Il est convenable aussi de s'occuper des îles Marcouf, d'Anissant, de l'île d'Aix, de l'île d'Ieu, des îles d'Hyères : ce sont des points importants. Je désire connaître les fortifications actuelles de ces îles et les projets du génie. Je désire aussi que le premier inspecteur appelle mon attention sur les îles et les points destinés à notre cabotage, et les mouillages, soit sur l'Océan, soit sur la Méditerranée. Mettez-moi sous les yeux les projets de défense de la rade de Vado et du golfe de la Spezzia, où des escadres peuvent d'un moment à l'autre chercher un refuge contre des forces supérieures. Quand le premier inspecteur m'aura soumis ses plans, je désirerais qu'il s'occupât de dresser un plan et de rédiger un mémoire sur la frontière du Bas-Rhin, depuis la Moselle jusqu'à la Hollande, sur les places qui défendent la Belgique,

et sur lesquelles je désire également des plans et des mémoires, et sur les places de la Hollande du côté de l'Allemagne, afin de pouvoir conseiller le roi de Hollande dans une guerre suscitée par une nouvelle coalition, ou de l'aider des moyens des places fortes pour la conjurer. Je lirai aussi avec plaisir tout ce que le premier inspecteur aura à me proposer sur la frontière du Haut-Rhin, soit sur celle de la Suisse; mon intention étant de profiter de la situation prospère de mes finances, et des moments de paix que je pourrai avoir pour employer les moyens de l'art à m'assurer de nouvelles chances de succès dans les circonstances à venir. Comme tout ce que je demande par la présente lettre est un ouvrage de très-longue haleine, je désire que vous me remettiez chaque travail à mesure qu'il sera rédigé, place par place, frontière par frontière, à peu près comme il a été fait jusqu'à cette heure pour les nouveaux travaux.

(N° 13.)

Extrait des minutes de la secrétairerie d'état.

En notre camp impérial de Berlin, le 21 novembre 1806.

Napoléon, empereur des Français et roi d'Italie, considérant,

1° Que l'Angleterre n'admet point le droit des gens suivi universellement par tous les peuples policés;

2° Qu'elle répute ennemi tout individu appartenant à l'état ennemi, et fait en conséquence prisonniers de guerre, non-seulement les équipages des vaisseaux armés en guerre, mais encore les équipages des vaisseaux de commerce et des navires marchands, et même les facteurs de commerce et les négociants qui voyagent pour les affaires de leur négoce;

3° Qu'elle étend aux bâtiments et marchandises du commerce et aux propriétés des particuliers le droit de conquête, qui ne peut s'appliquer qu'à ce qui appartient à l'état ennemi;

4° Qu'elle étend aux villes et ports de commerce non fortifiés, aux havres et aux embouchures de rivières, le droit de blocus, qui, d'après la raison et l'usage de tous les peuples policés, n'est applicable qu'aux places fortes;

5° Qu'elle déclare bloquées des places devant lesquelles elle n'a pas même un seul bâtiment de guerre, quoiqu'une place ne soit bloquée que quand elle est tellement investie qu'on ne puisse tenter de s'en approcher sans un danger imminent;

6° Qu'elle déclare même en état de blocus des lieux que toutes ses forces réunies seraient incapables de bloquer, des côtes entières et tout un empire;

7° Que cet abus monstrueux du droit de blocus n'a d'autre but que d'empêcher les communications entre les peuples, et d'élever le commerce et l'industrie de l'Angleterre sur la ruine et l'industrie du commerce du continent;

8° Que tel étant le but évident de l'Angleterre, quiconque fait sur le continent le commerce de marchandises anglaises, favorise par là ses desseins et s'en rend le complice;

9° Que cette conduite de l'Angleterre, digne en tout des premiers âges de la barbarie, a profité à cette puissance au détriment de toutes les autres;

10° Qu'il est de droit naturel d'opposer à l'ennemi les armes dont il se sert, et de le combattre de la manière qu'il combat, lorsqu'il méconnaît toutes les idées de justice et de tous sentiments libéraux, résultat de la civilisation parmi les hommes :

Nous avons résolu d'appliquer à l'Angleterre les usages qu'elle a consacrés dans sa législation maritime.

Les dispositions du présent décret seront constamment considérées comme principe fondamental de l'empire, jusqu'à ce que l'Angleterre ait reconnu que le droit de la guerre est un, et le même sur terre que sur mer; qu'il ne peut s'étendre ni aux propriétés privées, quelles qu'elles soient, ni à la personne des individus étrangers à la profession des armes, et que le droit de blocus doit être restreint aux places fortes réellement investies par des forces suffisantes.

Nous avons en conséquence décrété et décrétons ce qui suit :

ART. 1^er^. Les îles britanniques sont déclarées en état de blocus.

2. Tout commerce et toute correspondance avec les îles britanniques sont interdits. En conséquence

les lettres ou paquets adressés ou en Angleterre ou à un Anglais, ou écrits en langue anglaise, n'auront pas cours aux postes et seront saisis.

3. Tout individu de l'Angleterre, de quelque état ou condition qu'il soit, qui sera trouvé dans les pays occupés par nos troupes ou par celles de nos alliés, sera fait prisonnier de guerre.

4. Tout magasin, toute marchandise, toute propriété, de quelque nature qu'elle puisse être, appartenant à un sujet de l'Angleterre, ou provenant de ses fabriques ou de ses colonies, est déclaré de bonne prise.

5. Le commerce des marchandises anglaises est défendu; et toute marchandise appartenant à l'Angleterre, ou provenant de ses fabriques et de ses colonies, est déclaré de bonne prise.

6. La moitié du produit de la confiscation des marchandises et propriétés déclarées de bonne prise par les articles précédents, sera employée à indemniser les négociants des pertes qu'ils ont éprouvées par la prise des bâtiments de commerce qui ont été enlevés par les croisières anglaises.

7. Aucun bâtiment venant directement de l'Angleterre ou des colonies anglaises, ou y ayant été depuis la publication du présent décret, ne sera reçu dans aucun port.

8° Tout bâtiment qui, au moyen d'une fausse déclaration, contreviendra à la disposition ci-dessus, sera saisi; et le nâvire et la cargaison seront confisqués comme s'ils étaient propriété anglaise.

9. Notre tribunal des prises de Paris est chargé du jugement définitif de toutes les contestations qui pourront survenir dans notre empire ou dans les pays occupés par l'armée française, relativement à l'exécution du présent décret. Notre tribunal des prises à Milan sera chargé du jugement définitif desdites contestations qui pourront survenir dans l'étendue de notre royaume d'Italie.

10. Communication du présent décret sera donnée, par notre ministre des relations extérieures, aux rois d'Espagne, de Naples, de Hollande et d'Étrurie, et à nos autres alliés dont les sujets sont victimes, comme les nôtres, de l'injustice et de la barbarie de la législation maritime anglaise.

11. Nos ministres des relations extérieures, de la guerre, de la marine, des finances, de la police, et nos directeurs généraux des postes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Signé NAPOLÉON.

FIN DES PIÈCES JUSTIFICATIVES.

TABLE

DES CHAPITRES.

CHAPITRE VII.

ANNÉES 1802 A 1804.

L'Angleterre refuse d'exécuter le traité d'Amiens. Nouvelle rupture. Invasion du Hanovre. Occupation d'une partie du royaume de Naples. Les Anglais dominent dans tout l'Indostan. État de l'Europe. Préparatifs pour une descente en Angleterre. Pitt rentre au ministère. Bill de défense. Conspiration de Georges et de Pichegru. Érection de l'empire. Maximes de Napoléon en matière de gouvernement. Il est proclamé empereur, et cette dignité sera héréditaire dans sa famille. Il est couronné par le pape. Il part pour l'Italie. Organisation de la grande-armée. Brouille avec la Russie. Sortie des flottes. Napoléon revient à Boulogne..... page. 5

CHAPITRE VIII.

CAMPAGNE DE 1805.

Projet de Pitt pour abaisser la France. Troisième coalition. Campagne de 1805. Batailles d'Ulm et d'Austerlitz. Opé-

rations en Italie et Tirol. Démêlés avec la Prusse. Traités de Vienne et de Presbourg. Les électeurs de Bavière et de Wurtemberg prennent le titre de roi. Masséna envahit le royaume de Naples. Guerre maritime. Bataille navale de Trafalgar... ..... page 76

CHAPITRE IX.

CAMPAGNE DE 1806.

Retour de Napoléon à Paris. Démêlés avec la Prusse. Nouveau traité imposé à Haugwitz. Mort de Pitt : il est remplacé par Fox. Système de Napoléon pour une puissance fédérative. Joseph, roi de Naples. Louis, roi de Hollande. Traités pour l'établissement de la confédération du Rhin. Négociations avec la Russie et l'Angleterre. Rupture avec la Prusse. Batailles d'Iéna, d'Auerstedt. Destruction de l'armée prussienne. Les Français s'emparent de la Hesse, du Hanovre et de tout le pays jusqu'à la Vistule. page 207.

CHAPITRE X.

CAMPAGNE DE 1807.

Projets sur la Pologne. Campagne d'hiver. Les Russes arrivent sur la Vistule et envahissent la Moldavie. Batailles de Pultusk et d'Eylau. Quartiers d'hiver. Opérations contre les Suédois. Siéges de Dantzick et des places de Silésie. Menaces de l'Espagne. Démonstrations de l'Autriche. Les Anglais devant Constantinople; ils échouent contre l'Égypte. Négociations diverses avec la Perse, la Porte, la Suède et les coalisés. Ouverture d'une seconde campagne. Batailles d'Heilsberg et de Friedland. Traité de Tilsit..... page 327

CHAPITRE XI.

FIN DE LA CAMPAGNE DE 1807.

Suites du traité de Tilsit. Expédition des Anglais contre Copenhague. Ils s'emparent de la flotte danoise. Prise de Stralsund et de Rugen par les Français. La Russie offre sa médiation pour la paix qui est repoussée. Système continental. Création d'une nouvelle noblesse. Suppression du tribunat..... page 437

PIÈCES JUSTIFICATIVES..... page 470

FIN DE LA TABLE DES CHAPITRES.

00032708

Digitized with financial assistance from the
Government of Maharashtra
on 02 April, 2016